

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°232	
--	-------	--

JUILLET 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- ❑ **ANKARA: LA COUR DE CASSATION TURQUE CASSE LE VERDICT DE 15 ANS DE PRISON PRONONCÉ CONTRE LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES**
- ❑ **BAGDAD: LE PRÉSIDENT IRAKIEN AFFIRME QUE L'IRAK RESPECTERA LE STATUT D'AUTONOMIE DES KURDES**
- ❑ **ERBIL: NECHIRVAN BARZANI SERA LE PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT RÉUNIFIÉ DU KURDISTAN IRAKIEN**
- ❑ **BERHAM SALEH, VICE-PREMIER MINISTRE IRAKIEN CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ NATIONALE, EN VISITE EN SYRIE**
- ❑ **LE GOUVERNEMENT IRAKIEN, À LA DEMANDE DE L'ONU, REPORTE LA CONFÉRENCE NATIONALE**
- ❑ **LA FRANCE ET L'IRAK RÉTABLISSENT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES**
- ❑ **RECEP TAYYIP ERDOGAN, EN VISITE OFFICIELLE À PARIS**
- ❑ **LES CHEFS DE LA DIPLOMATIE DES PAYS VOISINS DE L'IRAK SE RÉUNISSENT**
- ❑ **VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC À TÉHÉРАН**
- ❑ **DAMAS: AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LA DÉTENTION DE PRISONNIERS POLITIQUES ET LE DURCISSEMENT ENVERS L'OPPOSITION**
- ❑ **STRASBOURG: LA TURQUIE CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME POUR « TORTURES » ET « VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION ».**
- ❑ **AINSI QUE...**

ANKARA: LA COUR DE CASSATION TURQUE CASSE LE VERDICT DE 15 ANS DE PRISON PRONONCÉ CONTRE LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES

LEYLA Zana et ses trois collègues, anciens députés du parti de la Démocratie (DEP, dissous en 1994), seront jugés pour la troisième fois après que la Cour de cassation turque a cassé le 14 juillet une peine de 15 ans de prison prononcée à leur rencontre

pour "séparatisme". La neuvième chambre de la Cour a décidé à l'unanimité de casser le verdict prononcé en avril par une Cour de sûreté de l'Etat (DGM) contre les quatre anciens députés kurdes à l'issue d'un nouveau procès, voulu par la Cour européenne des droits de l'Homme, qui avait jugé le

premier procès inéquitable, a annoncé son président Hasan Gerceker.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak ont été libérés par une cour d'appel en juin après avoir purgé dix ans de prison en attendant la révision de leur dernier procès. Ils avaient été condamnés en 1994 à 15 ans de prison pour "soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kongra-Gel)". Les

quatre détenus ont été rejugés en avril mais le nouveau procès n'a fait que confirmer la précédente condamnation, provoquant des réactions négatives de la part de l'Union européenne.

M. Gerceker a notamment souligné les vices de procédure entourant le procès, indiquant que les anciens députés auraient dû notamment être entendus après la nouvelle notification de l'acte d'accusation. Il estime aussi que le fait que des témoins qui avaient accablé les prévenus lors du premier procès n'aient pas été appelés à témoigner au deuxième procès, constitue un vice de procédure.

Un avocat des ex-députés a salué la décision. *"C'est une décision juste. C'est aussi un tournant pour la Turquie"* dans la voie de l'intégration à l'UE, a notamment déclaré Me Hamit Geylani.

Les quatre ex-députés seront ainsi jugés une nouvelle fois devant une Cour d'assises d'Ankara après l'abolition par le parlement turc des DGM, des tribunaux d'exception, dans le cadre des réformes pour rapprocher le pays des normes européennes. Mais la presse turque annonce d'ores et déjà que ce sera toujours M. Karadeniz qui présidera cette nouvelle cour. Ce dernier avait dirigé les audiences du dernier procès organisé dans le cadre de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara. Mme Zana, dont le courage politique a été salué en 1995 par le Parlement européen qui lui a décerné le prix Sakharov de la liberté de pensée, est devenue une figure emblématique de la lutte pacifique pour la reconnaissance des droits des Kurdes en Turquie. Depuis leur sortie de prison, les

quatre ex-députés ont sillonné le Kurdistan de Turquie pour des meetings politiques en tenant partout des messages de paix, ce qui n'a pas manqué d'irriter la puissante armée turque. Le numéro deux de l'état-major, le général Ilker Basbug, a accusé, le 8 juillet, les autorités de laxisme en autorisant Leyla Zana et ses amis à tenir des discours dans ces rassemblements alors qu'ils sont toujours sujets à des poursuites pénales. La police a ensuite immédiatement annoncé le dépôt de plaintes à leur rencontre. Le porte-parole de la police, Ramazan Er, n'a pas précisé sur quoi se fondaient les plaintes, il a seulement rapporté que lors de ces meetings, Leyla Zana et ses amis avaient parlé en turc et en kurde.

Or, selon la législation turque, seul le turc est reconnu comme langue officielle et les discours politiques doivent être faits dans cette langue.

La Turquie espère un feu vert des dirigeants européens en décembre pour entamer des négociations d'adhésion à l'UE. Pour inciter les dirigeants européens à prendre une telle décision, le gouvernement du parti de la Justice et du Développement (AKP) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a fait passer au parlement une série de mesures visant à démocratiser la législation turque. La libération de Leyla Zana et de ses collègues fait partie de cette offensive de charme tous azimuts.

BAGDAD: LE PRÉSIDENT IRAKIEN AFFIRME QUE L'IRAK RESPECTERA LE STATUT D'AUTONOMIE DES KURDES

LORS d'une visite au Kurdistan, le président irakien Ghazi al-Yaouar a affirmé le 21 juillet que son pays respectera le statut d'autonomie des régions kurdes et ne remettra pas en cause le système fédéral. *"Nous soutenons cette expérience (d'autonomie) par tous les moyens"*, a déclaré M. Yaouar devant un auditoire de personnalités kurdes réunies dans la station touristique de Salaheddine. *"Nous voyons dans le fédéralisme un outil pour rapprocher les unes des autres les régions de la patrie"*, a-t-il déclaré, ajoutant que la Constitution provisoire, qui souligne le caractère fédéral de l'Irak, *"sera appliquée mot à mot"*.

Les Kurdes, qui jouissent d'une autonomie de fait depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, ont

exprimé des craintes de voir leur statut remis en cause à l'avenir même si le fédéralisme a été consacré dans la Constitution provisoire adoptée en mars dernier par le Conseil de gouvernement dissous.

M. Barzani s'est félicité quant à lui de la visite de M. Yaouar, ajoutant que le président irakien *"jouit d'un grand soutien du peuple kurde"*.

A propos des relations avec les pays de la région, souvent accusés de ne pas empêcher efficacement l'infiltration de combattants étrangers en Irak, M. Yaouar a indiqué s'attendre à *"la bonne foi des voisins"*. *"L'instabilité de l'Irak peut affecter leur propre sécurité"*, a-t-il ajouté. *"L'Iran est un voisin qui nous est cher et qui doit avoir un rôle positif en Irak"*, a-t-il

souligné, déclarant à propos d'éventuelles menaces turques contre les Kurdes d'Irak: *"Nous n'accepterons aucune atteinte à l'une des composantes de notre peuple et nous défendrons tous les Irakiens en cas de menace"*.

Cependant, les Kurdes sont loin d'être rassurés et nombre d'entre eux commencent à douter de leur avenir dans l'Irak. Quelque 500 intellectuels et étudiants ont manifesté le 24 juillet à Souleimaniyeh pour exiger l'indépendance du Kurdistan d'Irak et revendiquer la ville pétrolière de Kirkouk. La manifestation a eu lieu en dépit d'une interdiction des autorités de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui contrôle la province de Souleimaniyeh. Les manifestants se sont rassemblés sur la place Azadi (Liberté) et ont marché vers un bâtiment du gouvernement local, derrière deux bannières: *"L'indépendance pour le Kurdistan"* et *"Kirkouk, ville kurde"*.

Une délégation a remis un mémorandum des indépendantistes, qui ne sont membres d'aucun parti, à un représentant du gouvernement de Souleimaniyeh de l'UPK. Ce texte intitulé *"soutenez l'indépendance du Kurdistan"* demande l'Indépendance du Kurdistan, un tribunal international pour le procès de Saddam Hussein qui doit associer les Kurdes et ajouter l'*"arabisation"* forcée des provinces kurdes aux chefs d'inculpation de Saddam Hussein.

Par ailleurs, quelques milliers de Kurdes ont manifesté le 21 juillet à Kalar, au sud-est de la ville de Souleimaniyeh, pour exiger des

nouvelles autorités irakiennes la vérité sur les disparus de l'opération Anfal, campagne génocidaire menée par l'ancien régime. Ils ont marché derrière une banderole proclamant: *"Nous demandons la vérité pour nos enfants arrêtés pendant l'opération Anfal"*. Une autre banderole demandait au tribunal spécial irakien chargé de juger Saddam Hussein de le condamner à mort pour ce *"crime"*.

Le régime de Saddam Hussein avait mené de 1987 à 1990 une campagne baptisée "Anfal" destinée à briser la résistance kurde dans le nord de l'Irak. Plus de 4.000 villages kurdes avaient été détruits lors de cette campagne et des centaines de milliers de personnes déportées. Des dizaines de milliers de Kurdes ont péri ou ont été portés disparus.

Par ailleurs, le ministère turc des Affaires étrangères a exprimé son irritation le 14 juillet à propos des Kurdes d'Irak et plus particulièrement leur importance dans la ville pétrolière de Kirkouk qui a connu une arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein. Une délégation de diplomates turcs, qui s'est rendue dans cette ville du 6 au 11 juillet, a *"constaté de sérieux efforts, soutenus par des travaux de construction, dans la voie de la modification de la répartition démographique de Kirkouk"*, souligne le communiqué en référence implicite aux Kurdes d'Irak. *"Cette situation est source de préoccupation pour les différentes composantes du peuple irakien (...), il faut absolument éviter tout fait accompli dans cette région"* précise le document. Ankara, qui instrumentalise la minorité turkmène, turcophone, installée à

Kirkouk et dans ses environs, craint qu'une éventuelle mainmise kurde sur les ressources pétrolières de la région n'attise des velléités d'indépendance chez les Kurdes d'Irak. Le numéro deux de l'état-major de l'armée turque, le général Ilker Basbug, avait lancé, le 8 juillet, un avertissement contre toute tentative de modifier la répartition ethnique dans la ville. *"Un tel développement soulèverait en Turquie de graves inquiétudes pour la sécurité"* de la région, avait-il indiqué. *"Nous attendons du gouvernement intérimaire irakien qu'il empêche cela"*, avait-il ajouté, estimant qu'un échec à trouver *"une solution juste et durable"* au statut de Kirkouk constituerait une menace contre l'intégrité territoriale et politique de l'Irak.

Un diplomate turc avait annoncé le 4 juillet que la Turquie avait rapatrié du Kurdistan irakien une poignée de ses officiers qui y étaient déployés depuis 1996 dans le cadre d'une opération internationale visant à éviter une reprise des affrontements entre les deux principaux partis kurdes irakiens. *"Leur mission est achevée. Cela fait un moment qu'ils ne faisaient plus grand-chose là-bas"*, a déclaré ce diplomate qui a précisé qu'il s'agissait de *"moins d'une dizaine d'officiers de l'armée"* turque. Depuis la guerre en Irak en mars 2003, le départ des observateurs turcs a été réclamé par les partis politiques kurdes qui se méfient des intentions d'Ankara envers le Kurdistan irakien. La Turquie maintient plusieurs milliers de militaires dans la zone frontalière en faisant valoir que le KONGRA-GEL, ex-PKK, qui a trouvé refuge au Kurdistan irakien, représente une menace pour sa propre sécurité.

ERBIL:
NECHIRVAN BARZANI SERA LE PREMIER MINISTRE DU
GOUVERNEMENT RÉUNIFIÉ DU KURDISTAN IRAKIEN

L'UNION patriotique du Kurdistan (UPK) a annoncé le 6 juillet avoir renoncé à nommer un nouveau Premier ministre pour favoriser la constitution d'un seul exécutif dans le Kurdistan irakien avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK). *"Notre gouvernement a nommé Omar Fattah, ancien chef des renseignements au poste de vice-Premier ministre et a renoncé à nommer un Premier ministre à la place de Berham Saleh devenu vice-Premier ministre dans le gouvernement central de Bagdad"*, a indiqué un responsable de l'UPK de Jalal Talabani.

"En renonçant à nommer un Premier ministre, nous ouvrons la voie à un gouvernement réunifié du Kurdistan d'Irak composé de l'exécutif de notre parti et de celui du PDK de Massoud Barzani", a ajouté ce responsable. *"Le chef actuel de l'exécutif du PDK, Nechirvan Barzani, peut ainsi devenir le chef d'un gouvernement réunifié du Kurdistan et M. Fattah son adjoint"*, a-t-il ajouté.

Les deux formations avaient, à l'issue des élections de mai 1992, formé un gouvernement d'union nationale et une assemblée nationale du Kurdistan. Ces institutions démocratiques n'ont pas été reconnues par les Alliés et l'ONU et l'expérience kurde, privée de ressources, a connu des tensions internes qui ont abouti à des affrontements fratricides sporadiques entre mai 1994 et novembre 1996. Depuis, le

Kurdistan vit en paix mais reste gouverné par deux administrations régionales. En octobre 2002, le Parlement du Kurdistan s'est à nouveau réuni à Erbil. Son président, Dr. Roj Shawsish a été nommé en juin dernier vice-président de la République d'Irak.

BERHAM SALEH, VICE-PREMIER MINISTRE IRAKIEN
CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ NATIONALE, EN VISITE EN SYRIE

BERHAM Saleh, en visite officielle en Syrie, a été le 10 juillet reçu par le Premier ministre syrien Naji al-Otari et par le président Bachar el-Assad le lendemain, pour la première visite en Syrie d'un haut dirigeant irakien depuis le transfert de souveraineté le 28 juin dernier. L'Irak et la Syrie doivent œuvrer de concert pour empêcher les *"combattants étrangers"* d'entrer en Irak via la Syrie, a déclaré le 10 juillet à Damas le vice-Premier ministre irakien chargé de la sécurité nationale. *"Il y a un intérêt mutuel à contrôler et empêcher les infiltrations, car l'instabilité de l'Irak aurait des répercussions dangereuses sur la sécurité de la région et des pays voisins"*, a mis en garde le responsable irakien.

Les Etats-Unis accusent la Syrie de permettre aux combattants islamistes de passer par son territoire et traverser une frontière poreuse pour rejoindre la rébellion en Irak, ainsi que de soutenir des organisations terroristes et de

D'après l'accord conclu entre le PDK et l'UPK, le gouvernement régional réunifié sera dirigé par Nechirvan Barzani du PDK et le poste du président de l'Assemblée nationale du Kurdistan reviendra au Dr. Kamal Fouad, de l'UPK. Les élections prévues en janvier 2005 pour l'Assemblée constituante de l'Irak devraient également permettre aux électeurs kurdes de renouveler le parlement du Kurdistan.

chercher à se doter d'armes de destruction massive. Washington a imposé un embargo sur les exportations à destination de la Syrie, hors médicaments et vivres.

Berham Saleh, qui était porteur d'un message du Premier ministre Iyad Allaoui aux dirigeants syriens, a précisé que sa visite faisait *"partie d'une initiative irakienne visant à créer un environnement régional adapté pour la stabilité de l'Irak et de la totalité de la région"*. Parlant de l'Iran à majorité chiite, il l'a décrit comme un *"voisin important"*, avec lequel l'Irak a intérêt à entretenir des *"relations stables et prospères"*.

Il y a une semaine, le chef de la diplomatie irakienne Hoshiyar Zebari avait déclaré au *Sunday Telegraph* de Londres que son pays disposait de renseignements sur le soutien financier, logistique et de formation fournis par des pays voisins à la rébellion luttant contre la coalition en Irak depuis la chute de Saddam Hussein. Ces pays n'étaient pas identifiés, mais l'Iran et la Syrie sont visés.

LE GOUVERNEMENT IRAKIEN, À LA DEMANDE DE L'ONU, REPORTE LA CONFÉRENCE NATIONALE

LE nouveau pouvoir irakien a été contraint le 29 juillet de reporter de 15 jours, à la demande de l'Onu, la Conférence nationale qui était présentée comme la première expérience démocratique de l'après Saddam Hussein, dans un climat de grande insécurité et de confusion politique. *"Nous avons reçu une lettre du Secrétaire général de l'Onu Kofi Annan dans laquelle il a demandé qu'on reporte la Conférence nationale"*, qui devait commencer le 31 juillet, a déclaré le porte-parole de la Commission préparatoire de ces assises, Abdel Halim Alrouhaïmi. *"Dans sa lettre, il note que certains partis ont affirmé ne pas vouloir participer à ce processus, et il demande du temps pour persuader ces partis"*, a-t-il ajouté, assurant: *"Nous avons décidé de reporter cette conférence de deux semaines, pas plus"*.

L'annonce de ce report intervient dans un climat de grande tension en Irak, où les attentats sont quasi quotidiens. Le 28 juillet, 70 personnes ont été tuées dans un attentat suicide à la voiture piégée à Baaqouba (60 km au nord de Bagdad), l'un des plus meurtriers depuis la chute de Saddam Hussein en avril 2003. Le chef de la Commission préparatoire de la conférence, Fouad Maasoum, a cependant affirmé que le report n'était pas dû à des raisons de sécurité. Dans un communiqué, la Commission préparatoire a indiqué que la décision de report avait été prise après consultation avec le président Ghazi al-Yaouar et le chef du gouvernement, Iyad Allaoui. Selon ce texte, les deux

semaines à venir permettront d' *"achever le dialogue avec toutes les familles (politiques) irakiennes, de lancer une campagne d'information et de mettre en lumière les questions qui seront discutées par la conférence"*.

Cette conférence, qui doit réunir à Bagdad 1.000 délégués de tout le pays, est la première étape d'un processus politique qui doit conduire à des élections générales au plus tard en janvier 2005. Elle aura à désigner un conseil consultatif et de contrôle, le *"Conseil national intérimaire"*. Cette instance, qui comprendra entre 75 et 125 membres, aura à approuver le budget 2005, pourra mettre son veto à des décisions gouvernementales à la majorité des deux tiers et interroger les ministres, et sera consultée sur l'organisation des élections générales. Les partisans du chef chiite radical Moqtada Sadr, qui affirme représenter une bonne partie des chiites, ont décidé de boycotter le rassemblement, et le processus de sélection des délégués a été marqué par de nombreuses contestations à travers le pays.

Kofi Annan avait déploré le 21 juillet, six semaines après que le Conseil de sécurité a autorisé la création d'une force de sécurité indépendante pour protéger le personnel de l'ONU en Irak, qu'aucun pays ne se soit fermement engagé à envoyer des soldats. Kofi Annan avait souligné que les membres de l'ONU doivent assurer une sécurité suffisante aux employés de l'ONU s'ils souhaitent qu'elle aide

significativement l'Irak à préparer des élections, à rédiger un projet de constitution et à reconstruire le pays. Un nouvel envoyé spécial de l'Onu en Irak, le Pakistanais Ashraf Jehangir Qazi, avait été nommé le 12 juillet.

Une force de 4.000 hommes devait théoriquement assurer la protection de l'ONU et de ses équipements, mais elle n'existe encore que sur le papier ce qui devrait amener la force multinationale conduite par les Américains à jouer le rôle de gardien des employés de l'ONU sur place tant qu'elle n'est pas mise sur pied.

Certains diplomates ont exprimé leur consternation à l'égard de l'Union européenne, qui a beaucoup demandé que les Nations unies soient davantage impliquées en Irak mais qui ne semble pas disposée à fournir des hommes pour garantir sa sécurité. A Bruxelles, les chefs de la diplomatie de l'UE avaient, le 12 juillet, reçu leur homologue irakien Hoshyar Zebari, venu demander *"une aide concrète"* après le transfert de souveraineté le 28 juin. L'UE est *"d'accord sur le besoin d'apporter un ferme soutien au gouvernement irakien intérimaire"*, avait affirmé le ministre néerlandais des Affaires étrangères Bernard Bot, dont le pays préside l'Union depuis le 1er juillet. Mais les dirigeants de l'UE ont aussi clairement rappelé leur opposition à la peine de mort que l'Irak compte rétablir, avait-il indiqué.

Par ailleurs, la Russie a fait savoir le 24 juillet qu'elle n'avait pas l'intention d'envoyer des soldats au sein de la force multinationale sous commandement américain en

Irak mais qu'elle est prête à aider Bagdad en développant les relations commerciales entre les deux pays et en allégeant sa dette. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait

promis de continuer à consolider les liens qui unissent l'Irak et la Russie après des discussions avec son homologue irakien Hoshyar Zebari en visite en Russie.

que des personnalités venant de différents partis politiques. *"Nous voulons que (ces nominations) soient totalement représentatives du nouvel Irak"*, avait déclaré, le 11 juillet, le ministre, dont le département ne comporte plus, depuis le transfert du pouvoir, le 28 juin, de conseillers étrangers. En plus de l'envoi de diplomates à l'étranger, les nouvelles autorités ont accueilli de nouveaux ambassadeurs, dont l'Américain John Negroponte. Sept ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance et *"nous avons une longue liste d'attente"*, a indiqué M. Zebari.

LA FRANCE ET L'IRAK RÉTABLISSENT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES

LA France et l'Irak ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques à compter du 12 juillet, a annoncé le ministre français des Affaires étrangères. *"Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Irak (...) ont pris la décision de rétablir, à compter du 12 juillet 2004, leurs relations diplomatiques et d'échanger des ambassadeurs dans les meilleurs délais"*, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay dans un communiqué.

"Les deux gouvernements sont convaincus que cette décision contribuera au resserrement des liens entre la France et l'Irak comme à l'intensification de leurs échanges, pour le plus grand intérêt des deux pays", a-t-il ajouté.

Le drapeau français a été hissé sur le bâtiment de la section des intérêts français à Bagdad, qui était jusque là placée sous pavillon roumain. La France avait ouvert cette section d'intérêts en 1995, après que Bagdad eut accepté une résolution de l'Onu sur les frontières du Koweït.

De son côté, le Premier ministre irakien Iyad Allaoui avait souhaité le 5 juillet ouvrir un *"nouveau chapitre"* dans les relations de son pays avec la France. Mais il

revenait aux autorités irakiennes de faire le premier pas formel pour la reprise des relations bilatérales puisque c'est Bagdad qui avait rompu avec la France en février 1991 après le début de la guerre du Golfe. M. Barnier avait déclaré le 8 juillet qu'il avait reçu une lettre de son homologue irakien Hoshyar Zebari lui annonçant formellement que son pays était *"prêt"* à reprendre les relations diplomatiques avec la France.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie irakienne a nommé le 19 juillet 43 nouveaux ambassadeurs, afin de normaliser au plus vite les relations avec l'étranger, surtout avec les voisins arabes de l'Irak. Parmi les 43 futurs ambassadeurs se trouvent des diplomates de carrière ainsi

L'Arabie saoudite a décidé le 29 juillet de normaliser ses relations diplomatiques avec l'Irak, à qui elle a renouvelé sa promesse de versement d'une aide à la reconstruction de 1 milliard de dollars, et qu'elle a assuré d'une coopération en matière de sécurité. Dans un communiqué publié au terme d'une visite officielle de trois jours du Premier ministre intérimaire irakien Iyad Allaoui en Arabie saoudite, les deux pays ont annoncé être *"convenus de rétablir leurs représentations diplomatiques"*.

RECEP TAYYIP ERDOGAN EN VISITE OFFICIELLE À PARIS

LE Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a effectué à partir du 19 juillet une visite officielle en France de trois jours destinée à convaincre une classe politique réticente du bien fondé d'une éventuelle adhésion de son pays à l'Union européenne. *"Nous souhaitons que tout le soutien que nous a apporté la France, et notamment par l'intermédiaire du*

président Chirac, dans ce dossier européen se poursuive à l'avenir", a expliqué M. Erdogan à l'issue d'un entretien d'une heure avec le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin à Matignon.

La Commission européenne doit rendre début octobre un rapport évaluant les progrès accomplis par la Turquie dans le domaine des droits de l'homme et des libertés

publiques. Sur cette base, les 25 Etats-membres doivent décider en décembre de fixer ou non une date pour commencer des négociations d'adhésion, qui pourraient durer plusieurs années. Promue candidate au sommet d'Helsinki de 1999, la Turquie est engagée dans un processus d'intégration continu depuis 1963. Le gouvernement turc a réalisé depuis quelques années des efforts considérables pour se conformer aux "critères de Copenhague", en abolissant par exemple la peine de mort. Mais son dossier est freiné par des infractions en matière de droits de l'Homme et des droits des minorités un poids institutionnel de l'armée jugé trop lourd et la question de la reconnaissance du génocide arménien de 1915.

Lors du sommet de l'OTAN à Istanbul fin juin, Jacques Chirac avait jugé "irréversible" à terme l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, même si elle ne devrait pas intervenir selon lui avant 10 ou 15 ans. Une opinion que ne partage pas sa majorité: l'UMP comme l'UDF sont résolument hostiles à l'adhésion d'Ankara, alors que la gauche la soutient. Prudemment, Jacques Chirac a déclaré attendre les conclusions de la Commission.

"Nous étudierons avec la plus grande attention le rapport de la Commission cet automne et nous souhaitons une prise de position du Conseil en décembre sur cet important sujet", a simplement déclaré le 19 juillet Jean-Pierre Raffarin. De son côté, M. Erdogan a insisté auprès de son homologue français sur *"tous les pas que nous avons faits pour pouvoir nous conformer aux critères*

de Copenhague". Les deux hommes ont également évoqué les dossiers bilatéraux, et notamment la coopération en matière industrielle, aéronautique, de transport, d'énergie, ou culturelle. *"Nous avons fait le point sur plusieurs projets de coopération industrielle qui sont en voie de finalisation"*, a expliqué M. Raffarin.

Quelques 400.000 ressortissants turcs vivent en France, selon M. Erdogan, alors que 480.000 touristes français se sont rendus en Turquie l'an dernier. Ils pourraient être 600.000 cette année.

Le lendemain, le Premier ministre turc a déjeuné avec Jacques Chirac, avant de rencontrer successivement les députés de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, l'ancien président de l'UMP Alain Juppé, puis le Premier secrétaire du Parti socialiste François Hollande et le président de l'UDF François Bayrou le 21 juillet. Le président français a jugé *"souhaitable"* l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, *"dès qu'elle sera possible"*. Ms. Chirac et Erdogan ont aussi évoqué les questions internationales, en particulier la situation en Iran, au Proche-Orient, en Irak, et le terrorisme international. *"Nous avons eu un entretien très positif"*, a déclaré Recep Tayyip Erdogan, l'air visiblement satisfait, après un déjeuner de travail avec Jacques Chirac, le chef de la diplomatie française, Michel Barnier, et Claudie Haigneré, ministre déléguée aux Affaires européennes.

Le Conseil européen du 18 juin a souligné que des progrès étaient nécessaires en Turquie en matière de droits de l'homme, de libertés d'association et d'expression et de justice. Ces dernières années, le Parlement turc a adopté des dizaines de nouvelles lois et le Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis novembre 2002, multiplie les initiatives en vue d'améliorer les chances de son pays en prévision de la décision de décembre. Le Premier ministre turc, qui était accompagné à Paris par une importante délégation d'hommes d'affaires turcs, a également évoqué l'achat d'avions Airbus par la compagnie nationale Turkish Airlines (THY). Le lendemain, la compagnie nationale turque a annoncé dans un communiqué son intention d'acquérir 36 Airbus et de 15 Boeing. M. Erdogan souhaiterait se servir de ce contrat de 1,6 milliard euros, qui devrait en principe être partagé entre les deux constructeurs, pour *"inciter"* les Français à donner leur aval à l'ouverture des négociations d'adhésion avec Ankara. Les échanges entre les deux pays se sont chiffrés en 2003 à quelque 6 milliards d'euros. La France est le deuxième partenaire commercial de la Turquie et son quatrième fournisseur.

La Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et sa vieille rivale la Grèce ont apporté à la Turquie leur soutien à son entrée dans l'Union. De l'avis des diplomates, il y a de bonnes chances pour que des négociations débutent l'an prochain mais l'adhésion ne devrait pas intervenir avant une dizaine d'années.

LES CHEFS DE LA DIPLOMATIE DES PAYS VOISINS DE L'IRAK SE RÉUNISSENT

LA réunion des chefs de la diplomatie des pays voisins de l'Irak s'est ouverte le 21 juillet au Caire pour la première fois depuis le transfert du pouvoir fin juin par les Américains au gouvernement intérimaire irakien. La réunion regroupe la Turquie, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Koweït, la Syrie, l'Iran ainsi que l'Égypte, pays hôte, qui n'est pas voisin de l'Irak. L'Irak était représenté par son ministre des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, alors que Lakhdar Brahimi y a représenté le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

"C'est une occasion pour l'Irak de demander à ses voisins de l'aider dans le processus de stabilité et de sécurité en cours. Nous attendons de nos voisins de se tenir aux côtés du peuple irakien et de l'aider pas seulement par des mots à rétablir sa souveraineté pour un Irak pacifique", a déclaré M. Zebari peu avant la réunion. "L'Irak a des idées à proposer aux pays arabes et islamiques concernant les questions de sécurité, notamment les infiltrations à travers les frontières, et la coopération sécuritaire commune pour la surveillance des frontières. Nous leur demanderons de travailler de bonne foi avec l'Irak nouveau", a ajouté le ministre.

Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a participé à un déjeuner avec les ministres assistant à cette réunion, auquel était convié aussi le Haut représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne Javier Solana, en visite au Caire. Ouvrant la réunion, le

ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Abou Gheit a appelé à *"condamner les actes de terrorisme contre les civils irakiens, les prises d'otages, les attentats contre les organismes gouvernementaux et religieux, ainsi que les missions diplomatiques". "Ces actes ne feront pas renoncer la communauté internationale et les pays voisins dans leur soutien à la reconstruction de l'Irak", a-t-il souligné.*

M. Aboul Gheit a aussi appelé à la *"non-ingérence dans les affaires intérieures irakiennes"* et affirmé la nécessité d'un *"rôle important des Nations unies dans la prochaine étape afin de ramener la sécurité et la stabilité en Irak"*. Le ministre égyptien a souligné la nécessité pour l'Irak de *"recouvrer son entière souveraineté"* et appelé les Irakiens à *"prévenir toute action qui favoriserait la division"*. *"L'Irak a devant lui un long et pénible chemin, bordé de dangers et de défis. Dangers du retour à la paix et à la stabilité et défis de la reconstruction", a-t-il ajouté.* La première réunion des voisins de l'Irak s'était déroulée à Istanbul en janvier 2003, à la veille de la guerre. Elle a été suivie de quatre autres, successivement à Ryad, Téhéran, Damas et Koweït.

Par ailleurs, la première réunion de la "troïka" arabe sur l'Irak s'est tenue au niveau ministériel le 29 juillet à Tunis, avec à l'ordre du jour l'éventuel envoi de troupes arabes à Bagdad pour notamment protéger la mission de l'Onu. Les ministres, dont le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar

Zebari, ont étudié la situation sécuritaire en Irak et la reconstruction de ce pays seize mois après les opérations américaines.

La "troïka" est constituée de la Tunisie, présidente en exercice de la Ligue arabe, de Bahreïn et de l'Algérie, qui doit abriter le prochain sommet arabe en 2005. Elle se réunit au niveau des ministres des Affaires étrangères sous la présidence du chef de la diplomatie tunisienne Habib Ben Yahia. Les ministres ont été reçus par le président Zine el-Abidine Ben Ali.

Une première réunion de cette instance, créée par le dernier sommet arabe de Tunis, s'est tenue en juin au Caire au niveau des délégués de la Ligue arabe. Le Premier ministre irakien Iyad Allaoui a demandé le 22 juillet à l'Égypte de prendre contact avec les pays membres de la Ligue pour qu'ils dépêchent des troupes afin d'assurer la sécurité de la représentation de l'Onu à Bagdad, cible de plusieurs attentats depuis le début de l'offensive américaine. *"Nous avons demandé à l'Égypte de mener les contacts nécessaires avec les autres pays arabes pour qu'ils envoient des forces à Bagdad en vue de la protection de la mission de l'Onu", a déclaré le Premier ministre irakien dans une déclaration à la presse.*

La mission de ce contingent arabe serait limitée à la protection de la mission diplomatique de l'Onu. Il n'incluerait pas de troupes appartenant aux pays voisins : Arabie saoudite, Syrie et Jordanie. Des responsables irakiens ont à plusieurs reprises indiqué à la presse qu'ils ne souhaitaient pas renouveler chez eux l'expérience

de la "force de dissuasion" arabe (syrienne, en réalité), installée au Liban depuis 1976. Le dernier sommet arabe de Tunis avait écarté l'éventualité d'envoi de troupes arabes en Irak en dehors du cadre de l'Onu.

L'Égypte a pour sa part annoncé qu'elle était prête à former des policiers irakiens sur son sol en vue de prendre en charge la

sécurité dans le pays et avait commencé à étudier les modalités de cette coopération avec les responsables irakiens. Le porte-parole de la présidence égyptienne Magued Abdel Fattah a pourtant déclaré le 28 juillet que l'Égypte ne souhaitait pas participer à une force internationale de protection de la mission de l'Onu à Bagdad et qu'elle n'avait pas été invitée à le faire.

VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC À TÉHÉRAN

TOUT juste rentré de son voyage en France, le Premier ministre turc s'est rendu le 28 juillet en Iran pour une visite officielle de deux jours. M. Erdogan, qui est arrivé le 27 juillet au soir dans la capitale iranienne à la tête d'une délégation de hauts responsables politiques et économiques, dont 130 hommes d'affaires, s'est entretenu le lendemain avec l'ancien chef de l'État iranien Akbar Hashemi Rafsandjani et le chef du parlement puis le dernier jour de sa visite le président iranien Mohammad Khatami.

Cette visite de deux jours intervient alors que les deux pays se sont rapprochés sur le plan économique et politique après que leurs relations eurent connu plusieurs crises. Peu avant son départ pour Téhéran, M. Erdogan avait déclaré qu'il demanderait à l'Iran de placer Kongra-Gel (ex-PKK) sur sa liste des groupes terroristes. Les deux voisins ont récemment renforcé leur coopération en matière de sécurité, y compris dans la lutte contre l'ex-PKK.

"Je pense que la coopération

sécuritaire entre les deux pays portera ses fruits", a déclaré M. Erdogan. La Turquie attendait des autorités de Téhéran qu'elles prennent l'engagement officiel de combattre l'organisation KONGRA-GEL, ex-Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de placer cette organisation sur leur liste des groupes terroristes. Le vice-ministre de l'Intérieur iranien, chargé des Affaires de sécurité, Ali Achgar Ahmadi, a déclaré que l'Iran avait accepté cette requête. En échange, la Turquie agira de même envers les Moudjahidine du peuple, la principale organisation d'opposition armée au régime de Téhéran. "Tant l'Iran que la Turquie ont décidé de considérer le PKK et les Moudjahidine comme des groupes terroristes", a ajouté M. Ahmadi.

M. Ahmadi, avait confirmé, le 6 juillet de violents affrontements entre l'armée iranienne et des combattants de l'ex-PKK ayant fait 10 morts. "Les affrontements entre les forces iraniennes et les membres du Kongra-Gel (ex-PKK) qui ont fait deux morts parmi nos forces et huit parmi les membres de ce groupe, sont survenus le 28 juin",

a-t-il affirmé M. Ahmadi. "Depuis, aucun affrontement n'a eu lieu avec les membres de ce parti et les forces iraniennes", a-t-il ajouté. L'agence de presse pro-kurde Mésopotamie basée en Allemagne avait, le 6 juillet affirmé que l'armée iranienne avait lancé une vaste opération le 30 juin contre les militants du PKK, dans la région de Sehidan, suivie trois jours plus tard par de violents combats qui ont duré plusieurs jours. Selon cette agence, qui cite des sources militaires du PKK, seize soldats iraniens et quatre combattants du PKK ont été tués et cinq autres soldats blessés dans les combats au cours desquels l'armée iranienne a fait usage d'hélicoptères.

M. Erdogan a par ailleurs indiqué avoir discuté de la situation en Irak, dossier sur lequel *"l'Iran partage les mêmes positions que la Turquie". "Ils sont d'accord avec nous sur l'intégrité territoriale de l'Irak, ils sont contre la domination de groupes ethniques sur d'autres et ils partagent notre position selon laquelle toutes les ressources souterraines de l'Irak appartiennent au peuple irakien", a-t-il ajouté. En résumé, les deux pays vont coordonner leurs efforts pour empêcher l'indépendance du Kurdistan irakien et même réduire autant que faire se peut le poids des Kurdes dans le régime irakien.*

En revanche, aucun des trois accords commerciaux prévus n'a été signé, les deux pays n'ayant pas réussi à s'entendre. Le principal contentieux est relatif à un accord passé en 1996 sur la vente de gaz naturel à Ankara. La Turquie avait décidé d'arrêter ses importations en juin 2002, un peu plus de six mois après que celles-ci eurent commencé se plaignant de la

mauvaise qualité du gaz qu'elle recevait et demandant à l'Iran d'en baisser le prix. Aucun accord n'a non plus été trouvé quant au contrat d'exploitation du nouvel aéroport de Téhéran (AKIA) à un consortium dirigé par une société turque. Le 8 mai, l'armée régulière et les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, avait fermé l'AKIA, accusant la société turque TAV

d'être liée "aux sionistes". Le troisième accord devait porter sur l'attribution du premier réseau privé de téléphonie mobile en Iran à la société turque Turkcell, pour un montant de quelque 3 milliards de dollars. Mais aucun signe de progrès n'a été enregistré sur la question. Le volume des échanges bilatéraux avec Téhéran s'élève actuellement à 2,5 milliards de dollars.

DAMAS: AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE LA DÉTENTION DE PRISONNIERS

AMNESTY International a appelé le 23 juillet les autorités syriennes à libérer cinq prisonniers politiques, dont Aktham Nayssé, président des Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'Homme en Syrie (CDDS). Amnesty indique dans un communiqué que M. Nayssé, arrêté depuis le 13 avril, doit passer en jugement le 26 juillet devant la cour de sûreté de l'Etat, un tribunal dont les verdicts sont sans appel. Selon son avocat, il est accusé de "mener des activités contraires au système socialiste" et de "s'opposer aux objectifs de la révolution". Il a été arrêté en raison de la publication par les CDDS de leur rapport annuel, dénonçant les violations flagrantes des droits de l'Homme en Syrie.

M. Nayssé, 53 ans, a observé une grève de la faim de près d'un mois et a été hospitalisé. Dix sept partis et associations de l'opposition ont indiqué qu'il "souffre de graves séquelles de ses précédentes incarcérations", et ont rendu les autorités responsables de son état de santé. Il a été récemment honoré par l'Institut des droits de l'Homme du barreau de Bordeaux

(France) qui lui a décerné le prix "Ludovic-Trarieux".

Outre M. Nayssé, quatre autres activistes doivent passer en jugement. Il s'agit des frères Mouhannad et Hatham Koutaïche, de Yahyia al-Aous et Massoud Hamid. Ils sont accusés d'avoir transmis à l'étranger via l'Internet, de "fausses informations qui portent atteinte à la Syrie et à ses relations avec un Etat étranger". Selon Amnesty, ils ont notamment fourni des informations et des photos sur la répression des mouvements de protestation kurdes en Syrie en mars 2004.

L'association appelle à "la remise en liberté des cinq objecteurs de conscience" et rappelle que la Cour de sûreté de l'Etat, "prend en compte des aveux extorqués sous la torture".

Le président syrien Bachar al-Assad a récemment amnistié ou commué la peine de plusieurs dizaines de prisonniers de droit commun, mais les autorités ont durci leur attitude envers l'opposition, selon des associations syriennes de défense des droits de l'Homme.

Les autorités syriennes ont libéré une centaine de Kurdes arrêtés à la suite des affrontements de mars, ainsi que plusieurs détenus politiques pour la plupart des islamistes, a indiqué le 20 juillet l'avocat Anouar Bounni. "Environ cent Kurdes, arrêtés après les événements de Qamichli (nord est) ont été élargis depuis le 17 juillet. Ils ont bénéficié de l'amnistie" présidentielle promulguée la veille en faveur de prisonniers condamnés pour certains crimes et délits, a affirmé Me Bounni.

Le président syrien Bachar al-Assad a promulgué un décret stipulant une amnistie générale pour des crimes commis avant le 15 juillet 2004. En outre, "des dizaines de détenus politiques ont été relâchés" depuis notamment ceux affiliés (ou proches) de la Confrérie des Frères musulmans et du Hizb al-Tahrir islamique, tous deux interdits en Syrie, selon Me Bounni, un défenseur des droits de l'Homme. La libération des prisonniers politiques n'entre pas dans le cadre de l'amnistie.

Trois ex-officiers de l'aviation militaire condamnés dans les années 1980 pour tentative de coup d'Etat (contre le président défunt Hafez al-Assad) font partie des personnes libérées. Il s'agit de Mohammad Rafic Hammami, Bachar Achi et Mahmoud Kiki.

Imad Shiha, le plus ancien prisonnier politique de Syrie, devrait être libéré, selon Me. Bounni. Shiha, membre de l'organisation communiste arabe, est incarcéré depuis trente ans. Selon Me Bounni, quelque 257 prisonniers politiques seront relâchés "par étapes" prochainement.

Par ailleurs, l'avocat a exclu la libération des détenus du "printemps de Damas", dont les deux députés Riad Seif et Maamoun Homsî, et l'économiste Aref Dalila, arrêtés en 2001. L'avocat a appelé les autorités de Damas à "clôre rapidement le dossier des détenus politiques en les libérant".

Aucune réaction officielle n'a été fournie sur ces libérations qui coïncident avec le 4ème anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Bachar al-Assad, le 17 juillet 2000. Depuis novembre 2000, plus de 800 prisonniers politiques ont été graciés par le président Assad.

coupables "d'incitation à la haine" dans un texte critiquant la situation des Kurdes. Le 1er septembre 1996, lors d'une manifestation à l'occasion de la journée mondiale de la paix, les trois requérants, membres du parti de la liberté et de la solidarité, avaient été trouvés en possession d'un bulletin de leur parti contenant un article intitulé "La paix! Tout de suite!".

STRASBOURG: LA TURQUIE CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME POUR "TORTURES" ET "VIOLATION DE LA LIBERTÉ DE L'EXPRESSION".

LA Turquie a été condamnée le 27 juillet par la Cour européenne des droits de l'Homme, suite au décès en 1993 d'un militant présumé du PKK, tué par balles au lendemain de son arrestation, et pour des tortures infligées à un autre militant kurde lors de sa garde à vue.

Le décès, le 23 novembre 1993, de Mehmet Sah İkincisoğ, tué d'une balle dans le dos "dans des circonstances engageant la responsabilité de la Turquie, sans que rien ne démontre que cette atteinte à la vie ait été rendue nécessaire", constitue une "violation du droit à la vie", ont estimé les juges des droits de l'Homme. Le père et le frère de la victime, aujourd'hui âgés de 71 et 30 ans, recevront 36.000 euros au total pour dommage moral et 15.000 pour frais et dépens.

Les deux requérants avaient été arrêtés le 22 novembre 1993, en même temps que Mehmet Sah İkincisoğ. Remis en liberté après respectivement trois et onze jours de garde à vue, ils avaient été informés que leur fils et frère avait été tué le 25 novembre lors d'une

fusillade avec les forces de l'ordre et qu'il avait déjà été inhumé. Malgré leurs demandes répétées, les requérants n'avaient jamais pu obtenir la restitution du corps de leur parent.

Par ailleurs les juges européens ont également condamné le même jour la Turquie pour "tortures" dans une autre affaire, concernant un membre présumé du PKK mort en août 1994 pendant sa garde à vue. Selon la Cour, rien ne permet d'affirmer que le gardé à vue est mort de suites de torture, et non pas en se suicidant par pendaison comme l'affirment les autorités. Toutefois, au vu des traces de coups relevées sur le corps du défunt, la Cour relève que "l'Etat turc porte la responsabilité des blessures constatées". Les quatre membres de la famille qui avaient déposé la requête recevront conjointement 25.000 euros pour dommage moral.

Dans une autre affaire, la Turquie avait été condamnée le 15 juillet par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation de la liberté d'expression de trois hommes politiques jugés

"La pression et l'injustice auxquelles est confronté le peuple kurde de la région du sud-est de la Turquie sont telles qu'il n'est pas possible de les décrire. Chaque jour, leurs villages sont bombardés, chaque jour, sur la place des villages, ils font l'objet de torture et d'exécution sans procès. Ils sont contraints de quitter leur milieu. Ils en sont arrivés au point que chaque jour se limite à une lutte pour la vie et contre la mort (...)", disait notamment ce texte.

En 1997, les trois hommes avaient été condamnés à deux ans de prison pour "avoir incité le peuple à la haine et à l'hostilité sur la base d'une distinction fondée sur l'appartenance à une classe sociale, à une race et à une région".

La Cour européenne a estimé que les requérants, qui s'exprimaient "en leur qualité d'hommes politiques", n'avaient pas incité à l'usage de la violence. "Il ne s'agit pas d'un discours de haine", a également considéré la Cour, jugeant leur condamnation "disproportionnée" et "non nécessaire dans une société démocratique". Les juges ont ainsi condamné la Turquie pour violation de l'article 10 (liberté d'expression) de la Convention européenne des droits de l'Homme. La Turquie devra verser

conjointement 15.000 euros aux requérants pour dommage moral.

Par ailleurs, Ankara avait été condamnée le 13 juillet par la Cour européenne des droits de l'Homme dans deux affaires distinctes, la première pour n'avoir pas enquêté efficacement sur la disparition d'un Kurde et la seconde pour avoir interdit la publication d'un livre critiquant sa politique au Kurdistan. En décembre 1992, Namik Erkek avait été arrêté pour son appartenance au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit, rebaptisé KONGRA-GEL). Selon la version des autorités turques, il se serait évadé au lendemain de cette arrestation. Mais son frère a soutenu devant la Cour européenne qu'il était mort à la suite de tortures infligées par la police lors de sa détention.

Les juges européens ont estimé que les allégations du requérant ne sont corroborées *"par aucune déposition de témoin ou autre élément de preuve"*. En revanche, la Cour a jugé que l'enquête menée par les autorités avait été *"incomplète"* et a ainsi condamné la Turquie pour ne pas avoir mené *"une enquête adéquate et effective sur les circonstances de la disparition de l'intéressé"* (article 2 de la Convention européenne des droits de l'Homme).

La deuxième affaire concerne l'interdiction d'un livre relatant le meurtre d'un journaliste et dénonçant la violation des droits de l'Homme au Kurdistan. La requérante, Aysenur Zarakolu, qui avait publié cet ouvrage utilisant notamment le mot Kurdistan, avait été également condamnée en 1995 pour *"propagande séparatiste"* à cinq mois de prison,

commués en amende. Notant que le récit *"brossait un tableau des plus négatifs de l'Etat turc"*, la Cour européenne a souligné qu'il n'exhortait pas pour autant à l'usage de la violence ni au soulèvement.

Les juges ont estimé que la saisie du livre et la condamnation étaient *"disproportionnées"* et *"non nécessaires dans une société démocratique"* et ainsi condamné la Turquie pour violation de l'article 10 (liberté d'expression).

AINSI QUE...

• **LE RÉGIME IRANIEN INTERDIT TOUTE COMMEMORATION DU CINQUÈME ANNIVERSAIRE DES MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES.** Les autorités iraniennes ont interdit toute commémoration du cinquième anniversaire des violentes manifestations étudiantes, le 9 juillet 1999, pour éviter une reprise du mouvement de protestation contre le pouvoir iranien, ont annoncé le 6 juillet les médias iraniens. *"Conformément à une décision du Conseil de sécurité nationale, la demande de l'Association islamique des étudiants de Téhéran (d'organiser un rassemblement devant l'entrée principale de l'université) a été rejetée"*, a annoncé le directeur des affaires politiques et sécuritaires au gouvernorat de Téhéran, Ali Taala. Une décision identique a été annoncée par le gouverneur de la province d'Ispahan (centre), selon la presse.

Dans un communiqué, l'Association islamique des étudiants a critiqué cette décision mais aussi la fermeture du campus universitaire pour officiellement *"une opération de désinfection contre les cafards"*.

Le 5 juillet, les représentants des

principales associations étudiantes ont été reçus par le général Morteza Talaie, chef de la police de Téhéran, et l'hodjatolislam Mohsen Gomi, responsable du bureau du Guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei dans les universités.

Le 9 juillet 1999, une petite manifestation nocturne de 200 étudiants devant l'entrée du campus d'Amir Abad à Téhéran avait provoqué l'intervention de la police et d'extrémistes islamistes. Plusieurs bâtiments du campus avaient été saccagés et des centaines d'étudiants blessés. Officiellement, une personne avait été tuée par balle. En tout cas, la présence massive de la police et des membres de la force spéciale, en tenue de combat, à travers la ville depuis plus d'un mois, pour officiellement réguler la circulation chaotique, a un effet dissuasif. En juin 2003, plus de 4.000 personnes ont été arrêtées après dix jours de manifestations hostiles au pouvoir dans le quartier du campus universitaire. Cette année, en raison du décalage du calendrier persan avec le calendrier grégorien, l'anniversaire des manifestations tombe le 8 juillet.

Par ailleurs, la justice iranienne a *"suspendu"* la publication du

mensuel réformateur *Aftab* (Soleil) pour "insultes au Guide suprême" l'ayatollah Ali Khamenei et au fondateur de la République islamique, l'imam Khomeiny, ont rapporté le 11 juillet les journaux iraniens.

Aftab est publié depuis l'an 2000 par un groupe d'intellectuels religieux et réformistes, dont le religieux dissident Mohsen Kadivar. La justice reproche également au mensuel ses écrits sur l'islam.

Le directeur du mensuel, le journaliste et responsable réformateur Issa Saharkhiz, avait été arrêté en 2003 pour "propagande contre le régime" après avoir distribué une lettre ouverte signée par 350 réformateurs demandant au Guide suprême de profondes réformes dans les institutions du régime islamique. Une douzaine de journalistes iraniens sont actuellement en prison.

Ces dernières années, la justice iranienne, contrôlée par les conservateurs, a suspendu "de façon provisoire" plus de 100 publications en majorité

réformatrice. La quasi-totalité de ces journaux n'ont jamais reparu.

• **BULENT ECEVIT, L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TURC, PREND SA RETRAITE POLITIQUE.**

Au terme d'une carrière politique qui a couvert près d'un demi siècle, l'ancien Premier ministre turc Bulent Ecevit a quitté le 25 juillet la direction du Parti de la gauche démocratique (DSP) afin de laisser le champ libre à un plus jeune leader.

Agé de 79 ans, M. Ecevit s'est adressé aux délégués du parti réunis en congrès une heure durant, critiquant la politique du gouvernement actuel et formulant des vœux de succès, en fin de discours, à l'adresse du dirigeant appelé à lui succéder.

Les délégués devaient se choisir un nouveau leader parmi six candidats au cours de la journée. Bulent Ecevit restera membre du parti mais ne sera plus engagé dans la direction de la formation.

Premier ministre à cinq reprises - son dernier mandat date de 1999 à 2002-, Bulent Ecevit a essuyé

une défaite cuisante lors des élections de 2002, remportées par le Parti de la justice et du développement (AKP) de l'actuel chef de gouvernement Recep Tayyip Erdogan.

Les électeurs ont tenu M. Ecevit pour responsable de la crise économique de 2001, marquée par des millions de licenciements. Sa santé défaillante n'a pas non plus contribué au maintien de la confiance de l'électorat.

Au cours de sa longue carrière, Bulent Ecevit, un ultranationaliste de "gauche", a notamment ordonné en 1974 à l'armée d'envahir Chypre, intervention qui a abouti à la division de l'île. Plus récemment, l'arrestation d'Abdullah Ocalan au Kenya en 1999 lui a été attribuée bien qu'elle fût en réalité l'œuvre des services américains. Se voulant héritier politique d'Ataturk, Ecevit a été un opposant farouche des revendications culturelles des Kurdes, son hostilité allant jusqu'à pactiser avec Saddam Hussein et préconiser une intervention militaire turque au Kurdistan irakien pour écraser la région autonome kurde.

le nouvel
Observateur - DU 1^{er} AU 7 JUILLET 2004

Après 14 mois d'occupation, une transition précipitée...

SOUVERAINETÉ limitée pour le «NOUVEL IRAK»



La passation officielle des pouvoirs le 28 juin entre Paul Bremer (à droite) et Iyad Allaoui (au centre). A gauche, le juge Medhat Mahmoud. En haut, soldats américains et irakiens dans une caserne à Bagdad.

Une cérémonie expédiée en quelques minutes, à 10h26 du matin. Les documents légaux du transfert de souveraineté glissés comme en catimini au juge Medhat Mahmoud, et le départ quelques heures après de l'administrateur américain Paul Bremer, si précipité, si furtif que certains Irakiens l'ont interprété comme une fuite... Le moins qu'on puisse dire est que, avancé de deux jours pour prévenir les risques d'attentats, le « jour historique » vanté par le nouveau Premier ministre de l'Irak n'a pas été accompagné par les roulements de tambours que son importance proclamée aurait pu laisser supposer. Même discrétion dans les rues de Bagdad. Ni effusion de joie ni imprécations. Les Irakiens, circonspects, constatent que l'administrateur américain a quitté leur pays sans avoir entrepris sa reconstruction et attendent qu'on leur fasse la démonstration de l'importance de l'événement.

Avant d'entreprendre une opération militaire, les forces de la coalition devront-elles obtenir le feu vert du gouvernement intérimaire irakien, ou simplement l'informer ? La police et l'armée seront-elles réellement sous le contrôle du nouveau régime ? Des réponses à ces questions – et à quelques autres – dépend la réussite ou l'échec du transfert de souveraineté. Mais aussi la crédibilité du nouveau pouvoir et la stabilité du pays...

Même le clergé chiite et l'entourage de l'ayatollah Sistani y sont allés de leur mise en garde. Ce gouvernement intérimaire à la légitimité discutable, puisqu'il est le fruit d'une négociation et non d'une élection, pourra-t-il prétendre à présider aux destinées de l'Irak ? Tous guettent les premiers faux pas de ces ministres qui ont prêté serment sur le Coran mais qui demeurent marqués de la faute originelle : avoir été choisis par les Américains.

Comment convaincre les Irakiens que la passation des pouvoirs qui a discrètement mis fin à quatorze mois d'occupation est autre chose qu'un « artifice orwellien », comme l'a décrit Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, dans le magazine « New Republic » ? Pour lui, le transfert de la souveraineté à quelques Irakiens désignés par les Américains dans un pays encore occupé militairement ne pouvait apparaître au peuple irakien que comme une trahison.

C'est dans l'exercice quotidien de cette cohabitation à risques que le Premier ministre Iyad Allaoui et l'état-major américain arriveront ou non à apaiser les craintes des Irakiens, qui pourraient être tentés de reprendre à leur compte certaines des imprécations proférées par une voix attribuée à l'ennemi public n°1 des Etats-Unis en Irak, Abou Mousab al-Zarqoui. Dans un message sonore mis en ligne sur un site islamiste, l'intégriste jordanien, chef d'un groupe terroriste lié à Al-Qaida, avait qualifié la passation de pouvoirs d'« anecdote sans éclat ». Pour l'auteur du message, Washington ne cherchait rien d'autre qu'à « épargner le sang américain » et déléguer aux Irakiens « hypocrites » la mission

de « spolier les richesses » du pays.

De plus en plus, la presse irakienne va se libérer du joug de l'occupant. Et poser des ques-

tions. C'est sur des éléments concrets que les Irakiens pourront juger de la réalité du transfert des pouvoirs. Et de l'indépendance d'Allaoui vis-à-vis de la puissance tutélaire. « Les frictions vont se multiplier, c'est inévitable, juge un fonctionnaire onusien, car les Etats-unis n'ont pas le savoir-faire colonial des Français. Ils ne comprennent pas l'importance des symboles. » Comme celui du Palais, autour duquel se livre, en coulisses, un bras de fer décisif. Car les Américains n'ont pas cru bon de céder ce lieu, quintessence de l'arbitraire et de la confiscation du pouvoir aux yeux des opposants au nouveau gouvernement. Autre sujet de friction : le maintien dans les ministères de conseillers américains. « C'était aux Américains de demander qu'on leur délègue à l'ambassade des conseillers irakiens émanant des ministères. Cela ne semble peut-être qu'une question de présentation. Mais ces détails sont capitaux.

Car c'est dans les premières semaines que va se jouer la crédibilité de ce gouvernement », analyse un bon observateur de la vie politique irakienne.

Les Forces alliées devront-elles prévenir, agir en concertation, ou tout simplement signifier aux autorités provisoires irakiennes qu'elles s'approprient à lancer une opération sur le territoire irakien ? Le Conseil de Sécurité insiste sur la nécessité, pour l'état-major américain, de « consulter » le gouvernement provisoire – « pour éviter qu'un autre Fallouja ne puisse se produire », explique un expert des Nations unies –, et place officiellement la police et l'armée irakiennes sous le contrôle direct du gouvernement irakien. Mais Paul Wolfowitz, dans le « Wall Street Journal », adopte une formulation plus évasive : « Les membres du nouveau gouvernement, écrit-il, seront pleinement associés au maintien de la sécurité en Irak. »

A Fallouja, épicerie de la résistance sunnite et ville-laboratoire parce qu'elle concentre tous les défis de l'Irak de demain, on fait depuis plusieurs semaines déjà l'expérience de la nouvelle répartition des pouvoirs. Contrôlée par les militaires irakiens depuis la bataille qui y a fait rage

● Les Irakiens constatent que Paul Bremer est parti sans avoir reconstruit leur pays.

.....

en avril, la ville a été la cible la semaine dernière de raids américains. Selon l'armée américaine, ils étaient dirigés contre « une cache connue du réseau Zarqawi ». Mais d'après le « bataillon de Fallouja », l'armée

« Le risque de guerre civile existe... »

● par Lakhdar Brahimi*

Le Nouvel Observateur. – *Que vouliez-vous dire lorsque, le mois dernier, vous avez traité l'administrateur américain Paul Bremer de « dictateur » de l'Irak ?*

Lakhdar Brahimi. – Ce que je voulais dire c'est que jusqu'à ces jours derniers, seul le pouvoir américain était internationalement reconnu. Il ne faut pas oublier que le Conseil de gouvernement irakien a été désigné par Bremer pour le conseiller et guère plus. Les Etats-Unis ont jusqu'ici concentré tous les pouvoirs. Certains ont cru, ce qui est assez flatteur, que j'avais carte blanche en Irak. Que j'y arrivais pour chasser les Américains ! Mais je vous rappelle que ce sont les Américains qui ont invité les Nations unies à venir pour « donner un coup de main ».

N. O. – *Quelle a été votre latitude vis-à-vis des Etats-Unis dans la formation du gouvernement transitoire ?*

L. Brahimi. – Les deux lettres de mission qui ont précisé le rôle de l'ONU nous ont assigné un rôle extrêmement précis : Bremer et le Conseil de gouvernement étaient censés former un gouvernement, avec consultation de l'ONU en cas de besoin. Nous avons accepté cette tâche limitée, mais nous l'avons considérablement élargie. Nous nous sommes chargés de consulter la population. Puis j'ai mis quelques idées sur la table. Des idées qui n'étaient pas les miennes mais un résumé de ce que j'avais entendu. Certains m'ont reproché d'avoir bradé mon plan pour l'Irak. Mais il n'y avait pas de « plan Brahimi ». Je me suis contenté d'être un vecteur. Et la revendication première de ceux que j'ai écoutés, c'était d'éviter de voir un gouvernement accaparé par les partis politiques. La plupart voulaient un gouvernement de gens honnêtes et qualifiés. Dans le même temps, il fallait associer au processus de sélection le plus de formations politiques possible. Car en Irak, si les partis ne sont pas très représentatifs, ils ont un grand pouvoir de nuisance – mieux vaut les avoir avec soi que contre soi. S'il avait fallu négocier avec chacun des 25 membres du Conseil de gouvernement, la formation de la nouvelle entité aurait pris une éternité. J'ai donc imaginé des conversations tripartites avec une troïka des présidents du conseil d'avril, mai et juin. Le hasard faisant bien les choses, il s'agissait d'un Kurde, d'un sunnite et d'un chiïte. Je faisais des propositions et

chacun opposait ses vetos. Ce qui a suffi à éliminer beaucoup de monde...

N. O. – *Issu d'un tel compromis, le nouveau gouvernement réussira-t-il à asseoir sa légitimité ?*

L. Brahimi. – Je l'espère. Ce que l'on peut dire, c'est que ce n'est pas perdu d'avance. Il a beaucoup d'atouts. Des ministères clés ont changé de main au profit de personnalités moins contestées. Le gouvernement est plus neutre. Les liens avec les partis plus lâches. Cette équipe a-t-elle une chance de réussir ? Cela va dépendre de ce que elle et les Etats-Unis vont faire. Chaque jour, ils

devront apporter la preuve que la souveraineté de l'Irak n'est pas une formule creuse. Dans ce domaine, le Conseil de Sécurité a apporté une contribution efficace : le projet de résolution présenté par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne plaçait la police et l'armée irakiennes sous le commandement de la force multinationale. Le Conseil a obtenu qu'il n'y ait pas d'opérations de la coa-

lition sans que le gouvernement soit consulté. Avec 160 000 soldats étrangers présents sur leur sol, dont 135 000 Américains, les Irakiens ne sont pas convaincus qu'ils vont récupérer leur souveraineté. Il appartient aux Etats-Unis et aux étrangers présents en Irak de faire la démonstration, de manière concrète, que leur scepticisme n'est pas fondé.

N. O. – *Existe-t-il un risque de guerre civile en Irak ?*

L. Brahimi. – Ce risque existe, on ne peut le nier. L'Irak est un pays profondément fracturé. La débaassification et la destruction de l'armée ont conduit à bien des règlements de comptes. Il faut trouver un moyen de renforcer l'Etat irakien en évitant les injustices. La corde est raide. Et certains sont prêts à la sécession. Le président Bush a dit que tous les « résistants » à l'occupation n'étaient pas des terroristes. Il faut donc trouver un moyen de parler à ces opposants comme on l'a fait avec Moqtada al-Sadr. Et espérer que ceux qui se dressent contre les Américains et le Conseil de gouvernement saisiront la chance de participer à la conférence nationale de 1 000 personnes qui élira un Conseil national intérimaire et qui pourra alors, peut-être, jeter les bases d'une union sacrée irakienne. ■

Propos recueillis par Sara Daniel

(*) *Secrétaire général adjoint de l'ONU, chargé des affaires irakiennes.*



Alram Saleh - Reuters

locale créée par les Etats-Unis – et aussi d'après le chef de la police –, ces raids ont surtout visé des femmes et des enfants... Cette fois, Mark Kimmit, le commandant adjoint américain en Irak, a reçu le soutien du Premier ministre Allaoui, qui s'est félicité de l'attaque – sans aller jusqu'à prétendre qu'on lui avait demandé son avis. Mais que se passera-t-il en cas de désaccord entre le gouvernement et les forces de la coalition ?

Jusqu'ici, Iyad Allaoui joue la carte de l'union sacrée des partis irakiens, même opposés à l'occupant américain, contre les terroristes qui ont commis les attentats les plus sanglants. Ceux-ci se sont aliés beaucoup d'Irakiens en s'en prenant à la population civile. La récente vague d'enlèvements et de décapitations est violemment dénoncée au sein de la population. Allaoui a ainsi su convaincre Moqtada al-Sadr, dont la révolte déclenchée en avril dernier avait causé plusieurs centaines de morts, de suspendre les hostilités. Car si le bureau du « deuxième martyr » ne croit pas à la réalité du transfert de souveraineté, il ne veut pas être accusé de l'avoir empêché. Et son mouvement, qui compte bien jouer un rôle politique dans

l'Irak de demain, ne veut pas être confondu, comme l'a dit un de ses représentants, « avec les terroristes et les saboteurs qui s'en prennent aux intérêts et aux citoyens irakiens ».

Récupérer les « résistants » à l'occupation américaine disposés à se démarquer des kamikazes qui font couler le sang irakien : tel semble être l'objectif actuel du nouveau pouvoir. Mais pour réaliser cette « union sacrée » contre les djihadistes les plus fanatiques, il lui faudra d'abord s'employer à restaurer l'Etat irakien et une cohésion nationale mise à mal par la débaassification. « Dans certaines villes du Sud, il suffit d'avoir appartenu au parti Baas – à n'importe quel échelon – pour être un hors-la-loi. Aucune structure étatique n'a été préservée. Et tout le monde a réglé ses comptes au détriment du bien commun », constate un fonctionnaire international.

Comme les Américains l'ont fait à Fallouja, le gouvernement n'aura d'autre choix que de « rebaassifier » une partie de l'Etat, s'il veut que celui-ci fonctionne. Mais sa marge de manœuvre est limitée, car la menace de la guerre civile reste omniprésente : « Les chiïtes laisseront-ils faire ?, s'interroge un diplomate. Les Kurdes, eux, sont prêts à faire sécession à la première difficulté. »

Autre inconnue, autre menace qui plane sur

les chances de réussite du nouveau pouvoir : l'ombre du commandeur, l'ayatollah Ali Sistani. Tous les diplomates et hommes politiques qui ont suivi les tractations d'où est sorti le gouvernement provisoire le savent : les émissaires de l'éminence de Nadjaf ont eu leur mot à dire sur chaque nomination. Aujourd'hui l'un des hommes les plus populaires d'Irak, Sistani dispose d'un poids considérable. C'est lui qui a

convaincu les Américains de solliciter l'aide de l'ONU. Et son fils intervenait constamment au cours des négociations. Toute la question est de savoir ce que l'ayatollah a en tête. « Sistani est-il ce sage quietiste et philosophe qui commente la vie politique de loin et uniquement pour en préciser les grandes lignes ?, s'interroge un spécialiste de la région. Permettez-moi d'en douter. On oublie que Khomeïni, avant de prendre le pouvoir en Iran, tenait exactement le même discours... » Il suffit de rencontrer certains des porte-parole du saint homme de Nadjaf pour réaliser que l'ayatollah n'est pas exactement un héraut de cette démocratie jeffersonienne que les Américains disent vouloir établir en Irak. S'il décidait de sortir de ce quietisme qui l'a rendu si populaire – même auprès des Américains –, Ali Sistani pourrait faire la démonstration qu'il n'est pas facile d'imposer la démocratie à la force des armes...

SARA DANIEL

Le premier ministre, Iyad Allaoui, envisage d'instaurer la loi martiale

Insécurité extrême à Bagdad

LE FIGARO JEUDI 1^{er} JUILLET 2004

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Charles Lambroschini

Appelons-le Mahmoud. Dans ce quartier bourgeois de Bagdad, le kidnapping de son petit-fils de 12 ans s'est bien terminé. Mais il n'a qu'une peur : que les ravisseurs recommencent.

Alors, Mahmoud préfère raconter son histoire sous couvert de l'anonymat : « Il y a trois semaines, nous passions la soirée en famille dans le jardin de ma villa. Ma femme, mes deux fils, leurs épouses, six enfants, tout le monde était là prenant du bon temps. Malheureusement, j'avais laissé le portail entrouvert. Une voiture s'est arrêtée. Un homme en est descendu qui, sous prétexte de vérifier une adresse, a attiré mon petit Hakim jusqu'au portail. Une main sur la bouche pour l'empêcher de crier et le tour était joué. Ce fut si rapide que nous n'avons découvert l'enlèvement qu'avec le premier

coup de fil des ravisseurs, dix minutes plus tard. »

La rançon demandée est de 30 000 dollars. Mahmoud a une grande et belle maison, une antenne satellite sur le toit, un 4 x 4 Pajero dans le garage : d'après les critères irakiens, il est donc riche. Mahmoud s'en défend : « C'est vrai, j'ai gagné beaucoup d'argent comme chef de service d'une compagnie pétrolière au Koweït. Mais lorsque Saddam Hussein après avoir envahi le Koweït, a perdu la guerre, j'ai été expulsé. Depuis je n'ai jamais retrouvé de travail et, quinze ans après, il ne reste pas grand-chose de mes économies. »

Son petit-fils est son trésor le plus précieux. Pourtant, face aux ravisseurs, Mahmoud joue l'indifférence. « Allah m'a donné Hakim, Allah me l'a repris, dit-il au chef du gang. Je n'ai pas la somme que vous demandez. Mais si vous ne me rendez pas mon petit-fils sain et sauf, je demanderai à ma tribu, la puissante tribu des Chammar Djarba, de me venger

avec votre sang. »

La rançon baisse : à 20 000, à 10 000. Finalement, Mahmoud, en vendant son 4 x 4, en faisant la quête auprès de ses amis et en empruntant le dernier lingot d'or de sa mère de 85 ans, rassemble 5 500 dollars. Les ravisseurs acceptent. Le petit-fils est rendu.

En Irak, le kidnapping est devenu une industrie. Faute de statistiques officielles, il est impossible de chiffrer le phénomène. Mais, dans les classes aisées, la peur est permanente. Certains parents en viennent à interdire à leurs filles, qui, en plus risquent le viol, de se rendre à l'école. Comment se protéger quand il n'y a plus d'autre loi que celle du plus fort ? On tue pour rien ou presque : une voiture plus belle que les tacots qui constituent l'essentiel du trafic, des portables dans la vitrine de l'une des innombrables boutiques de téléphone, le stock de cigarettes d'un kiosquier.

La violence la plus spectaculaire est politique. C'est ainsi

que jeudi, près de l'aéroport, l'interprète du Figaro a vu une voiture doubler un camion qui transportait une baraque préfabriquée pour l'armée américaine. Arrivé à la hauteur du camion, l'automobiliste a sorti un revolver et tiré une balle dans la tête du conducteur dont le véhicule est allé percuter un mur. Le tueur a disparu dans le trafic sans que personne ne réagisse. Malgré leur énorme supériorité en matériel, les 160 000 soldats de la coalition ne sont pas assez nombreux pour faire face à une menace qui est partout et nulle part. Yazid, l'un des interprètes engagés par l'armée américaine et travaillant pour la Première division de cavalerie, remarque : « Dans un pays où le chômage dépasse 60 %, il est facile de trouver un volontaire qui, pour 50 dollars, ira balancer une grenade sur l'une de nos patrouilles. »

Mais, parce qu'il n'épargne personne, le banditisme est encore plus démoralisant. Au commissariat du quartier de

Salyah, un colonel de police qui, prudent, exige l'anonymat, dresse son dernier bilan : « Pour une population de 260 000 habitants, nous avons eu en mai 19 assassinats et 380 cambriolages. Mais ce n'est que le crime déclaré. Il y a beaucoup de règlements de comptes et de vols qui restent cachés car les gens, se méfiant de la police, préfèrent souvent s'en remettre à la vendetta. »

Le colonel est amer. « Chaque fois que je pars au travail le matin, ma femme se demande si elle me reverra vivant le soir. En quatre mois, sur 90 policiers, nous avons eu un mort et 15 blessés. L'état-major américain annonce que 800 de ses soldats ont été tués

depuis l'invasion de l'Irak. Mais la police en a eu quatre fois plus. On ne nous donne pas les moyens de nous défendre. Le moindre truand nous t're dessus à coup de missiles anti-chars alors que, pour riposter, nous avons seulement des revolvers. » Le colonel poursuit sa litanie : « Les terroristes nous font la chasse parce qu'ils nous traitent en complices de l'occupant, les Américains nous ignorent car seule la criminalité politique les intéresse, la population ne nous fait pas confiance parce qu'elle nous tient pour des incapables. »

Il n'est donc pas étonnant que certains kidnappings tournent mal. Issam el-Chalabi ne

craint pas de donner son nom puisqu'il ne reverra jamais son neveu de onze ans. Enlevé en septembre 2003, il n'a pas été rendu à ses parents qui avaient pourtant versé une rançon de 10 000 dollars. De loin, des passants ont vu deux hommes arrêter leur voiture sur un pont et jeter dans le Tigre un enfant qui se débattait. « Les policiers ont dragué le fleuve, raconte Issam. Ils ont trouvé plusieurs cadavres, car cet endroit du Tigre est devenu le triangle des Bermudes, mais pas celui de mon neveu ». Le pire, c'est que la police avait arrêté le chef du gang, Madame Amal, une infirmière qui sous prétexte de soins à domicile, repérait les cibles les plus prometteuses. « Elle a

payé le commissaire, affirme Issam. Et elle a été relâchée. »

Pour Iyad Allaoui, le nouveau premier ministre, la sécurité est le grand défi. Au point qu'il parle d'instaurer la loi martiale. Sans le retour au calme, en effet, il sera impossible de relever les centrales électriques, premières cibles des attentats, ou de reconstruire des routes. Et donc de créer des emplois. Patron de la première division d'infanterie qui est déployée dans le nord du triangle sunnite, le général John Batiste confiait lundi au *New York Times* : « Cette guerre ne peut pas être gagnée militairement. Il faut une solution politique et économique. »

Le Monde 1^{er} JUILLET 2004

FALLOUJA

« ÉMIRAT MOUDJAHID »

Epine au pied du nouveau premier ministre irakien, la ville de Fallouja, aux portes de Bagdad, est totalement contrôlée par les rebelles armés et leurs chefs, les « émirs », qui imposent la loi islamique



« Les combattants, qui seraient près de dix mille, auréolés de leur victoire contre les marines américains, ont pris le pouvoir dans la rue, avec le soutien des Mosquées, et par les armes, si nécessaire. L'ordre règne à Fallouja. »

F

ALLOUJA, d'une année à l'autre, est devenue le symbole de l'échec américain en Irak. C'est là, dans la « cité des mosquées » sunnite, qu'a eu lieu la première action de

guérilla, en avril 2003, peu après la chute de Saddam Hussein, et ce sont ses moudjahidins (combattants) qui ont infligé à l'armée américaine sa première défaite militaire, en avril 2004. Entre ces deux printemps, une année d'erreurs tragiques. Et Fallouja est devenue le premier « émirat moudjahid » en Irak.

Les « émirs »... C'est ainsi que les moudjahidins appellent leurs commandants militaires, qu'ils soient salafistes, soufis, « al-qaidistes » ou caïds de quartier. Emirs, des officiers de l'armée baasiste et des *moukhabarat* (services secrets) de Saddam Hussein le sont aussi devenus. Les émirs règnent en maîtres à Fallouja.

Les émirs de la « résistance irakienne » se partagent le « territoire libéré » de Fallouja et des alentours, la première région d'Irak où les soldats américains ne posent plus le pied. Et ces émirs sont réunis, depuis la fin de la violente bataille du printemps, au sein d'un « conseil moudjahidin », la Choura, en compagnie des dignitaires religieux et tribaux. Cette Choura avait été créée durant l'hiver et est contrôlée par les imams Abdallah Al-Janabi et Dhafer Al-Oubeydi.

Figures célébrées et controversées, les imams sont les deux chefs spirituels de la guérilla de Fallouja. L'imam Al-Janabi, de la mosquée Saad bin Abi Wakkas, est perçu par beaucoup de moudjahidins comme étant le leader des *takfiris*, les combattants les plus extrémistes, étrangers ou irakiens liés à des organisations arabes étrangères. Il n'en est pas moins très respecté, autant que craint, par la population locale. Très radical, il fut le premier à appeler l'an dernier à la résistance armée, puis à l'assassinat des « espions ». L'imam Al-Oubeydi, de la mosquée Al-Hadra Al-Mohammadiya, est plus respecté au sein de la Choura par certains émirs de Fallouja et les chefs tribaux, notam-

ment pour sa science religieuse et ses fatwas.

« L'émirat moudjahid » de Fallouja est dorénavant le problème principal du nouvel homme fort de l'Irak, le premier ministre Iyad Allaoui, qui ne peut guère tolérer que des rebelles armés contrôlent un territoire aux portes de Bagdad. Territoire où ils ont désormais des lieux d'entraînement militaire, des caches d'armes, où ils accueillent des combattants étrangers et d'où ils mènent des opérations jusqu'au cœur de la capitale irakienne.

Les forces de sécurité et des Bagdadis ont noté que, pendant le siège de Fallouja, en avril, peu d'attentats ont eu lieu à Bagdad, et qu'ils ont repris aussitôt après le siège. Certains en tirent la conclusion que Fallouja est la principale base du « terrorisme » en Irak. Et des voix chiïtes et kurdes commentent à s'élever contre ce que certains appellent « l'émirat taliban d'Irak », ou « l'émirat wahhabite ».

« A Fallouja, le temps est comme suspendu, témoigne S., un moudjahid qui fait office de messager entre des mosquées de la cité rebelle et des mosquées de Bagdad. Nous avons vaincu les marines américains, qui ont été forcés de se retirer dans le désert, et le calme est revenu. Les moudjahidins font régner la loi islamique. Mais Fallouja est isolée, et les services secrets d'Allaoui et des Américains nous envoient toujours plus d'espions, que nos émirs tuent lorsqu'ils les découvrent. Les gens sont anxieux. La lutte ne fait que commencer... »

Isolée, Fallouja s'enfoncé dans la paranoïa. La chasse aux « étrangers », c'est-à-dire à tous ceux qui n'habitent pas la ville, est ouverte. La décapitation filmée de l'homme d'affaires américain Nicholas Berg a été revendiquée par Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef de Tawhid wal djiha (Unification et guerre sainte), un mouvement lié à la nébuleuse Al-Qaïda qui regroupait des *takfiris*, volontaires arabes étrangers ou jeunes découverts de Fallouja fascinés par le fondamentalisme.

Depuis, les assassinats se sont multipliés : exécution d'un homme d'affaires libanais et de ses deux assistants irakiens, retrouvés égorgés à l'entrée de la ville ; assassinat de six camionneurs chiïtes de Bagdad et du Sud, dont les corps atrocement mutilés ont été, moyennant paiement d'un « impôt moudjahidin », rendus à leurs familles ; exécution, similaire à celle de Berg, du Sud-Coréen Kim Sun-il... « D'avril à juin, les moudjahidins ont aussi exécuté une trentaine d'habitants de Fallouja dénoncés comme étant des espions des Américains, raconte H., un fidèle de la mosquée Saad bin Abi Wakkas. Cheikh Janabi encourage dans ses prêches la traque et l'exécution des espions. »

L'affaire des camionneurs chiïtes a ému l'Irak. Des chefs de leur tribu se sont rendus à Fallouja chez l'imam Al-Janabi, qui, tout en affirmant ignorer l'identité des coupables, a justifié le crime au nom du « droit des habitants de Fallouja de juger des étrangers de passage », selon un journaliste de Fallouja, avant de congédier sèchement ses hôtes. Le président irakien Ghazi Al-Yaouar a publié un long communiqué s'en prenant aux « criminels qui ont pour objectif de répandre la terreur, d'entraver le processus politique et de porter atteinte à l'image des habitants de Fallouja ».

Isolée, Fallouja s'enfoncé aussi dans la

charia (la loi islamique) la plus stricte, au grand dam de beaucoup des 500 000 habitants de cette région pourtant conservatrice, effrayés par tant de radicalisme. Peu après la fin de la bataille d'avril, les moudjahidins ont investi la portion de la route Fallouja-Ramadi où les jeunes hommes se retrouvent traditionnellement, à l'écart de la ville, pour boire de l'alcool, parler de football et de filles. Les nouveaux maîtres de la cité se sont saisis de certains d'entre eux et, le lendemain, leur ont offert un tour de Fallouja sur le plateau arrière d'un pick-up, les battant jusqu'au sang devant la population.

LES moudjahidins ont ensuite placardé leurs « décrets d'Allah, qui a offert la victoire », sur les murs de Fallouja. Invitation à dénoncer tout étranger, interdiction de boire de l'alcool, menaces envers les femmes qui ne porteraient pas l'*abaya* ou souhaiteraient se maquiller.

« Nous n'aurons aucune pitié pour celles qui combattent Allah par leur beauté et leurs tenues vestimentaires », prévient un pancarte. Ils ont par ailleurs rendu visite aux commerçants, des vendeurs de CD aux coiffeurs, accusés de promouvoir, par la musique ou la coupe de cheveux, des coutumes occidentales et « anti-islamiques ». Les combattants, qui seraient près de dix mille, auréolés de leur victoire contre les marines américains, ont pris le pouvoir dans la rue, avec le soutien des Mosquées, et par les armes, si nécessaire. L'ordre règne à Fallouja.

Après la bataille, les marines américains avaient créé la Brigade Fallouja, formée d'anciens militaires baasistes, qui devait, avec la police et la garde nationale, assurer la sécurité en ville. La Brigade Fallouja devait aussi retrouver les assassins des quatre paramilitaires de la société américaine de sécurité Blackwater, mitraillés, brûlés et suspendus à un pont, incident dont la diffusion des images aux Etats-Unis avait été l'élément déclencheur de l'offensive. Rien de cela n'est arrivé, et l'islamisation de Fallou-

contre le général Latif, puisqu'il laisse le champ libre aux moudjahidins. Latif ne représente aucune menace pour l'imam Al-Janabi et pour la guérilla », raconte un journaliste de Fallouja. « Ces jeux de pouvoir sont le fait de Mohammad Abdallah Al-Chahouani, le chef des nouveaux services secrets gouvernementaux formés par les Etats-Unis, ajoute-t-il. Chahouani espérait qu'un retour des officiers baasistes atténuerait l'influence des moudjahidins, mais c'est le contraire qui s'est produit. Les baasistes remis en selle par les Américains obéissent aux chefs de la guérilla. »

A Bagdad, dans les cercles religieux de la guérilla sunnite, on pense aussi, comme à Fallouja, que la lutte ne fait que commencer. Dans le salon de réception de la mosquée Cheikh Ibn Taymiya, l'imam Mahdi Al-Sumaidai, vêtu d'une djellaba et d'un turban blancs, l'œil pétillant, sourit. Il a récemment été libéré de la prison américaine d'Abou Ghraïb, après cinq mois de détention. Lors d'un raid, le premier jour de l'année, l'armée américaine avait trouvé des armes dans sa mosquée. L'imam Al-Sumaidai, le guide des salafistes irakiens, est souvent présenté comme le leader spirituel de la guérilla sunnite dans le pays. « Ne me présentez pas comme le chef spirituel des moudjahidins, prévient-il, ou je vais retourner en prison. » Et il éclate de rire. L'imam Al-Sumaidai vient de retourner à Fallouja, pour la première fois depuis sa sortie de prison. Il en revient encore plus convaincu que la lutte armée est la seule voie. « La bataille d'avril a prouvé, parce qu'une poignée de moudjahidins a tenu en échec une armée si puissante, que la victoire ne vient pas uniquement de la force militaire. La victoire vient d'Allah et de l'ardeur de la foi... En un an, la résistance s'est étendue de quelques hommes à quelques brigades, puis à quelques villes. A moins que les Américains calment le jeu, à moins qu'ils deviennent sérieux et honnêtes, *inch'Allah* [si Dieu le veut] la résistance sera victorieuse. »

Jassem Al-Issaoui, le porte-parole du Conseil des salafistes et des soufis en Irak,

« Fallouja agit comme un révélateur.

Si nous avons survécu aux Américains, tout l'Irak peut les vaincre »

A., UN MOUDJAHIDIN (COMBATTANT)

pense que « les Etats-Unis ont décidé de détruire Fallouja, parce que la ville est un symbole religieux et un symbole de résistance ». « Nous sommes tous émus, touchés, en colère. L'attaque américaine de Fallouja fut une punition collective. Comment devait-on réagir ? Offrir des fleurs aux marines, ou résister et contre-attaquer ? Et pourquoi le monde entier, qui refuse de juger les crimes américains, appelle-t-il nos résistants des « terroristes » ? Les Américains sont des cow-boys, alors que nous sommes un mouvement de résistance populaire. » Jassem Al-Issaoui oppose à cette « résistance populaire » des « groupes récemment arrivés, des étrangers, oui, c'est vrai, qui tentent de briser le cessez-le-feu ».

« Les leçons de la bataille de Fallouja sont que non seulement l'armée américaine peut être tenue en échec, mais que la sécurité est excellente là-bas depuis que les moudjahidins

contrôlent la ville, pense Qays Al-Fakhri, le porte-parole des salafistes. C'est la preuve que tout va mieux lorsque les Irakiens gouvernent. C'est la preuve que la présence américaine crée de l'insécurité et des troubles. Et l'histoire enseigne que seule la résistance armée peut mettre fin à une occupation militaire étrangère. »

Pour continuer la lutte, « Fallouja est une base et un symbole », dit-il. Cela ne signifie toutefois pas que la ville soit une sorte d'état-major de la « résistance irakienne ». « La résistance est une coalition de groupes salafistes, soufis, baasistes et tribaux qui n'a

pas de leader unique, et dont le degré de coordination demeure très superficiel, déclare Qays Al-Fakhri. Il n'y a même jamais eu au niveau national une seule réunion entre les chefs de faction ou de tribu, contrairement à ce qui se passe au niveau local à Fallouja avec la Choura. Quant aux combattants étrangers

dont les Etats-Unis parlent tout le temps, et que les habitants de Fallouja n'ont jamais vus, ils existent, mais combien sont-ils ? Dix, cinquante, cent peut-être ? Ils sont nos frères arabes et musulmans, et sont peu nombreux. Ce qui compte, c'est la résistance irakienne. »

C'est néanmoins la première fois que la

guérilla sunnite irakienne, par la voix de dignitaires salafistes comme Jassem Al-Issaoui ou Qays Al-Fakhri, reconnaît la présence de combattants étrangers en Irak.

Fallouja attend, inquiète, la prochaine bataille. Personne là-bas ne croit que « l'émirat moudjahid » va s'enliser dans le statu quo.

« Fallouja agit comme un révélateur, pense A., un moudjahid. Si nous avons survécu aux Américains, tout l'Irak peut les vaincre. Si nous survivons à Allaoui, tout l'Irak peut être demain entre nos mains. »

Rémy Ourdan



DU 1^{er} AU 7 JUILLET 2004

L'irrésistible ascension de Moqtada as-Sadr

La violence de ses actes et de ses propos rappelle les pratiques de l'ancien régime. Pourtant, l'imam chiite séduit de plus en plus l'opinion publique.

THE DAILY STAR

Beyrouth

Selon un sondage récent, 81 % des Irakiens ont une meilleure opinion qu'il y a trois mois du jeune imam Moqtada as-Sadr. Par ailleurs, 64 % des personnes interrogées pensent que les activités des miliciens d'As Sadr ont renforcé l'unité de l'Irak. Ce sondage en dit long sur l'état de l'opinion irakienne aujourd'hui. Comme nombre de leaders irakiens qui viennent d'émerger sur la scène politique, As Sadr fait feu de tout bois. L'imam, qui affirme avoir 31 ans, a passé une grande partie de l'année dernière à dire tout et son contraire sur de nombreux thèmes ayant trait à l'après-Saddam, se montrant tour à tour conciliant et agressif à l'égard de l'occupation américaine dans le pays.

Il s'est opposé avec véhémence au conseil de gouvernement intérimaire irakien et a admis à contrecœur la mise en place du gouvernement irakien intérimaire. Selon certains journalistes, As Sadr envisagerait de transformer sa milice en une force politique légitime, condition requise pour participer aux élections nationales. Pourtant, As Sadr n'est pas un homme de parole – comme l'ont clairement démontré ses actes ces derniers mois.

Malgré ses hésitations, le jeune imam possède une caractéristique qui le distingue des autres hommes politiques irakiens montants : son charisme. La jeunesse d'As Sadr et son style incendiaire exercent un puissant attrait sur ses fidèles pauvres et privés de droit de vote. De plus, sa base de soutien (qui lui voue presque un culte) s'étend bien au-delà de Sadr City, le quartier pauvre de Bagdad. Les hommes des milices du centre et du

sud de l'Irak ont également rejoint le mouvement du jeune Moqtada. Mais, bien que l'imam prétende avoir des centaines de milliers de partisans, des estimations plus vraisemblables les situent plutôt autour de 10 000. Le succès d'As Sadr s'explique par son désir de bouter la coalition hors d'Irak et de mettre en place un Etat islamiste. Il prétend n'avoir aucune relation avec l'Iran voisin, mais s'est rendu à Téhéran en juin et y a rencontré d'éminentes personnalités iraniennes. Pourtant, fin 2003, il avait déclaré à la chaîne de télévision par satellite Al Arabya qu'il n'exigerait pas que l'Irak devienne une République islamiste – « Seul le peuple irakien a le droit d'établir un Etat islamiste ».

La violence des hommes d'As Sadr n'est pas sans rappeler les brutalités infligées aux Irakiens sous le régime de Saddam. Sa milice est accusée d'avoir assassiné des policiers irakiens, mais aussi d'avoir terrorisé et enlevé des citoyens, et, dans certains cas, d'avoir pratiqué la torture. Les hommes d'As Sadr ont souvent utilisé des femmes et des enfants comme boucliers humains pour se protéger des offensives de la coalition. Lui-même a déclaré à *Al Ahram* qu'il avait utilisé des femmes dans son armée du Mahdi afin de protéger les lieux saints, pensant ainsi que les forces de la coalition ne lanceraient pas une attaque contre des civils, et surtout contre des femmes. Un proche d'As Sadr, Abd as-Sattar al-Bahadili, a récemment déclaré à Basorah que l'imam préconisait d'enlever les femmes soldats britanniques dans la ville, qui devaient servir d'esclaves. Une récompense était offerte pour leur capture.

As Sadr a également menacé de lâcher des commandos-suicides contre

l'armée américaine et, dans une déclaration du 9 mai sur son site web, il fulmine : « Ce que l'ennemi nous a vus accomplir au cours des dernières semaines n'est rien par rapport à ce que nous sommes capables de faire. Si notre patience est poussée à bout, nous nous transformerons en de puissants volcans de colère qui n'épargneront aucun des soldats de l'occupant infidèle. »

L'ayatollah Ali as-Sistani, considéré comme la plus haute autorité chiite d'Irak, a contribué au succès du mouvement d'As Sadr en s'abstenant de prendre ouvertement position contre lui. Selon certains journalistes, les deux hommes sont depuis longtemps en froid, et As Sistani aurait peur des représailles de la part du bouillant imam. As Sadr a beau avoir bridé les ardeurs de sa milice, et l'épreuve de force avec les troupes américaines tourner court, cela ne doit pas être interprété comme un revirement, mais plutôt comme une accalmie. Il n'a aucune intention de dissoudre sa milice, alors que neuf groupes armés sont parvenus à un accord avec le gouvernement intérimaire irakien pour s'autodissoudre. Le mouvement d'As Sadr n'a pas participé aux pourparlers, et ses porte-parole ont affirmé que son mouvement ne constituait pas une milice et ne pouvait donc être dissous. « L'armée du Mahdi représente la résistance populaire face à l'occupation. »

Le leadership irakien émergent ne peut plus ignorer l'ascension constante d'As Sadr sur la scène politique irakienne. Cet imam représente tout ce dont les Irakiens ont toujours voulu se débarrasser. Il est inquiétant qu'une personne de ce genre puisse remporter une telle adhésion en utilisant simplement le mot de « résistance ».

Kathleen Ridolfo

July 2, 2004

A defiant Saddam rejects charges

In first public appearance in 7 months, he calls hearing 'a theatrical comedy'

By John F. Burns and Ian Fisher

BAGHDAD: Saddam Hussein defiantly faced an Iraqi judicial hearing on Thursday in Baghdad, where he was read seven preliminary charges against him that included the 1990 invasion of Kuwait, the suppression of the Shiite uprising and the gassing of Kurdish villagers.

"I am Saddam Hussein, the president of Iraq," Saddam replied when he answered the judge, whose first question was to ask the defendant's name.

Though defiant, Saddam appeared focused and coherent during the proceedings, which lasted 26 minutes.

He voiced his enmity for President George W. Bush. At one point he said, "Everyone knows that this is a theatrical comedy by Bush, the criminal, in an attempt to win the election."

Saddam appeared at an annex to palace grounds that he built but that is now known as Camp Victory, an American headquarters near the Baghdad airport. He arrived in handcuffs, but those were removed, as was a chain

around his waist, before he appeared before the judge.

The clatter of chains falling outside the courtroom was the first indication to the assembled news representatives, new Iraqi government officials, American military officials and lawyers inside that Saddam had arrived and that they were about to witness his appearance in the court.

Within moments Saddam entered the room, his hands unfettered, wearing a gray pinstripe jacket, white shirt, brown trousers and black shoes.

He was visibly thinner than when he was president and when he was captured hiding in a hole in the ground outside of Tikrit, north of Baghdad, in December. His beard was closely trimmed and flecked with gray.

He appeared uneasy, his eyes darting to the left and to the right, where he took in the two tiers of Iraqi and American officials looking back at him.

He took a seat, separated by a railing from a judge who sat at a table.

"Are you Saddam Hussein?" the judge asked him.

"Yes, I am Saddam Hussein, president of Iraq," said Saddam, before repeating the sentence again.

Saddam's mood ranged from extreme uncertainty through exasperation, contempt, anger and defiance.

The proceedings took place under tight security. Apache helicopters flew at low altitude over the palace before the proceedings and American military police surrounded the site, but were replaced by Iraqis for Saddam's arrival. Saddam's trial is expected to take place in the next several months.

Eleven of his aides, including some of the most notorious figures of his regime, were arraigned after him. Among them were former Deputy Prime Minister Tariq Aziz and Ali Hassan al-Majid, known as "Chemical Ali" for his alleged role in using poison gas against Kurds and Iranians.

The White House welcomed the beginning of judicial proceedings against the former dictator and dismissed his protestations.

"Saddam Hussein is going to say all



By turns, Saddam showed exasperation, contempt, anger and defiance as he faced charges on Thursday. The televised courtroom scene held Iraqis spellbound.

sorts of things," the chief White House spokesman, Scott McClellan, said in Washington. "What's important is that justice is being served to Saddam Hussein and his band of oppressors by the Iraqi people in an Iraqi court."

"This step today begins a process by which the Iraqi people can help bring closure to the dark chapter of their history," he said.

Pool reporters — responsible for briefing the general news media — covered the event inside the court and television footage was released later. John F. Burns of The New York Times served as the pool representative for print publications.

Saddam often spoke with an unblinking stare, at times raising his chin and using hand gestures, like finger-pointing, that appeared forceful.

In a tape cleared by the American military, Saddam was shown — close-up — rapidly blinking watery eyes, one of which appeared to twitch at one point.

Saddam, who was captured by American occupation forces, rejected the charges against him, questioned the jurisdiction and challenged the judge, asking him who had formed the investigative court.

"It was formed after the coalition authorities came into Iraq," replied the judge, who cannot be publicly named for security reasons.

"Do you represent the coalition?" Saddam asked.

"No, I represent the Iraqi people," the

judge said.

The charges read against him included the killing of Kurds — using chemical weapons — in the village of Halabja in March 1988, and the mass deportation and killings of villagers in the Anfal campaign from February to September 1988.

Other charges included the intentional killing of political and religious leaders, including members of the prominent Kurdish Barzani family in 1983.

During the reading of the charges, Saddam reached into the breast pocket of his jacket, pulled out a pen and yellow lined paper and jotted notes.

He said he had heard about the Halabja attack only through the media. He became the most worked up over the mention of the Kuwait invasion.

"I am surprised that you charged me with this, being that you are Iraqi and everyone knows Kuwait is part of Iraq," Saddam said.

"In Kuwait, I was protecting the Iraqi people from those mad dogs, who wanted to turn Iraqi women into 10 dinar prostitutes," Saddam continued.

"Do not use that language," the judge reprimanded him.

Although he rebutted the Halabja and Kuwait charges, Saddam offered no dissent to the others. "I did all of these things as president, so don't strip me of the title," he said.

When he was finished, and guards went to take him out of his chair to leave, he said, "Take it easy, I'm an old

man."

On Wednesday, the new Iraqi government took legal custody of Saddam, who has been imprisoned for seven months, and 11 of his aides. But the United States retains physical custody of Saddam, and he remains under American guard.

No lawyers were present and Saddam refused to sign papers that he had been read his rights and that he understood what was going on. A member of Saddam's defense team, Tim Hughes, said that the lawyers would argue that the trial cannot be fair.

He told CNN they would argue that Saddam has immunity from prosecution because he is still Iraq's president, overthrown by an "illegitimate invasion." Legal representation was denied Saddam at his appearance on Thursday, Hughes said.

The preliminary charges read Thursday would form the basis for the formal indictment, for which the investigative procedure will now begin, the report said.

Earlier statements have said the former Iraqi ruler would be charged with crimes against humanity — the killing and torturing of hundreds of thousands of Iraqis during his more than two decades in power.

The New York Times

Christine Hauser contributed reporting from New York for this article.

In captivity, Saddam spoke most of oddities

By David Johnston and Neil A. Lewis

WASHINGTON: In his nearly seven months of captivity by American forces, Saddam Hussein revealed little of what his interrogators most wanted to know, like details of his weapons programs or the insurgency in postwar Iraq, senior officials involved in his custody said in a series of recent interviews.

But they also said that in sessions that were by design sometimes brief and sometimes lengthy, Saddam would occasionally provide startling comments and observations, as when he spoke about his reasons for invading Kuwait in 1990. Saddam told his interrogator that a principal reason for doing so was his need to keep his army occupied.

One senior official familiar with that interview said Saddam had seemed to suggest that the invasion of Kuwait, which triggered the first Gulf War, was due in large part to his distrust about what his own restive military might do to his rule if it was not otherwise distracted.

On Wednesday, Saddam was formally transferred from U.S. custody to that of the new Iraqi government in Baghdad. Along with 11 former aides, he was formally charged on Thursday with crimes against humanity, including genocide, in connection with several incidents during his reign. When charged with crimes in connection with the Kuwait invasion, Saddam told the judge: "I'm surprised you're charging me with that as an Iraqi when everyone knows that Kuwait is part of Iraq."

When he was charged with ordering the gassing of thousands of Kurds in an attack at Halabja in 1988, Saddam appeared to minimize the matter, saying he had learned of the incident only through the media.

During his interrogation while in U.S. hands, Saddam chided his interrogators at one point, saying that while he was on the run during the war, American forces forced his hosts to shame themselves when they told him they could no longer provide him with the hospitality required in the Arab world

and he would have to depart.

He also boasted at one point that he had infiltrated the Iraqi National Congress, the exile organization headed by Ahmad Chalabi, that was instrumental in pressing the Bush administration to invade Iraq.

And in one curious session, he related how his son Uday had beaten to death a musician who had annoyed him by playing music too loudly. Saddam said that he had had Uday imprisoned in solitary confinement for a time to teach him a lesson, sounding like a parent imposing a form of "tough love."

But for all the intriguing comments and surprising observations, Saddam's information was of little use, the officials contended. He behaved as if he were still Iraq's ruler, a posture he maintained Thursday when he appeared for the Iraqi judge.

"We really didn't get anything useful," said one senior official with the occupation authority.

Saddam was initially held under the supervision of the Central Intelligence Agency, the officials said. After a time, when officials decided he would not cooperate with them, the Federal Bureau of Investigation assumed a greater role in his interrogations.

The New York Times

Charges That Span 30 Years

Saddam Hussein faces charges dating to 1974, when he was vice president. He became head of the Baath Party and president of Iraq in 1979.

1974
83
84
86
88
90
91
94
2004

1974 Killing of religious figures

Mr. Hussein is accused of involvement in a Baath Party purge of powerful Sunni and Shiite leaders.

Killing of Kurds

Thousands of Kurds are killed, including members of the Barzani clan, hereditary leaders of Iraq's Kurds.

The 1986-88 campaign of displacing Kurds

180,000 people disappear during Mr. Hussein's campaign to quell Kurdish rebellion. The Iraqi government destroys entire towns by blowing up homes, schools and mosques, as well as poisoning wells.

Gassing of Kurds in Halabja in 1988

Mr. Hussein is accused of using chemical weapons in attacks on Kurds, particularly in Halabja, a Kurdish city where as many as 2,000 people were killed.

Invasion of Kuwait

Iraqi troops seize control of Kuwait's capital and oil fields and drive its ruler into exile, plunging the Persian Gulf region into crisis and leading to war.

Suppression of Kurd and Shiite uprisings

The Iraqi government ruthlessly puts down the resistance of Shiites and Kurds after the war. Refugees described the use of chemical weapons, bodies dragged behind tanks and doctors killed in hospitals.



Associated Press

1990 After Iraq invaded Kuwait, an international force drove its soldiers back. Fires set by retreating Iraqi soldiers throughout Kuwait left enormous clouds of black smoke and pools of oil.



Ramazan Ozturk/Sipa

1988 In Halabja, as many as 2,000 Kurds were gassed when the Iraqi government used chemical weapons on its own citizens.

1991 During suppression of Kurd uprisings tens of thousands of refugees wait to cross the border.

Associated Press

The New York Times

JULY 2, 2004

Iran's nuclear program ■ By Kaveh L. Afrasiabi and Pirouz Mojtahedzadeh

Threats are not the way to influence Tehran

TEHRAN

In the aftermath of the UN atomic agency's stinging criticism of Iran's nuclear program, Secretary of State Colin Powell threatened to seek UN sanctions against Tehran in September. But if the United States is serious about deterring Iran's ruling clergy from going nuclear, it must first address Iran's national security worries.

As the crisis over Iran's seizure of several British naval craft in the disputed Shatt al Arab waterway demonstrates, Iran's worries about the spillover of the Iraqi conflict over its vast western borders are real.

To the east, Afghanistan remains a hotbed of narcotics trafficking and warlords. Pakistan is an unstable pivot. To the north, Turkmenistan, Azerbaijan and Armenia have their own levels of instability; to the west, Turkey faces Kurdish irredentism fueled by the developments in Iraq. In the Gulf, an endemic Sunni militancy led by Al Qaeda threatens Saudi Arabia and other oil sheikhdoms.

But it is the Bush administration's advocacy of regime change in Iran, as part of the "axis of evil," that must account for much of Iran's current security disquiet, nourishing its thirst for nuclear deterrence.

Iran's policy makers and security analysts have been weighing for some time the benefits and risks of its nuclear program.

The U.S. wars in Afghanistan and Iraq have lifted two direct threats to Iran. Gone for the foreseeable future is Iran's worry over Iraq's weapons of mass destruction, or another round of war like the bloody eight-year Iran-Iraq war in the 1980s.

Moreover, Iran's ailing economy would suffer greatly under UN economic sanctions. Iran's clerical rulers cannot be indifferent to the decision by Libya's Muammar el-Qaddafi to halt his nuclear program and admit that his country's security and economy would suffer if he crossed the nuclear threshold. Sanctions would exact a heavy price on the government's resources at a time it is already suffering a high unemployment rate, particularly among its large and restless youth population, and when Tehran has yet to

Demonizing Iran and threatening sanctions will only strengthen its nuclear ambitions.

move the victims of the Bam earthquake from tents into homes.

Yet if Tehran continues to feel threatened by regional instability and by Washington's (and Israel's)

open advocacy of regime change, it will likely veer in the direction of nuclearization.

Thus Iran's decision whether to pursue nuclear development is a matter of striking a balance between national interests and legitimate security worries.

Hence the United States and its allies should do what they can to diminish Iran's fears and to encourage a viable security arrangement in the Gulf region in tandem with the United Nations.

Confidence-building measures — such as guaranteeing Iran's integrity or acknowledging Iran's constructive conflict-management role in the region — would achieve a lot more toward Iranian nonproliferation than years or even decades of sanctions.

This, in turn, requires a willingness by the United States to recognize Iran's important role in regional stability, as demonstrated by its cordial relations with the government of Hamid Karzai in Kabul and its endorsement of the interim government in Baghdad. Another positive signal would be to support Iran's bid to join the World Trade Organization, where it has only observer status.

The United States could also propose to drop its objections to Iran's construction of a nuclear reactor in Bushehr if Iran would suspend its uranium enrichment program, halt the construction of a heavy water plant and submit to thorough inspections.

While there is no guarantee of success for this "soft power" approach, the current approach of demonizing Iran and threatening sanctions will only motivate Tehran to pursue its nuclear ambitions. A combination of security guarantees, economic benefits, support for Iran's legitimate right to peaceful nuclear technology and the olive branch of diplomatic normalization has a much better chance of putting Iran back on the path of nonproliferation than any other approach.

Kaveh L. Afrasiabi is an Iranian political scientist who lives in the United States. Pirouz Mojtahedzadeh is a professor of geopolitics at Tarbiat Modares University in Iran and director of the Eurosevic Foundation in London.

Saddam on trial

In Saddam Hussein's Iraq, courts counted for nothing. Fear, death and vengeance were the only laws of the land. A new Iraq must be built on more solid foundations: democracy and the rule of law. One of the first challenges will be bringing Saddam to justice. His trial can be a significant step toward the rule of law — or a detour back to the rule of revenge.

Saddam and 11 top associates have been formally charged with crimes against humanity before a special tribunal established by the American occupation authorities last December and led by Salem Chalabi, a

nephew of Ahmad Chalabi. Trying the accused properly will take many months — and not just because the accused need time to prepare a legal defense. These trials are an opportunity to unravel the mysteries and crimes of the Saddam regime, including the secret mass graves and the true story of unconventional weapons programs.

The actual trials should not begin until an elected government takes power, a step planned for next January. Starting them sooner might produce political dividends for the appointed Iraqi interim government or the Bush re-election campaign, but it

would not serve justice.

The 12 accused men are no longer prisoners of war. They are criminal defendants under the legal authority of Iraq's interim government, although they remain in the physical custody of the U.S. military for security reasons. That is acceptable as long as Baghdad wants it that way, and provided the defendants have the rights that go with their new legal status.

Commendably, Prime Minister Iyad Allawi has promised that the men will be able to choose their own legal counsel and will not be compelled to testify against themselves.

The composition of the special tribunal should be reviewed by the government to be elected next year. Political appointees, like Salem Chalabi, should be replaced by qualified, independent jurists. A panel of

experienced international jurists should advise the Iraqi judges.

Millions of Iraqi families persecuted by Saddam are impatient to see him pay for his terrible crimes. That is understandable. Under his rule,

they grew up in an Iraq where revenge, not justice, was the only available recourse. Their children deserve to grow up in an Iraq where the rule of law applies impartially to all.

Iraqi reaction intense and widely varied

The Associated Press

BAGHDAD: Iraqis gathered around televisions to watch Saddam Hussein in court Thursday, uneasy about the effects of the images on their country and in some cases angered by the control they believed he seemed to wield over the proceedings.

Some described the scene as "American propaganda" for the benefit of President George W. Bush.

As the former dictator appeared to hear charges ranging from genocide to crimes against humanity, some of the 25 million people who had spent the better part of their lives under his authority voiced mixed emotions.

"This is not the time," said Mohammed Mahdi as he and several co-workers watched a small television set in a hotel lobby tuned to an Arabic-lan-

guage satellite station.

"The country has too many other problems now that should be fixed first," Mahdi said. "What we're seeing now is nothing more than propaganda. This is for Bush's sake, for the sake of the American elections. This doesn't have anything to do with justice for Iraqis."

Some refused to comment, apparently still afraid to make statements about the former regime.

"We won't say anything," said a woman who runs a handicrafts shop. "Even if the pictures were of him being executed, we wouldn't talk." Beside her, an elderly man nodded in agreement.

At another Baghdad hotel, about 16 men glared at a television.

"Look at him. This isn't the face of a prisoner. He's running the courtroom," said a man who refused to be identified.

Sawsam Jamal, a Kurdish woman

from Kirkuk, where Saddam reportedly authorized the gassing and murder of thousands, said, "With all the mass graves we have seen in Iraq, I think Saddam deserves capital punishment."

In the central Iraqi city of Ramadi, a Sunni Muslim area where support for Saddam has been strong, Odai Faleh voiced doubts that the former president was guilty of much beyond punishing those who deserved it.

"At least Saddam provided us with security. We have seen nothing good from the Americans," he said.

In southern Basra, where Shiites were oppressed under Saddam's rule, Asaad Aziz, an engineer, said watching the former president on television had only reinforced his hatred for the man.

"He should be placed in a metal cage and taken on a tour of all the Iraqi cities," Aziz said.

International Herald Tribune
Friday, July 2, 2004



VU D'ISRAËL

Quel gâchis politique et financier !

Washington ne peut plus jouer l'arbitre au Moyen-Orient, estime le quotidien israélien *Ha'Aretz*.

Cette semaine, le grand spectacle de la démocratisation de l'Irak - dernier et unique argument utilisable par le président Bush pour justifier sa guerre - va pouvoir commencer. La responsabilité officielle de la gestion de l'Irak est transférée au gouvernement intérimaire d'Iyad Allaoui, tandis que la délicate étiquette d'"occupant" va être cédée aux Nations unies. Pourtant, les attaques terroristes massives indiquent que la guerre en Irak franchit un nouveau seuil dans la violence.

Le nouveau gouvernement irakien ne sera pas capable de s'opposer à ses ennemis inté-

rieurs sans une présence étrangère massive. Certes, quelque neuf milices armées comptant 100 000 combattants ont promis de rejoindre la nouvelle armée irakienne, mais elles ne se sont pas encore vraiment dissoutes. De leur côté, les 150 000 peshmergas kurdes ont annoncé qu'ils ne désarmeraient pas, tandis que l'armée du Mahdi de Moqtada as-Sadr reste une menace. Et, outre des centaines

de gangs armés, plusieurs organisations radicales étrangères ont envahi l'Irak pour y régler des comptes. Enfin, des dizaines de milliers d'agents de sécurité privés assurent la protection des ministères irakiens. Quant aux contentieux politiques, ils demeurent entiers. Frustrés par le Conseil de sécurité des Nations unies, les Kurdes craignent de voir leur échapper le contrôle de la région de Kirkouk.

Et, déchirés par de violents conflits, les courants politiques chiites risquent de basculer dans la violence armée.

S'accrochant à la dernière et unique justification de leur guerre (la démocratie), les Etats-Unis vont devoir rester en Irak en tant qu'occupant officieux. Mais le maintien de la présence américaine va jeter une ombre sur tous les gouvernements irakiens, qui finiront par être perçus comme des auxiliaires de la puissance américaine. En perdant leur crédibilité, les Etats-Unis ont perdu toute chance de pouvoir arbitrer les conflits du Moyen-Orient.

Voilà l'issue d'une guerre qui était censée impulser des changements radicaux au Moyen-Orient, initier un processus de paix exhaustif et global, ainsi que mettre un terme à un cycle ininterrompu de guerres. Pour que ce

tableau soit encore plus sombre, on peut ajouter que cette guerre a jusqu'à présent coûté quelque 120 milliards de dollars. Si les Etats-Unis s'étaient plutôt investis dans une relance du processus de paix, le dixième de cette somme astronomique aurait pu fournir un formidable tremplin à une résolution du conflit israélo-palestinien, un autre dixième aurait pu avoir un impact immense sur les économies égyptienne et jordanienne sinistrées, et un dernier dixième aurait pu financer une solution du problème des réfugiés palestiniens, d'autant plus que la Syrie ne serait sans doute pas restée indifférente face à la perspective de bénéficier d'une telle manne financière. Cette comptabilité rend d'autant plus impressionnant le gâchis de la guerre en Irak.

Tzvi Barei, *Ha'Aretz* (extraits), Tel-Aviv



Saddam Hussein est apparu hier à la télévision. Lors de cette première audience, il a refusé de signer les sept chefs d'accusation pour lesquels il est poursuivi.

L'EX-RAÏS, OFFENSIF DEVANT SES JUGES

Saddam Hussein comparaisait pour la première fois hier devant le Tribunal spécial irakien, refusant d'endosser son rôle de prisonnier.

Bagdad envoyé spécial

En décembre, au moment de sa capture, le film de l'armée américaine avait montré un Saddam Hussein hagard et humilié, barbu et chevelu, véritable homme des bois qui effaçait l'image du dictateur flamboyant qu'il avait été. Six mois plus tard, le prisonnier le plus célèbre du monde a recouvré une partie de sa superbe. Offensif, sûr de lui, à la limite de l'arrogance, campant dans le défi, les yeux parfois brillant de colère mais jouant de temps à autre à la victime avec des airs de chien battu, il a rejeté d'emblée le Tribunal spécial irakien (TSI) devant lequel il a comparu hier pour la première fois, avec onze autres dignitaires de l'ancien régime. Adieu cependant à la moustache et à l'uniforme. C'est avec une barbe poivre et sel, un costume gris, une chemise blanche sans cravate et des chaussures cirées qu'il est apparu sur les images des télévisions. Comme à l'accoutumée, ses cheveux étaient teints. A aucun moment, le raïs déchu, qui n'était pas menotté, n'a baissé sa garde, refusant

d'endosser son rôle de prisonnier. «Je suis le président de la République d'Irak et je suis irakien», a-t-il plusieurs fois réaffirmé, n'hésitant pas à pointer

son doigt vers le jeune juge. Le Tribunal, il l'a vite qualifié de «théâtre pour la campagne électorale de Bush». «Ce n'est pas moi qui dois être jugé, c'est le peuple américain qui doit juger Bush», a-t-il lancé un peu plus tard. A plusieurs reprises, il a pris des notes

sur un petit bout de papier posé sur ses genoux. Le magistrat lui ayant lu les sept chefs d'accusation retenus contre lui, il n'a réagi que

«J'en ai entendu parler, mais je ne suis pas au courant.»

Saddam Hussein, à propos du massacre des Kurdes à Halabja

trois fois. La première sur le gazage des Kurdes à Halabja, en 1988: «J'en ai entendu parler, mais je ne suis pas au courant.» La deuxième sur l'invasion du Koweït, en 1990: «Si l'accusation contre Saddam Hussein est qu'il est le président de l'Irak et le chef des forces armées, je voudrais vous dire que

ces forces sont entrées au Koweït de manière officielle. Est-il acceptable de présenter des accusations contre moi comme chef des forces armées sans que je jouisse des

garanties officielles existant dans la loi irakienne? Le Koweït est un territoire irakien. Je ne l'ai pas envahi.» Il a alors injurié les Koweïtiens, reprenant un grief familial de son peuple à leur encontre: «Comment pouvez-vous défendre ces chiens qui allaient faire des Irakiennes des prostituées pour dix dinars!» Le juge l'a aussitôt interrompu: «Tout mot impoli n'est pas permis dans cette cour.» Réagissant enfin au sujet de l'invasion de l'Iran, en septembre 1980, qui s'est soldée par des centaines de milliers de morts, il l'a qualifiée d'«événement normal». Puis il a refusé de signer les chefs d'accusation. «Permettez-moi de ne pas signer sans la présence d'un avocat.» Au juge qui insistait en lui disant: «Il le faut.» Il a répondu: «Je ne veux pas commettre un acte qui puisse être considéré comme un acte précipité.»

«C'est honteux». A Bagdad, les Irakiens n'ont appris que tardivement la diffusion de cette audience. Devant les

Chefs d'accusation

Saddam Hussein est accusé de crimes contre l'humanité pour: l'opération Al Anfal contre les Kurdes (1988), leur gazage à Halabja (1988), l'écrasement de la rébellion chiite (1991), l'invasion du Koweït (1990), le massacre de membres de la tribu du chef kurde Barzani (1983), le meurtre de dignitaires religieux chiites et celui de chefs de partis politiques.

1988 à Halabja



Le 16 mars 1988, la petite ville kurde irakienne d'Halabja a été bombardée par l'aviation de Saddam Hussein avec des obus chimiques. En quelques minutes, 5000 personnes, en majorité femmes et enfants, ont été tuées. Ce massacre fut un des épisodes les plus féroces de l'opération Al Anfal lancée vers la fin de la guerre Iran-Irak pour anéantir ou chasser les populations kurdes du Nord irakien.

premières images de l'ex-dictateur, la stupéfaction s'est imposée, d'autant qu'on n'entendait pas sa voix et qu'un sous-titre indiquait, sur certaines chaînes, que ses propos avaient été censurés par l'ar-

mée américaine. Ce n'est qu'une demi-heure plus tard, lors d'une nouvelle diffusion, qu'on a pu l'entendre. «Je suis à la fois content qu'on le juge parce qu'il a fait beaucoup de mal et triste parce que c'est quand même le président et le symbole de l'Irak. Plutôt qu'il soit condamné à mort, j'aurais préféré qu'il soit exécuté», commentait Farez

Kaddoum, diplômé en informatique. Ali Abbas, un cuisinier chiite, était aussi «mécontent» qu'on «diffame ainsi le symbole de l'Irak. Il était le chef de l'Etat et le montrer dans une cage, c'est honteux, même s'il a assassiné des milliers de personnes. Les Américains auraient mieux fait de le liquider discrètement». Nassree Yohane, une comptable

chrétienne, n'appréciait pas non plus ce spectacle. «C'est vrai, Saddam nous faisait peur. Mais au moins il y avait la sécurité. Maintenant, on met la main aux fesses quand je vais au marché. C'était impensable avant...» «Les oreilles des déserteurs». Mais beaucoup de Bagdadiens espèrent une fin aussi violente que possible pour

leur ancien dictateur. Comme Faras Mohammed Sahib, un chauffeur de taxi de 29 ans: «Saddam faisait couper les oreilles des déserteurs. J'espère qu'on les lui coupera aussi car il a déserté devant l'armée américaine. Après, je voudrais qu'on le traîne derrière une voiture...»

JEAN-PIERRE PERRIN

Des témoins et victimes, la peur au ventre

Certains ont des preuves des exactions mais craignent les représailles.

Bagdad envoyé spécial

On croit entendre des coups de feu. Ce ne sont que des pétards que se jettent les enfants. Dans cette rue modeste du quartier de Karada, à Bagdad, ils expriment leur joie en apprenant le transfert de Saddam Hussein à la justice irakienne. Le fils de Bassima Abdel Amir participe à la fête. Agé de 11 ans à peine, Mohammed sait tout de l'histoire de sa mère. Du moins ce qui est racontable. Bassima, 45 ans, a été arrêtée en 1982 parce qu'elle n'avait pas voulu adhérer au parti Baas et qu'elle portait l'abaya (le long voile noir qui recouvre tout le corps et une partie du visage) à l'Institut de recherches agronomiques où elle faisait ses études.

«Tueur des chiïtes.» Torturée pendant plusieurs mois à la section al-Thawra (la révolution) des services secrets de la rue Palestine, condamnée ensuite à vingt ans de réclusion, détenue pendant dix ans à la prison de Ar-Rachad et libérée grâce à des pressions d'organisations humanitaires, elle livre un témoignage précis sur ce qu'ont subi les femmes chiïtes dans les geôles du dictateur déchu. Elle a aussi récupéré les documents sur sa condamnation lors des pillages de Bagdad, à la chute du régime, connaît le nom de ses tortionnaires et des bourreaux de la prison. Pourtant, elle n'ira pas déposer au procès de Saddam Hussein, même si elle le souhaite et si on l'incite à le faire. «Est-ce que c'est important d'aller témoigner? Moi, j'irai uniquement si je me sens en sécurité. Pour le moment, ce n'est pas le cas. Les baas-

sistes sont encore partout. Ceux qui m'ont torturée, les inspecteurs Ali al-Haqqani et Thabet al-Tikriti, ainsi qu'Ali Kanoum al-Riqabi, le juge qui m'a condamnée, n'ont toujours pas été arrêtés. On ne sait pas où ils se cachent», souligne-t-elle d'une voix neutre, où ne perce jamais la moindre colère.

La politique n'avait jamais intéressé Bassima Abdel Amir. Elle était simplement très pratiquante. Ce qui lui a valu d'être arrêtée à l'heure où l'Irak commençait à s'enliser dans le conflit contre l'Iran

«J'irai uniquement si je me sens en sécurité. Les baasistes sont encore partout. Ceux qui m'ont torturée n'ont toujours pas été arrêtés.»

Bassima Abdel Amir, chiïte, arrêtée en 1982

(1980-1988). «Ali al-Haqqani, l'inspecteur qui a instruit mon dossier, m'a dit: "C'est vrai, vous n'avez rien fait. Mais nous sommes en guerre, et vous pourriez faire quelque chose de mal. Car c'est votre destin de faire le mal. Et on ne peut pas se permettre d'attendre"», se souvient-elle. De cet homme, dont elle a toujours peur, elle assure l'avoir entendu chantonner: «Je suis le tueur des chiïtes.» Elle raconte que certains soirs, pendant le mois de ramadan, il venait chercher à la section al-Thawra des jeunes filles, dont il rapportait au matin seulement les abayas: «Pendant l'enquête, il avait le droit de tuer qui il voulait sans en référer au tribunal.»

Bassima a vu le même inspecteur «casser le dos» d'une de ses amies, Ebtissam Mohan, aujourd'hui âgée de 45 ans et handi-

capée. «Il lui a dit: "Je ne vais pas te tuer. Mais je vais faire en sorte que tu souffres pendant toute ta vie."» Elle raconte ensuite l'histoire de Hawatif, une autre jeune chiïte de son quartier, disparue en 1983. «Je crois qu'on l'avait torturée avec des produits chimiques parce que sa famille n'a même pas pu faire sa toilette mortuaire. Son corps se désagrégeait au contact des doigts et même ses cheveux se détachaient...»

Son futur époux, Jouad Ali Jouad et le frère de celui-ci, Taher Ali Jouad, ont eux aussi été arrêtés. «C'était en 1980. Ils étaient allés en pèlerinage à Kerbala (la ville sainte chiïte) avec un groupe d'amis, ce qui était interdit. Mon mari a été libéré, mais pas son frère. Il a été exécuté en 1983 et son corps n'a jamais été retrouvé.»

«Grâce à Dieu!». Aujourd'hui, Bassima Abdel Amir est satisfaite de voir le rais déchu devant la justice irakienne: «Grâce à Dieu! Je crois qu'il aura un procès juste même si ce sont les Américains qui contrôlent tout à distance. J'espère vraiment qu'il sera exécuté.» «Il faudrait qu'il le soit des milliers de fois pour les millions de personnes qu'il a fait disparaître. Une condamnation à mort n'est pas suffisante. Il faudrait trouver autre chose», poursuit-elle de la même voix singulière. Et, après une dernière hésitation, elle confie: «Ma belle-mère tient absolument à aller au tribunal. Elle finira peut-être par me convaincre d'y aller avec elle.»

J.-P.P.

UNE AUTONOMIE SUSPENDUE

Les Kurdes réprimés

Deux points essentiels subsistent de l'héritage d'Atatürk: l'influence de l'armée – sur laquelle il s'est appuyé pour fonder la Turquie moderne – sur la société civile et le problème kurde. En effet, le « père des Turcs » réprima trois insurrections en 1925, 1930 et 1937.

De Pierre le Grand à Deng Xiaoping en passant par le khédivé égyptien Mehmet Ali et l'empereur japonais Meiji, une série de grands hommes, ou réputés tels, se sont employés à occidentaliser de force leur pays. Aucun d'eux n'a été aussi loin dans son entreprise que Mustafa Kemal Atatürk.

A entendre les muezzins appeler comme autrefois à la prière en arabe, à voir tant de femmes voilées, à constater la vigueur des formations islamistes, à apprendre que le gouvernement Mesut Yilmaz a été renversé le 25 novembre 1998 par le Parlement pour « abus de pouvoir et liens occultes avec les milieux mafieux », il doit certes prendre à celui qui aimait se faire appeler le « ghazi » (le victorieux) des envies de se retourner dans sa tombe.

Faut-il en conclure que le kémalisme, en réalité, n'est plus qu'un souvenir? Assurément non. *Cumhuriyet*, le grand journal d'Istanbul, a raison d'écrire que, pour ses compatriotes aux prises avec une situation économique difficile et une corruption généralisée, il fait plus que jamais figure de modèle.

Il est vrai que tous ses émules étrangers ont finalement échoué, et que, de l'Afghanistan au Soudan et à l'Algérie, l'intégrisme sévit aujourd'hui sous ses pires aspects. Mais l'essentiel de la marque qu'Atatürk a imposée à son pays semble indélébile. Personne d'ailleurs n'y parle sérieusement de remettre son œuvre en question. Et il n'y a qu'en Turquie que le dirigeant du parti intégriste a pu faire alliance avec une femme aussi visiblement occidentalisée que Tansu Ciller, économiste made in USA.

REGAIN D'INFLUENCE

Sans Atatürk, sans la guerre qu'il a menée contre le sultan auquel le traité de Sèvres avait imposé, en 1920, dépècement et vassalisation, il n'y aurait plus de Turquie digne de ce nom. Alors qu'elle est redevenue une puissance régionale de premier plan, la plus peuplée d'Europe après la Russie et l'Allemagne, qu'elle appartient à l'OTAN, au Conseil de l'Europe, à la CSCE (Commission on Security and Cooperation in Europe), qu'elle est candidate à entrer dans l'Union européenne.

Maintenant que la Russie mériterait de reprendre le surnom d'« homme malade de l'Europe » qu'a longtemps porté l'Empire ottoman, Ankara connaît un regain d'influence tant auprès des musulmans des Balkans que des cinq Républiques turcophones de l'ex-Union soviétique et même, malgré le souvenir pesant d'un génocide pour lequel personne n'a encore demandé pardon, en Arménie.

Subsistent encore de l'héritage d'Atatürk deux autres points essentiels: le rôle de l'armée et le problème kurde. C'est à Kemal que la Turquie doit d'avoir l'armée la plus forte de la région, après celle d'Israël, et si l'on tient compte que celle de la Russie est pratiquement inutilisable.

Cette armée est seule dans le monde occidental à conserver, par le biais du Conseil national de sécurité, des prérogatives politiques. L'actuel président de la République, Suleyman Demirel, le sait mieux que personne pour avoir été par elle deux fois chassé du pouvoir, mis en liberté surveillée pendant trois ans et longtemps écarté de toute activité publique.

DESTIN TRAGIQUE

Après avoir, à deux reprises, directement exercé le pouvoir, elle a certes opéré une « transition démocratique », mais elle n'a pas hésité en 1997 à contraindre le premier ministre islamiste Erbakan à démissionner et à dissoudre son parti, pour atteindre à la laïcité. C'est elle qui, en la menaçant d'une intervention militaire, a contraint récemment la Syrie à expulser le leader kurde « Apo » Öcalan, sans se douter que l'Italie allait défier l'opinion turque en refusant son extradition.

Elle encore qui, après la chute du gouvernement de Mesut Yilmaz, a invité les hommes politiques de tous bords « à faire preuve de l'attention et de la sensibilité nécessaires, en évitant les déclarations qui pourraient amener les forces armées à intervenir dans la politique », tout cela parce que le chef du Parti (islamiste) de la vertu s'était permis de faire état de « signes montrant que les militaires aimaient la politique » de sa formation. Elle, enfin, qui a invité le nouveau gouvernement à lutter contre le fondamentalisme, l'infiltration du gangstérisme dans l'appareil d'Etat et, bien entendu, le séparatisme kurde.

Le problème kurde, précisément, doit beaucoup à la manière cynique et extrêmement brutale dont Atatürk l'a traité. On a eu plus d'une fois l'occasion d'évoquer le destin tragique de ce peuple d'aujourd'hui près de 30 millions d'hommes et de femmes, répartis entre la Turquie, l'Irak et l'Iran, que ses querelles tribales ou claniques, jointes aux calculs des grandes puissances attirées par l'odeur du pétrole, ont toujours empêché de s'unir et d'accéder à l'autodétermination. Ceux de Turquie s'étant fait promettre, par le traité de Sèvres de 1920, un statut d'autonomie locale, ils soutinrent naturellement le sultan contre Kemal, qui voulait dénoncer le traité.

Le ghazi réussit néanmoins, en leur faisant de belles promesses, à les enrôler dans sa croisade



contre les Grecs qui avaient débarqué à Smyrne. La victoire obtenue, il s'empressa de les oublier. Pour lui, qui entendait bâtir une République mono-ethnique sur les ruines de l'empire multinational des Ottomans, les Kurdes n'étaient que des Turcs des montagnes. Il décima les rangs de leurs intellectuels et écrasa trois insurrections. Ce n'est qu'en 1991 que le premier ministre Turgut Ozal leur a reconnu le droit de parler leur langue.

Il serait trop simple de considérer le PKK, qui a déclenché de longue date la lutte armée contre le pouvoir d'Ankara, comme représentatif de la totalité des Kurdes. Beaucoup d'entre eux sont les premiers à se considérer comme des Turcs pareils aux autres. Le PKK recourt à des méthodes, qui justifient sans doute le qualificatif de « stalinien » que lui accole Daniel Cohn-Bendit. Il est clair en même temps que les ratissages opérés par l'armée dans le sud-est de l'Anatolie n'ont fait que grossir



L'armée turque (ci-contre) capture le cheikh Saïd et ses collaborateurs en 1925 par l'armée turque. Le leader de la révolte kurde sera pendu le 29 juin. DR / COURTESY SAID AYDOGMUS ET M. MALMISANJ

Hasan Hayri (en bas à gauche), député de la province du Dersim, sera accusé de séparatisme puis condamné à mort. DR / FLORENCE BILLINGS COLLECTION, SMITH COLLEGE

Ces deux photographies sont tirées de *Kurdistan In the Shadow of History*, de Susan Meiselas (Random House, New York, 1997). En partenariat avec l'Institut kurde de Paris, l'hôtel de ville de Paris accueille au Salon des tapisseries, jusqu'au 24 juillet, « Le Kurdistan, dans l'ombre de l'histoire », une exposition de photographies et de documents, collectés par Susan Meiselas.

les rangs des terroristes. Il faudra bien qu'un jour un dialogue s'ouvre là aussi, comme il a fini par s'engager en Irlande du Nord, au Pays basque.

Il y faudrait impérativement quelque médiation. Mais on ne paraît prêt ni d'un côté ni de l'autre à l'admettre. Dans cette affaire, comme dans celle, voisine, de Chypre, les torts sont sans doute partagés, ce qui ne veut pas dire qu'ils le soient également. La difficulté est que, dans chaque camp, on croirait perdre la face en le reconnaissant, et ce n'est pas du nouveau chef du gouvernement turc,

Bülent Ecevit, responsable, tout homme de gauche qu'il fût, de l'occupation du nord de Chypre, qu'il faut attendre un changement d'attitude.

Il y a eu pourtant jadis un Atatürk et un Venizelos pour réconcilier la Turquie et la Grèce, au lendemain d'une guerre qui paraissait inexpiable. Il faut croire qu'il est des pas indispensables, dans la vie des peuples, que seuls sont à même d'accomplir des hommes alliant une exceptionnelle vision à un caractère également exceptionnel. ■

André Fontaine, *Le Monde* du 8 décembre 1998

LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN

Les persécutions que subirent les Arméniens de l'Empire ottoman aboutirent en deux époques à des massacres de masse. Ceux qui furent perpétrés du temps du sultan Abdülhamid de 1894 à 1896 furent qualifiés par l'historien arménien Vahakn Dadrian de « *politique protogénocidaire* ». Des coups de main spectaculaires de nationalistes arméniens furent suivis d'une répression féroce à Istanbul. Cette remarque s'appliquera aussi au massacre de 1915. Entre-temps, l'Empire ottoman a changé de maître. Une révolte partie de Salonique en 1908 a porté au pouvoir le comité Union et Progrès (Ittihad) plus connu sous le nom de « Jeunes Turcs ».

La première guerre mondiale va fournir à ses dirigeants l'occasion d'une « purification ethnique » de grande envergure. Arguant de la présence de nombreux Arméniens dans l'armée russe et des morts

que les combats font dans les rangs de l'armée et de la population turques, les autorités décident de déporter des provinces de l'est de l'Anatolie toute la population arménienne en direction des déserts de Mésopotamie et de Syrie.

A partir d'avril 1915, des centaines de milliers de déportés seront exposés à la famine et à l'extermination. Le bilan prête à controverse. Des historiens turcs parlent de trois cent mille morts, les Arméniens commémorent un million et demi de victimes. Gilles Veinstein, se fondant sur les travaux d'un démographe américain, Justin McCarty, estime le bilan à six cent mille tués... Les chiffres furent en tout cas assez saisissants pour susciter dans la Turquie de 1919 un procès de responsables, auquel mit fin prématurément la victoire de Mustafa Kemal.

Nicolas Weill, *Le Monde* du 27 janvier 1999

Longtemps critiquée pour s'être opposée à la guerre contre Saddam Hussein, la diplomatie française sort de l'ostracisme

Retour en grâce pour la France à Bagdad

Bagdad :
Georges Malbrunot

Marseillaise, champagne et petits fours auront de nouveau droit de cité cette année le 14 juillet à Bagdad. Contrairement à l'an dernier, la section des intérêts français en Irak prévoit de célébrer la fête nationale, comme toutes les autres représentations diplomatiques à travers le monde.

Iyad Allaoui, le premier ministre par intérim, n'y assistera sans doute pas - il ne porte pas les Français dans son cœur. Mais l'épisode illustre la fin de l'ostracisme, dont furent victimes les diplomates français, après une guerre à laquelle Paris fut opposé, un veto interprété alors par de nombreux Irakiens comme un filet de sauvetage pour Saddam Hussein.

« Nos positions sont de mieux en mieux comprises, souligne l'un de ces diplomates. Même les responsables chiïtes ne nous font plus la leçon en nous rappelant au début de chaque rencontre que la France a soutenu Saddam. » Sur le terrain, ce

n'est pas par hasard si nombre de journalistes américains ou anglais se font passer pour français quand ils se rendent dans les bastions de la résistance contre l'occupation.

L'insistance française pour voir les nouvelles autorités irakiennes disposer d'une pleine souveraineté a accéléré le retour en grâce. « Malgré le passé, nous respectons beaucoup la France et Chirac, explique Adnan Jenabi, ministre d'Etat. Maintenant que nous sommes souverains, un tournant est opéré. Nous allons commencer à parler un langage différent avec la France. » Il sous-entend que dans ce domaine aussi le relâchement de la tutelle américaine sur les dirigeants irakiens va faciliter les choses.

« Avec les chiïtes, poursuit le diplomate, le climat s'améliore, mais il y a encore cette suspicion que Paris se mêle de gens qui sont soutenus par l'Iran. Avec les Kurdes, c'est le contraire, ils ont gardé la nostalgie de l'époque Mitterrand, ils nous tiennent encore rigueur d'avoir été des amis de Saddam. Quant aux sunnites, l'amitié ancienne perdure. La France est

pour eux le pays qui comprend le mieux l'Irak, même si certains de leurs oulémas ne se sont pas privés de nous exprimer leur hostilité à l'interdiction du port du voile à l'école. »

La communauté de vues va même parfois un peu loin : « Pourquoi les Français ne nous livrent-ils pas des armes », se demande un homme d'affaires sunnite proche de la guérilla, qui reproche à Paris de ne pas avoir octroyé un visa pour permettre à Saadoun Hamadi, l'ancien président du Parlement sous Saddam, de se faire soigner en France.

Remonter la pente a pris du temps. Les Kurdes étaient décidés à faire payer cher aux Français leur hostilité à la guerre. La première rencontre avec Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, fut glaciale. La dernière, début juin, fut encore aigre douce. « Vous nous avez trahis, accusa Talabani. Les Français se sont opposés à toute référence à l'autonomie du Kurdistan dans la résolution de l'ONU », adoptée début juin. Ses interlocuteurs ont vigoureusement démenti. Il s'agissait en fait d'une rumeur colportée par les

diplomates américains et anglais de l'ex-Autorité provisoire de la coalition.

Si l'ambassadeur de France à Bagdad, Bernard Bajolet, a rencontré en un an tous les membres de l'ex-Conseil intérimaire de gouvernement - à l'exception d'Ahmed Chalabi, l'ex-protégé du Pentagone, à l'origine de fuites peu amènes sur les Français -, en revanche, ses deux demandes d'entretien avec Paul Bremer, l'ancien consul américain en Irak, étaient restées sans réponse.

Signe du réchauffement actuel, les relations diplomatiques entre Paris et Bagdad pourraient être rétablies bientôt. C'est aux Irakiens de faire le premier pas, estime-t-on côté français, dans la mesure où c'est l'Irak qui rompit en février 1991 au début de la guerre du Golfe.

« La remarque que l'on nous fait souvent maintenant, c'est plutôt que les entreprises françaises ne sont pas assez présentes en Irak », ajoute le diplomate. Quand une majorité d'Irakiens pense que la guerre était une erreur, selon un récent sondage de l'université d'Oxford, rien d'étonnant que les positions de l'Hexagone soient regardées d'un autre œil. Une nouvelle page des relations franco-irakiennes pourrait donc s'ouvrir. « Contrairement à ce que certains prétendent, l'histoire dira que les Français ne se sont pas compromis avec Saddam », estime un autre diplomate. Hoshyar Zebari, le chef de la diplomatie irakienne, confie d'ailleurs combien il a été surpris de constater, en fouillant dans les archives de son ministère, que les positions françaises étaient souvent moins favorables à l'ancien régime que ses amis américains le laissaient entendre.

En 2001 et 2002, aucun proche de Saddam n'était présent à la réception du 14 juillet...

Trois morts dans un attentat dans l'est de la Turquie

ISTANBUL. Trois personnes ont été tuées et 24 autres blessées, vendredi 2 juillet, lors d'un attentat à la voiture piégée contre un convoi transportant Hikmet Tan, le gouverneur de la province de Van (Est de la Turquie), mais ce dernier est sain et sauf, ont annoncé des responsables. La bombe était dissimulée dans une voiture garée dans le centre-ville de Van et a été actionnée à distance. Les victimes sont des passants. Des artificiers ont procédé à l'explosion contrôlée d'une deuxième bombe dans le même secteur. Le gouverneur a estimé que l'attentat était « à coup sûr » le fait des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le PKK a démenti toute responsabilité et condamné l'attentat dans un communiqué relayé par l'agence de presse Mezopotamya, proche des rebelles. La police a arrêté un employé municipal, propriétaire de la voiture piégée. Le PKK a annoncé, il y a un mois, la fin de sa trêve unilatérale de six ans, provoquant un regain de violence dans le sud-est majoritairement kurde de la Turquie, où est situé Van. - (Reuters.)

Attentat de Van: Le ministre turc de l'Intérieur se refuse à accuser les Kurdes

ANKARA, 3 juil (AFP) - 17h32 - Le ministre turc de l'Intérieur Abdulkadir Aksu s'est refusé samedi à accuser les séparatistes kurdes d'être les auteurs d'un attentat commis vendredi contre le gouverneur de la province de Van (sud-est), contredisant ainsi de précédentes déclarations des autorités de cette province.

Au moins trois personnes ont été tuées et 24 autres blessées par l'explosion d'une voiture piégée dans le centre de Van au passage d'un convoi escortant le gouverneur local Hikmat Tan. Ce dernier est sorti indemne de l'attentat.

M. Aksu a souligné dans une intervention télévisée "ne pas encore être en mesure de déclarer telle organisation, ou tel individu, responsable" de l'attentat. "Il ne faut pas croire tout ce que l'on dit. Nous enquêtons", a-t-il déclaré.

Peu après l'attentat, le gouverneur Hikmat Tan et la police locale avaient directement accusé les séparatistes kurdes d'en être les auteurs, ce que ces derniers ont démenti.

L'aile militaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK/interdit), les Forces de défense populaires (HPG), avait ainsi indiqué dès vendredi que "la bureaucratie civile ne faisait pas partie de ses cibles".

L'attentat de vendredi a incité un millier d'habitants de Van à manifester samedi aux cris notamment de "A bas le PKK, à bas la terreur".

Le mois dernier, les séparatistes ont annoncé la fin d'un cessez-le-feu unilatéral avec le gouvernement d'Ankara après cinq ans de calme relatif dans la région. Le cessez-le-feu avait été décrété après la capture d'Abdallah Ocalan, le chef historique du PKK.

Des observateurs militaires turcs quittent le nord de l'Irak (diplomate)

ANKARA, 4 juil (AFP) - 16h53 - La Turquie rapatrie du nord de l'Irak une poignée de ses officiers qui y étaient déployés dans le cadre d'une opération internationale visant à éviter une reprise des affrontements entre les deux principaux partis kurdes irakiens, a annoncé dimanche un diplomate turc.

"Leur mission est achevée. Cela fait un moment qu'ils ne font plus grand-chose là-bas", a déclaré à l'AFP ce diplomate qui a précisé qu'il s'agissait de "moins d'une dizaine d'officiers de l'armée" turque.

Depuis l'invasion américaine de l'Irak en mars 2003, le départ des observateurs turcs a été réclamé par les factions kurdes irakiennes qui se méfient des intentions d'Ankara en ce qui concerne le nord du pays sous leur contrôle.

Après que cette région eut échappé au contrôle du régime de Saddam Hussein à la suite de la guerre du Golfe de 1991, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani s'étaient livrés de violents combats à répétition pour le partage des ressources régionales.

Washington, Londres et Ankara avaient amené les deux factions à un accord de cessez-le-feu en 1997, dans le cadre duquel les militaires turcs étaient déployés comme observateurs. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, PDK et UPK se sont mieux entendus sur le partage du pouvoir régional.

Leurs relations avec Ankara restent empreintes de méfiance: la Turquie voit d'un mauvais oeil toute velléité de séparatisme des Kurdes irakiens, dont elle craint les répercussions sur sa propre minorité kurde en cas de morcellement de l'Irak.

Elle maintient plusieurs milliers de militaires dans la zone frontalière, sur le territoire irakien, en faisant valoir que les séparatistes kurdes de Turquie, qui y ont trouvé refuge sur des bases, représentent une menace pour sa propre sécurité.

Une attaque à la voiture piégée déjouée au Kurdistan irakien

SOULEIMANIYAH (Irak), 5 juil (AFP) - 22h37 - Une attaque à la voiture piégée visant un hôtel a été déjouée et un suspect tué dans la ville kurde irakienne de Souleimaniyah, a annoncé lundi soir un responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Un Kurde, présenté sous l'identité de Jalal Khan, a été tué par balle vers 21H45 (17H45 GMT) alors qu'il conduisait une BMW vers le Souleimaniyah Palace, un hôtel de la ville fréquenté par les étrangers et les personnalités locales.

Les forces de sécurité ont tiré car elles suspectaient que l'homme allait se faire exploser devant l'établissement. "D'importantes quantités d'explosif et de TNT ont été trouvées dans la voiture", a déclaré sous couvert de l'anonymat ce responsable.

La ville kurde d'Erbil, au nord de Souleimaniyah, avait connu le 1er février un double attentat suicide qui avait fait 105 tués dans les sièges du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'UPK qui contrôle la province de Souleimaniyah.

L'UPK veut favoriser un exécutif unique dans le Kurdistan irakien



SOULEIMANIYAH (Irak), 6 juil (AFP) - 13h36 - L'Union patriotique du Kurdistan a annoncé mardi avoir renoncé à nommer un nouveau "Premier ministre" pour favoriser la constitution d'un seul exécutif dans le nord de l'Irak avec son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"Notre +gouvernement+ a nommé Omar Fattah, ancien chef des renseignements au poste de +vice-Premier ministre+ et a renoncé à nommer un +Premier ministre+ à la place de Barham Saleh devenu vice-Premier ministre dans le gouvernement central de Bagdad", a indiqué un responsable de l'UPK de Jalal Talabani.

"En renonçant à nommer un +Premier ministre+, nous ouvrons la voie à un +gouvernement unifié+ du Kurdistan d'Irak composé de l'exécutif de notre parti et de celui du PDK de Massoud Barzani", a ajouté ce responsable.

"Le chef actuel de l'exécutif du PDK, Nigirfan Barzani, neveu de Massoud Barzani, peut ainsi devenir le chef d'un +gouvernement unifié+ du Kurdistan et M. Fattah son adjoint", a-t-il ajouté, sous le couvert de l'anonymat.

L'UPK contrôle la province de Souleimaniyah, dans le nord-est de l'Irak et le PDK celles de Dohouk et d'Erbil, dans le nord et nord-ouest du pays.

Chaque parti a son propre "gouvernement" et son propre "Parlement" dans sa zone d'influence qui échappait depuis 1990 au contrôle du gouvernement central de Saddam Hussein.

Les deux formations avaient décidé en 1993 de former un exécutif et une assemblée uniques mais ce projet n'a pas pu voir le jour en raison de différends qui ont dégénéré en affrontements armés en 1995.

Des sources politiques kurdes a indiqué que les deux partis ont amorcé un rapprochement, après la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, et s'acheminent actuellement vers la mise en place d'un seul exécutif et d'une seule assemblée.

Le schéma proposé est qu'un responsable du PDK dirige l'exécutif et qu'un autre de l'UPK, en l'occurrence Kamal Fouad, préside l'assemblée.

Les membres d'un bureau de représentation iranien arrêtés au Kurdistan d'Irak



SOULEIMANIYAH (Irak), 6 juil (AFP) - 14h09 - Une force de sécurité irakienne a arrêté trois Iraniens dirigeant un bureau de représentation de la République islamique dans le nord de l'Irak, a indiqué mardi un responsable kurde irakien.

"Le responsable du bureau iranien de Kalar et deux de ses adjoints ont été arrêtés lundi par une force de sécurité irakienne et conduits vers une destination inconnue", a indiqué à l'AFP Ali Shamar, le responsable administratif de la localité, située à 55 km au sud-est de Souleimaniyah.

"Une demie-heure après, des camions sont arrivés et ont chargé le contenu de bureau avant de la fermer", a-t-il dit, parlant d'"opération éclair".

Selon lui, la force n'appartient à aucun parti kurde et l'opération a été menée sans connaissance des services de sécurité de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti kurde qui contrôle la province de Souleimaniyah, dans le nord-est de l'Irak.

Plusieurs bureaux de représentation iraniens ont été ouverts dans le Kurdistan irakien depuis que cette région a cessé d'être sous le contrôle du gouvernement central de Saddam Hussein après la guerre du Golfe en 1991.

Le Kurdistan d'Irak est devenu depuis une zone autonome de fait grâce à la protection des aviations américaine et britannique qui empêchaient les troupes irakiennes d'y entrer.

Ces bureaux sont restés en place après la fin de l'opération "Northern Watch" des aviations américaine et britannique.

Un policier abattu à Kirkouk, le corps d'un Peshmerga retrouvé (police)



KIRKOUK (Irak), 16 juil (AFP) - 11h35 - Un policier a été abattu par des inconnus vendredi à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, et le corps d'un Peshmerga (combattant kurde) a été retrouvé criblé de balles, a annoncé la police locale.

"Un policier, Ayman Abdallah, a été abattu par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite après avoir ouvert le feu sur lui devant sa maison du quartier Ourouba", a indiqué à l'AFP un capitaine de police, Sarhad Qader.

Ce quartier de l'est de la ville, en proie à des tensions entre Arabes, Kurdes et Turcomans, est le théâtre de nombreuses attaques contre les forces de la police.

Le capitaine Qader a indiqué par ailleurs que la police a retrouvé le corps d'un Peshmerga de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dans le sud de la ville atteint de plusieurs balles à la tête et à l'abdomen.

Composition ethnique de Kirkouk: Ankara s'élève contre les Kurdes



ANKARA, 14 juil (AFP) - 16h50 - Le ministère turc des Affaires étrangères a exprimé son irritation mercredi à propos des efforts des Kurdes visant à modifier la composition ethnique dans la ville pétrolière de Kirkouk (nord de l'Irak), qui a connu une arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein.

Une délégation de diplomates turcs, qui s'est rendue dans cette ville du 6 au 11 juillet, a "constaté de sérieux efforts, soutenus par des travaux de construction, dans la voie de la modification de la répartition démographique de Kirkouk", souligne le communiqué en référence implicite aux Kurdes d'Irak.

"Cette situation est source de préoccupation pour les différentes composantes du peuple irakien (...), il faut absolument éviter tout fait accompli dans cette région," précise le document.

Sous le régime de Saddam Hussein, des milliers d'Arabes ont été encouragés à s'installer dans la ville pétrolière, revendiquée par les Kurdes, qui militent aujourd'hui pour leur départ.

Cette question crée une tension permanente dans la ville où les heurts armés entre les membres des deux communautés se sont multipliés.

Ankara, qui soutient la minorité turkmène, turcophone, installée essentiellement à Kirkouk et dans ses environs, craint qu'une éventuelle mainmise kurde sur les ressources pétrolières de la région n'attise des velléités d'indépendance chez les Kurdes d'Irak.

La Turquie redoute également un phénomène de contagion qui relancerait les visées séparatistes parmi la minorité kurde de Turquie du sud-est du pays, près de la frontière irakienne.

La semaine dernière, le numéro deux de l'état-major de l'armée turque, le général Ilker Basbug, a lancé un avertissement contre toute tentative de modifier la répartition ethnique dans la ville.

"Un tel développement soulèverait en Turquie de graves inquiétudes pour la sécurité" de la région, a-t-il averti.

L'Iran confirme les affrontements avec l'ex-PKK, mais fait état de 10 morts



TEHERAN 7 juil (AFP) - 8h06 - Le vice-ministre iranien de l'Intérieur, Ali Asghar Ahmadi, a confirmé de violents affrontements entre l'armée iranienne et des rebelles de l'ex-PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie, séparatiste), ayant fait 10 morts, a rapporté l'agence iranienne Isna.

"Les affrontements entre les forces iraniennes et les membres du Kongra-Gel (ex-PKK) qui ont fait deux morts parmi nos forces et huit parmi les membres de ce groupe, sont survenu le 28 juin", a déclaré M. Ahmadi.

"Depuis, aucun affrontement n'a eu lieu avec les membres de ce parti et les forces iraniennes", a-t-il ajouté, selon Isna.

Mardi, l'agence de presse pro-kurde Mésopotamie basée en Allemagne et reçue par l'AFP avait affirmé que l'armée iranienne avait lancé une vaste opération le 30 juin contre les militants du PKK, dans la région de Sehidan, suivie trois jours plus tard par de violents combats qui ont duré plusieurs jours.

Selon cette agence, qui cite des sources militaires du PKK, seize soldats iraniens et quatre rebelles du PKK ont été tués et cinq autres soldats blessés dans les combats lors desquels l'armée iranienne a fait usage d'hélicoptères.

Les opérations de l'armée iranienne se poursuivent dans des villes occidentales d'Iran, Salmas et Khoy, situées près de la frontière avec la Turquie, a ajouté l'agence.

Les autorités locales à Diyarbakir, principale ville du sud-est anatolien, ont confirmé que les troupes iraniennes ont lancé une vaste offensive contre le PKK, ce qui a entraîné des heurts violents, sans être en mesure de donner un bilan des victimes.

La Turquie avait accusé par le passé la République islamique d'utiliser le PKK, dont plusieurs centaines de militants seraient retranchés dans des camps en Iran, près de la frontière entre les deux pays, pour la déstabiliser, ce que Téhéran a toujours nié.

Les deux voisins ont tenu ces dernières années des réunions sécuritaires pour désamorcer les tensions.

Le PKK a mené entre 1984 et 1999 une guérilla indépendantiste contre les forces de sécurité turques. Près de 37.000 personnes ont péri au cours de ces affrontements.

Les affrontements, en sommeil pendant cinq ans, ont repris depuis le 1er juin dans le sud-est anatolien, à majorité kurde, après que l'ex-PKK eut décidé de mettre fin à une trêve unilatérale.

IRAK L'ancien commandant des forces militaires américaines en Irak, qui a passé quatorze mois sur le terrain, réfute toute comparaison avec le Vietnam

Sanchez : « Il n'y aura pas d'enlèvement »

LE FIGARO LUNDI 5 JUILLET 2004

Le plus haut gradé américain en Irak, le général Ricardo Sanchez, 52 ans, a quitté jeudi le commandement de la force multinationale pour être remplacé par le général George Casey, 55 ans, qui occupait jusqu'ici le poste de numéro deux de l'armée de terre. Une cérémonie de passation de pouvoir s'est déroulée sur la principale base américaine Victory, située près de l'aéroport. Le général de corps d'armée Sanchez retourne à son ancien poste de commandant des forces armées américaines en Allemagne. Les responsables du Pentagone ont insisté sur le fait que le remplacement du général Sanchez était une simple rotation et n'avait rien à voir avec le scandale des tortures infligées par des soldats américains à des détenus irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb.

Propos recueillis à Bagdad par Charles Lambroschini

LE FIGARO. - Vous quittez votre commandement au terme d'une mission de quatorze mois. Quel diagnostic faites-vous sur la situation militaire en Irak ?

Général Ricardo SANCHEZ. - Nous sommes toujours confrontés à un ennemi brutal qui a pour seul objectif de saboter le processus politique en train de se mettre en place. Nos adversaires attaquent tous azimuts les nouvelles institutions : le gouvernement du premier ministre Iyad Allawi, les partis politiques, les forces de sécurité irakiennes. Bien sûr, cette stratégie d'intimidation vise aussi les Etats-Unis et les

autres membres de notre coalition internationale. Il s'agit de saper notre détermination à rester en Irak, de nous pousser à renoncer à nos efforts pour aider ce pays à aller jusqu'au bout de sa volonté de démocratisation.

Quelle est la valeur militaire de cet ennemi ?

D'un bout à l'autre du territoire irakien, nous comptons chaque jour trente à quarante engagements. Il peut s'agir d'automobilistes qui, passant devant un poste de garde, l'arrosent d'une rafale. Mais nous avons aussi affaire à des opérations très professionnelles : des embuscades contre les convois américains ou des attaques délibérées contre des cibles civiles.

Qui est cet ennemi ? Des nostalgiques de Saddam Hussein, des islamistes accourus de tous les coins

du monde arabo-musulman pour participer à cette nouvelle bataille de la guerre sainte contre l'Occident ? Ou tout simplement des patriotes qui ne supportent pas l'occupation étrangère ?

C'est une combinaison de toutes ces catégories. Il y a une vraie composante terroriste. Mais cela ne veut pas dire que nous devons uniquement nous concentrer sur l'élimination d'un individu comme le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui. Je suis convaincu qu'une bataille se déroule en Irak, qui oppose les extrémistes aux modérés. Les anciens fidèles du régime de Saddam sont encore actifs dans plusieurs régions du pays. Il est également certain que des éléments extrémistes sont entrés dans le pays pour s'attaquer aussi bien aux forces américaines qu'au peuple irakien. Lorsque cela sert leurs intérêts, il est probable que ces deux éléments coopèrent. Mais à un niveau tactique plutôt bas.

Vous faites donc une distinction entre les résistants et les terroristes.

Je crois vraiment qu'il y a une différence entre les insurgés irakiens et les terroristes. Même si parfois les insurgés utilisent les méthodes des ter-

roristes. Si l'initiative de réconciliation que le premier ministre envisage est élargie à l'ensemble des Irakiens, nous aurons une bonne chance de convaincre les insurgés de choisir la neutralité, peut-être même de les réintégrer dans la société. Quant aux terroristes et aux extrémistes, nous n'aurons pas d'autre choix que de les combattre jusqu'au bout. Et de les tuer.

Rétrospectivement, quelle a été votre plus grande surprise ?

Commençons par le positif. Qui aurait pu imaginer il y a un an que l'Irak redeviendrait si vite un pays souverain ? Nous voyons aujourd'hui un gouvernement intérimaire qui a la responsabilité effective des affaires du pays, et des forces de l'ordre qui sont prêtes à risquer leur vie pour assumer la sécurité intérieure. La population jouit de toute une palette de libertés qui est sans précédent dans l'histoire de ce pays. Le pétrole a recommencé à couler. Les services publics de base fonctionnent désormais à un niveau de qualité qui n'a plus rien de comparable à ce qu'était la situation il y a un an. Les réalisations sont à ce point étonnantes que personne ne peut nier les progrès accomplis.

Et le négatif ?

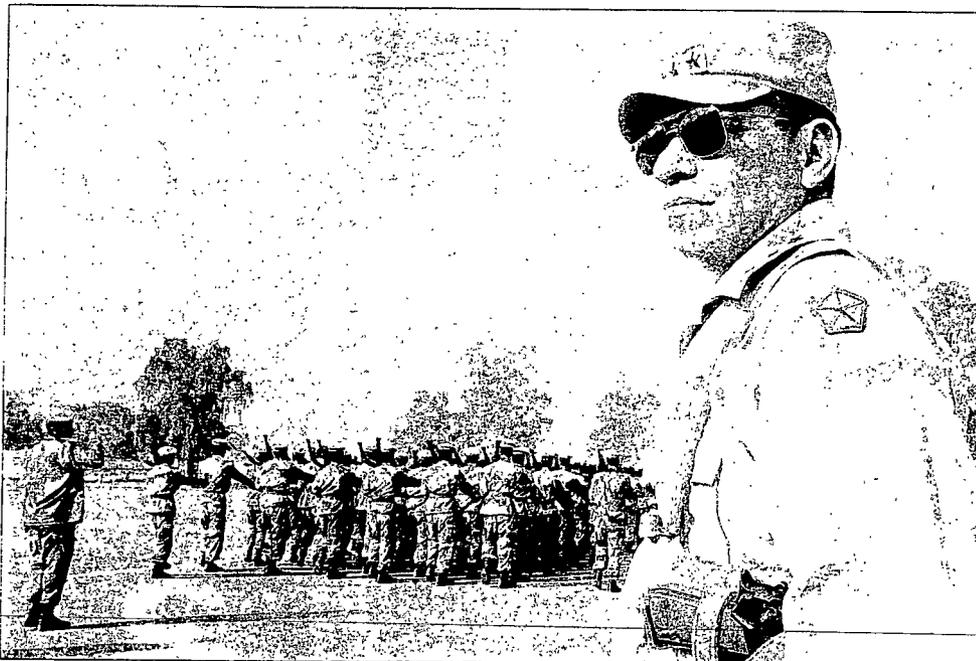
C'est la nécessité de continuer à se focaliser sur l'insurrection. Je ne crois pas que nous ayons jamais pensé que nos soldats devraient encore combattre un an après.

Si c'était à refaire, que feriez-vous différemment ?

Je crois que ce fut une erreur de ne pas mieux unifier nos efforts pour organiser les forces de sécurité irakiennes. Au début, les responsabilités avaient été partagées en ce qui concerne la mise sur pied de l'armée et de la police. La coopération entre les décideurs n'a véritablement démarré qu'au mois de mars. Si nous avions agi plus tôt, le potentiel militaire de l'Irak serait aujourd'hui beaucoup plus élevé.

Que voulez-vous dire ?

Il faut que l'Irak dispose du maximum de moyens pour s'imposer face aux forces qui



cherchent à déstabiliser ce pays. A tous les niveaux, national et local, il faut des structures qui permettent aux dirigeants politiques de faire leur métier. Pour assurer la sécurité du pays, il faut absolument que ce soient des Irakiens qui se battent en première ligne.

Donc que l'armée américaine se fasse moins visible ?

C'est bien l'objectif final. Pour rétablir la sécurité dans le pays, ce n'est pas l'armée des Etats-Unis qui doit être devant. Mais celle de l'Irak. Il n'y a que les soldats du pays qui puissent fonctionner au diapason de leur propre peuple. Baignant dans leur culture nationale tout en agissant en partenariat avec les Américains, ils trouveront forcément la solution au problème de la sécurité.

Oui, mais avant d'arriver à ce résultat, combien faudra-t-il de soldats dans cette nouvelle armée irakienne ? Avec quel équipement ? Et pendant combien de temps ?

C'est une équation complexe. Comme vous le savez, le terrorisme est très, très difficile à arrêter. Notre projet est de recruter 90 000 policiers, bien formés et bien équipés. Cette police devra être tout à la fois capable d'assurer le maintien de l'ordre et de lutter contre le terrorisme. Nous prévoyons aussi une force d'intervention civile, une garde nationale de six divisions et une armée de trois divisions motorisées. Lorsque l'Irak sera parvenu à aligner ces effectifs, nous serons sur la bonne voie pour stabiliser le pays.

La police suffira-t-elle pour tenir tête à l'insurrection ? Dans cette bataille, ne faudra-t-il pas engager aussi la nouvelle armée ?

En matière de sécurité intérieure, cette question finit toujours par être posée. Au Moyen-Orient, c'est vrai, l'armée joue traditionnellement un rôle important dans le domaine de la sécurité. Toute la difficulté de l'opération consistera à organiser un équilibre qui garantira le contrôle des militaires par les civils. Il faut en effet empêcher que l'armée ne soit tentée de franchir la ligne et d'agir contre la société, contre son peuple. Mais il me semble inévitable que certaines

« Pour assurer la sécurité du pays, il faut absolument que ce soient des Irakiens qui se battent en première ligne »

unités de l'armée, se trouvent obligées de participer aux opérations contre les insurgés et contre les terroristes. Au moins dans le moyen terme ! A la fin du processus, il faudrait que cette mission relève uniquement de la police.

Tout le monde s'attendait à une explosion de violences lorsque les Américains ont passé le relais au nouveau gouvernement d'Iyad Allaoui. Comment expliquez-vous que le feu d'artifice n'ait pas eu lieu ?

Parce que nous étions prévenus, nous avons pris les précautions nécessaires. Au lieu d'attendre que l'ennemi ne crée le désordre dans Bagdad, l'armée américaine a lancé toute une série de raids préventifs. Nous avons neutralisé plusieurs cellules terroristes et nous avons détruit des ateliers clandestins, où des voitures piégées étaient en cours de préparation. Nos adversaires ont pour stratégie de saboter des institutions qui symbolisent la restitution à l'Irak de sa souveraineté. Mais, tactiquement, c'est la capitale que l'ennemi vise en priorité. De tous les incidents qui se produisent chaque jour dans le pays, la moitié concerne Bagdad. Il est évident que toute attaque spectaculaire dans Bagdad aura un impact international immédiat. Nous avons réussi notre action de dissuasion.

L'armée américaine a pour vocation de gagner les guerres électroniques du XXI^e siècle. N'a-t-elle pas du mal à s'adapter à une guerre qui oblige à faire l'inverse. Sa priorité en Irak n'est-elle pas plutôt de pratiquer une action politico-sociale ?

C'est vrai, notre armée n'est pas formée pour reconstruire une nation mais pour remporter des batailles aéro-terrestres dans un environnement technologique de haut niveau. Il n'empêche qu'en Irak, nous avons démontré que nous sommes parfaitement capables de mener à bien ces deux missions. Après qu'ils eurent brillamment vaincu la nation

« Aujourd'hui, nous nous trouvons sur le principal champ de bataille de la guerre mondiale contre le terrorisme. Nous n'avons pas le droit d'échouer »

irakienne, nos soldats n'avaient personne d'autre à qui s'en remettre pour reconstruire cette nation. Ils se sont adaptés parce que, justement, ils sont entraînés à faire preuve d'initiative. Aujourd'hui, un soldat américain en Irak doit pouvoir travailler à l'installation d'un conseil municipal, aider au redémarrage des services publics d'une ville ou faire creuser un puits dans un village. Mais, à tout moment, il doit être prêt à se reconvertir en guerrier.

Vos officiers disent que cette guerre sera gagnée par le lieutenant chef de section ou le capitaine commandant de compagnie. Mais ils se plaignent que les généraux, qui peuvent compter sur leurs écrans vidéo chaque Jeep en patrouille, sont toujours en train de regarder par-dessus leur épaule.

Les nouvelles technologies constituent un formidable outil pour prendre des décisions en temps réel. Mais, au sommet, le général doit montrer assez de discipline personnelle pour se retenir d'intervenir dans une bataille qui se joue au niveau du lieutenant ou du capitaine. Son rôle, c'est de fournir à ses officiers les moyens de remporter la victoire. Je vous affirme qu'en ce qui me concerne, je n'ai jamais cherché à microgérer une guerre qui, comme vous le dites, est une guerre de lieutenants et de capitaines.

La difficulté à réinventer le concept du soldat laborieux n'explique-t-elle pas certaines des erreurs commises par l'armée américaine ? Par exemple, il y a plus d'un an, la répression trop brutale d'une manifestation à Faludja a eu pour conséquence de transformer cette ville en camp retranché islamiste, à moins de soixante kilomètres de Bagdad.

L'usage de la force relève du chef qui se trouve sur le terrain. Il est formé pour n'ouvrir le feu qu'à partir de règles d'engagement très précises.

Mais il doit aussi remplir la mission qui lui a été fixée par sa hiérarchie et protéger la vie de ses soldats.

A Faludja, le guerrier de la bataille aéro-terrestre n'aurait-il pas dû être tout aussi familier des techniques de maintien de l'ordre qui sont enseignées aux policiers ?

A cause de la vingtaine de civils qui furent malheureusement tués à Faludja, une situation a été créée là-bas qui persiste depuis seize mois. Mais je ne crois pas qu'il faille en déduire que nos soldats doivent absolument se former au travail policier. Je le répète, c'est leur entraînement militaire qui doit susciter l'initiative et la souplesse permettant de s'adapter à des situations mouvantes.

Les sévices dont des soldats américains se sont rendus coupables à la prison d'Abou Ghraïb ne représentent-ils pas une tache indélébile sur l'honneur de votre armée ?

A Abou Ghraïb, nous avons subi une défaite dans notre stratégie de communication. Il s'agit d'un accident horrible qui est totalement inacceptable. L'enquête établira sans doute que ce qui s'est passé s'est produit dans toutes les guerres. Mais nous verrons aussi que 99 % de nos soldats ont combattu dans l'honneur. Et avec pour seul objectif de servir les intérêts de leurs pays, les intérêts de la communauté internationale, les intérêts du peuple irakien. D'ailleurs, la façon dont nous nous sommes immédiatement saisis de l'affaire est une leçon pour l'ennemi. Nous avons montré qu'une société démocratique ne craint pas d'assumer les responsabilités de la vérité. Nous avons montré que nous ferons tout pour empêcher la répétition de pareils incidents.

Cette affaire n'est-elle pas aussi une tache sur votre honneur personnel ?

Je ne qualifierai pas cela d'une tache sur mon honneur per-

sonnel. Il est clair que comme commandant des forces américaines en Irak, j'étais responsable. C'est d'ailleurs ce que j'ai souligné lors de mon audition devant le Sénat à Washington. Un chef militaire doit accepter la responsabilité de tout ce qui se passe dans tous les rangs de son organisation.

Les soldats américains ont-ils vraiment le moral ? Leurs tours de garde en Irak se prolongent parce que les effectifs aux Etats-Unis ne sont pas assez nombreux pour

assurer des relèves rapides. Et ils s'interrogent sur l'utilité d'une mission qui les oblige à tenir un rôle qui est souvent plus politique que strictement militaire.

Les soldats américains en Irak ont le moral. Et cela parce que nous avons su expliquer à chacun de nos hommes ce que l'Amérique attend de lui. Ces soldats sont de jeunes patriotes améri-

cains qui croient à leur mission. Ils ont été volontaires pour

venir en Irak et ils feront leur devoir. L'Histoire montrera qu'en libérant l'Irak de l'oppression de Saddam Hussein, nous avons fait ce qui était juste. Aujourd'hui, nous nous trouvons sur le principal champ de bataille de la guerre mondiale contre le terrorisme. Nous n'avons pas le droit d'échouer.

Comme naguère au Viet-

nam, l'armée américaine est-elle en danger de s'enliser en Irak ?

Je réfute totalement cette comparaison. Ici nous ne sommes pas confrontés à un soulèvement national. L'insurrection est constituée d'éléments qui, en rupture de ban avec la société, n'ont pas d'autre but politique que la restauration d'un régime de brutes. A ce noyau, s'ajoutent des combattants islamistes venus de l'étranger. Mais la population ne soutient pas cette insurrection. En Irak, il n'y aura pas d'enlèvement.

Irak : le tournant

Le transfert de souveraineté et l'octroi des pleins pouvoirs au gouvernement intérimaire irakien se sont accompagnés comme prévu d'un regain de vio-

PAR
SIR JOHN HOLMES

lences en Irak. Cela n'en reste pas moins une étape très importante, porteuse de grands espoirs pour le renouveau du pays. L'Autorité de la coalition a été dissoute. Paul Bremer et son homologue britannique à Bassora sont partis. L'Irak est seul en charge de son peuple et de ses ressources naturelles. Les cyniques qui prétendent que ce n'est qu'un habillage et que les ex-puissances de la coalition continuent à tirer les ficelles connaissent mal et la situation sur place, et la nature du nouveau gouvernement.

Que veulent les Irakiens dans leur grande majorité ? La prospérité, la stabilité, la démocratie, la paix avec les pays voisins, le retrait des forces étrangères, dès que leur présence ne sera plus nécessaire, et le gouvernement du peuple irakien par le peuple

irakien dans toutes les sphères d'activité. Que veulent les pays de la coalition ? La même chose. Que veulent les auteurs des violences ? Différentes factions sont à l'œuvre, dont certaines venues de l'étranger exploitent la situation en Irak pour faire avancer leurs propres causes.

Personne ne peut voir d'un bon œil l'occupation militaire d'un pays par des forces étrangères et c'est sans doute cela qui

leur a valu la sympathie d'une partie de la population. Mais là n'est pas le principal ressort de l'action de ces poseurs de bombes, qui font surtout des ravages au sein de la population civile. Ce qu'ils veulent, c'est éviter l'émergence de la modernité dans un Irak réunifié, qui se serait doté d'un régime politique représentatif et ouvert. C'est pourquoi il faut les tenir en échec. L'avenir politique de l'Irak commence à se dessiner. Le nouveau gouvernement intérimaire dispose d'une large assise populaire. Il réunit des personnalités éminemment compétentes, et dispose des pleins pouvoirs pour gouverner l'Irak dans les mois à venir, dans les limites toutefois de ce qui pourrait lier les mains du gouvernement qui sera appelé à lui succéder à l'issue des élections. Il sera assisté dans son action par une instance plus large, la nouvelle Conférence nationale, qui se réunira en juillet.

Avec l'aide des Nations unies, il aura pour premier soin d'organiser en janvier 2005 les élections qui donneront le jour à une nouvelle Assemblée constituante. Celle-ci aura pour double tâche de former un nouveau gouvernement provisoire - qui sera revêtu de la légitimité que lui auront apportée les urnes - et d'élaborer la Constitution du pays. De nouvelles élections seront alors organisées en 2006, aux termes de cette nouvelle Constitution, pour permettre la mise en place d'un nouveau gouvernement, définitif cette fois, issu du suffrage populaire.

L'ambition de rétablir la démocratie en Irak sera-t-elle difficile à réaliser ? Oui. Il faudra surmonter l'héritage d'un passé trouble et violent, et la survi-

vance des divisions ethniques et religieuses. Est-ce mission impossible ? Assurément non. Les Irakiens sont un peuple capable et fier. Il aura toutefois besoin de l'aide de l'étranger. La communauté internationale s'est ressoudée en adoptant à l'unanimité la résolution du Conseil de sécurité 1546. Celle-ci donne au nouveau gouvernement une bonne base de départ. Il va avoir besoin d'être épaulé dans l'organisation des élections, qui marqueront un tournant décisif pour l'avenir du pays. Il va avoir besoin d'une aide économique soutenue pour restaurer le pays et ses infrastructures, après les dilapidations et le délabrement causés par l'impérialisme du régime dictatorial trente ans durant. L'alimentation en eau et en électricité marche aujourd'hui mieux que depuis des années, mais le combat actuel qu'il faut mener pour faire tourner des installations hors d'âge, en se heurtant de surcroît à des opérations de sabotage incessantes, n'y suffira pas. Il faudra des injections massives de capitaux. Certes, l'Irak est en puissance un pays riche, du fait de son pétrole. Dans les années à venir, cependant, ses revenus pétroliers ne suffiront pas, surtout s'il ne bénéficie pas rapidement d'un allègement majeur de sa dette.

La coalition a commis des erreurs, mais cela n'exonère personne de la responsabilité d'aider l'Irak aujourd'hui. Les trente pays qui participent à la Force multinationale provisoire, avec la bénédiction du Conseil de sécurité, aideront les autorités irakiennes sur le front de la sécurité là où ce sera nécessaire. Un mécanisme est prévu pour assurer la cohérence du commande-

ment, ainsi que la poursuite d'une politique élaborée à l'unisson dans la conduite des opérations les plus sensibles.

Il faudra surtout veiller à ce que les structures sécuritaires irakiennes deviennent le plus vite possible aptes à assumer leurs responsabilités dans la lutte contre le terrorisme et pour le rétablissement de l'ordre public. Les autres membres de la Force multinationale et nous-mêmes nous sommes employés à les y former depuis des mois. Le fait qu'il ait été convenu à Istanbul que l'Otan aurait à s'y impliquer devrait annoncer la montée en puissance des efforts déployés dans ce sens. Il ne sera pas possible de faire cesser la violence du jour au lendemain. Mais plus ses tenants et commanditaires s'aviseront qu'ils se heurtent au front uni de la communauté internationale, plus on aura de chances de la faire reculer et de briser les réseaux qui l'alimentent.

On continuera sans doute pendant des années à gloser sur le bien-fondé de l'intervention militaire en Irak, mais ce débat n'est d'aucun secours aux Irakiens. Nous savons que si l'Irak sombre dans l'anarchie et dans la guerre civile, ce sera une catastrophe pour tout le monde. Il nous incombe à tous, y compris à la France, de tout mettre en œuvre dans les semaines et les mois à venir pour qu'un tel scénario ne se produise pas et que le rêve d'un Irak uni et prospère, doté d'institutions représentatives solides, ne soit pas mort-né.

* Ambassadeur
de Grande-Bretagne en France.

To many Iraqis, transfer is disorienting

By Ian Fisher and Somini Sengupta

BAGHDAD: Zeke Nouri Arif is a talkative old man who, like many other Iraqis, seems unconcerned if others speak at the same time or volume as he. He does not mind a chorus. And out of a teahouse chorus of perplexed Iraqis over the weekend, Arif piped up that he was especially qualified, because of his age, 71, and 50 years of moving around Iraq as a truck driver, to weigh in on a momentous week in which little here changed and everything did.

"I have seen a lot," he said. "But I have never seen anything like this. This is such a unique situation. It's very dangerous. People can do whatever they like.

"But we feel better," he said. "We have a new government."

Unlike the momentous changes brought by American soldiers 16 months ago, the transfer of formal sovereignty to an interim government of Iraqi leaders seems to be working on the national psyche in more subtle ways, which have brought a measure of hope not evident here in some time.

The honeymoon may prove to be brief, especially if the insurgency rekindles its intensity. And the Americans still keep considerable leverage. But for now, the nation has a new government led by Iraqis who are certainly acting as if they are in charge. There seem to be fewer American troops on the streets and more Iraqi soldiers and police officers. The nation woke up Saturday morning to huge color photographs of Saddam Hussein in chains and seemed pleased by the sight.

It is disorienting, this mix of cosmetic and real.

"I feel nothing," said Kamal Duleimi, 40, who sells used motor scooters to Iraqis who, under Saddam, would not have been able to afford them. "I'm happy. I'm sad. I don't know."

In its first six days in office, the government — led by Iyad Allawi, a tough-talking doctor who returned from exile during Saddam's government — moved in a few big ways and many small ones. The main symbolic step was to have Saddam arraigned for some of the crimes he is alleged to have committed over three decades against Iraqis, with the scene covered on television and showing Saddam in a way Iraqis never quite imagined.

The interim Iraqi government has decided to reinstate the death penalty. It has talked of cracking down on insurgents, but also of co-opting them into the new order.

Soon it is expected to impose a state of emergency, which could include curfews, more checkpoints and limits



Joao Silva for The New York Times

Zeke Nouri Arif spoke of danger as well as excitement: "We have a new government."

on public demonstrations.

But the government has also conducted the humdrum business of any sovereign state: Now visitors must receive visas — with a new seal — before entering Iraq, rather than being waved through by an American soldier. About 40 new ambassadors have been chosen and will soon be announced. Local officials are discussing disassembling parts of the obstacle course of barriers and detours that American troops have used, very much by necessity. The culture minister wants to move Polish troops off the ruins of Babylon.

As the new government takes its first steps, many Iraqis seem to have resorted to their age-old coping strategy: waiting.

In the spring of 2003, as U.S. troops rumbled in, many Iraqis waited with stolid frowns to see whether Saddam was truly gone before celebrating the new American order. More recently, they have been waiting to see whether the insurgency that has killed hundreds of Iraqis and Americans would force U.S. troops to go home.

Now they seem to be waiting, with a wary sense of promise, to see two things: whether the new government actually improves their lives, and whether it can do so more or less inde-

pendently of America.

"We have hope — anybody is better than Saddam," said Sundus Tahar, 25, who came with her extended family from the slums of Sadr City to take over a two-story, six-room flat once held by a palace secretary. "Now we are waiting to see the difference."

Squatters who a year ago settled into a row of riverside apartments once occupied by Saddam-era apparatchiks are waiting for something specific: whether their new government will try to throw them out as part of what may be sweeping changes to reorder the chaos of U.S. military occupation.

Not every Iraqi has welcomed the changes of the last week, seeing them as little more than an example of American manipulation.

"New government?" said an angry Hazem Hamood, 42, an unemployed former army officer, as he sat under the hot sun at the entrance to the Green Zone, the physical core of the U.S.-led occupation. "What new government are you talking about? The first thing they should have done is come to the people to see how we live."

Hamood rattled off his grievances: Why put Saddam on trial as the first order of business? Why haven't government officials announced anything

about when they will fix the electricity shortage? When will people be given back the land they lost to Saddam's regime? Why have food rations been cut?

Hamood's most pressing concern was having to stand in line, simply to go back home. His house, inherited from his grandfather, lay inside the Green Zone. Most days, the wait at the checkpoint could last two hours. On Saturday afternoon, he was supposed to take his 8-month-old to a doctor for immunizations. He skipped the appointment. He couldn't bear to keep his son in the car in the heat.

He said he was building a new house, a third the size of his old one, in a slum

all the way across town. "Just to get rid of this nightmare," he said.

In the Shiite neighborhood of Shaab, the changes have been greeted in a way that many Americans would have trouble understanding: They say the place is safer after the transfer.

"Nothing has changed except one important thing," said Colonel Kamel Ashimari, chief of the main police station in Shaab. "Before, every single Iraqi was carrying a gun with himself or in his car. Now that we have sovereignty, no one has a weapon anymore. Seventy-five percent of Iraqis feel secure now."

The residents have reason to fear for their safety: in October, suicide bomb-

ings killed scores of Iraqi police officers and civilians at the Shaab police station and other sites around Baghdad. It was one of the first coordinated attacks in which Iraqis were specifically targets, but U.S. soldiers then, as now, worked out of the station.

Mahmood Chasib, 21, who remembers seeing 11 corpses that day — including those of a gas vendor, two house painters and a lawyer — said that since the transfer of sovereignty, he felt much more secure, theorizing that insurgents were less likely to attack Americans and kill Iraqis in the process. "Now Iraqis have power," he said.

The New York Times

New leader discusses amnesty for rebel cleric

Allawi asks Shiite to disband militia

By Brian Knowlton

WASHINGTON: The interim Iraqi prime minister confirmed Sunday that his government might issue an amnesty to Moktada al-Sadr if the Shiite cleric disbanded his anti-U.S. militia and turned over its weapons.

Prime Minister Iyad Allawi said he had met with a Sadr delegation just a half hour before an interview with ABC News; the sides discussed dismantling the militia. Asked whether an amnesty was possible, Allawi replied: "Well, it depends really on what action, whether they will surrender the weapons or not, whether they'll practically dismantle the al Mahdi. Once they do this, they are welcome."

U.S. forces have clashed violently with Sadr's militia, the Mahdi Army, which has support particularly among poor and dispossessed Shiites. Sadr, a fiery cleric who is a symbol to some Iraqis of resistance to foreign occupation, has also cultivated ties to Iran.

Allawi said that he fully expected planned elections to take place on schedule by Jan. 31, despite security concerns, and he left open the possibil-

ity of accepting peacekeeping troops from Jordan.

The prime minister said he was working to improve Iraq's ties with Syria and Iran, two countries with difficult relationships with the United States.

While some of the steps Allawi said he was taking were likely to create discomfort in Washington, he said he felt no need to prove that he was not an American puppet. "I have fought Saddam when America was with him, when Britain was with him, when the world was with him," he said. "We respect our relationship to the United States, but we are puppets to nobody."

The prime minister had earlier indicated that problems might force a postponement of the elections for an interim Parliament, due by the end of January, but on Sunday he did not waver.

Establishing adequate security has been seen as a major condition for staging fair elections. This could require a temporary increase in the size of the U.S.-led multinational force, now about 140,000 American troops and 20,000 others, analysts and officials have said.

Allawi predicted "an escalation in insurgency and terrorist acts," but added,

"We are going to prevail."

The question of a peacekeeping role for troops from Jordan or other Arab countries has been a large and delicate one since the United States first assembled its coalition for the Iraq war.

King Abdullah of Jordan said Thursday that his country was willing to send the first Arab troops to Iraq if the interim government requested them.

The interim Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, replied that "we welcome the support of Arab and Islamic countries" but added, "There are sensitivities over the participation of neighboring countries in peacekeeping forces," except in support of United Nations activities.

But Zebari welcomed an offer by Yemen, which does not share a border with Iraq, to send peacekeeping troops under UN or Arab League command. Bahrain also offered use of a warship.

Allawi, asked whether Iraq would accept Jordanian troops, said, "We are not asking" for now. "Once the need is to ask for troops, we will do that. We have asked other countries to contribute. Jordan is welcome."

Asked whether two other neighbors, Iran and Syria, were doing enough to keep foreign fighters or terrorists out of Iraq, Allawi said, "Not yet."

He said he had written the Iranian president to ask for better border control, steps against insurgents and a pledge of noninterference. He had yet to receive a reply.

International Herald Tribune

U.S. airstrike leaves 10 Iraqis dead in Falluja

From news reports

BAGHDAD: The U.S. military said it launched an airstrike Monday on a safe house in the turbulent city of Falluja. At least 10 people were killed, officials and witnesses said.

Ambulances sped to the eastern side of the city, where American airstrikes have frequently targeted safe houses

used by members of the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi's network. Rescue workers picked up remains of the dead, witnesses said.

The military said the operation had employed precision weapons and underscored the resolve of coalition and Iraqi forces "to jointly destroy terrorist networks within Iraq."

Dr. Diaa Jumaili of Falluja Hospital

said 10 bodies had been transported there. Residents said the raid occurred just after 8 p.m.

Falluja, 50 kilometers, or 30 miles, west of Baghdad, was the scene of fierce fighting in April between American marines and insurgents. The fighting ended when the Americans left the city and handed local control to an ad-hoc force of Iraq Army veterans known as the Falluja Brigade.

U.S. forces have hit the area with four airstrikes since June 19, killing dozens of people. Zarqawi, a Jordanian militant said to be connected to Al Qaeda, is be-

lied to be behind a series of coordinated attacks on the police and security forces that killed 100 people days before U.S. forces handed over power to an Iraqi interim government. Zarqawi is also believed to be behind the beheading of two hostages, Nicholas Berg, an American, and Kim Sun Il of South Korea.

The U.S. authorities on Wednesday increased the reward for information leading to Zarqawi's arrest to \$25 million from \$10 million.

Meanwhile, a spokesman for the militant Shiite cleric Moktada al-Sadr on Monday tempered earlier threats to continue fighting, saying his movement

planned only to wage "peaceful resistance" against the interim government.

Sadr issued a statement Sunday from his office in the Shiite holy city of Najaf calling the new interim Iraqi government "illegitimate" and pledging "to continue resisting oppression and oc-

cupation to our last drop of blood."

But Sadr's spokesman in Baghdad, Mahmoud al-Soudani, called a news conference Monday to clarify that the statement was not a call to arms. He said that many of Sadr's supporters in Baghdad had begun taking up arms again and he needed to correct their misperceptions. "We are still committed to the cease-fire," Soudani said.

Sadr has made contradictory statements in the past. His Mahdi militia battled American troops for nearly eight weeks, leaving hundreds of people dead in the Shiite heartland until a cease-fire was reached last month.

In an effort to curb the insurgency, Iraq's interim government is planning to announce a package of measures to include a revised public safety law, restoration of the death penalty and a limited amnesty for insurgents, Foreign Minister Hoshiyar Zebari said Monday.

Zebari said the law would allow the

government to impose curfews, limit the movement of people, put up checkpoints, detain suspects and order searches, but would only be applied in parts of Iraq and only for a limited period.

Extensive cabinet discussions had focused on the need to balance security with human rights and to keep the law consistent with the transitional administrative law passed in March to serve as Iraq's interim constitution. Zebari said the government unanimously favored reinstating capital punishment as a deterrent for serious crimes like terrorist attacks, major sabotage or mass killing.

The government also plans to offer a 30-day amnesty for insurgents and members of armed groups provided they have not committed serious crimes against Iraqis. (AP, AFP, Reuters)

Iraqis adopt law giving wide powers to Allawi

Prime minister can declare martial law

By Edward Wong

BAGHDAD: In their first significant move since formally assuming governance, the leaders of Iraq signed into law on Tuesday morning an act that grants them widespread martial powers to clamp down on a tenacious insurgency, Prime Minister Iyad Allawi said.

The measure, called the national safety law, allows the prime minister's office to declare emergency rule in any part of Iraq and to, among other things, command security forces to enforce curfews and execute search warrants in those areas, Allawi said in an interview in his office inside the capital's fortified U.S. headquarters.

A draft of the law obtained by The New York Times independently of Allawi's office states that the prime minister will have broad powers to "impose restrictions on the freedoms of citizens or foreigners in Iraq," including curtailing travel, group meetings and the licensing of weapons, if such matters are related to criminal activity.

The prime minister also has the power to take direct control of all security and intelligence forces and charge them with any mission "appropriate to their nature and specialty and the needs of their emergency circumstances."

The prime minister can "appoint a military or civilian commander to assume administration of an emergency area" with the help of an emergency

force, provided that the president approves.

The person who provided the document said some elements of the draft might be different in the final version.

He said he was concerned that the draft did not provide guarantees for the general elections scheduled to be held in January 2005.

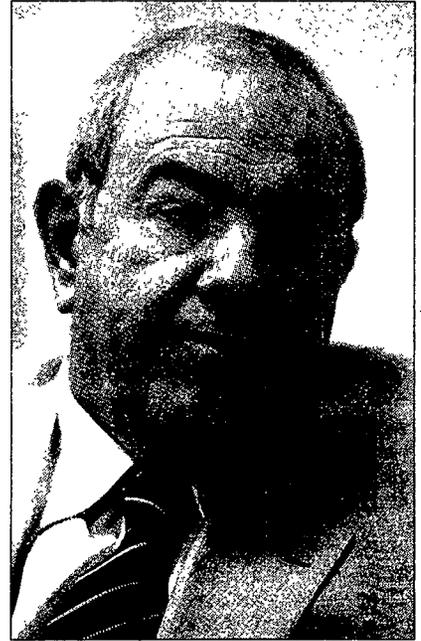
"It would have sent a good signal to say the elections will be held, that they won't be affected by martial law," he said.

The potential for the cancellation of elections was one of the first concerns to emerge when Allawi first raised last month the possibility that he would declare a state of emergency in parts of the country.

When asked whether he already had in mind parts of the country that should fall under emergency rule, Allawi simply said in the interview that "whenever and wherever it's going to be necessary, we will apply this law."

The law was put into effect Tuesday morning by the signatures of Allawi, Sheik Ghazi al-Yawar, the president, and other top officials, Allawi said as he reclined on a yellow sofa in a tan sports jacket, striped navy-blue tie and black pants.

Allawi took great pains to emphasize that the exercise of the emergency powers will adhere to strict legal standards, saying for example that the highest courts in Iraq and a group of judges will be on call around the clock to approve search warrants and other



Tyler Hicks/The New York Times

Prime Minister Iyad Allawi is free to act at any time against insurgents.

actions.

The draft of the law says that the prime minister must get approval from the president to declare a state of emergency.

The new government had gathered Iraqi and foreign reporters twice in the last week to announce details of the new law, but canceled the meetings at the last minute.

Various ministers and security officials are now scheduled to provide details at a news conference early Wednesday afternoon.

Allawi said the unveiling of the law had been delayed because "we wanted to make very sure that things could not be derailed from a legal point of view

nor a human rights point of view, yet empower the government to do whatever is necessary to protect the citizens of Iraq."

In fact, he added, "we completed signing the law after really elaborate deliberations and discussions to ensure checks and balances and to ensure the adherence to the rule of law and to the human rights, the respect of human rights issues."

Hania Mufti, the head of Human Rights Watch in Baghdad, said she wanted to see how much legal counsel would be provided to people detained or arrested under emergency rule.

In addition, she said, "one of the dangers in such a situation is that people would be arrested without a warrant. If they're not arrested with a warrant, then there's no paper trail."

The Iraqi penal code, which was suspended under the American-led occupying authority, states that a detainee must be allowed to see a judge within 24 hours and cannot be kept more than 15 days without charges being brought, she said.

"Will emergency law have this or will it override this?" she said.

The New York Times

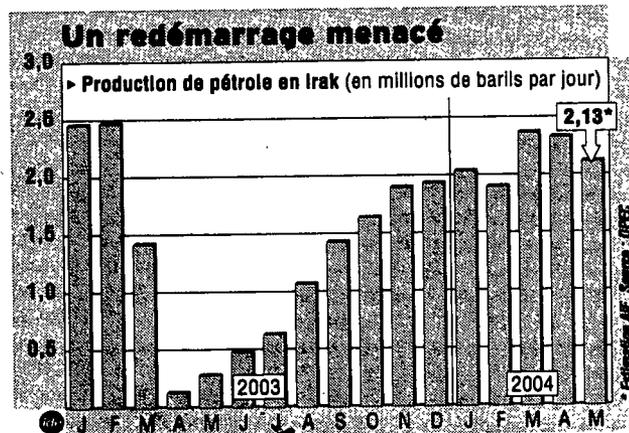
MOYEN-ORIENT *Seulement 2 % de l'aide américaine ont été débloqués par le Congrès*

L'insécurité sape la reconstruction de l'Irak

Bagdad : Georges Malbrunot

Quinze mois après la guerre, la reconstruction économique n'a pas encore vraiment démarré, mais le retour à la souveraineté irakienne, fin juin, laisse espérer que les bailleurs de fonds internationaux rouvriront bientôt leurs lignes de crédits à l'Irak. Le Fonds monétaire international (FMI) vient d'annoncer qu'il allait envisager de modifier sa politique à l'égard de Bagdad. A travers le pays, seuls 140 projets sur les 2 300 prévus peu après le conflit sont en cours. En raison des lenteurs bureaucratiques, seulement 2 % des 18,4 milliards de dollars votés par le Congrès américain pour venir en aide à l'Irak ont été dépensés jusqu'à maintenant, vient de reconnaître la Maison-Blanche.

On est loin du plan Marshall annoncé par les Américains pour redresser un pays ravagé par trente-cinq ans de dictature socialisante, et une décennie d'embargo international. « L'insécurité ambiante empêche tout décollage économique », souligne Salah al-Omari, un homme d'affaires à Bagdad. Lors d'un colloque récent organisé sur l'Irak par le Medef à Paris, seules sept entreprises françaises avaient répondu présent : « Ce n'est pas une priorité aujourd'hui pour nos sociétés », concède un expert français, estimant que les risques d'enlèvements ou d'attentats ont sérieusement alourdi le coût de cette reconstruction. Le redémarrage



a pris beaucoup de retard. Sur les 9 milliards de dollars de contrats annoncés jusqu'ici par le Pentagone, seuls 5,2 milliards ont été engagés.

Conséquences : seulement 20 000 Irakiens auraient trouvé du travail, loin des 50 000 créations d'emplois annoncées par Paul Bremer en mai 2003. En matière d'approvisionnement électrique et en eau, la situation ne s'est guère améliorée en un an. Les réparations des trois usines de retraitement des eaux usées à Bagdad s'éternisent, tandis que, dans le Sud, le système d'approvisionnement en eau est encore loin d'être remis en état. Dans la capitale, les Irakiens passent jusqu'à quatorze heures par jour sans électricité.

L'objectif d'augmenter la production électrique à 6 000 mégawatts n'a pas été atteint. On est à peine au niveau d'avant-guerre à 4 400 MW. « Les compagnies américaines chargées de réhabiliter le secteur électrique ont sous-estimé l'ampleur des dé-

gâts causés par l'embargo », reconnaît-on au ministère de l'Électricité. Dans le Sud, la situation est moins mauvaise. Sous Saddam, les zones chiites rebelles ne bénéficiaient que de quelques heures d'électricité par jour. Aujourd'hui, elles ont droit à une douzaine d'heures. Des progrès, donc. « Un milliard de dollars a été dépensé dans les travaux de rétablissement du réseau électrique », explique un porte-parole américain.

La production de la centrale électrique de Baiji, la plus importante d'Irak, a doublé. Mais, là encore, les sabotages et l'insécurité perturbent les plans. A la centrale électrique de Dora, dans la banlieue de Bagdad, les 800 ingénieurs russes ont dû quitter l'Irak après que plusieurs d'entre eux eurent été enlevés ou tués. La rénovation du site en pâtit. En juin, les exportations de pétrole étaient sur le point de retrouver leurs niveaux d'avant-guerre, à 2,2 millions de barils/jour, lorsqu'une vague de

sabotages des oléoducs a douché les espoirs. Dans le domaine de la réhabilitation des infrastructures pétrolières, du retard a été également pris.

Foin des Cassandre, les officiels assurent que la reconstruction va réellement démarrer avec la souveraineté recouvrée par l'Irak. « Les centrales électriques peuvent être sabotées, cela ne va pas nous décourager », affirme David Nash, à la tête de l'Iraq Management Program. Malgré les risques, l'Irak attire toujours autant : « Quarante de nos employés ont été tués en un an, déclare un porte-parole de KBR, filiale du groupe Haliburton, qui compte 26 000 employés et sous-traitants, en majorité américains. Mais nous n'avons pas de difficultés à en trouver d'autres. » Les salaires sont attractifs : 25 000 dollars par mois pour un ingénieur en électricité, 8 000 pour un simple chauffeur de poids lourd.

Le ministre irakien du Logement et de la Reconstruction, Omar al-Damlugi, implore les pays arabes frères d'investir en Irak. Il cite entre autres bons points à l'actif des nouvelles autorités la stabilisation du dinar par rapport au dollar. La hausse des salaires a engendré une relance de la consommation de certains biens, comme les machines à laver, ou les fours à micro-ondes. Des indices de réussite qui pourraient en appeler d'autres, si la situation sécuritaire montrait quelques signes de stabilisation.

Barzani: 'Kirkuk belongs to Kurds'

Turkish Daily News 06 July 2004

ANKARA - Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani, in remarks published on Monday, reiterated the Kurdish claim for oil-rich northern Iraq city Kirkuk and said they would not make any compromise on that.

The control of the city is disputed among Kurds, Turkmens and Arabs. Turkmens, the third largest community in Iraq with close ethnic ties to Turkey, say they are the original inhabitants of the city.

Turkey said control of the city should not be dominated by Kurds or allow Iraqi control over the oil reserves of the city and insists Turkmen rights must be respected.

Barzani told Germany's Frankfurter Allgemeine newspaper that Kirkuk belonged to Kurds living in the region and vowed that there would be no compromise on that.

The Iraqi Kurdish leader also said Iraq wants to develop friendly relations with all its neighbors but opposes any troops from these countries.

Barzani said neighboring Turkey should not get involved in Iraq's internal affairs. "The better our relations are the more this will be in the interest of both sides," he said.

A past offer from Turkey to send peacekeeping troops to Iraq has

been scrapped because of opposition from Iraqis, including Kurdish groups running northern Iraq.

Turkey's relations with Kurdish groups have been itchy as Ankara is concerned over prospects that they might seek creating an independent state in northern Iraq. Barzani said recently that Ankara has dropped its opposition to a federal state in Iraq when a Turkish delegation visited him on June 9.

"The Turkish delegation said Turkey was not against establishment of a federal state within Iraqi boundaries and that it wanted to have good relations. We have later read different comments in the press. We want to believe Turkey's official position is in line with what the delegation stated to us," Barzani told the German newspaper.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has denied a revision of Turkish policy on Iraq. But in a sign of softened stance on federalism in Iraq, Foreign Minister Abdullah Gul underlined that Iraqis would decide on the future of Iraq and that Turkey wanted to see the country's territorial integrity remain intact.

Barzani said he opposed interference from Turkey or any other country in Iraqi people's determining their fate. "This right lies only with people of Iraq and the majority of Iraqis embrace federalism. Iraq will never be a unity if this does not happen," he said.

The Kurdish Statehood Exception

New York Sun.

HILLEL HALKIN July 6, 2004

There is perhaps no need for proof of the fact that international relations, and the explanations given by nations and their diplomats for their policies and actions, are riddled with hypocrisy. And yet if proof were wanted, there would be none better than the current attitude of Europe and America toward two peoples with similar and yet quite different problems: the Kurds and the Palestinians.

The Palestinians, we are told by Europe and America, must have a state of their own. The need for it is self-evident. The universally accepted principle of national self-determination demands as much, as do the historic injustices done to the Palestinian people and its suffering over the years, which can be adequately redressed in no other way.

One can argue about a future Palestinian state's borders or system of government, but not about its existence. Mere Palestinian autonomy within the framework of an Arab state like Jordan is unthinkable. And yet the Kurds, strangely enough, must not have a state of their own. The universally accepted principle of self-determination, for some reason, does not apply to them.

The historic injustices done to them and their suffering over the years can be adequately redressed within the framework of a federal Iraq, in which they will have to make do - subject to the consent of a central, Arab-dominated government in Baghdad - with mere autonomy. Full Kurdish statehood is unthinkable. This, too, is considered to be self-evident.

How can two such contradictory propositions be upheld with equal conviction without blushing? Well, that's what diplomats go to school for. They have to study something besides how to hold their forks at dinner parties. The truth, of course, is less diplomatic.

It is that Washington, London, Paris, and Madrid don't give a hoot for either the Kurds or the Palestinians. Statesmen, even as the tenderest of humanitarian phrases drop poignantly from their lips, don't give a hoot for people in general.

They care about countries, alignments, alliances, national interests, realpolitik. And their calculation in this case is clear. The Palestinians

have many friends, the Kurds have none. And so, viva Palestinian statehood - and down with statehood for the Kurds.

Since principles have nothing to do with it, it may be beside the point to observe that, in principle, the Kurds have a far better case for statehood than do the Palestinians. They have their own unique language and culture, which the Palestinians do not have. They have had a sense of themselves as a distinct people for many centuries, which the Palestinians have not had. They have been betrayed repeatedly in the past 100 years by the international community and its promises, while the Palestinians have been betrayed only by their fellow Arabs.

They have suffered greater casualties, more barbaric treatment, and a greater degree of ethnic cleansing at the hands of Turkey and Iraq than the Palestinians have suffered at the hands of Israel. And they have been far less barbarous in fighting back. And yet, even on the basis of pure realpolitik, the Kurds' case is considerably stronger than the Palestinians'.

An economically unviable Palestinian state on a small fraction of historic Palestine that cannot possibly meet Palestinian aspirations is a guarantee of permanent irredentist sentiment against Israel and the countries that support it - a sentiment that will be inevitably whipped up and exploited for its own purposes by a Palestinian leadership that has shown itself to be incorrigibly corrupt, undemocratic, and unable to manage its own affairs.

Contrary to the prevailing wisdom that there can be no quiet in the Middle East once the Palestinians have a state of their own, there will be no foreseeable quiet once they do have one.

The Kurds of northern Iraq, on the other hand, have demonstrated great political maturity since the quasi-independence gained by them in the first Gulf War. Their leadership has created, according to

all reports, an economically thriving, and humanly decent society whose members, women no less than men, enjoy rights and freedoms that exist nowhere in the Arab world. Permanent Kurdish control of the vast oil reserves of the area will assure that these remain under stable pro-Western control and not be subject to the whims of an unstable Iraq torn between Sunnis and Shiites and between modernization and Islamic fundamentalism.

True, the same neighbors of Iraq and Israel that are vocally for a Palestinian state are all against Kurdish independence - some, like Jordan and Saudi Arabia, because of their pan-Arab ideologies, and others, like Iran, Syria, and Turkey, because of large Kurdish minorities that have rebelled in the recent past and whose nationalism they fear.

True, too, in seeking the backing of these countries for its invasion of Iraq, America promised them that an independent Kurdistan would not result from it. But in the realm of realpolitik, promises are meant to be broken. Jordan and Saudi Arabia have nothing to fear from a Kurdish state, and Syria and Iran are countries in whose stability, should it be disturbed by restive Kurdish minorities, the democratic world has no interest. This leaves only Turkey, whose record toward its Kurds has until recently been disgraceful.

But the Turkish position on a Kurdish state in northern Iraq, which is that Turkey would use military force to prevent it, is largely a bluff - or would turn out to be one if Europe and America were determined to call it. The Turks, after all, as much as they fear an independent Kurdistan, are far too eager to join the European Union and retain their close ties with America to risk either by going to war in Iraq. It is, of course, possible to be for Palestinian statehood without hypocrisy. But it is impossible to be unhypocritical about it while opposing statehood for the Kurds. This is something that supporters of Israel, who should also be supporters of an independent Kurdistan, need to be saying vocally.

Q&A: The Kurds and Iraq

New York Times

From the Council on Foreign Relations July 6, 2004

David L. Phillips, a senior fellow at the Council on Foreign Relations, says the Bush administration "sold out" the Kurds when it failed to protect Kurdish rights in United Nations Security Council Resolution 1546, which set up Iraq's interim government. Still, he says, the Kurdish leadership has ruled out independence for Iraqi Kurdistan, the northern Iraqi region that has been largely autonomous since 1991. Instead, it is pressing for a federal Iraq that will guarantee the Kurds a measure of autonomy.

"The Kurds have said that they are not seeking an independent state," says Phillips, deputy director of the Council's Center for Preventive Action. "They've made a strategic decision that they can secure their primary interests as a federal entity within Iraq." Phillips was interviewed by Bernard Gwertzman, consulting editor for cfr.org, on July 1, 2004.

With the interim Iraqi government in place after the June 28 handover of power, how do you view longer-term relations among the Kurds, Shiites, and Sunnis?

There are four possible outcomes: First, Iraq becomes an Islamist country run by fundamentalist Arab Shiite clerics. Second, a dictator, in the mold of Saddam Hussein, emerges as a strongman to keep the country together. Third, Iraq falls apart, and Iraqi Kurdistan becomes independent. None of those options are good for the Iraqi people, the countries in the region, or the United States. The fourth and best option involves a constitutional arrangement distributing power among the country's different ethnic and religious groups so that each of the communities feels it has a stake in a federal democratic republic of Iraq.

Isn't that what the interim constitution, the transitional administrative law [TAL], calls for?

Yes, the interim constitution lays out a federal arrangement for power-sharing, but the Bush administration omitted any reference to the Transitional Administrative Law in Security Council Resolution 1546. As a result, the transitional administrative law has no standing. The TAL was the primary accomplishment of the Coalition Provisional Authority over the past 15 months. The Bush administration rendered it null and void by excluding it from the Security Council resolution authorizing Iraq's interim government.

Why was inclusion of the interim constitution in the Security Council resolution so important to the Kurds?

The principles of the interim constitution may still inspire Iraq's future governance, but there are no legal requirements that the transitional administrative law be the basis for any future arrangements in Iraq. This has caused the Iraqi Kurds a lot of anxiety, because the interim constitution enshrined a bill of rights that was a model for Iraq and the Arab and Muslim worlds. It also clearly stipulated federalism as Iraq's future form of government. The problem with the interim constitution is that it didn't affirm an absolute role for Islam as the foundation for law-making in Iraq and it included a clause--61 C--that gave the Kurds an effective veto over the permanent constitution. [Powerful Shiite cleric] Ayatollah Ali al-Sistani objected to those two elements, thereby creating a crisis that has further polarized Iraqis and worsened prospects for harmonious intercommunal relations.

But Sistani himself is not opposed to federalism, per se, is he?

The important thing to recognize is that the Arab Shiites are not fundamentally opposed to the principle of federalism. The Kurds misunderstood their opposition to the transitional administrative law as opposition to federalism itself.

The Shiites are just opposed to a veto?

They are opposed to a veto, and they want to make sure that Islam plays a paramount role as the basis for Iraq's future law-making.

But on the other hand, it is said that the Iraqi Shiites are not like the Shiite clergy in Iran, who took power in a hardcore Islamic state.

If the Arab Shiites are denied a rightful leadership role in the central government, the Arab Shiite community will become radicalized and we run a greater risk of an Islamist government taking power in Baghdad. The Arab Shiites have been disenfranchised by the Ottomans, the British, and the Baathists. As Iraq's majority, they have a rightful claim to the lead role in the central government. That doesn't preclude, however, significant power-sharing, with the regions allowing Iraqi Kurds to have at least as much self-rule as they did during the so-called golden years of de facto independence in Iraqi Kurdistan [1991-2003].

What does the Shiite leadership think about the Kurds question? Clearly, they realize the Kurds have a significant armed force and--if

denied some of what they want--could try to secede.

If Iraq is taken over by a Sunni strongman or becomes an Islamist state, then the Kurds will feel they have no place in Iraq and will walk out. On June 1, Messrs. [Massoud] Barzani [leader of the Kurdistan Democratic Party] and Jalal Talabani [president of the letter to President Bush threatening to cut ties with Baghdad and boycott future elections unless the transitional administrative law was affirmed as the basis for Iraq's future government. When the Bush administration decided to omit reference to the law in the Security Council resolution, Barzani and Talabani left Baghdad and went back to Iraqi Kurdistan.

What is the situation now?

Arab Shiite envoys have made their way to visit Barzani and Talabani in order to assure them that Sistani's opposition to the TAL doesn't necessarily mean that he is opposed to federalism, which is an adamant demand of the Iraqi Kurds. Since the June 1 letter, there have been no suggestions by the Iraqi Kurds that they intend to disassociate from Iraq.

The Kurds are taking part in the interim government?

The Kurds wanted either the post of prime minister or president. They feel as though, as the second largest ethnic group in Iraq, they deserved one of the top two slots. They didn't get either of them.

What did they get?

They got a vice presidency. The position of deputy prime minister was subsequently created and given to a Kurd. At first, the Kurds refused to accept it, but Barham Salih ultimately accepted the job. In doing so, the Kurds sent a message of flexibility.

What is the U.S. position now?

The United States is increasingly marginalized. America's ability to influence events was already waning the closer we got to the handover.

So it's up to the Iraqis themselves to bargain?

As in 1975 and again in 1991, the Kurds have been sold out by the United States. They have recently learned a hard lesson--that the Bush administration is not able or willing to champion their interests.

That's a pretty tough assessment.

The Kurds have made a compromise. They've agreed to participate in Iraq in exchange for the rights and protections embodied in the transitional administrative law. When the Bush administration decided to abrogate the law--

When you say the Bush administration abrogated the law--

The Bush administration authored the Security Council resolution that established the bona fides of the interim government.

But it didn't abrogate the law; it just didn't put the TAL in the resolution.

Laws that are drafted by an occupying power no longer exist after governance is handed over to an internationally recognized sovereign.

So everything in that law no longer exists?

It is not enforced as law, but the spirit of the interim constitution may continue to inspire political discourse on Iraq's future. That's what the Kurds have to bank on. The United States isn't going to go to great lengths to protect their interests or deliver a deal.

The Kurds have other problems, too. None of the surrounding countries want them to have an independent state either, right?

The Kurds have said that they are not seeking an independent state. They've made a strategic decision that they can secure their primary interests as a federal entity within Iraq.

What is going to happen when Iraq holds elections?

[First,] there's going to be a national assembly that [will reflect] roughly the proportional ethnic and religious mix in Iraq and where the existing political parties will play a prominent role. The assembly will designate a constitutional commission, and the commission will draft a document that will need to be disseminated, debated, and ultimately ratified. If the Kurds want to influence the permanent constitution, they need to reach out to other Iraqis and seek support.

Are the Kurds willing to integrate the peshmerga [the Kurdish militia] into the Iraqi armed forces?

They are willing to transform the peshmerga by accelerating the retirement of some, turning others into a carabinieri, and integrating some into the Iraqi civil defense corps. The flashpoint is Kirkuk [the oil center in the north].

What's the percentage of Kurds, Arabs, Turks, and others in Kirkuk?

The Kurds have been creating a reality on the ground by acquiring property and harassing Arabs so that they leave the city. There needs to be a census taken in Kirkuk. Prior to that census, an internationally supervised property-claims-and-compensation mechanism needs to be fully implemented. There's also a need for a demarcation process drawing the boundaries of the federal entity called Iraqi Kurdistan.

Is the idea to have an Iraqi Kurdistan made up of three provinces or one big province?

No decision has been made on that.

Is it agreed that the oil revenue goes to the state, or does Kurdistan want a cut?

There's a precedent for revenue-sharing in the U.N. oil-for-food program. The Kurds want to have a percentage of oil revenue from the Kirkuk fields that is proportional to their population.

Which would be what?

There needs to be a census, but probably 20 percent or so. My recommendation would be the establishment of a joint commission between the Iraqi Kurdistan Authority and Baghdad to manage future oil development and negotiate production-sharing agreements.

How would you forecast relations between the Kurds and Turkey?

Turkey is strongly opposed to Iraqi Kurdistan becoming independent and has threatened military action if the Iraqi Kurds move in that direction. That being said, Turkey's greatest concern right now isn't federalism in Iraqi Kurdistan, it's radical Islam in Iraq. Iraqi Kurdistan serves as a useful buffer between Turkey and Islamists in central and southern Iraq. The idea of a secular, pro-western entity called Iraqi Kurdistan, with which Turkish concerns have extensive commercial ties, is attractive to Turkey.

What about Iran and Syria, which also have Kurdish minorities? Do they have any views on what Kurdistan should be like?

Iran's primary concern is instability. It wants democracy in Iraq because that will establish Arab Shiites in leadership roles. There are elements in Iran that have been fomenting intercommunal difficulties. At the end of the day, Tehran doesn't want those difficulties to spiral out of control and lead to widespread violence or the break-up of Iraq.

And the Syrians?

Syria is a transit point for foreign fighters. There is \$3 billion of Iraqi money in Syrian banks that the Baathists deposited. And Syria has a human rights problem with its Kurdish minority. Syria relies on cheap Iraqi oil, and it sells low-priced consumer goods to Iraq. The continued operation of the Baniyas [oil] pipeline [that runs from Kirkuk to Baniyas on the Syrian coast] should be linked to Syria's noninterference in Iraq's internal affairs, enhanced border control, better human rights protection for Syrian Kurds, and a return of contested Iraqi funds in Syrian banks.

Are the Iraqi Kurds Shiite or Sunni?

There are some Shiites, but they are mostly Sunni.

Do they feel any kinship with the Iraqi Sunnis?

The ethnic difference is greater than the religious bond.

IRAK L'imam radical chiïte est tenté de jouer le jeu des élections. En attendant, son Armée du Mahdi fait du social dans les quartiers pauvres

Moqtada al-Sadr, entre l'urne et la Kalachnikov

LE FIGARO MARDI 6 JUILLET 2004

L'armée américaine a tué au moins 10 personnes hier en bombardant une maison identifiée comme un repaire d'islamistes dans la ville sunnite de Faludja. Des appareils américains ont largué deux tonnes de bombes sur le bâtiment. Le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a indiqué que l'objectif visé était une cachette présumée de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, qui est proche d'al-Qaida. L'opération, selon Allaoui, a été menée après consultation du gouvernement.

Un marine américain d'origine libanaise, le caporal Wassef Ali Hassoun, enlevé le

21 juin en Irak, a été transféré « en lieu sûr », a annoncé un communiqué de ses ravisseurs cité par la chaîne de télévision al-Jezira. Les islamistes, qui avaient menacé de décapiter le militaire, ont affirmé qu'Has-soun avait « promis de ne pas retourner dans les rangs de l'armée américaine ». Celle-ci a indiqué qu'en l'absence de confirmation sur son sort, elle considérait toujours le marine comme captif.

Par ailleurs, le gouvernement irakien a reporté à la fin de la semaine l'annonce de l'amnistie sélective qu'il est en train de préparer pour les rebelles.

litants du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRII), l'un des grands partis chiïtes qui joue le jeu institutionnel et a des ministres au gouvernement. Le 4 juin, les affrontements entre les deux camps s'étaient achevés par la prise de contrôle du mausolée par l'Armée du Mahdi. N'ayant pas réussi à assassiner le représentant du CSRII, la milice l'empêche depuis de venir diriger la prière.

Soutenue par Téhéran, le CSRII avait au lendemain de la chute de Saddam transformé le patio du mausolée en tribune po-

litique. C'est là qu'en août dernier, l'ayatollah Baqr al-Hakim a été assassiné dans un sanglant attentat dont les auteurs n'ont jamais été identifiés. Attaque d'al-Qaida, vengeance des nostalgiques de Saddam, ou règlement de comptes ?

La querelle de minaret a en tout cas donné l'occasion au grand ayatollah de Nadjaf, Ali Sistani, de reprendre l'initiative. L'autorité de ce « quietiste » dé-

fenseur d'une séparation du temporel et du spirituel avait été mise à mal en avril lorsqu'il avait appelé, sans succès, les partisans de Moqtada à rentrer dans le rang. Son jugement de Salomon prônant la suppression pure et simple de la prière du vendredi au mausolée d'Ali est observé par l'Armée du Mahdi comme par le CSRII. « Nous nous plions à la décision de l'ayatollah Sistani. Nous avons renoncé à tenir nos prêches pour calmer les esprits », explique Redha J. Taki, un haut responsable du CSRII.

En ville, les commerçants du bazar dénoncent avec virulence

Nadjaf, Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Devant la mosquée de Koufa à l'architecture de vieux château fort, des Pakistanaïses en habits de soie colorés croisent des Iraniennes en tchador noir. La foule des pèlerins débarque à flux tendu d'autobus et de camionnettes surchargées. Le berceau du chiïsme est redevenu un centre de tourisme religieux depuis la fin des combats entre les partisans de l'imam extrémiste Moqtada al-Sadr et les forces américaines. Mais il n'en reste pas moins un lieu d'activisme.

En ce vendredi, jour de

prêche, Jaber al-Khafaji, le porte-parole de Moqtada, lance ses diatribes rituelles. « Pour nous, l'occupation se poursuit. La passation des pouvoirs ne représente rien », clame-t-il du haut de son estrade. Des nuances se glissent pourtant dans ses harangues. Jaber al-Khafaji va même jusqu'à rendre un hommage appuyé au président Yaouar al-Ghazi et à son premier ministre Iyad Allaoui. « Merci d'avoir témoigné de votre respect pour l'Armée du Mahdi (les fidèles de Moqtada) », déclare-t-il.

Après les violents combats des derniers mois dans lesquels l'Armée du Mahdi, peu aguerrie, a

perdu près d'un millier d'hommes, l'heure est à l'apaisement. Les miliciens ont rangé les armes et une partie d'entre eux a reflué sur Bagdad. L'accord passé avec les Américains a, par ricochet, détendu les relations entre factions chiïtes.

Dans la grande ville voisine de Nadjaf, siège de la Hawza, la direction religieuse du chiïsme, l'Armée du Mahdi campe sous des tentes à l'entrée du mausolée d'Ali. Les fidèles de Moqtada filtrent les entrées du sanctuaire sous l'œil désapprobateur des vendeurs de boissons fraîches. Les nouveaux maîtres du périmètre saint ont supplanté les mi-



A Nadjaf, l'Armée du Mahdi filtre les entrées du mausolée d'Ali. Les fidèles de Moqtada ont remplacé les policiers à l'entrée du sanctuaire depuis leur prise de contrôle du périmètre début juin. (Photo Khalid Mohammed/AP.)

Depuis le cessez-le-feu, l'Armée du Mahdi contribue au rétablissement de la sécurité à Bagdad

l'Armée du Mahdi. La violence des activistes est pour eux néfaste aux affaires. « Les gens de Moqtada ont donné aux Américains la possibilité de se rapprocher de l'imam Ali. C'est une grande erreur », commente un marchand. « Moqtada reçoit des boîtes à chaussures remplies de dollars. D'où vient le financement ? », s'interroge un hôtelier. Nerve de la guerre, l'argent circule en principe grâce à l'aumône versée aux mosquées.

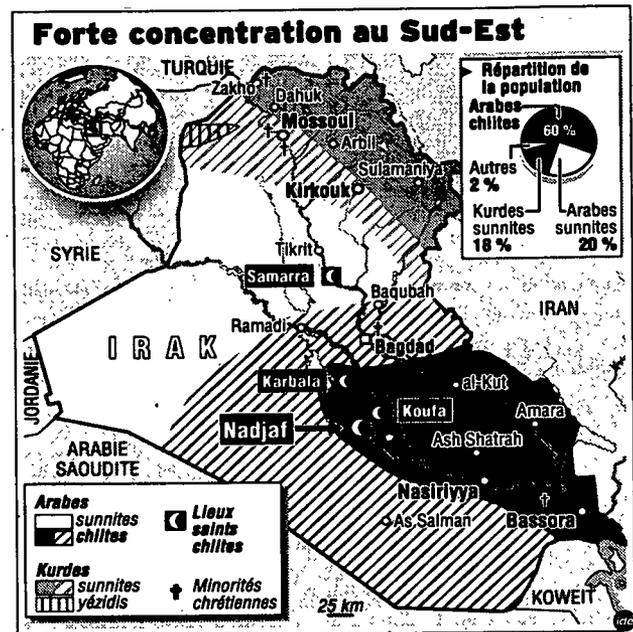
Les sommes constituent des paquets que se partagent les partis. Et la bourgeoise cité de Nadjaf ne comprend pas d'où provient la fortune de ce « voyou » de Moqtada, l'imam des déshérités.

A Sadr City, son fief de Bagdad, l'ambiance a radicalement changé depuis quelques jours. Dans l'immense banlieue où s'entassent dans des taudis des familles de chômeurs, l'Armée du Mahdi a pris position aux principaux carrefours... pour régler la circulation. Vêtus d'uniformes noirs, un brassard vert autour du bras, les combattants plongent aux côtés de policiers dans d'inextricables embouteillages. D'autres ont troqué le Kalachnikov contre le balai et nettoient sous un soleil de plomb les rues encombrées de débris. « Le combat comme le travail nous rapproche de Dieu », commente Ali, un activiste qui s'est battu en avril entre les tombes dans le cimetière de Nadjaf. Inspirée du Hezbollah libanais, l'Armée du Mahdi cultive sa vocation sociale. « Depuis le cessez-le-feu, nous contribuons au rétablissement de la sécurité à Bagdad. Nous pourchassons les marchands de drogue et d'alcool et les voleurs », affirme Abou Abdullah, un responsable de l'Armée du Mahdi à Sadr City, l'ex-Saddam City.

Après avoir subi un revers à Nadjaf et à Koufa, le parti de Moqtada cherche à se racheter une conduite. Il entend transformer en succès politique une apparente défaite militaire. Considéré pendant un temps par les Américains comme un ennemi à « éliminer », Moqtada se positionne en interlocuteur. Il entre dans la danse des prétendants au pouvoir issus de la communauté chiite majoritaire dans le pays. Son parti paraît tenté par une participation aux futures élections. « Depuis la passation des pouvoirs du 28 juin, les contacts se multiplient. Le gouvernement

cherche à récupérer les mouvements de guérilla chiïtes et sunnites en se basant sur une distinction entre terroriste et résistant », explique un observateur. Moqtada pourrait adhérer à la conférence nationale qui doit dans quelques semaines organiser le futur Sénat. « Rien ne se fera tant que les lois et les institutions seront inspirées par les Américains. Ils se comportent toujours comme des occupants. Cette réalité est comme le soleil, on ne peut pas la cacher aux Irakiens », tempère Abou Abdullah.

En attendant le choix de l'Armée du Mahdi, ses rivaux chiïtes prennent les défis de l'imam radical au sérieux. « Moqtada est dans tous les cas de figure un adversaire qu'il ne faut pas sous-estimer. Son armée a une capacité de nuisance considérable, elle représente un réel danger. Quant à son influence politique, elle repose sur des soutiens non négligeables », reconnaît Redha J. Taki, un dirigeant du CSRII. Décrit comme un imam dénué d'érudition et peu porté sur la rhétorique, Moqtada compense ses lacunes par un opportunisme astucieux. Cela sera-t-il suffisant pour poursuivre sa périlleuse ascension ?



Revirement pour sortir du tête-à-tête avec les Etats-Unis

L'ayatollah al-Hakim, nouvel ami de Paris

Protégé par deux chars à tourelle pivotante lancés à grande vitesse, l'ayatollah Abdelaziz al-Hakim regagne son domicile. Le dignitaire chiïte, chef spirituel du CSRII, reçoit dans le salon au sol dallé de marbre d'une maison des bords du Tigre. Le 10 avril 2003, au lendemain de la chute de l'ancien régime, des pillards dévastaient la riche demeure d'Etat à la piscine plus profonde que longue. Son ancien locataire, l'ex-ministre des Affaires étrangères Tarek Aziz, a comparu jeudi avec Saddam devant le Tribunal spécial international (TSI). Le nouveau a succédé à son frère Baqr al-Hakim, assassiné l'été dernier à Nadjaf au retour de son exil iranien.

C'est un leader par défaut. Longtemps en froid avec Paris, son mouvement opère un revirement stratégique. Il se

rapproche de Paris pour sortir du tête-à-tête avec les Etats-Unis et diversifier ses appuis. Plus question de s'attarder sur le soutien apporté par la France au régime de Saddam alors que les chiïtes subissaient l'oppression. « Il est temps de tirer un trait sur le passé. La France est un grand pays qui a des liens anciens et très forts avec le peuple irakien. Son intérêt pour l'Irak et sa stabilité doivent être pris en compte », affirme Abdelaziz al-Hakim. « La France peut nous aider au

L'ayatollah, représentant l'une des principales factions chiïtes, se déclare satisfait du

processus de transition politique. « Les occupants n'ont pas tenu compte de notre volonté exprimée avant la guerre de créer tout de suite un gouvernement autonome. Nous avons mis trop de temps à avancer dans ce domaine. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui le soutien d'autres partenaires comme la France. »

T. O.

Conseil de sécurité des Nations unies pour que l'Irak récupère le plus rapidement possible son indépendance. Elle peut nous soutenir pour consolider l'autorité irakienne, résoudre la question de la dette extérieure et reconstruire notre pays », poursuit-il.

LE FIGARO MERCREDI 7 JUILLET 2004

Editorial

La menace de l'Iran

BEAUCOUP, en France aussi, souhaitent la réussite du plan américain en Irak. Tel qu'il est exposé aujourd'hui par le président Bush, cela peut être l'implantation, à terme, de la démocratie dans tout le « Grand Moyen-Orient », à partir de l'« exemple » que constituerait l'Irak.

Il est encore trop tôt pour porter un jugement catégorique sur un projet d'aussi longue haleine. Le fait qu'il semble très mal parti ne le condamne pas, forcément, de manière définitive.

En revanche, il n'est pas trop tôt pour tirer un bilan du plan américain tel qu'il avait été exposé à l'ONU avant le début de la guerre. Le premier objectif avancé à l'époque par l'Administration Bush était la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Dès le mois de janvier 2002, trois pays avaient été désignés par le président américain comme faisant partie d'un « axe du Mal » parce qu'ils étaient proliférants : l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.

En frappant l'Irak - pays qui n'était plus proliférant depuis une bonne décennie en raison des sanctions internationales et des inspections de l'ONU -, les Américains ne se sont pas seulement trompés de cible. Ils ont, sans le vouloir, sanctuarisé un pays doté d'un véritable programme nucléaire militaire clandestin, l'Iran.

Conscient que les difficultés actuelles rencontrées par l'armée américaine en Irak interdisaient à Washington de songer à toute autre intervention militaire dans la région, le régime des mollahs de Téhéran vient de renoncer aux engagements qu'il avait pris à l'automne 2003 devant l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique, organisation chargée de vérifier l'application du traité de non-prolifé-

ration nucléaire, dont l'Iran est l'un des 188 pays signataires).

Hier, le ministre iranien des Affaires étrangères a officiellement demandé à la Russie de ne pas céder aux pressions américaines d'arrêter la construction d'une centrale nucléaire à Bouchehr (sud de l'Iran). Le risque est grand de voir l'Iran - dont le programme d'enrichissement de l'uranium est très avancé - se doter prochainement d'une bombe atomique.

En février 2003, l'Amé-

rique, qui avait déployé un contingent de quelque 50 000 soldats au Koweït, se trouvait dans une position idéale, où la dissuasion fonctionnait à plein. Chacun avait compris le sérieux de son combat anti-prolifération. Saddam Hussein cédait sur toute la ligne, détruisant lui-même ses missiles tactiques classiques. Le régime iranien n'en menait pas large non plus.

En sortant inutilement de la dissuasion, puis en s'embourbant dans l'occupation militaire de l'Irak, l'Amérique n'a

rien gagné dans son combat légitime contre la prolifération.

Le deuxième objectif du plan Bush était la lutte contre les terroristes d'al-Qaïda. Avant la guerre, il n'y en avait pas du tout en Irak, et ceux d'Arabie saoudite étaient peu visibles. De fait, il y en a aujourd'hui beaucoup dans les deux pays. Les guerres ne sont pas toujours évitables ; mais elles sont très souvent contre-productives.

Renaud Girard

IRAK Bombardement contre un repaire islamiste à Faludja

Bagdad coopère avec l'armée américaine

Neuf personnes ont été tuées et 36 blessées dans un attentat à Khalis, au nord de Bagdad. C'est le plus meurtrier depuis le retour de la souveraineté irakienne, le 28 juin. Trois marines ont par ailleurs été tués dans l'ouest de l'Irak, deux lors d'affrontements avec des rebelles et l'un des suites de blessures reçues la veille.

Lundi, l'armée américaine a bombardé un repaire islamiste dans la ville de Faludja avec, pour la première fois, l'assentiment et la coopération du nouveau gouvernement de Bagdad. Six bombes de forte puissance ont pulvérisé une maison, faisant 12 morts et 5 blessés, selon des sources hospitalières. D'après le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, le bâtiment abritait une cachette d'Abou Moussab al-Zarqaoui, l'islamiste jordanien lié à al-Qaïda et accusé par les Américains d'être derrière au moins 25 attentats en Irak, notamment ceux du 2 mars à Bagdad et Kerbala qui ont fait 170 morts.

Le 30 juin, les Etats-Unis ont fait passer le montant de la récompense offerte pour sa capture de 10 millions de dollars à 25 millions. Hier, un site Inter-

net islamiste a publié un communiqué attribué au groupe d'al-Zarqaoui qui revendiquait l'attaque menée lundi à l'ouest de Bagdad contre des soldats américains.

La libération d'un marine américain, le caporal Wassef Ali Hassoun, annoncée lundi par ses ravisseurs, a été confirmée hier par sa famille. Wassef

pétrole du Sud (SOC) s'employaient à réparer un oléoduc endommagé samedi par un attentat. Sa rupture a entraîné la réduction de moitié des exportations de brut irakien. Elles sont repassées sous la barre du million de barils par jour.

Une réunion des pays voisins de l'Irak ainsi que l'Egypte aura lieu le 21 juillet au Caire, a an-

noncé un responsable du ministère égyptien des Affaires étrangères. L'Inde a indiqué ne pas avoir l'intention d'envoyer des

Six bombes de forte puissance ont pulvérisé une maison, faisant 12 morts et 5 blessés

Ali Hassoun, un musulman d'origine libanaise, n'a cependant pas rejoint son unité. Ses ravisseurs, qui avaient d'abord menacé de le décapiter, ont affirmé qu'il s'était « engagé à ne pas retourner dans les rangs de l'armée américaine ». A Beyrouth, le ministre libanais des Affaires étrangères a indiqué avoir été informé que le soldat, âgé de 24 ans, se trouvait hier « dans un endroit sûr ».

Dans le sud de l'Irak, les équipes de la Compagnie du

troupe en Irak même si elle est sollicitée. Le chef de la diplomatie indienne Natwar Singh a ajouté que son pays était disposé, en revanche, à contribuer à des projets humanitaires et de reconstruction et à former du personnel travaillant pour l'industrie pétrolière.

Le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, a assuré hier que la France et l'Irak allaient rétablir « très rapidement » leurs relations diplomatiques.

(AFP, Reuters.)

International Herald Tribune
July 7, 2004

Justice for Iraq

Saddam Hussein's arraignment last week before the Iraqi special tribunal that will try him for crimes against humanity, war crimes and genocide raised the curtain on a drama that means different things to different people.

Many will be tempted to consider only how Saddam's fate could affect the U.S. presidential election. But the effort to understand the different meanings of Saddam's submission to legal proceedings is worth making in its own right. Like the Nuremberg trials after World War II, this is an event that could change the scenery on the world stage for years to come.

If the actual trials of Saddam and his Baath Party henchmen are conducted fairly and competently next year under an elected Iraqi government, they may satisfy an Iraqi need to see legal justice replace the tyrant's cult of pure force. A credible documentation of the atrocities Saddam perpetrated against disparate groups within Iraq and a just prose-

cution of his war crimes against Iraq's neighbors could alter profoundly the way Iraqis see each other and the way they are seen by the peoples of surrounding nations.

Many Iraqis — Sunnis as well as Shiites and Kurds — resent the rulers and intellectuals of the Arab world who knew about Saddam's crimes yet treated him as though he were the heroic Saladin figure he pretended to be. There was a particularly ugly undertone of chauvinism in the indifference of those opinion leaders to Saddam's ethnic cleansing and mass murder of Iraqi Kurds.

If people in Egypt, Jordan, Syria, Saudi Arabia and Lebanon see justice meted out to Saddam and his accomplices by fellow Arabs — if they witness fair trials that give the same value to a Kurdish life as to an Arab life — the experience could have a transforming effect.

Such a spectacle would give the lie

to the Arab nationalist ideology of the Baathists. It could also cast light on the absence of tolerance and human rights in the other monarchies and dictatorial republics of the region.

And if the defense or the prosecution should bring up the collusion of previous U.S. governments in arming Saddam, Iraqis and Americans may both benefit from setting the record straight. Neighboring Arab regimes were not the only enablers of Saddam's despotic reign.

Above all, a trial of Saddam that meets international legal standards can revive the value of truth for Iraqis. When Saddam, playing his part to the hilt, told the judge at his arraignment that he was still president of Iraq, he saw fit to explain: "It's the will of the people." This retelling of the ultimate lie revealed that Saddam has not yet realized he no longer has the power to decide what truth is.

— The Boston Globe

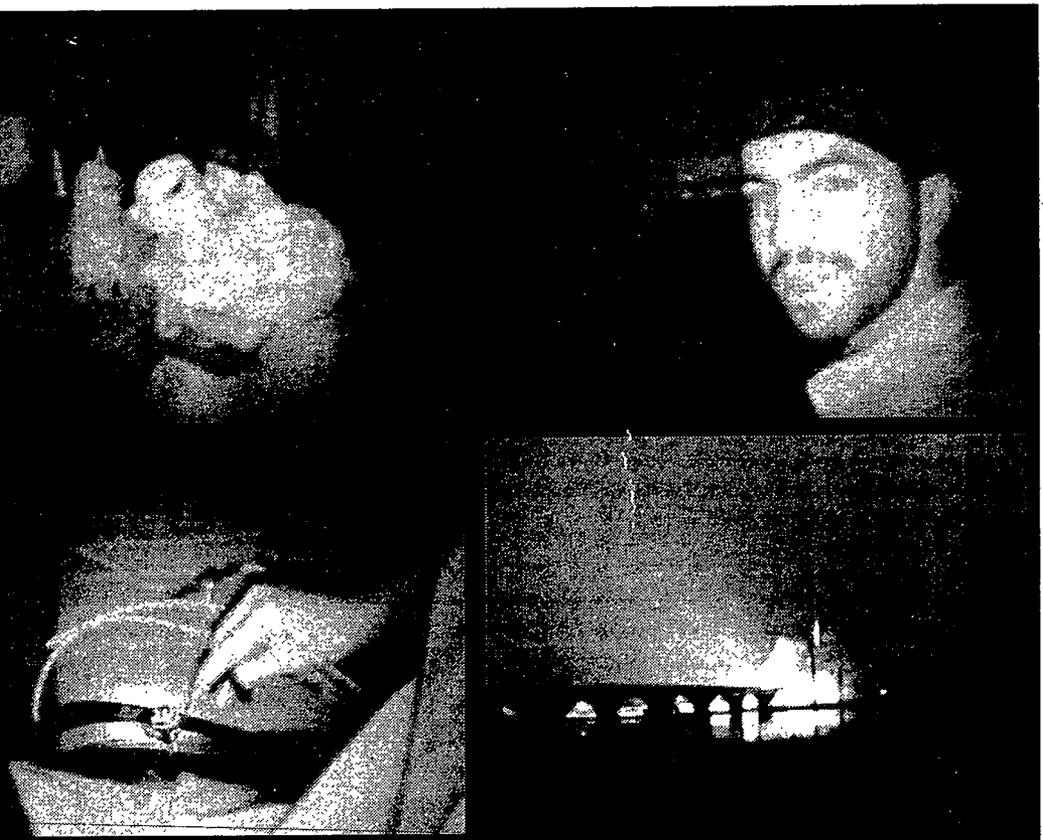
Propagande kamikaze

Le groupe islamiste radical At-Tawhid al-Jihad, dirigé par le Jordanien Abou Moussab al-Zarqawi, a distribué cette semaine dans les mosquées de Bagdad une compilation de ses opérations anti-occidentales en Irak. Le document vidéo d'une heure, gravé sur CD-Rom, montre les explosions d'attentats filmées en caméra amateur, sur fond de chants appelant à la guerre sainte. Lors d'une séquence nocturne, un jeune homme portant une courte barbe, d'apparence très calme, étreint un à un ses compagnons masqués et armés, puis s'assoit au volant d'un camion bourré d'explosifs. Avant de démarrer, il indique un bouton relié à un fil électrique qui déclenchera la charge installée à bord du véhicule.

REUTERS

Liberation

7 JUILLET 2004



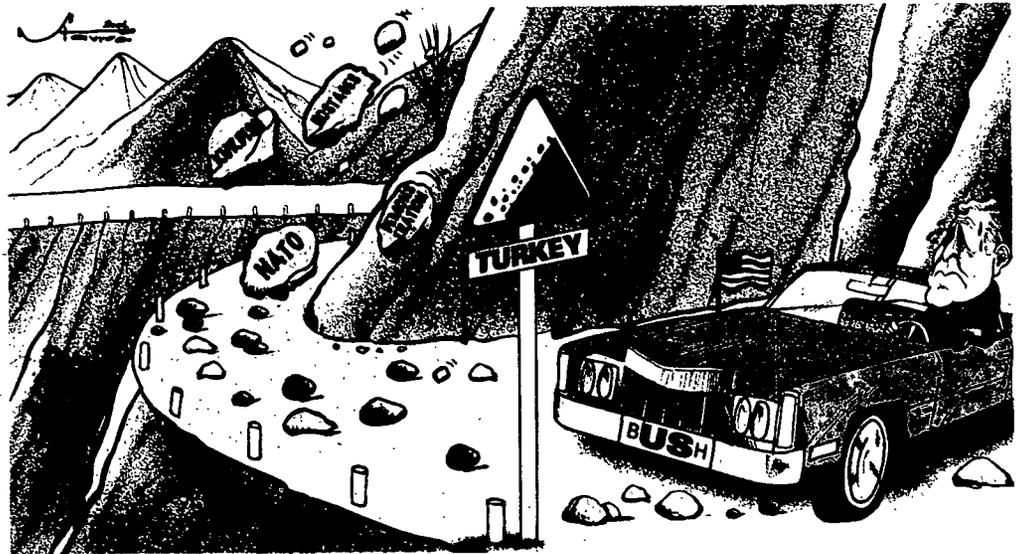
TURQUIE

Soyons les amis des Kurdes irakiens

Un Etat kurde au sein d'un Etat fédéral irakien n'est plus une menace pour la Turquie. Ankara commence à le comprendre. Un tournant dans la vie politique turque, se félicite Tercüman.

TERCÜMAN
Istanbul

Depuis de nombreuses années, on fait croire à la population turque que l'apparition d'un Etat kurde fédéré dans le nord de l'Irak serait forcément synonyme, pour la Turquie, de chaos, de guerre civile et de partition du territoire. C'est en jouant sur ces craintes qu'une politique d'Etat, faite de lignes jaunes infranchissables, a été élaborée. Mais, un jour, un homme courageux est arrivé au pouvoir [allusion à Turgut Özal, président de la République de 1989 à 1993] et a déclaré : "Mais pourquoi diable devrions-nous craindre la création d'un Etat kurde dans la région ? Quelle menace pourrait donc bien faire peser un tout petit Etat, qui ne s'est pas encore débarrassé de sa structure tribale, sur un grand pays de 60 millions d'habitants ? Qu'ils le construisent, leur Etat, et devenons amis avec eux. Protégeons-les et faisons du commerce." A peine avait-il dit cela que les défenseurs des lignes jaunes se sont levés et ont accusé l'homme courageux "de trahison, de séparatisme, d'aventurisme". La mort de Turgut Özal a renvoyé la question à plus tard. Mais voilà qu'aujourd'hui la Turquie se voit contrainte de se pencher à nouveau sur la question, restée sans réponse pendant les années 90. En effet, le contexte international oblige désormais Ankara à revenir sur cette phobie et à procéder à une réévaluation des fameuses lignes jaunes. Malheureusement, il est encore difficile de sortir de l'idéologie officielle et d'en parler librement. Dès lors que cette démarche n'est toujours pas possible, toute réforme de cette politique et toute évolution sur la question sont présentées comme une insupportable et déshonorante concession. Or les questions qu'il convient de se poser aujourd'hui, face à la réalité de l'émergence d'un Etat fédéré kurde dans le nord de l'Irak, sont nombreuses. Quel est le scénario idéal ? Entretenir de bonnes relations avec cet Etat kurde ou devenir son ennemi ? Faut-il le considérer comme une menace perpétuelle ? Comment protéger au mieux les droits et les biens des Turkmènes



▲ Dessin de Stavro,
Liban.

de Kirkouk ? En établissant de bonnes relations avec les responsables kurdes du nord de l'Irak ou en les déclarant nos ennemis ? Comment arriver à neutraliser un PKK [devenu Kongra-GEL (Congrès des travailleurs du Kurdistan), mouvement séparatiste] qui s'est réfugié dans le nord de l'Irak ? En créant des liens solides avec les Kurdes d'Irak ou en les combattant ? Contrôlerons-nous mieux les ambitions stratégiques d'Israël dans la région en améliorant nos relations avec cet Etat kurde ou en nous y opposant, le poussant ainsi dans les bras des Israéliens ? Les déclarations entendues çà et là font penser que le gouvernement turc a l'intention d'apporter des réponses réalistes à ces questions. En effet, le respect affirmé de la Turquie à l'égard de la structure fédérale de l'Irak – pourvu que celle-ci ne menace pas l'intégrité territoriale du pays –, les remarques faites aux leaders kurdes irakiens concernant les tentatives de changement démographique à Kirkouk et la demande de collaboration pour venir à bout du réduit du PKK sont autant de signes qui montrent la volonté du gouvernement d'en finir avec une politique agressive fondée sur des craintes injustifiées. Toutefois, certains milieux

sont mécontents de la nouvelle orientation prise par le gouvernement. Ils considèrent que l'émergence d'une entité kurde dans le nord de l'Irak est une "situation inquiétante" qui résulte de la négligence du gouvernement. Ils

continuent ainsi à affirmer qu'en ne pénétrant pas dans le nord de l'Irak, la Turquie a commis une grave erreur. Selon eux, il aurait fallu empêcher l'émergence d'un Etat kurde. Ils n'ont apparemment toujours pas évalué la gravité de la crise qui aurait résulté d'une telle politique : l'armée turque se serait retrouvée face à face avec les Kurdes d'Irak et la Turquie aurait été attirée dans le bourbier irakien. Ils n'ont donc pas compris que la Turquie a évité de justesse un grand danger. Heureusement, les déclarations modérées des ministres du gouvernement AKP [Parti de la justice et du développement] sont plutôt rassurantes. Il semble donc que le tournant politique que la Turquie n'a pu effectuer au cours des années 90 soit en train d'être réalisé. **Gülşay Gökürk**

l'Hebdo

N° 28 SEMAINE DU 8 JUILLET 2004

PHOTOS PIERRE-YVES GINET



25 AVRIL 2003 Menottée, Leila Zana quitte le tribunal d'Ankara, après la deuxième session du second procès des députés kurdes.

Avec Leila Zana, la pasionaria kurde libérée

TURQUIE A peine sortie de prison où elle a passé dix ans, la «sœur de tous les Kurdes» a fait le tour de son pays. La juriste française Elsa le Pennec était du voyage.

La lune éclaire les collines de Batman, petite ville kurde du fond de la Turquie. Leyla Zana se repose dans le jardin d'un restaurant, en compagnie de ses proches. «J'aimerais pouvoir m'allonger sur cette pelouse et rester des heures à contempler ce miracle de la nature qui m'a tant manqué. Après dix ans dans ma cellule, je ne supporte plus le béton.» Elle se lève, ôte ses chaussures et marche pieds nus dans l'herbe, mais il faut déjà partir. Les routes du Kurdistan sont longues et, à chaque étape, la foule l'attend pour fêter sa liberté retrouvée.

UNE DÉPUTÉE QUI DÉRANGE En 1991, Leyla Zana fut la première femme kurde élue au Parlement turc. Lors de sa prestation de serment, elle arbore un bandeau aux couleurs traditionnelles kurdes – vert, jaune, rouge – alors interdites en Turquie. Elle s'exprime d'abord en turc, puis dans sa langue maternelle, bannie depuis 1924: «Je me battrais pour que le peuple kurde et le peuple turc puissent vivre ensemble en paix dans

la démocratie.» Ces quelques mots provoquent l'hystérie des députés. Les mots fusent: «séparatiste», «terroriste», «arrêtez-la», «tu seras pendue». Trois ans plus tard, Leila Zana se retrouve en prison pour une décennie... jusqu'au 9 juin dernier.

«En début d'après-midi, raconte-t-elle, je soignais une codétenue malade. Du fond du couloir, un gardien est accouru en criant de toutes ses forces: «Leyla! Leyla! Tu es libre!» Quelques minutes après l'annonce de sa libération, la place située en face de la prison d'Ankara était prise d'assaut par des milliers de Kurdes qui jubilaient en agitant des bouquets de fleurs. Les portes se sont ouvertes vers 18 heures. Au milieu de la foule, Leyla a retrouvé sa mère et Ruken, sa fille: «Je n'étais pas capable de parler. Nous nous sommes juste embrassées, serrées les unes contre les autres. J'avais si peu touché ma mère pendant toutes ces années», se souvient la fille.

LA «SŒUR DE TOUT UN PEUPLE» Juriste française mandatée par des ONG comme obser-



17 JUIN 2004 A Van, 30 000 personnes saluent Leila.

vatrice internationale du «procès Zana» depuis sa réouverture en mars 2003, je me suis alors installée à Ankara auprès des familles de Leyla, de ses trois codétenus et de leurs avocats. Depuis sa libération, je cherchais des mots pour lui dire ma joie de la voir enfin libre. Mais ce matin-là, c'est elle qui est venue pour me souhaiter la bienvenue. Et je suis restée muette! Liberté, identité, paix, fraternité, prison, torture... Ces mots avaient été répétés lors de toutes les audiences par cette femme d'apparence si fragile, mais qui se dressait avec tant de dignité au milieu des uniformes, des fourgons blindés et des fusils. Leyla, la «sœur de tout un peuple», avec qui un dialogue et une complicité sans mots s'étaient instaurés au travers de nos regards volés, à chaque entrée et sortie de ces audiences glaciales. Enfin libre!

Sitôt hors de prison, elle a voulu revoir le Kurdistan. De ville en ville, à Diyarbakir, Mardin, Cizre, Sirnak, Batman, Siirt ou Van, du 13 au 18 juin, Leyla Zana est allée à la rencontre de son peuple et je l'ai



SUR LA ROUTE DU KURDISTAN Enthousiasme des femmes.

suivie, dans un joyeux cortège d'autobus.

«Après tant d'années d'enfermement derrière les barreaux, j'ai besoin de me ressourcer, de rencontrer les gens, de les écouter, confiait Leyla au début du voyage, transportée par l'émotion des retrouvailles. Le monde a tellement changé en dix ans, la société kurde aussi. J'ai besoin de m'y plonger, de renouer les liens avec les miens.» A chaque étape, elle était submergée par un flot sans fin, une communion absolue avec un peuple tout entier chavirant d'allégresse.

J'ai vu le spectacle de cette foule. De ces milliers d'hommes et de femmes en costumes traditionnels qui laissaient exploser leur joie en lançant des cris, des rires, des youyous et des fleurs. J'ai vu ces femmes kurdes pleurer, submergées par l'émotion, en apercevant Leyla Zana, debout à l'avant de l'autocar. J'ai vu et j'ai compris à quel point elle incarnait tous leurs espoirs de paix et de liberté.

«**LA PAIX VAINCRA EN TURQUIE**» Leyla est épuisée. Elle monte sur le toit du bus, salue la foule, trouve la force nécessaire pour s'adresser à elle. «Vous êtes l'amour de nos cœurs, vous êtes la lumière qui éclaire nos consciences, vous êtes la force de nos jambes, nous vous aimons tant.» Puis ses discours prônent le dialogue, afin que les 15 millions de Kurdes turcs vivent enfin dans le respect de leurs droits, à l'intérieur des frontières existantes. «La Turquie compte sur l'Europe, elle mérite sa candidature

à l'Union européenne, dit-elle. L'Europe a réussi sa paix, c'est le tour du Moyen-Orient. La paix vaincra en Turquie. Et la liberté naîtra de cette paix.»

A Ankara, les gazettes conservatrices prennent note et saluent ces messages de paix et de fraternité. Mais ce tour du pays par les détenus libérés se poursuit dans un contexte tendu. Tout peut arriver dans cette région frontalière de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie, au moment où le PKK, rebaptisé Kongra-Gel, annonce la reprise de la lutte armée. Les familles des anciens députés en sont conscientes et restent sur leur garde. Les neveux, les frères et les cousins ne ferment pas l'œil de la nuit, devant la porte de la chambre d'hôtel de Leyla.

Née en 1961 dans un petit village du Kurdistan, mariée à 15 ans, Leyla ne se destinait pas à devenir le symbole de l'identité kurde en Turquie. Elevée dans une famille traditionnelle où l'on n'envoyait pas les filles à l'école, elle forgera sa conscience politique devant les portes de la prison de Diyarbakir. A la suite du coup d'Etat du 12 septembre 1980, une vaste campagne de répression s'abat sur les Kurdes de Turquie. Son mari, Mehdi Zana, l'une des figures du mouvement kurde et maire de Diyarbakir, est condamné à trente-cinq ans de prison. Leyla campe devant la prison durant des années avec ses deux enfants, Ronay et Ruken. «J'ai rencontré

«L'Europe a réussi sa paix, c'est le tour du Moyen-Orient.»

Leyla Zana

toutes sortes de gens devant la prison. J'ai commencé à m'interroger sur mon identité. Jusqu'alors, je ne portais aucun intérêt au fait que j'étais Kurde. A l'époque, l'idéal imposé était d'être Turc.»

PREMIÈRE FEMME PARLEMENTAIRE En 1988, elle se voit refuser l'accès à son mari sous prétexte qu'elle ne maîtrise pas le turc, langue obligatoire au parloir. Elle entend aussi des détenus se faire tabasser derrière les murs de la prison et proteste. Leyla est arrêtée et accusée d'incitation à la révolte. Sa garde à vue durera sept jours, pendant lesquels elle subira des traitements dégradants qui la décident définitivement à s'engager en politique.

En 1991, avec 84% des votes à Diyarbakir, elle, la petite paysanne de Silvan, devient la première femme kurde du Parlement turc. Mais les procureurs entament déjà des démarches pour lever son immunité parlementaire. Ce sera chose faite en avril 1994. En décembre de la même année, elle est condamnée à quinze ans d'emprisonnement pour «appartenance à un groupe armé».

En juillet 2001, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) condamne la Turquie pour procès inéquitable. Deux ans plus tard, afin de satisfaire aux exigences de l'Union européenne dont elle aspire à devenir membre, la Turquie ouvre le droit pour tout condamné dont la sentence à fait l'objet d'une condamnation par la CEDH à demander la réouverture de son procès. Leyla saisit cette opportunité. Le nouveau procès s'ouvre à Ankara le 28 mars 2003 devant le même tribunal qui, à la stupéfaction des observateurs européens, confirme en avril 2004 la sentence de 1994! Parodie de justice. Humainement scandaleux, juridiquement inacceptable. Et politiquement à haut risque, à quelques mois du Sommet européen de décembre 2004 qui doit se prononcer sur la candidature de la Turquie. La Cour suprême va donc ordonner la mise en liberté provisoire de Leyla Zana et des trois autres ex-députés kurdes qui comparaissent ce 8 juillet devant la Cour de cassation.

Dans l'avion qui me ramène vers Paris, les images et les paroles de Leyla se bousculent dans ma tête. Sa douceur féminine et maternelle, la force de ses mots, sa communion avec son peuple, son courage, la profondeur de ses convictions et les valeurs universelles qu'elle défend me rappellent deux femmes qui ont été honorées d'un prix Nobel: la Birmanienne Aung San Suu Kyi et l'Italienne Shirine Ebadi. I

TURQUIE Basés au Kurdistan irakien, des combattants de l'ancien PKK

se sont infiltrés dans l'est de l'Anatolie

Les séparatistes kurdes reprennent la guérilla

Depuis quelques semaines, les accrochages se multiplient entre rebelles kurdes et militaires turcs. Un attentat attribué à des séparatistes et visant un gouverneur turc a fait, le 3 juillet, à Van, dans l'est de la Turquie, trois morts et de nombreux blessés. Selon les services de renseignement turcs, des séparatistes kurdes basés dans le nord de l'Irak ont acquis de nouveaux armements et se sont infiltrés en Turquie pour y perpétrer des attaques. Entre 1984 et 1999, le PKK a mené une guérilla indépendantiste qui a fait près de 37 000 morts. Les affrontements, en sommeil pendant cinq ans, ont repris depuis le

1^{er} juin après que l'ex-PKK eut décidé de mettre fin à une trêve unilatérale.

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

La libération de l'ancien député kurde Leyla Zana ainsi que les nombreux signes d'apaisement envoyés ces derniers mois par le pouvoir turc laissaient espérer que la page des années de plomb était définitivement tournée. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, avait lui-même donné le ton en déclarant dès le mois de février que les Kurdes étaient pour lui « des amis très

proches ». A sa sortie de prison, au début du mois de juin, Leyla Zana semblait lui avoir renvoyé la politesse, en annonçant que désormais le temps de la paix était venu.

Pourtant, le ciel était déjà assombri par la fin de la trêve annoncée quelques jours plus tôt par les rebelles kurdes du Kongra-Gel, émanation de l'ancien PKK, dont le chef, Abdullah Ocalan, est emprisonné à vie depuis sa capture en 1998.

En réalité, depuis le début du mois de juin, les accrochages n'ont cessé de se multiplier entre rebelles kurdes et militaires turcs : gardiens de villages abattus, riposte de l'ar-

mée, routes minées... le quotidien des années noires d'une guerre qui, entre 1984 et 1999, a fait plus de 30 000 morts.

Pour comprendre cette nouvelle flambée de violence, il faut faire un retour en arrière. Au moment de l'intervention américaine en Irak, la Turquie, pourtant inquiète de voir les Kurdes avancer des revendications séparatistes dans la perspective de la nouvelle donne de l'après-Saddam, avait cédé aux pressions internationales et renoncé à intervenir en territoire irakien contre la promesse des

Américains de mener eux-mêmes la lutte contre le PKK et ses clones, le Kadek et le Kongra-Gel, qui figurent sur la liste des organisations terroristes

8 JUILLET 2004

LE FIGARO



Au printemps 2004, des rebelles du Parti kurde Kadek (ex-PKK) s'entraînent dans les montagnes Qandil, au nord de l'Irak, base arrière du mouvement séparatiste. (Photo Nick Hannes/REA.)

établie par Washington au lendemain des attentats du 11 septembre.

Un an plus tard, Ankara considère que la promesse américaine n'a pas été tenue. Les militaires ne cessent de le marteler et le président Sezer l'a rappelé à George W. Bush, à Istanbul, lors du récent sommet de l'Otan.

Selon les chiffres fournis par l'armée, les dirigeants du PKK-Kongra-Gel infiltrèrent régulièrement leurs combattants depuis le nord de l'Irak, par groupes d'une centaine d'hommes qui franchissent la frontière et viennent grossir les troupes déjà en place dans le sud-est de la Turquie : au total, environ 2 000 combattants armés, plus ou moins protégés par

secrets israéliens...

En dépit du démenti officiel de Jérusalem, l'information lancée le mois dernier par le magazine *New Yorker* a semé le trouble à Ankara, déjà fortement indisposé par la politique musclée d'Ariel Sharon dans

les territoires occupés. A la fin du mois de mai, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait qualifié les attaques israéliennes visant les Palestiniens de « terrorisme d'Etat ». Dans un tel contexte, et même si, pour l'instant, les dirigeants turcs ont plutôt ignoré la rumeur de ces commandos israéliens au nord de l'Irak, la question kurde pourrait bien virer à

On ignore qui se trouve à la tête du mouvement kurde en Turquie

l'imbricatio diplomatique.

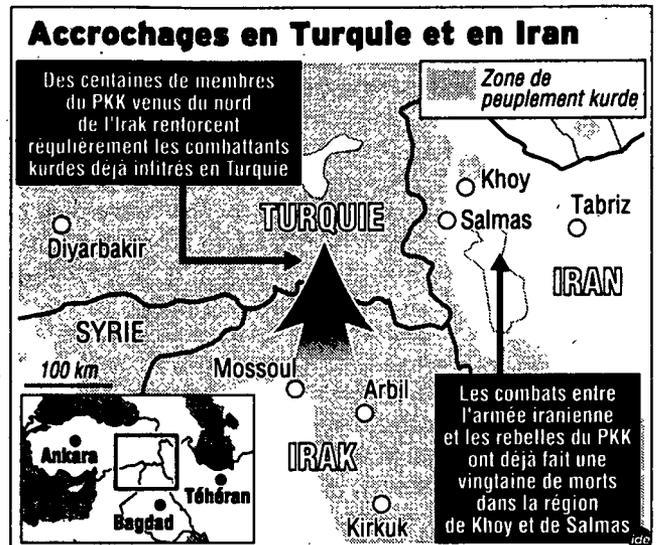
Reste une question de taille : qui se trouve exactement à la

tête du mouvement kurde en Turquie ? Les rebelles armés, qui se réclament du marxisme-léninisme, demandent la libération de leur chef Abdullah Ocalan, et ne semblent pas disposés à voir leurs concitoyens trouver un terrain d'entente avec l'Etat turc ? Ou les politiques, dont Leyla Zana est la figure emblématique ?

En ce qui concerne la frange armée du mouvement, on est loin du bêt initial que s'était fixé, paraît-il, Abdullah Ocalan de devenir un jour le Nelson Mandela des Kurdes. Désormais, le chef historique compte les jours dans sa prison de l'île d'Imrali. Son frère cadet, Osman, aurait été écarté du pouvoir au profit de Zübeyir Aydar, un avocat kurde qui vit en exil en Suisse.

A défaut de se montrer capable de construire l'avenir, le mouvement rebelle, rongé par les luttes de pouvoir, pourrait être tenté de recourir à l'action violente comme on renoue avec ses vieux démons.

Les députés kurdes, récemment libérés, sont-ils prêts à cautionner de tels choix, au risque de s'éloigner dangereusement du terrain démocratique ? Pour le moment, Leyla Zana s'est efforcée de rester neutre, déclarant notamment, au grand mécontentement de



la classe politique turque, que son parti se situait à égale distance du gouvernement turc et du PKK.

Il faudra sans doute qu'elle affiche bientôt des positions plus claires pour pouvoir sai-

sir la chance d'un véritable changement et profiter des négociations d'adhésion européenne de la Turquie qui constituent son meilleur tremplin.

Opération de l'armée iranienne

L'armée iranienne a lancé une vaste opération à la fin juin contre les militants kurdes du PKK, rebaptisé Kongra-Gel, dans la région de Sehidan, près de la frontière turque. Selon l'agence prokurde Mésopotamie, les combats auraient fait vingt morts, seize soldats iraniens et quatre rebelles du PKK. Hier, le vice-ministre iranien de l'Intérieur, Ali Asghar Ahmadi, a confirmé ces affrontements en affirmant qu'ils avaient fait deux morts dans les rangs iraniens et huit parmi les Kurdes. Ankara a accusé Téhéran d'utiliser le PKK, dont plusieurs centaines de militants seraient retranchés dans des camps en Iran, près de la frontière entre les deux pays, pour déstabiliser la Turquie, ce que Téhéran a toujours nié.

IRAK Depuis le transfert de souveraineté, des unités irakiennes multiplient les signes d'indépendance

La Garde nationale découvre son autonomie

Bagdad : Delphine Minoui

Le fanion irakien au vent, le pick-up vert olive trace une vague à travers les embouteillages du quartier Arasat, le cœur des commerces de Bagdad. Les piétons se retournent sur son passage. Au carrefour, une grappe de femmes en djel-

laba esquisse quelques « youyous ». C'est l'une des premières tournées, sans escorte américaine, de la Garde nationale (nouveau nom donné aux forces de défense civile, formées par les GI).

Assise à l'arrière, kalachnikov à l'épaule, la tenue de camouflage serrée sous un gilet pare-balles, Suzanne Jassem, jeune recrue de 22 ans, a caché son

sourire et ses boucles d'oreille sous un masque, surmonté de lunettes noires. « Je préfère ne pas être reconnue, dit-elle. On ne sait jamais. Il se peut que les résistants continuent à nous assimiler à la coalition. » Suzanne se veut pourtant optimiste. Depuis le transfert de souveraineté aux Irakiens, le 28 juin, son bataillon n'a enregistré aucune perte. « C'est un signe positif »,

lâche le lieutenant-colonel Heydar Abdoul Rassoul, imposant moustachu de 38 ans, à la tête de ce bataillon de 1 300 soldats. Les galères, il les a accumulées ces derniers mois. L'entrée de sa base, dite « 302 », installée à l'emplacement de l'ancien aéroport de Muthana, a été, à deux reprises, la cible d'attentats sanglants. A chaque fois, même scénario, mêmes dégâts : une voiture bourrée d'explosifs arrachant la vie à des dizaines de soldats et de civils. Sans compter les quarante autres mi-

litaires perdus, en l'espace d'un an, au cours de raids, de désamorçages de bombes ou d'attaques des moudjahidins au lance-grenades RPG. « Nous étions trop identifiés aux Américains. Nous nous déplaçons avec eux dans leurs Humvees, nous tenions les check-points à leurs côtés », remarque Heydar Abdoul Rassoul.

« Les quelque 30 000 forces de la Garde nationale dépendent désormais du nouveau ministère irakien de la Défense. Notre bataillon effectuait six patrouilles quotidiennes à travers Bagdad, sans présence américaine aux alentours. Nous sommes autonomes », poursuit-il. Et de montrer fièrement son nouveau talkie-walkie, qui le relie directement aux équipes de l'armée régulière.

Sur sa base, Heydar Abdoul Rassoul a multiplié les signes

d'indépendance : désormais, ses hommes font le signe du garde-à-vous avec la paume de la main dirigée non plus vers le sol, mais vers le ciel. Quand à la médaille, remise par la coalition, qui décorait son képi, elle a disparu dans un petit tiroir. « Les GI sont en train de faire leurs valises, avant de quitter notre base », se réjouit-il.

Heydar Abdoul Rassoul risque de déchanter. S'il pensait voir les quelque 135 000 soldats américains s'évaporer de Bagdad du jour au lendemain, c'est raté. Selon la nouvelle résolution de l'ONU, ils resteront en Irak jusqu'à la fin 2005, sauf avis contraire du nouveau gouvernement. Plus d'une semaine après le transfert de souveraineté, la base « 302 » est ainsi toujours gardée par des blindés de l'ex-coalition, rebaptisée Force multinationale. Le sergent Williams,

de la première cavalerie, s'en explique : « On ne va pas partir de sitôt, car ils ont toujours besoin d'être supervisés. On va continuer à les escorter, si nécessaire, pendant les patrouilles. »

Non loin de là, dans la fameuse « zone verte », périmètre ultra protégé de Bagdad, où siège le nouvel ambassadeur américain, John Negroponte, l'activité bat son plein. Sur le bitume brûlant d'un large terrain dominé par un ancien palais de Saddam Hussein, un groupe de GI en shorts d'été forme de jeunes recrues de la Garde nationale, du karaté au maniement des armes. « Ils sont formés pendant quinze jours, puis ils ont droit à dix jours de pratique, avant qu'on les envoie sur le terrain », explique le sergent Gonzales Armando. L'entraînement est intense, mais souvent trop rapide pour être assimilé par les

nouveaux soldats irakiens. La plupart reconnaissent, comme le jeune Ali Saad, 22 ans, ancien chauffeur de taxi, que « c'est la motivation financière qui pousse, avant tout, à rejoindre l'armée ». Dans un pays miné par le chômage, le salaire est alléchant : entre 50 et 250 dollars. Mais le manque d'expérience et de discipline a déjà joué des tours. « 30 % de mes soldats ont déserté en avril dernier, par peur de la violence », se lamente le capitaine Mohammad Wahabi. A l'instar du premier ministre, Iyad Allaoui, le lieutenant-colonel Heydar Abdoul Rassoul condamne fermement l'Autorité provisoire de la coalition pour avoir démantelé l'armée irakienne, après la chute de Bagdad, en avril 2003 : « Voilà une erreur que l'on paye aujourd'hui, car il a fallu ensuite recruter à la va-vite. »

La CIA accusée de manipulations sur les armes de Saddam

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélie

Le champagne, ou son succédané californien, risque d'avoir un goût acide. George Tenet, le directeur démissionnaire de la CIA, dont le mandat s'achève officiellement dimanche, a rendez-vous aujourd'hui avec ses collaborateurs pour une petite cérémonie d'adieux. Mais, au bout d'un règne de sept ans durant lequel l'agence de renseignement américaine n'aura vu venir aucune catastrophe, son imprévoyance se vérifie : la publication imminente d'un rapport d'enquête sénatorial promet de gâcher la fête.

Le document assassin de 410 pages est prêt depuis le mois de mai, adopté officiellement par un vote unanime de la Commission du renseignement du Sénat le 17 juin dernier. Pourtant, sa publication est retardée par une passe d'armes entre les enquêteurs et la cible principale de leurs investigations, la CIA elle-même gardant le dernier mot sur ce qui peut être « déclassifié » ou relève du secret d'État. A l'issue d'une première lecture par les espions censeurs, le rapport a été retourné à l'envoyeur avec près de la moitié de son texte entre crochets. Depuis, la commission sé-

natoriale, dominée par les républicains, se bat pied à pied pour reformuler certaines conclusions sans en affaiblir la teneur.

Difficile de dire dans quel état la centrale américaine s'en relèvera. Le rapport, qualifié de « réquisitoire très dur » par un responsable qui l'a eu entre les mains, passe en revue les erreurs et surtout les fautes commises par la CIA pour appuyer la justification principale de la guerre en Irak : la possession par Saddam Hussein de « stocks importants » d'armes biologiques et chimiques, ainsi que ses « efforts pour reconstituer un programme d'armement nucléaire », double conclusion aujourd'hui démentie par les faits. Les sénateurs n'ont pas trouvé trace d'interventions ou de pressions de la Maison-Blanche pour orienter les informations livrées par les espions. C'est apparemment de leur propre chef qu'ils ont surexploité certaines sources, passé sous silence des témoignages et manipulé des données techniques pour produire un tableau conforme aux projets de George W. Bush.

Le premier constat de la commission sénatoriale porte sur la faiblesse des sources dont disposait la plus grande agence d'espionnage du monde : quatre agents doubles en Irak avant la guerre, en tout et pour tout. La CIA s'est donc appuyée sur des « transfuges » complaisamment

fournis par un exilé qui rêvait de succéder à Saddam Hussein : Ahmed Chalabi, président du Congrès national irakien, aujourd'hui soupçonné d'intelligence avec l'ennemi. Ils ont étayé la fable des « laboratoires mobiles », ces camions dont le secrétaire d'État, Colin Powell, a présenté des schémas détaillés au Conseil de sécurité de l'ONU en février 2003. Dans un cas au moins, la CIA n'avait même pas eu d'accès direct à la source citée, dont l'identité n'était connue que des services allemands. Elle a aussi ignoré les mises en garde du département de la Défense visant un informateur « bidon ».

Les plus coupables sont donc les analystes et leurs supérieurs, qui n'ont jamais voulu remettre en cause leurs idées reçues. Ils ont écarté des témoignages émanant de scientifiques irakiens ou de leurs proches, « débriefés », selon le vocabulaire des espions, en 2000 et 2001 et affirmant que les programmes d'armements suspects avaient été abandonnés. Ils ont introduit dans leur « estimation » sur l'Irak d'octobre 2002 les résultats d'un test sur des tubes d'aluminium semblant confirmer qu'ils pouvaient servir à une centrifugeuse atomique, alors que d'autres expériences prouvaient le contraire. Lors d'une audition à huis clos par la commission du Sénat, George Tenet a refusé de dire s'il avait pré-

senté le cas de l'Irak au président comme « réglé d'avance », invoquant une conversation privée. Mais la teneur du rapport ne serait pas étrangère à sa décision de démissionner.

George W. Bush n'a pas encore décidé s'il allait lui choisir un successeur ou laisser l'actuel directeur adjoint, John McLaughlin, assurer l'intérim jusqu'à l'élection présidentielle de novembre. La seconde option présente l'avantage de reporter des auditions de confirmation au Congrès qui risquent de rouvrir la plaie. Mais elle expose le président à l'accusation de négligence sur le front du renseignement, crucial dans la guerre antiterroriste. La tentation semble être de désigner Porter Goss, ancien espion élu représentant de la Floride et président de la commission du renseignement à la Chambre depuis 1997. Il est sûr d'obtenir une confirmation rapide, mais il promet aussi d'arracher la CIA à « sa culture du déni et son refus de corriger ses dysfonctionnements ». Cela promet d'autres moments difficiles.

The Guardian

July 8 2004

Oil town looks to property tribunal for justice



Commission tackles legacy of Saddam's Arabisation

Jonathan Steele in Kirkuk

In a contest over who has Iraq's toughest job, Tahsin Hamid Yassin would be up there with the prime minister, the judge handling the Saddam Hussein trial, and the American commander of the 160,000 foreign troops based in Iraq.

Mr Yassin heads the property claims commission in Kirkuk, arguably Iraq's most volatile town, a place where there is ethnic tension and the threat of clashes.

Already the recipient of two death threats in the six weeks he has been in office, he has the delicate task of settling disputes which go to the heart of who has control of this oil-rich town, Arabs, Kurds, or Turkomans.

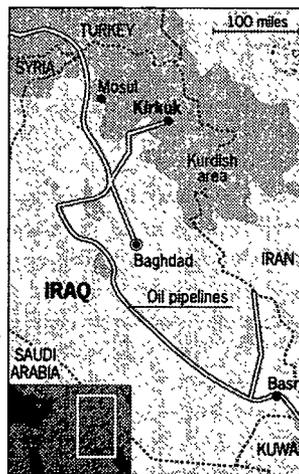
"It's a heavy burden but I don't care about the threats," says Mr Yassin, who has several bodyguards outside his office on a street blocked against car bombers by concrete barriers.

Under Saddam Hussein tens of thousands of Kurds were driven out of the villages surrounding Kirkuk. The ruined foundations of their homes can be seen on the hills from the road which straddles the oil pipeline going north-east, symbols of the cordon sanitaire Saddam created between his territory and the autonomous Kurdish areas of northern Iraq.

To change Kirkuk's ethnic balance, he brought in, an estimated 300,000 Arabs, mainly Shia Muslims from the south. "Some were given money to settle here, some who were in the Ba'ath party were ordered in, and others were part of the massive security apparatus," Mr Yassin says.

Himself a Kurd, Mr Yassin is a lawyer and technocrat, who remained in Iraq under Saddam working as a personnel officer and manager at the Iraq Petroleum Company.

The need to "remedy the injustice" of the Arabisation policy was spelt out in the



Thousands of Kurds have set up makeshift homes in Kirkuk's sports stadium in the hope they will be rehoused in properties evacuated by Arabs who have fled Photograph: Marco Di Lauro/Getty Images

interim constitution, which the US occupation authorities drew up with Iraq's governing council this spring. But Paul Bremer, the former US overlord, kicked the issue into touch by delaying a budget for the property commission.

Kurdish politicians on Kirkuk's council rounded on Mr Bremer when he visited the city last month on a farewell trip with Iraq's president, Ghazi al-Yawer. They warned they could not control the anger of displaced people much longer.

Several thousand displaced Kurds have set up a tented camp in Kirkuk's Shorja district. Others are in what was a sports stadium. They have built shacks on the edge of the pitch and under the terraces, with small brick walls to create privacy, fetid open sewers and metres of dangerous wiring leading illegally from lamp-posts along the main road.

As head of the property commission, Mr Yassin's initial task is to register claims. About 4,000 people have come in so far and he expects the number to increase dramatically as word spreads.

With 28 lawyers and 14 assistants he hopes to solve disputes by mediation or, if that fails, arbitration.

Occupants will be compensated from government funds if they can prove they spent money improving the properties Saddam's regime gave them.

Mr Yassin hopes Arabs with government jobs will be helped to get similar positions in the south so they can go home. But he recognises mediation may not work.

"Former Ba'athists have escaped from Kirkuk. They're afraid, so it's unlikely they'll come for mediation", he says. "If they don't, we'll announce it in the newspapers and after a set time, the case will go to a special court."

The court's main judge, a Kurd, sits with an Arab and a Turkoman. They can decide cases by a two-to-one majority. While the property claims mainly pit Arabs against Kurds, the Turkomans say they are being sidelined.

Each of the three communities claims it is the city's largest as well as oldest, and that the others settled in Kirkuk later. Arabs and Turkomans also say the Kurds in Shorja are not returning refugees but squatters sent from the north to inflate the census due next year.

"Kurdish militias entered Kirkuk with coalition forces last year and looted buildings and occupied offices," says Khuder Ghalib Karim, who heads the Turkoman caucus on the council.

He says the coalition-approved Kurdish police chief has put 2,700 members of the peshmerga, the Kurdish militia, into Iraqi police uniforms, who discriminate against other groups. Thousands of Turkoman villagers were also displaced under Saddam, he says, and have rebuilt

their old homes since he was toppled. "Ninety per cent of the displaced Kurds were not from the city. They had mud houses outside, so why can't they rebuild them too? We don't want them in the city."

However fast the commission and the special court move, their case-by-case approach will inevitably take time. Kirkuk's politicians of all ethnicities want a quicker solution, even though they seem unable to break away from ethnic politics and stage constant walkouts from the council.

In an attempt to force consensus, the Americans have kept control of Kirkuk's purse strings. Shortly before leaving Iraq Mr Bremer set up the Kirkuk Foundation, a nominally private body, whose \$100m (£33.8m) budget will come from the US. Its stated goal is "to lay down the foundations for ensuring long-term peace and prosperity in the province".

But all sides are impatient. "The situation in Kirkuk is unstable," Mr Karim says. "The peshmerga are unqualified and untrained, and this creates irritation. If

there are clashes, this is the reason."

Hassib Rozbayani, a Kurdish council member, says: "We hope violence doesn't happen. It's very important that the displaced get a quick solution and the reversal of Arabisation happens soon."

And a western diplomat based in Kirkuk says: "Now that sovereignty has arrived, the key question is whether the Kurds make a major push. It's unlikely as long as the US military is here."

guardian.co.uk/iraq

Iraq PM given sweeping powers

Security law has built-in checks to stop dictatorship

Jonathan Steele in Baghdad

Iraq's new prime minister Ayad Allawi was yesterday given sweeping powers to counter insurgents, including the right to declare a state of emergency and the impose nationwide curfews.

The comprehensive package of measures will also allow him to appoint military governors to take charge of cities or provinces, close the country's borders, seize the assets of suspects and monitor their phone calls and emails.

The national security law, which was passed unanimously by the cabinet, was unveiled by ministers in the heavily-guarded "green zone" in central Baghdad as masked fighters battled Iraqi police and US troops less than a mile away.

Although car bombs and mortar attacks have become a regular feature of life in the capital, it was the first time running gun battles have taken place in daylight so close to the centre.

The emergency law has several built-in safeguards to prevent the risk of another one-man dictatorship. Article 12 states that it cannot be used to delay the national elections set for January. Article 11 says it cannot abrogate the interim constitution agreed in March.

This constitution point was demanded by Kurdish ministers. They were upset last month when the UN Security Council approved the transfer of sovereignty but failed to mention the constitution

which protects Kurdish autonomy and gives Kurds certain veto rights.

The prime minister can only take the special powers after unanimous approval from the three-person presidency which is led by a Sunni with Shia and Kurdish deputies.

The area covered by a state of emergency has to be spelt out clearly and it may only last for 60 days, subject to renewal for a further 30 days at a time.

The law was announced by the ministers of justice and human rights, who stressed they would monitor its use and punish any violations.

The justice minister, Malik Dohan al-Hassan, said: "We realise this law might restrict some liberties, but there are a number of guarantees. We have tried to guarantee justice and also to guarantee human rights."

The prime minister will have to get warrants from an Iraqi court before ordering arrests and anyone detained must be brought before a judge within 24 hours.

It was not clear last night whether the new law applies

to foreign troops, now known as the multinational forces.

They regularly cordon off areas, search houses, conduct mass arrests, and hold prisoners incommunicado for weeks.

The battle in central Baghdad left four people dead. US armoured personnel carriers

moved in and two Apache helicopters fired on buildings after insurgents initially attacked Iraqi police.

In another part of Baghdad close to the green zone, four mortar rounds landed yesterday morning near the headquarters of the prime minister's political party, the Iraqi National Accord, and a house he sometimes uses. He was not present but six people were injured.

The Arabic satellite channel al-Jazeera said yesterday an Iraqi group has captured a Filipino working in Iraq and was threatening to kill him unless Manila withdraws its force of 50 within 72 hours. It showed a video tape of three gunmen and a man dressed in an orange jumpsuit kneeling in front of them. The group said it had already killed an Iraqi

security guard accompanying the man, who reportedly worked for a Saudi Arabian company associated with American forces.

A group loyal to the Palestinian-Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi yesterday claimed responsibility for an attack on US forces earlier this week to the west of Baghdad. The marines lost seven men in two incidents.

Although US planes have dropped several bombs on the city of Falluja during operations mounted to find Mr Zarqawi, figures released yesterday suggest the role of foreign insurgents has been exaggerated. Foreigners amount to less than 2% prisoners in the hands of the security forces. US officials say 90 of the 5,750 detainees in US control are foreign, half of them from Syria.

US specialists last month removed from Iraq nearly two tons of uranium and hundreds of highly radioactive items that could have been used in a so-called dirty bomb, the Energy Department disclosed yesterday. The haul included a "huge range" of radioactive items used for medical and industrial purposes. (AP)



Iraqi guardsmen confront masked fighters in central Baghdad as the government announced new security laws yesterday Photograph: Joe Raedle/Getty

July 8 2004

The Guardian

L'armée turque exclue du grand jeu

■ Quand Tony Blair s'est entretenu avec les responsables turcs, dans la foulée du sommet de l'OTAN des 28 et 29 juin à Istanbul, il en a profité pour expliquer au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan comment la Turquie devrait gérer la situation dans le nord de l'Irak. Selon lui, à défaut de contrôler totalement cette région, la Turquie peut au moins y créer une zone d'influence. Pour ce faire, a-t-il expliqué, il faudrait profiter du changement d'attitude chez les Kurdes d'Irak. Après avoir été farouchement opposés à la présence militaire turque, ces derniers pourraient bientôt être amenés à la réclamer, au nom de leur propre sécurité. Il faut savoir en effet que la résistance irakienne ne s'en prend pas aux seules forces d'occupation américano-britanniques, mais également à tous ceux qu'elle considère comme alliés aux Américains, et les Kurdes en font partie. D'ores et déjà, les représentants politiques de la région, aussi bien kurdes que turkmènes, se rendent à Ankara, où ils sont accueillis à bras ouverts. Les États-Unis et le Royaume-Uni encouragent ces contacts.

Les raisons de cette sollicitude sont simples : les alliés voudraient obtenir le concours des soldats turcs – par dizaines de milliers – pour stabiliser l'Irak ! Pour convaincre Ankara de se montrer coopératif, on avance toutes sortes de raisons : l'éventualité d'un Etat kurde, le sort des Turkmènes, la question de Moussoul et de Kirkouk... On sait par exemple qu'en octobre, un recensement sera organisé dans ces deux villes, et les résultats montreront très probablement que les Kurdes y forment la majorité de la population. En conséquence, Washington risque de déclarer que ces deux villes leur appartiennent et y ouvrira des consulats. Pour éviter un tel scénario, qui fermerait définitivement un chapitre historique pour la Turquie et l'exclurait totalement du règlement régional, elle négocie donc à l'heure actuelle avec les leaders kurdes et turkmènes pour s'assurer les moyens de sauvegarder son influence. Or tous ces fins calculs se heurtent à un obstacle : l'armée turque. Celle-ci, qui a toujours veillé à ce que toute évolution vers la création

d'un Etat kurde soit étouffée dans l'œuf, ne voit pas d'un bon œil les négociations en cours. Pour la contourner, certains exigent que les militaires restent en dehors de ces discussions, et c'est peut-être la première fois dans son histoire que l'armée se trouve aussi nettement exclue d'un certain nombre de décisions politiques. D'un autre côté, on tente de la rassurer en élaborant des plans qui lui permettraient de maintenir une présence militaire dans le nord de l'Irak et d'évincer le Kongra-GEL [Congrès du peuple du Kurdistan, ex-PKK]. On devine à quel stade doivent en être les négociations, quand on sait que Washington a fait part de son intention de ne pas intervenir au sujet du Kongra-GEL et que des leaders recherchés de ce parti sont encore gardés par les Américains à Bagdad. Dans ces négociations, les gagnants seront ceux qui réussiront à éviter toute participation, même limitée, à l'invasion d'un pays voisin tout en préservant leurs intérêts et leur honneur. Cela paraît difficile mais pas impossible.

Sedat Bozkurt, *Blrgun, Istanbul*

CASSE-TÊTE

Kirkouk au centre des tractations

■ La ville de Kirkouk sera l'un des points de cristallisation des tensions dans le nouvel Irak. Elle se trouve en dehors des frontières de la Fédération kurde, mais revêt une importance vitale aussi bien pour Massoud Barzani, du Parti démocratique kurde (PDK), que pour Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK). Toutefois, si elle devait être mise sous contrôle de l'un de ces deux leaders, elle finirait par attirer un grand nombre de Kurdes de toute la région. Cela ne plairait ni à la Turquie ni à l'Iran. Il n'en demeure pas moins que la majorité de sa population est kurde. Par conséquent, il serait également inconcevable de la mettre sous l'administration des Turkmènes. Jalal Talabani s'est montré prudent lors de sa récente visite à Ankara, en déclarant : "Il y a des Kurdes chauvins, des Arabes chauvins et des Turkmènes chauvins. Chacun de

ces groupes prétend que Kirkouk lui appartient. Pourtant, la ville n'appartient à aucun d'entre eux. Décidons plus tard." En attendant, a-t-il expliqué, il souhaite une administration qui assure la représentation de chaque groupe sur un pied d'égalité. Position qui plaît à Ankara, qui souhaite surtout éviter qu'un seul groupe s'impose au détriment des autres. De toute évidence, la question de cette ville occupera désormais une place centrale dans les tractations en Irak.

Mustafa Karaalioğlu, *Yeni Safak, Istanbul*

IRAK

"Méfiez-vous des voisins qui vous veulent du bien !"

THE DAILY STAR (extraits)

Beyrouth

Abdullah Gül, le ministre des Affaires étrangères turc, a appris que l'affabilité est une précieuse alliée de la prudence. C'est ce qu'il faut avoir présent à l'esprit pour juger ses affirmations selon lesquelles la stabilité de l'Irak fait l'objet d'un consensus régional. A l'en croire, une parfaite harmonie règne entre les voisins de l'Irak, mais le souhait affiché de préserver l'intégrité territoriale irakienne ne les empêche pas de se pré-

parer à toutes les éventualités, dont celle d'une désintégration. Et, si la situation devait se détériorer davantage, ils souhaitent être prêts pour tirer leur épingle du jeu. Il semblerait donc qu'ils se préparent activement à la possibilité d'une guerre.

Ainsi, le 4 juillet dernier, le président syrien Bachar el-Assad s'est rendu en Iran, où il a fait une déclaration conjointe avec le président iranien Mohammad Khatami pour appeler au retrait de toutes les forces étrangères d'Irak. La Turquie accepterait-elle de faire sienne cette revendication, elle qui vise avant tout à garder sous contrôle la région kurde dans le nord de l'Irak, ambition que seule

la présence militaire américaine a permis d'endiguer jusqu'à présent ? De plus, la Turquie et la Syrie ne sont pas d'accord sur la manière dont il convient de traiter la question kurde. Pour Ankara, cette question est prioritaire [mais pourrait se régler dans le cadre d'une fédération] ; pour Damas, la solution idéale réside dans l'établissement d'un Irak unifié et centralisé sous la férule d'un régime fort qui chasserait les Américains du pays.

Israël aussi s'est apparemment préparé au morcellement de l'Irak. Selon un article publié il y a peu dans *The New Yorker* sous la plume du journaliste Seymour Hersh, les Israéliens sont

parvenus à la conclusion que les Etats-Unis n'allaient "rien faire de bien en Irak" et cherchent désormais à "limiter les dégâts que la guerre risque d'infliger à la position stratégique de l'Etat hébreu en renforçant leurs liens avec les Kurdes d'Irak et en établissant une présence significative sur le terrain dans la région semi-autonome du Kurdistan".

Si l'on en juge par le comportement d'autres voisins de l'Irak, il serait effectivement incroyable que les Israéliens n'aient envoyé personne sur place. La seule chose que cela montre, c'est à quel point Bagdad est pris dans un cercle vicieux où les Etats environnants, à force de craindre l'instabilité, risquent par

leurs activités de provoquer une guerre ouverte. En défendant pré-tendument leurs intérêts, la Jordanie, la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie pourraient justement précipiter le conflit même qu'ils assurent vouloir éviter.

Dans un tel contexte, est-il vraiment aussi souhaitable que les Etats-Unis plient bagage et quittent le pays, ou qu'ils en manifestent seulement l'envie ? El Assad et Khatami affirment le souhaiter, mais seuls les Iraniens ont les reins assez solides pour résister à une plongée de l'Irak dans le chaos. N'étant qu'un apprenti sorcier, Damas serait englouti par une guerre chez son voisin, et rien ne dit que les Jordaniens eux-mêmes s'en

sortiraient sans payer le prix fort.

L'idée d'une solution régionale à l'insécurité en Irak est aussi bidon que celle d'une solution par le biais des Nations unies. Que l'on soit ou non en faveur de l'intervention américaine, l'équation est simple : sans la présence de soldats américains sur le territoire irakien dans un avenir prévisible, le risque de voir l'Irak se disloquer reste élevé. Il suffit de demander aux Irakiens eux-mêmes, qui, au début du mois, ont rejeté l'offre de la Jordanie d'envoyer des troupes. Pourquoi ? L'Irak n'a tout simplement pas confiance en ses voisins, a expliqué Hoshyar Zebari, le ministre des Affaires étrangères irakien. Et il a raison.

Michael Young

Cotripier
INTERNATIONAL

DU 8 AU 14 JUILLET 2004

IRAK

Le procès de Saddam Hussein vu par les Irakiens

Peine capitale, mort par écartèlement ou lynchage, la rue de Bagdad souhaite le pire châtement à son ancien dictateur, rapporte *Ar Rafidayn*. Pourtant, certains réclament aussi un procès équitable à La Haye.

AR RAFIDAYN
Bagdad

Le processus juridique conduisant à la comparution de l'ex-président irakien devant une juridiction spéciale irakienne compétente en matière de crimes contre l'humanité arrive enfin à son terme, par la présentation à Saddam Hussein de la liste des charges qui pèsent sur lui. Pour ce qui est du châtement, il semble que l'idée d'"écarteler le condamné" dans les rues de la ville hante à nouveau l'imaginaire des Irakiens. Cette pratique avait été utilisée lors de la chute de la monarchie et de la proclamation de la République irakienne. Une République dont aucune décision n'a été équitable depuis qu'elle a exercé à l'encontre de la famille royale, le 14 juillet 1958, la plus horrible des boucheries, au terme de laquelle les corps de plusieurs membres de la maison du roi ont été écartelés dans les rues de Bagdad. Et c'est ainsi que, quelques mois plus tard, les commanditaires de ce supplice ont à leur tour été condamnés à subir le même châtement !

Dans un sondage réalisé par Radio-Dijla [Radio-Tigre, du nom du fleuve] sur un échantillon de 500 personnes, 45 % des sondés ont déclaré qu'ils voulaient voir appliquer la peine de mort au président déchu, 13,2 % ont demandé une peine de prison à

► *Preuve à décharge*
numéro un.
Dessin de Jeff
Danziger, Etats-Unis.

■ Historique

"Le procès contre Saddam Hussein est historique. Peu importe nos désaccords avec les Etats-Unis : jamais encore un tyran arabe n'a été jugé pour ses crimes", estime le quotidien *Ar Riyadh*, d'Arabie Saoudite. "Cela ébranlera tous les pays arabes, car les peuples se rendront compte qu'il est possible de demander des comptes aux oppresseurs. Pour empêcher les Etats-Unis de s'engouffrer dans cette brèche, il faut lancer des réformes politiques qui rétablissent la confiance du simple citoyen dans ces régimes."

Defense Exhibit "A"



vie, alors qu'un peu plus de 41 % optaient pour sa remise en liberté – la plupart de ceux-ci considérant Saddam Hussein comme un Irakien qui a été président du pays et qui mérite donc pour cela le respect. Pourtant, dans cette dernière catégorie, certains préconisaient que sa libération ait lieu dans une des rues chiites de Bagdad, afin de laisser ainsi au peuple le choix du sort qu'il lui réserve...

Des souhaits similaires ont été formulés par les Kurdes concernant Ali Hassan Al-Majid, plus connu chez eux sous le sobriquet d'"Ali le Chi-

mique", le boucher de la ville kurde de Halabja, sur laquelle il avait fait pleuvoir ses gaz chimiques. Les habitants kurdes actuels de cette ville ont demandé qu'il ne soit pas condamné à mort mais jugé sur place et enfermé dans une cage, devant une statue qui représente la mort d'un homme et de son fils qu'il porte dans ses bras, tous deux asphyxiés par les gaz toxiques.

Le quotidien *Asharq al-Awsat*, de son côté, a réalisé un micro-trottoir dans les rues et quartiers de la capitale au sujet du procès de Saddam Hussein. Pour Hadj Abou Yaareb, qui

tient un débit de boissons chaudes dans le quartier de Karada, "la comparaison en jugement de Saddam est nécessaire, mais le châtement du ciel sera bien plus terrible".

LEQUEL DES GOUVERNANTS N'A PAS COMMIS DE CRIME ?

A l'opposé, Abou Ahmad s'insurge : "Cela ne sert à rien de se venger. Le nouveau gouvernement invite à la réconciliation nationale entre tous les citoyens, mais pourquoi en exclut-il Saddam ?

A mon avis, le pays a besoin de gagner les partisans de l'ancien président, non pas d'en faire d'éternels ennemis du peuple irakien !" Ibrahim, qui dirige un studio de photographie, va encore plus loin : "Nous avons vraiment un besoin urgent de réconciliation. Dites-moi donc lequel des gouvernants successifs de l'Irak n'a pas commis de crime à l'encontre du peuple ? Pourquoi donc Saddam serait-il seul à être condamné à mort ?"

Enfin, un autre commerçant, Mohammad al-Obeidi, demande que

Saddam Hussein comparaisse devant le Tribunal international de La Haye : "Pourquoi, alors que tous les dirigeants et hauts responsables du monde sont jugés par ce tribunal, refuse-t-on cela à Saddam ? Il doit s'agir d'un coup des Américains, qui savent bien que la peine de mort y est abolie. Ils préfèrent donc qu'il soit jugé en Irak, où la peine de mort est toujours en vigueur, afin qu'il soit exécuté."

Chirzade Chikhani

Mortar attack in Iraq kills 5 American soldiers

By Somini Sengupta

BAGHDAD: Mortars slammed into an American base in the so-called Sunni Triangle north of here Thursday morning, killing five United States soldiers and at least one Iraqi guardsman, while the abduction of a Philippine driver working with coalition forces prompted President Gloria Macapagal Arroyo to order her citizens to stop traveling to Iraq in search of work.

Filipinos are among the legions of foreign workers who ferry goods, wash dishes and cook meals for U.S. soldiers and contractors. In recent months, even those who come from countries that have nothing to do with the United States-led coalition have become ripe targets for anti-American insurgents.

A Pakistani driver working on a

United States military base was threatened with execution but released last week after eight days in captivity. Two Turkish air conditioning repairmen, working on an American-financed reconstruction project, were released by their captors after promising to quit. Egyptians and Lebanese workers have also been taken hostage.

On a video broadcast by Al Jazeera, the Filipino was shown seated in front of his three masked abductors. They identified themselves as the Iraqi Islamic Army-Khaled bin al-Waleed Corps and threatened to execute him in 72 hours unless his country pulled out of Iraq. A Philippine television station identified the hostage as Angelo dela Cruz, a driver working for a Saudi company.

Among the armies of low-end service workers in this country, 4,000 are from

the Philippines alone. Labor officials in that country said 400 left for Iraq last week. On Thursday, with a new government ban, 120 Filipinos en route to Iraq were prevented from boarding their plane in Manila.

The number of Philippine workers overshadows the number of Philippine troops in Iraq — 51 — whose mission is scheduled to end this month. President Arroyo made no mention Thursday of their future in Iraq.

The mortar attack that killed the Americans on Thursday occurred in Samarra, a hotbed of the Sunni insurgency 100 kilometers, or 60 miles, north of Baghdad, the U.S. military said. It said the attack had targeted a building used jointly by American and Iraqi forces. U.S. troops responded by lobbing mortars and Hellfire missiles on

suspected hideouts.

Reuters reported that two Iraqi guardsman had been killed in the attack. The clashes left three civilians dead and injured 20, The Associated Press reported, quoting a hospital source in Samarra.

A previously unknown group calling itself the Islamic Army in Iraq claimed responsibility on Thursday for the March killing of four American security contractors in Falluja, also in the Sunni Triangle.

Meanwhile, in a Baghdad suburb, a former Baath Party official was killed by a bomb planted in his car, The Associated Press reported. The violence came a day after Prime Minister Iyad Allawi unveiled emergency measures intended, he said, to combat the insurgency.

The New York Times

A bad start by Allawi

It is less than two weeks since Iyad Allawi took office as Iraq's interim prime minister, yet his governing methods already carry a whiff of the old-style Arab authoritarianism the Bush administration once dreamed of overturning throughout the Middle East.

One chilling example is the decree Allawi had drawn up this week to give him the authority to exercise martial law powers anywhere he sees fit. As the interim prime minister, Allawi heads an unelected caretaker government whose main responsibility is guiding Iraq toward free elections in January. Preparing to impose martial law is not an encouraging way to start.

The fledgling Iraqi forces Allawi controls are currently too weak and unreliable to bring Iraq's insurgencies under control. But armed with martial law powers and reinforced by the former Baathist army officers Allawi wants to restore to duty, these security forces could easily stifle Iraqi democracy before it is even

born. Washington should urge him to proceed more carefully.

During the past decade, Allawi, who lived in exile on the payroll of the Central Intelligence Agency, became better known to Washington than he was to most Iraqis. After falling violently afoul of Saddam Hussein in the late 1970s, Allawi severed his Baathist Party ties and later began working with disgruntled Baathist generals to organize a military coup in Iraq. When the Bush administration strongly backed Allawi's bid to become the interim prime minister, it knew what to expect.

In the short term, Allawi's repressive reflexes may resonate among Iraqis who grew up under Saddam and equate authentic Iraqi leadership with strong-arm rule. But martial law decrees cannot resolve the ethnic and religious differences that threaten to tear Iraq apart even before American troops depart. That will take delicate political bargaining in an atmosphere free of governmental intimidation.

Herald INTERNATIONAL Tribune
July 9, 2004

Shiite cleric's army: a test for Iraq

Sadr galvanizes disaffected youth, and the stakes are high

By Somini Sengupta

NAJAF, Iraq: Like posters advertising a rapper's latest release, Moktada al-Sadr's hectoring, finger-pointing portrait is plastered across the old city here. The 10th century Imam Ali shrine, one of the most revered sites in Shiite Iraq, where once, pilgrims came by the millions to kiss the giant wooden doors, is under the control of his ragtag militia.

Sadr's men, even after bruising battles with U.S. troops, still guard the checkpoints leading to the old city. His recruits, some too young to shave, stand sentry at the shrine gates, barking at women old enough to be their mothers.

Sadr's dominion over this sacred centerpiece of Iraq's Shiite heartland is nothing short of extraordinary. The shrine is a no-go area to the Iraqi police. The fledgling Iraqi army has not ventured anywhere near. American soldiers, once under orders to arrest the renegade preacher in connection with the murder of a rival cleric, are posted on the fringes of town.

Like Falluja in Sunni territory, how to manage Najaf — and the enfant terrible who has seized some of its most precious real estate — today represents a crucial test of Iraqi government authority.

For Iraq's new prime minister, Iyad Allawi, the stakes are high. Sadr, 31, is a neophyte cleric with unalloyed political ambition and widespread popular appeal, particularly among disaffected Shiite youth. How Sadr is handled by this government is also matter of some importance to other Shiite leaders, including the godfather of Shiite religious and political affairs, Grand Ayatollah Ali al-Sistani.

The stalemate cannot go on forever, Najaf's American-appointed governor, Adnan al-Zurfi, maintained. "They need to finish this story pretty quickly," Zurfi said, referring to Sadr's movement. "We need to finish this story pretty quickly."

Key to finishing the story are two delicate imperatives: the demobilization of Sadr's scrappy but devoted Mahdi Army, and the future of the arrest warrant against him.

Since taking the reins of power on June 28, Allawi has made no mention of the arrest warrant. Rather, in behind-the-scenes negotiations with Sadr's group, government officials and Shiite political leaders are weighing the pos-



Tyler Hicks/The New York Times

Young members of Moktada al-Sadr's Mahdi Army protesting in the Sadr City neighborhood of Baghdad after Friday prayers.

sibility of either letting the matter lie for the time being or compelling Sadr to face charges before an Islamic court, where he is likely to get a sympathetic hearing.

Meanwhile, efforts are under way to nudge him into the political mainstream.

Here in Najaf, where two months of fierce fighting between U.S. troops and Sadr's militia has all but dried up the pilgrim traffic and crippled the local economy, rival Shiite leaders are also counting on his popularity to wane.

Sadr, sources close to the negotiations say, would prefer to appear before a court only after an elected government takes over. Publicly, through a spokesman, he has lambasted Allawi's cabinet as "illegitimate."

During prayers Friday in the twin city of Kufa, a statement delivered on behalf of Sadr characterized the Allawi government as having been "installed by the occupier" and issued this defiant warning: "Any attack to any member of the resistance, be it Sunni or Shiite, will be considered an act of aggression against the entire Iraqi people," the statement said. "We will not forgive you, even if you forgive the resistance."

Judging from his raft of muddled, sometimes contradictory statements, Sadr appears to be treading a fine line when it comes to defining his relations with the new government.

He has dismissed the Allawi government as a pawn of the U.S. occupation,

but he has not ruled out cooperation.

Sadr has rejected the government's first olive branch — an offer of amnesty for insurgents. "Amnesty is for criminals," his spokesman, Ahmed al-Shebani said flatly. "The Mahdi Army is not criminals. It is a popular resistance fighting for the independence of Iraq."

The most powerful weapon in the hands of Sadr, a renegade preacher who has come to embody the anti-American resistance, is neither his militia nor his clerical standing. It is, rather, the mantle of family history: His father and uncle were both famously persecuted by the Saddam Hussein regime.

Martyrdom is a hallmark of Shiite theology, and Sadr plays the martyr card exceptionally well. He has appeared before crowds in a white funeral shroud and said he is unafraid to die.

The key to disarming the Mahdi Army is to offer Sadr an exit strategy from the arrest warrant hanging over his head. Salama al-Khafaji, a member of a Shiite political party, Dawa, who is helping negotiate with the Mahdi Army, said the government ought to insist that even a figure as popular as Sadr must answer to the law. But, she warned, it must be done delicately, so as not to provoke what she called "the Iraqi street."

"Our main job is to create a role for them in the state," Khafaji said, referring to Sadr's movement.

The New York Times

International Herald Tribune
July 10-11, 2004

DIPLOMACY

Iraqi Foreign Minister, Restoring Ties With World, Urges 'Mutual Respect'

By EDWARD WONG

BAGHDAD, Iraq, June 11 — The interim Iraqi government is preparing to appoint 43 ambassadors abroad as it reopens diplomatic ties with other nations, Hoshiyar Zebari, the foreign minister, said in an interview on Saturday.

At the same time, he said, the government wants countries in the region to show "mutual respect" by not getting involved in Iraq's internal affairs and by clamping down on any cross-border flow of foreign fighters or aid to the insurgency here. All of Iraq's neighbors are interfering "in many ways" — some more than others — in the internal affairs of this country, Mr. Zebari contended.

"The new Iraq will be responsible and conscious and mindful of your national security needs," Mr. Zebari said, referring to Middle Eastern countries, in the hourlong interview in his office near the fortified American headquarters. "At the same time, we need you to respect Iraq's sovereignty and unity and internal affairs. This is to establish the rules of being good neighbors."

Mr. Zebari was planning to attend a meeting of European Union officials in Brussels on Monday to discuss how European nations can help in the reconstruction of Iraq. He was expected to represent Prime Minister Iyad Allawi, who turned down an invitation last week from the Dutch presidency of the 25-member union because of the security situation at home. Mr. Zebari flew from Baghdad on Sunday afternoon.

Mr. Zebari, who once worked in the Kurdish opposition against Saddam Hussein, has been trying to rebuild his ministry since his appointment on June 1. Under Mr. Hussein's rule, Iraqi embassies were used as strongholds for intelligence services and bases from which agents tried to assassinate or intimidate Iraqis abroad, especially opposition leaders. To overhaul the Foreign Ministry is akin to uprooting weeds in an untended garden, Mr. Zebari said.

The new ministry has already sent 250 diplomats to 19 countries, from Egypt to Japan, he said. They were mostly chosen from the ranks of the old ministry, though many are young, meaning they were not "polluted" by the ways of the former ruling Baath Party, Mr. Zebari added.



Hoshiyar Zebari, Iraq's new foreign minister, said his ministry was preparing to appoint 43 ambassadors.

An official request to the neighbors: stay out of Iraq's internal affairs.

"I think we have moved a great deal in establishing a good working environment here," he said.

The Foreign Ministry is also coordinating with the Interior Ministry to establish a new visa process to control the flow of foreigners into the country. American military officials have acknowledged that leaving the borders of Iraq open since the toppling of Mr. Hussein's government in April 2003 has allowed foreigner fighters to slip into the country with ease. Though such fighters are thought to make up only a tiny percentage of the insurgency — the justice minister said last week that only 29 were being held in Abu Ghraib prison — they are suspected of being responsible for some of the most spectacular and deadly suicide bombings.

Mr. Zebari declined to say which countries in the region, he considers

to be meddling the most in Iraq's affairs. But in a June 8 speech at the Council on Foreign Relations in New York, he said that Syria was not being very helpful, while Iran appeared to be taking a friendlier stand. Western and Iraqi officials have said that Iranian officials generally want to maintain stability in Iraq and are backing a range of Shiite groups here in the hopes that one or more will emerge victorious in the general elections scheduled for January 2005.

Last week, the president of Syria, Bashar al-Assad, paid a surprise two-day visit to Tehran and held a news conference with Mohammad Khatami, the Iranian president, in which the two denounced the presence of American troops in Iraq.

"There is no ambiguity between us and Syria where Iraq is concerned," Mr. Khatami said, according to Agence France-Presse. "The solution is the quick end to the occupation, the installation of a government comprising all elements of the Iraqi people and the cooperation of the international community to bring stability and reconstruction."

The Iraqi government has also discovered that money is being funneled

from some Persian Gulf states to groups of Iraqi Salafis, extremely conservative Sunni Muslims, Mr. Zebari said.

But he added that it is "very difficult" in general to pin down any state sponsorship of aid to the insurgency here.

The Iraqi government wants to establish rules with neighbors on matters like border control and extradition arrangements, he said.

A senior American military official said in a recent e-mail message that the military "continues to see small numbers of foreign fighters coming through the porous borders of Syria and Saudi Arabia."

Financing and weapons also come from those countries, though none of it has been linked directly so far to the governments, the official said. Saudi financiers of terrorist groups send in money, as do couriers crossing the Syrian border who bring

money collected from outside Syria.

Once foreign fighters and aid flow into Iraq — often via old smuggling routes — they end up helping "extremist groups such as the Zarqawi network" or being channeled north to the Sunni triangle to support Iraqi cells, the official said, referring to Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi. Some aid is funneled to groups as far north as Mosul or down to Basra near the Persian Gulf.

Mr. Zebari said he believed that neighboring countries had involved themselves in Iraqi internal affairs because of "false premises" that they hold — namely that the American forces here will invade those countries next or disrupt the stability of those countries.

"You are making a mistake," he said, again addressing those countries, "because it is in your interests to have a strong, prosperous, democratic Iraq."

An unstable Iraq will only ignite unrest in countries in the region, Mr. Zebari said. A strong Iraq will be able to act independently of the United States and forge its own foreign policy, he added.

He gave as one example the fact that the new Iraqi government has refused to accept the presence on its soil of troops from neighboring countries, even though the United States had been encouraging countries like Jordan to send soldiers.

"We Iraqis do not want the support of any forces from neighboring countries," Mr. Zebari said. "They will use this to advance their interests."

France re-establishes ties with Iraq

Analysts don't expect country to win rebuilding contracts

By Peter S. Green

France announced Monday that it had re-established diplomatic relations with Iraq, severed under the leadership of the dictator Saddam Hussein.

In Paris, a French Foreign Ministry spokesman said that France "wants to participate in the political and economic reconstruction of Iraq."

Political analysts said that, given France's longstanding opposition to the U.S.-led invasion of Iraq, it was unlikely that it would suddenly win reconstruction contracts.

"It is not a signal other than this is Iraq getting itself into the international game again," said James Goldgeier, a professor of political science at George Washington University in Washington. "If the U.S. really starts to phase out of the running of the country after the elections in '05, then we are going to see more competition among countries to get in on the action in Iraq."

Iraq cut diplomatic ties with France in 1991, but since 1996, the French have maintained a diplomatic presence at their embassy in Baghdad under the auspices of Romania.

Pascale Boniface, director of the Institute for International and Strategic Relations in Paris, said renewing ties with France would help the new Iraqi government establish its legitimacy.

"Iraq has to show that it is not locked into a subservience to the United States," Boniface said. For the French government, he said, recognizing the U.S.-backed government is a necessary step to protecting French interests in

the region.

"People with different interests have a mutual interest in masking their differences," Boniface said.

The renewal of ties came as Iraq's new foreign minister, Hoshiyar Zebari, met in Brussels with European Union foreign ministers to win help rebuilding his country.

Zebari said he wanted to show that the new Iraqi government was not "window dressing" for the United States, and he won a pledge from the Europeans to continue helping to rebuild Iraq.

But Zebari dismissed a call by the Europeans for Iraq to outlaw the death penalty.

"The reality we face on the ground demands and requires some tougher action to bring the security situation under control," Zebari said.

The European Union has pledged to spend €305 million, or \$378 million, in humanitarian and reconstruction aid to Iraq this year, and a similar amount is planned for next year, The Associated Press reported. Aid workers for the EU have so far stayed across the Iraqi border in Jordan for safety.

The New York Times

■ Pakistani to be UN envoy

Secretary General Kofi Annan has selected Pakistan's ambassador to Washington to be the top United Nations envoy to Iraq, based in Baghdad, The Associated Press reported Monday from the UN in New York.

Ashraf Jehangir Qazi, a veteran diplomat who has had "a distinguished ca-

reer" and served in key posts around the world, was chosen from a short list of three "highly qualified" candidates after extensive consultations, said Marie Okabe, a UN spokeswoman.

The other contenders were former Indian Foreign Secretary Salman Haidar and former Thai Foreign Minister Surin Pitsuwan, she said. Like Qazi, they are Muslims.

The new UN special representative to Iraq will replace the top UN envoy, Sergio Vieira de Mello, who was one of 22 people killed in the Aug. 19, 2003, bombing at UN headquarters in Baghdad.

The secretary general ordered all UN international staff members to leave Iraq in October after a second bombing at the headquarters and a spate of attacks.

Despite the upsurge in violence in Iraq, Annan has said he expects the new UN envoy to be based in Baghdad. But Annan has said he will not allow large numbers of UN staff member to return until the security improves.

Okabe said Qazi must first be released from his duties in Washington. He will then go to UN headquarters in New York in a week or two for briefings and consultations before being sent to Baghdad. No date has been set.

The UN must get "the sufficient security guarantees from both the Iraqis and from the forces on the ground" before he can be deployed, she said.

The resolution adopted last month by the UN Security Council endorsing the transfer of power to Iraq's new interim government authorized the U.S.-led multinational force to remain in the country to help ensure security.

Niveau de vie, santé, économie... Le pays a nettement profité de la présence américaine.

Irak: un an d'avancées

Par
**KENDAL
NEZAN**
président
de l'Institut
kurde de Paris.

Le transfert de souveraineté ouvre en Irak une période d'espoirs et d'incertitudes. L'intervention militaire anglo-américaine a mis fin à l'un des régimes les plus barbares de la planète, responsable de plus d'un million de morts. Elle a donné aux populations irakiennes libérées de trente-cinq années de dictature totalitaire, l'occasion rare de refonder un Etat sur des bases nouvelles et démocratiques. Des communistes aux partis religieux arabes chiïtes et sunnites, et aux libéraux, les Irakiens, dans leur très grande majorité, ont salué cet événement comme une libération et n'ont eu cesse de coopérer avec les forces de la coalition alliée pour la mise en place progressive des institutions du nouvel Etat.

Les victimes principales du régime de Saddam Hussein, les Kurdes, ont profité de cette chance historique pour libérer leur pays par leurs propres forces. Avec le soutien symbolique d'un millier de parachutistes américains, ils ont pu libérer leur métropole pétrolière Kirkouk, et obtenir la reddition de la garnison de Mossoul, forte de plus de 40 000 hommes. Leurs unités spéciales ont joué un rôle souvent décisif dans la capture des criminels de haut rang du régime déchu, y compris de Saddam Hussein, de ses frères et de ses fils. Débarrassés de la terreur des

mes, le Kurdistan autonome, plus vaste que la Suisse, est devenu un havre de stabilité, de liberté et de prospérité. Toute la population en âge scolaire y est scolarisée et la région dispose désormais de quatre universités où plus de 40 % d'étudiants sont des filles. Les minorités ethniques et religieuses possèdent leurs propres écoles et médias, la censure n'existe pas. Grâce à plus de 3 milliards de dollars attribués à la région dans le cadre de l'aide financière de 18 milliards accordée à l'Irak par les Etats-Unis, l'économie kurde connaît un véritable boom. En un an, les salaires ont en moyenne plus que doublé, l'inflation est restée modérée et le chômage pratiquement résorbé. D'ores et déjà, les employés et salariés du Kurdistan disposent de revenus largement supérieurs à ceux de leurs homologues de Syrie, d'Iran ou de Jordanie. Bref, depuis la création de l'Etat irakien, les Kurdes n'ont jamais connu une période aussi faste et libre. Ils en sont recon-

be répressive et omniprésente, quadrillant leurs villes et leurs villages, massacrant et déplaçant les populations civiles, savent ce qu'une véritable occupation veut dire. C'est pourquoi ils considèrent la présence des alliés anglo-américains auxquels vont bientôt se joindre des Sud-Coréens comme une mission d'assistance et de solidarité et sont reconnaissants de ceux qui leur viennent en aide comme ils continuent d'honorer la

mémoire du président Mitterrand qui, en 1991, avait fait adopter par l'ONU, la résolution 688 autorisant l'intervention hu-

manitaire des alliés de la guerre du Golfe et qui a permis l'instauration d'une zone de sécurité où plus de 2 millions de Kurdes fuyant les bombardements de l'armée irakienne ont pu être rapatriés; cela malgré toutes les complications et les compromissions des gouvernements français successifs avec la terrible dictature de Saddam Hussein.

La chute de cette dictature a apporté des changements considérables pour la population arabe aussi. La terreur de l'Etat totalitaire et de ses multiples services de surveillance et de répression a disparu. Les libertés fondamentales d'opinion, d'expression, d'association et de manifestations sont désormais largement assurées. Les antennes paraboliques et l'accès à Internet, auparavant interdits sous peine de prison, sont désormais à la portée d'un large public, qui pour compléter son information dispose aussi de plusieurs centaines de journaux et périodiques, de nombreuses radios libres et de chaînes de télévision de tendances diverses. Une autorité de régulation, équivalent local du CSA, veille au respect du pluralisme et de la déontologie des médias.

La mise en place de ces institutions invisibles mais ô combien indispensables de la démocratie s'accompagne de l'organisation de centaines de séminaires et conférences sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes, le règlement pacifique des conflits afin de contribuer à l'émer-

L'Irak a fait plus de progrès dans le domaine de la reconstruction politique et économique que la plupart des Etats posttotalitaires en une décennie.

attaques aux armes chimiques, ils consacrent désormais l'essentiel de leur énergie à panser leurs blessures, à rebâtir leurs villages détruits, à reconstruire leur économie et à consolider leur jeune démocratie. Des centaines de milliers de déplacés chassés de leurs terres par la dictature baasiste dans le cadre de sa politique d'arabisation forcée, des provinces pétrolières kurdes ont, pour la plupart, pu regagner leurs foyers. Disposant de sa propre administration, d'une police et d'une armée disciplinée de 65 000 hom-

naissants aux Alliés au même titre que les Européens à leurs libérateurs de 1944. Depuis mai 2003, aucun soldat américain ou allié n'a été tué en pays kurde. D'ailleurs, hormis les permissionnaires qui viennent passer quelques jours de repos et de calme dans les hôtels de la région, la présence américaine au Kurdistan autonome se limite à moins de 300 personnes chargées des tâches de coordination, de liaison ou de formation. Les Kurdes, qui ont connu pendant des décennies l'occupation d'une armée ara-

gence d'une culture de dialogue et de compromis. La loi fondamentale adoptée en février dernier par le Conseil de gouvernement, qui constitue la première ébauche de contrat social entre les diverses composantes de la société irakienne, est le résultat le plus tangible de cette culture de compromis en gestation.

Dans le domaine économique, la coalition aurait probablement pu faire beaucoup mieux si dans l'immédiat après-guerre elle s'était donné davantage de moyens humains et financiers pour rétablir rapidement les services de base. Les erreurs et les improvisations de planification ont beaucoup nui à son prestige. Cela étant, l'œuvre réalisée, malgré les nombreuses actions de sabotage des baasistes et de leurs alliés djihadistes, est importante. Les écoles, les universités et les hôpitaux ont été remis en état et fonctionnent normalement. Les salaires des quelque 350 000 enseignants et de 100 000 médecins ont été multipliés par 10 à 15, tout comme ceux des 200 000 membres de nouvelles forces de sécurité. Les manuels scolaires conçus dans un esprit démocratique ont été imprimés. L'eau, l'électricité et la production pétrolière ont été rétablies à leur niveau d'avant-guerre en attendant l'indispensable rénovation des installations obsolètes. Un réseau de téléphonie mobile est en cours d'installation. Les dépenses de santé ont été multipliées par 30, la mortalité infantile fortement endiguée grâce aux campagnes de ●●●

●●● vaccination massive. L'unité monétaire du pays a été assurée par l'introduction d'un nouveau dinar remplaçant les dinars kurde et irakien. L'abolition provisoire des droits de douane a permis l'ap-

visionnement du marché en produits accessibles au plus grand nombre. En résumé, en un an, l'Irak a fait plus de progrès dans le domaine de la reconstruction politique et économique que la plupart des États posttotalitaires en une décennie, même si nombre d'Irakiens fascinés par la superpuissance américaine, s'attendaient à plus bien plus tôt.

L'insécurité continue d'être l'obstacle majeur au développement de l'Irak arabe. Les partisans de l'ancien régime, les djihadistes sans frontières et les services secrets des États voisins qui craignent la valeur d'exemple d'un Irak démocratique et fédéral mènent des actions de déstabilisation, de sabotage et de massacre indiscriminées pour terroriser la population, faire partir les investisseurs étrangers et tenter d'interrompre le processus politique en cours. En un an, l'appareil baasiste a été décapité, ses principaux dirigeants mis hors d'état de nuire et plus de 350 000 tonnes d'armes de toutes catégories saisies et détruites. L'insurrection animée par des éléments aguerris de la Gestapo baasiste et leurs alliés djihadistes est géographiquement réduite au triangle sunnite, mais elle dispose encore de beaucoup d'armes et est capable de semer la mort par des attentats. Cependant, il serait erroné de croire que tous les Arabes sunnites ou même la majorité d'entre eux sympathisent avec les insurgés. Les grandes tribus al-Shammari et al-Jibouri et le parti islamique irakien, nombre d'ex-baasistes plus ou moins repentis sont associés au nouveau pouvoir à la fois à l'échelle locale des conseils municipaux et au niveau national. La tentative d'étendre l'insurrection au Sud chiite a échoué, le jeune trublion Moqtada al-Sadra a été raisonnable par les di-

rigents civils et religieux de la communauté chiite et contraint à «suspendre» les actions violentes de sa milice.

Le nouveau pouvoir irakien aura pour mission prioritaire d'améliorer la situation de sécurité en prenant à bras-le-corps le problème du triangle sunnite. Pour ce faire, il dispose à la fois d'une légitimité internationale et du soutien de la grande majorité de la population irakienne dont pour la première fois dans l'histoire tourmentée de l'Irak, il représente la diversité politique, ethnique et religieuse. La présence des troupes alliées le met à l'abri des interventions militaires directes des États voisins. Il lui appartiendra maintenant de faire preuve de sa capacité à régler par des moyens politiques, diplomatiques et militaires, le problème du terrorisme islamo-baasiste dont les principales victimes sont les Irakiens eux-mêmes.

L'Irak est une entité politique qui a été inventée par les Britanniques au lendemain de la Grande Guerre par l'assemblage forcé de trois peuples ayant des identités différentes. Son unité a jusqu'ici été maintenue par des régimes dictatoriaux issus de la minorité arabe sunnite représentant 15 à 17% de la population. L'idéologie de cette minorité, le nationalisme panarabe, est morte le 9 avril 2003 à Bagdad, ensevelie sous les décombres de la dictature baasiste. L'avenir proche nous dira si les Irakiens, désormais libérés et maîtres de leur destin, souhaitent et sont capables d'élaborer un projet commun de société leur permettant de vivre ensemble dans le respect de leur diversité. ◀

Dix-sept islamistes radicaux arrêtés à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 13 juil (AFP) - 17h06 - Dix-sept militants du mouvement islamiste radical Ansar al-Islam ont été arrêtés en trois jours à Kirkouk, ville pétrolière du nord de l'Irak, ont annoncé mardi l'armée américaine et le représentant d'un parti kurde.

Douze militants du mouvement ont été arrêtés à Kirkouk lors de raids par l'armée américaine et la police de Kirkouk, a annoncé pour sa part à la presse un officier américain.

Par ailleurs, cinq membres d'Ansar al-Islam ont été arrêtés dans la même ville, au cours de la même période, par des miliciens de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a déclaré à l'AFP Jalal Jawhar, un représentant local de l'UPK.

"Ils sont sur la liste des personnes les plus recherchées par l'UPK. Ils étaient en possession de cartes et de documents pour préparer des attentats et des opérations contre des institutions gouvernementales et des partis kurdes, dans le but de semer la discorde", a déclaré M. Jawhar.

Par ailleurs, deux civils et un policier ont été blessés lorsque quatre hommes armés ont attaqué un barrage de police à l'entrée de la ville, près de la compagnie Oil Drilling, selon le colonel Adel Ibrahim.

Il a précisé qu'un échange de feu s'était ensuivi pendant vingt minutes, au cours duquel l'un des assaillants a été blessé, avant qu'ils soient tous arrêtés.

L'UPK, qui gouverne la province de Souleimaniyah, lutte activement contre Ansar al-Islam, un mouvement islamiste fondé fin 2001.

Ansar al-Islam est composé de militants kurdes et arabes, ayant souvent été entraînés en Afghanistan. Il contrôlait une petite enclave dans le nord-est de l'Irak avant d'être écrasé par les forces américaines fin mars 2003. Le groupe comptait alors environ 700 à 900 membres.

IRAK Les liens avaient été rompus en 1991 à la veille du déclenchement de la guerre du Golfe

Paris et Bagdad rétablissent des relations diplomatiques

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a nommé hier l'ambassadeur du Pakistan aux Etats-Unis, Ashraf Jehangir Qazi, comme envoyé spécial de l'ONU en Irak. Il remplacera le Brésilien Sergio Vieira de Mello, tué dans un attentat le 19 août 2003 à Bagdad. Le président américain, George W. Bush, a réaffirmé hier que la guerre contre l'Irak était « justifiée » bien que des armes de destruction massive n'y aient pas été trouvées. Selon la chaîne de télévision al-Jezira hier, l'otage philippin en Irak, Angelo de la Cruz, allait être exécuté à l'expiration hier soir du nouveau délai de 24 heures donné à Manille pour décider de retirer ses troupes d'Irak. Dans la soirée, le vice-ministre des Affaires étrangères philippin, Rafael Seguis, a déclaré sur la chaîne qatarienne que Manille retirerait le contingent philippin « aussi vite que possible ».

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

La France et l'Irak ont renoué leurs relations diplomatiques rompues par Bagdad en février 1991 à la veille du déclenchement de la guerre du Golfe. Simple « section des intérêts français », la représentation française à Bagdad placée jusqu'à présent sous pavillon roumain est redevenue l'ambassade de France. L'ambassadeur français Bernard Bajolet a salué l'événement en inaugurant une nouvelle plaque fixée sur l'entrée du bâtiment, protégé en raison des risques d'attentats par de hauts murs de béton couverts de fresques.

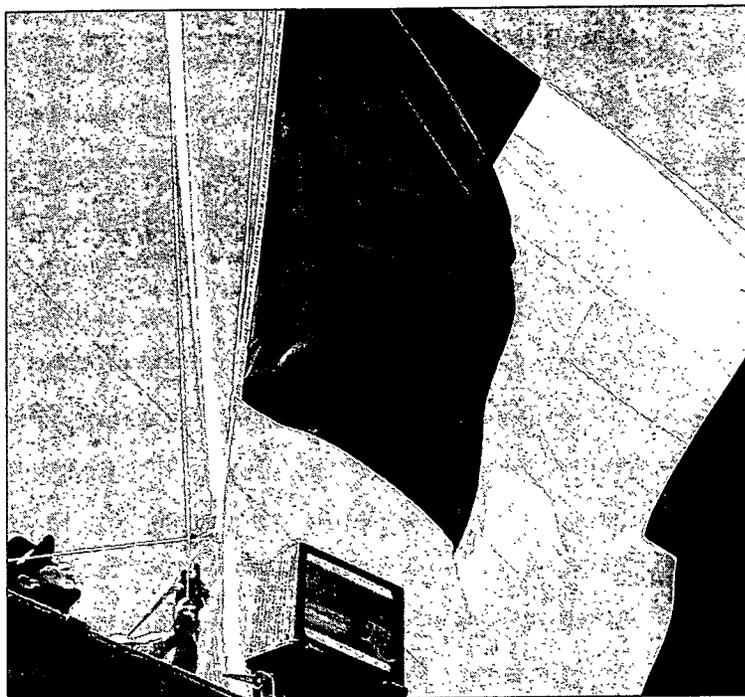
Dans une déclaration commune, les deux gouvernements se sont déclarés convaincus que cette décision « contribuera au resserrement des liens entre la France et l'Irak comme à l'intensification de leurs échanges pour le plus grand intérêt des deux pays ». Cette normalisation

est la suite logique d'un processus enclenché par le rétablissement de la souveraineté irakienne. A l'origine de la rupture voici treize ans, Bagdad se devait

selon l'usage de solliciter Paris. Le ministre des Affaires étrangères irakien, Hochyar Zebari, a exprimé par écrit la semaine dernière à son homologue français le souhait de son pays de rétablir des liens. Michel Barnier a répondu favorablement.

Pour Bagdad, le dégel franco-irakien n'allait pas de soi. Car les responsables irakiens issus des rangs de l'ex-opposition en exil ont longtemps reproché aux Français leur refus de s'engager aux côtés des Américains et des Britanniques dans la guerre. Les obstacles dressés par la France aux Nations unies pour s'opposer à l'intervention d'une force internationale étaient perçus comme une volonté de protéger le régime de Saddam.

Tirant un trait sur le passé, le nouveau gouvernement d'Iyad Allaoui révisé aujourd'hui cette approche purement négative. Le premier ministre cherche à sortir de son tête-à-tête avec les Etats-Unis. En quête d'une certaine émancipation vis-à-vis de ses parrains, il diversifie ses relations pour asseoir sa crédibilité internationale. Il souhaite aussi s'appuyer sur Paris dont il espère le soutien au Conseil de sécurité pour élargir sa marge



Depuis hier, après treize ans d'interruption, le drapeau français flotte de nouveau au-dessus de l'ambassade de France à Bagdad. (Photo Saed Kahn/AFP.)

de manœuvre politique.

Signe des temps : des ministres francophiles sont apparus dans la nouvelle équipe. L'un des poids lourds du gouvernement, le ministre des Finances, Adel Abdel Mahdi, un chiite qui a vécu en exil en France, dispose d'un passeport français alors que la plupart des ministres binationaux sont citoyens américains ou britanniques. Et, pour l'anecdote, le ministre des Migrants et des Déplacés, Pascale Warda, une chrétienne, est elle aussi à moitié française.

En dehors des Kurdes encore récalcitrants, la cote de la France aurait tendance à remonter parmi les irakiens. Mais ce début de retour en grâce ne devrait pas faire illusion. Considéré comme l'un des tout premiers partenaires économiques, militaires et culturels de l'Irak avant la guerre du Golfe, Paris n'est pas en mesure de remonter dans l'immédiat son handicap.

Explosions en Irak : cinq morts

BAGDAD. Cinq personnes, dont trois soldats américains, ont été tuées dimanche 11 juillet en Irak. Un soldat et un civil irakien ont été tués et un autre militaire blessé par l'explosion d'un engin piégé placé au bord d'une route, à 140 km au sud de Mossoul (nord). Un homme qui ouvrait le feu depuis une voiture sur les survivants de leur unité a ensuite été tué. Deux GI ont également été tués dans l'après-midi par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule près de Samarra,

à 125 km au nord de Bagdad. Enfin, dans la région de Kirkouk (nord), un colonel de police et un policier ont été grièvement blessés dans deux attaques distinctes. Par ailleurs, l'ultimatum adressé par les ravisseurs d'un otage philippin, Angelo de la Cruz, un chauffeur de 46 ans, aux autorités de Manille pour que celles-ci annoncent le retrait de leur contingent d'Irak avant le 20 juillet a expiré dimanche, à 19 heures GMT. Aucune nouvelle sur son éventuelle exécution n'avait été donnée lundi matin. - (AFP)

TURQUIE Dans l'attente de la fixation d'une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union

Sur les rives du Bosphore, l'Europe suscite espoir et irritation

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, vient d'indiquer qu'il souhaitait une révision des lois afin d'autoriser le port du foulard dans les universités privées en Turquie, malgré le refus des autorités de l'enseignement supérieur. Il a cependant insisté sur la nécessité d'un « consensus social » sur le sujet très sensible en Turquie, pays musulman au régime laïque.

Istanbul :
de notre envoyé spécial
Claude Lorieux

A six mois du « verdict » du Conseil européen, les Turcs sont tantôt remplis d'espoir, tantôt saisis de perplexité devant les exigences de Bruxelles et la constante bonne volonté du gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan à son égard. Un dessin de presse et une histoire des rues reflètent ces tiraillements. L'histoire, d'abord : affairée à repasser les chemises de son mari, une ménagère turque lui demande : « Mehmet, pourrais-tu aller chercher le pain ? - Non », grommelle l'homme, le nez plongé dans son journal. Réplique imparable de la dame : « Mais c'est l'UE qui l'exige ! » On devine la suite. Le mari obtempère.

Les Turcs reprochent aux Vingt-Cinq d'user à leur égard du « deux poids deux mesures »

La population, élite kémaliste incluse, n'en revient pas de la rapidité et de la profondeur des réformes que le gouvernement AKP (Justice et Développement, conservateur musulman) fait subir à l'appareil législatif et à la pratique politique turque. Dans l'ensemble, elle suit. Et d'autant plus volontiers que la République turque ne se réforme guère autrement que sous la pression extérieure, fait remarquer un éditeur d'Ankara...

Soixante-dix pour cent des Turcs ont beau s'être déclarés favorables à l'adhésion, certains s'étonnent un peu de la souplesse d'échine d'Erdoğan. Un intellectuel istanbuliote, électeur

d'AKP de surcroît, avoue carrément ne pas faire confiance à un homme aussi retors...

Ce genre de réflexion vient d'autant plus spontanément que les Turcs trouvent généralement les Européens injustement exigeants à leur égard. L'histoire court les salles de rédaction et circule sur les réseaux Internet : « Fatigués d'avance des interminables négociations qui s'annoncent, les autorités européennes décident plutôt de faire passer un test de culture générale aux ministres des Affaires étrangères de trois Etats candidats. Au Roumain, ils demandent le nom d'une ville japonaise bombardée à l'arme atomique par l'US Air Force. Ils questionnent le Bulgare sur la date du raid américain. Au Turc, ils demandent le nombre de victimes, leur nom et leur adresse... Les deux premiers sont évidemment admis à entrer dans l'UE, le Turc recalé et exclu pour réponse négative. » Bref - et le président Bush n'a rien fait pour les dissuader lors du dernier sommet de l'Otan -, les Turcs repro-

chent volontiers aux Vingt-Cinq d'user à leur égard du « deux poids deux mesures ».

L'espoir d'un rapport positif de la Commission de Bruxelles en octobre et de la fixation d'une date d'ouverture des négociations d'adhésion par le Conseil européen de décembre est d'autant plus vif que la Grande Assemblée nationale, le Parlement, planche sur le dixième et dernier paquet législatif d'harmonisation européenne qui vient de lui être transmis par le gouvernement.

Ce train de réformes abroge notamment les dernières « échappatoires » à la suppression de la peine capitale, qui fut

votee il y a plusieurs années, et prive le chef d'état-major des armées du droit de désigner des représentants au Conseil de l'enseignement supérieur et au Conseil de la radiotélévision. Le président Ahmet Sezer vient en outre de signer le texte supprimant les cours de sûreté de l'Etat, instaurées au lendemain du coup d'Etat militaire de 1980.

Le travail accompli pour mettre la Turquie en conformité avec les critères de Copenhague est jugé si avancé qu'un conseiller du premier ministre, Abdullah Gül, déclare : « C'est comme le chantier d'une maison. Le gros œuvre est terminé. Ils ne restent que les finitions. » Revenant sur une fermeture vieille de vingt-trois ans, le gouvernement prépare également

la réouverture du séminaire orthodoxe de Halki, dans une île du Bosphore, le seul de Turquie. Contraint à former ses prêtres

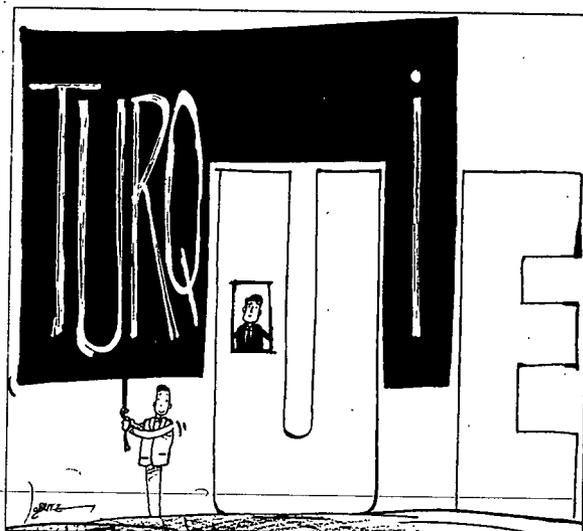
en Grèce, le Patriarcat œcuménique du Phanar (Istanbul) réclame cette décision depuis 1971.

Un éditeur de la presse d'Ankara estime que les réformes réalisées sont si importantes que « les Européens sont coincés. Ils doivent dire oui ». Sinon ? « Eh bien sinon ce sera la « cata » ! », tranche un de ses collègues. Le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, renchérit : « Si le Conseil européen prenait une décision qui n'est ni objective ni honnête - et je n'envisage pas cette possibilité -, il y aura des conséquences sérieuses pour la Turquie et pour l'Union européenne. »

Et pourquoi pas pour le gouvernement lui-même ? Le premier ministre a beau affirmer, bravache, que « les réformes continueront de toute façon. Les « critères d'Ankara » succéderont aux « critères de Copenhague » », certains commentateurs prédisent déjà qu'il devra alors s'expliquer sur le coût politique et financier de sa stratégie à l'égard de Bruxelles...

Un économiste, ancien dirigeant de la Banque centrale, souligne surtout qu'un « niet » de l'Union européenne aurait des conséquences dramatiques sur les investissements étrangers, dont la Turquie a un immense besoin pour lutter contre le chômage et qu'elle attend comme une retombée de l'adhésion. Il fait valoir qu'avec 15 dollars par habitant, le montant des investissements étrangers en Turquie est inférieur à celui constaté dans des pays comme l'Egypte et l'Algérie. Or les Turcs espèrent qu'une dynamique d'adhésion, même tardive, provoquera un appel d'air où s'engouffreront les investissements étrangers.

Mais, encore une fois, personne ne veut croire à un échec. L'antichambre du ministre des Affaires étrangères est décorée d'un grand tableau réunissant autour de lord Raglan des généraux de Saint-Arnaud et Canrobert, et d'un ministre de la Sublime Porte, les vainqueurs de la Russie, lors de la guerre de Crimée. En arrêt devant cette page d'histoire, un diplomate turc s'exclame : « Et il y a des gens, en Europe, qui prétendent que nous n'avons pas d'histoire commune ! »



Pour la population, ces combattants sont responsables de la violence. La guérilla, elle, prend ses distances avec ceux qu'elle considère comme des terroristes

Les « djihadistes étrangers » exécérés des Irakiens

LE FIGARO JEUDI 15 JUILLET 2004

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

La porosité des frontières irakiennes ne favorise pas seulement l'infiltration d'invisibles combattants étrangers magnétisés par la présence des troupes américaines sur une terre musulmane. L'Irak et plus précisément le cimetière de la ville sainte de Nadjaf aimante aussi les dépouilles de chiites iraniens. Depuis la chute du régime de Saddam, des cadavres jouent à saute-mouton par-dessus les frontières. Les cercueils franchissent clandestinement les points de passage entre les deux pays avant de filer sur le toit des voitures vers le plus grand cimetière du monde. Munis d'un faux certificat de décès acheté au marché noir de Sadr City, la grande banlieue chiite de Bagdad, les proches des défunts accomplissent le vœu de leur aïeul : reposer comme le veut la coutume chiite à proximité du mausolée de l'imam Ali.

Le manège macabre a le don d'exaspérer le général Ali Mousaoui, le responsable des gardes-frontières du Sud irakien « Si on passe des morts, on peut aussi passer de la drogue et d'autres choses » vient-il de déclarer à l'occasion d'une rencontre irako-iranienne sur la sécurité des frontières. Le coup de sang du

général visait bien sûr à dénoncer le laxisme, voire la complicité, dans le trafic de ses homologues iraniens.

L'Irak est accusé par Bagdad de mal surveiller ses quelque 1 500 kilomètres de frontière commune. Au-delà de la très symbolique contrebande des morts, les nouvelles autorités stigmatisent une léthargie qu'elles estiment délibérée. Certains ministres vont jusqu'à soupçonner des factions politico-religieuses iraniennes de vouloir entretenir le chaos en aidant des mouvements de guérilla. Une manœuvre destinée, selon eux, à maintenir l'Irak dans un état d'affaiblissement chronique.

Un reproche identique est adressé au frère ennemi syrien. Au cours d'un récent voyage à Damas, le vice-premier ministre Barham Saleh a appelé à un front commun pour empêcher les candidats au djihad de traverser leur territoire pour rejoindre le triangle sunnite. En dépit de sa réputation non usurpée d'Etat policier, Damas ne parvient pas à couper la route aux intrus.

En insistant sur le jeu trouble de ses voisins, Arabie saoudite comprise, le gouvernement cherche aussi à faire oublier l'incapacité des forces américaines à contrer le danger terroriste. Depuis le retour à la souveraineté, il déploie ses propres gardes-frontières, durcit les procédures administratives d'entrée sur le territoire, mais le ver est

dans le fruit. « Le pays est devenu un vaste terrain de règlement de comptes. Tous ceux qui veulent en découdre avec les

Américains, et Allah sait qu'ils sont nombreux, ont profité des frontières ouvertes », constate l'imam al-Soumaïdaï, un important chef religieux salafiste proche de la guérilla.

Jusqu'à ce jour, des centaines d'activistes ont pu pénétrer en Irak sans être inquiétés. Ils viennent des pays arabes limitrophes – Syrie, Jordanie, Arabie saoudite – et parfois du Yémen

ou du Maghreb. Cette armée de l'ombre que personne ne voit est exécutée à Bagdad.

Matraquée durant la dictature de Saddam par la propagande nationaliste, la population a conservé une méfiance chronique à l'égard des étrangers surtout lorsqu'ils sont originaires des pays de la région. Aujourd'hui, elle déteste les « djihadistes internationaux », à qui elle attribue à tort ou à raison les attentats qui dérangent, autrement dit toutes les attaques qui ne visent pas des cibles exclusivement américaines. Les explosions de voitures piégées et les raids kamikazes en milieu urbain provoquent en particulier de fortes réactions de rejet. L'opinion publique reproche le massacre de civils innocents.

Le ras-le-bol est tel que la guérilla nationaliste prend ses distances. « Nous avons renoncé à frapper dans Bagdad, en dehors

d'actions ciblées, pour éviter de faire des victimes irakiennes. La résistance irakienne n'a rien à voir avec de tels actes, elle n'est pas un mouvement terroriste », précise un membre de la guérilla.

La dénonciation dépassé le cadre de la propagande à usage externe. Car des signes de fissures entre « patriotes » et islamistes sont apparus. Les frictions ont connu, la semaine dernière, un prolongement télévisé avec l'appel au meurtre d'Abou Moussab al-Zarqaoui par le Mouvement du salut.

Le général américain Dempsey de la première division blindée estime à 1 % le nombre d'étrangers participant à la guérilla. Plusieurs centaines d'entre eux combattent aux côtés d'al-Zarqaoui, le chef de Tawhid wal-Djihad (Unification et guerre sainte), un groupe relié à al-Qaïda. Plusieurs centaines d'autres sont dispersés dans diverses bandes armées. Très actif au Kurdistan et à Mossoul via Ansar al-Islam, un groupuscule d'extrémistes religieux kurdes, à Faludja, son lieu de résidence présumé et à Samarra, une ville du triangle échappant de plus en plus au contrôle américain, al-Zarqaoui a une présence avant tout médiatique. Son groupe a décapité le jeune entrepreneur américain Nicholas Berg, l'inter-

prète coréen Kim Sun-il et exécuté mardi un des otages bulgares. Ses suppliciés portent des tenues orange, la couleur des uniformes des prisonniers de Guantanamo. Les mises en scène lugubres d'al-Zarqaoui dégoûtent les Irakiens.

Considéré par Washington et Bagdad comme le rouage essentiel d'al-Qaïda en Irak, al-Zarqaoui sert aux uns et aux autres de repoussoir, quitte à amplifier son rôle. Le général Lessel, le numéro deux des opérations militaires en Irak, ne cache pas que la stratégie américaine vise dorénavant à attiser les antagonismes entre les clans de la guérilla. « Zarqaoui ? C'est qui ? Personne ne le connaît à Faludja. Zarqaoui c'est le nom générique d'un mouvement », répond en écho l'imam salafiste al-Soumaïdaï. Ambigu, il affirme que les combattants étrangers sont les bienvenus tout en expliquant que la guérilla n'a pas besoin de leur aide. Comme si, même dans les rangs des islamistes radicaux la compétition entre groupuscules était désormais ouverte.



Dix personnes ont été tuées et quarante blessées par l'explosion d'une voiture piégée à l'entrée de la « Zone verte », tôt dans la journée, hier, à Bagdad. (Photo Raedle/AFP.)

MONDE

« Nous avons accepté une feuille de route »

Il y aura un Kurdistan !

● par **Berham Saleh**

« Si l'Irak devient fondamentaliste, s'il est dominé par les terroristes, j'aurai du mal à convaincre mes compatriotes d'en faire partie, affirme le vice-Premier ministre – kurde – du gouvernement de Bagdad. Mais si le pays devient démocratique, prospère, fédéral... »

De notre envoyé spécial, **Chris Kutschera**

Le Nouvel Observateur. – Comment réagissent les Kurdes à la violence qui règne en Irak ?

Berham Saleh. – Ici, au Kurdistan, les gens ont peur de ce qui se passe en Irak, ils sont inquiets. Si le chaos devait dégénérer et nous affecter nous aussi, les gens se poseraient inévitablement la question : voulons-nous faire partie d'un tel Irak ? C'est une question légitime. Ma réponse est simple : nous avons dit que nous sommes décidés à vivre dans un Irak démocratique et fédéral. Nous savons pourquoi et nous œuvrons dans ce sens. Mais si l'Irak devient fondamentaliste, s'il est dominé par les terroristes ou par une dictature nationaliste arabe, puis-je dire aux habitants de Halabja : faites partie de l'Irak ? C'est impossible...

N. O. – Alors...

B. Saleh. – La vérité, c'est qu'au fond de leur cœur les Kurdes aimeraient avoir leur Etat. Et en même temps, ils savent parfaitement pourquoi ils ne peuvent pas l'avoir. La plupart des gens ici accepteraient, je crois – sans joie, sans excitation, sans enthousiasme –, de faire partie de l'Irak. Et je pourrai les convaincre, si l'Irak devient un pays démocratique, prospère, fédéral, que c'est bon pour eux. Mais si l'Irak est chaotique, fondamentaliste, si l'Irak ressemble à Fallouja, je ne pourrai pas. C'est une question qui ne concerne pas que nous. Elle est posée à toute la région, à la communauté internationale, aux Américains,

aux Français, aux Européens, aux Turcs, aux Iraniens, aux Arabes...

Historiquement, les Kurdes ont été considérés comme des agents de division de l'Irak, des sécessionnistes. En fait, les réalités de la géopolitique font que ce sont les Kurdes qui menacent

des Arabes, repose sur la stabilité, la sécurité et la paix de la région. Nous le savons, nous travaillons à contre-courant d'un héritage d'au moins un siècle. C'est une affaire de génération. En Europe, cela ne fait que cinquante ans que les Français et les Allemands sont devenus de bons voisins. Pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant ? J'ai besoin d'écoles, j'ai besoin d'hôpitaux, et je ne peux pas les construire seul. J'ai besoin des Iraniens, j'ai besoin des Turcs, j'ai besoin des Arabes.

N. O. – Vous êtes favorable au fédéralisme, mais sous quelle forme ? Il y a trois projets principaux de fédéralisme, aujourd'hui...

B. Saleh. – Je ne crois pas au fédéralisme ethnique. Le Kurdistan est une région de l'Irak, pas une entité ethnique. Pourquoi ? Parce que le Kurdistan est habité principalement par des Kurdes mais abrite aussi des Turkmènes, des Assyriens, des Arabes.

N. O. – Mais vous utilisez le mot « Kurdistan » et il y aura une fédération entre le Kurdistan, et, disons, l'Arabistan irakien...

B. Saleh. – Je ne sais pas. Il dépend de mes compatriotes arabes que l'Irak devienne un pays démocratique et fédéral, que nous arrivions à vivre en partenariat. Dans ce cas, il est clair que nous n'aurons pas tout ce que nous voulons. Nous aurons ce sur quoi nous pouvons nous entendre. Il est aujourd'hui question d'un Irak divisé en trois ou cinq régions. Je sais une seule chose : il y aura un Kurdistan.

N. O. – Avec quelles frontières ?

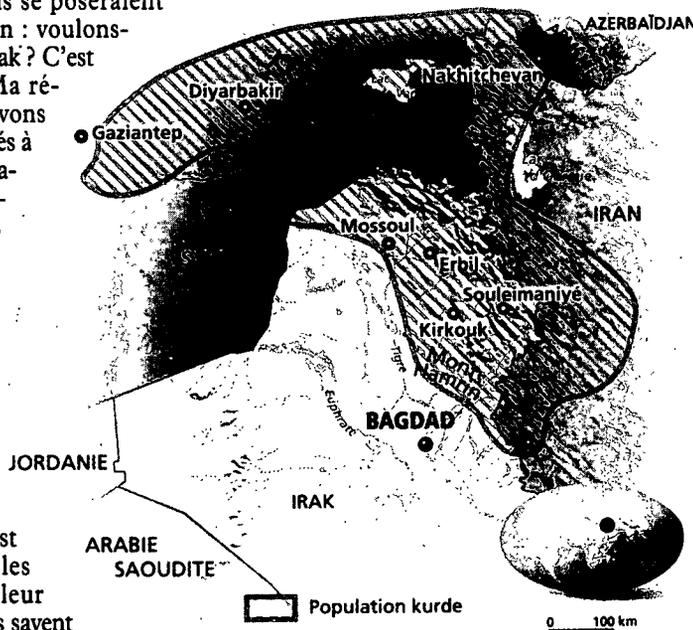
B. Saleh. – Avec les frontières définies par l'histoire, la géographie, la démographie, c'est-à-dire les monts Hamrin. Du Tigre jusqu'au bout à l'est, tout est kurde – c'est le Kurdistan.

N. O. – Y compris Kirkouk ?

B. Saleh. – Naturellement !

N. O. – Et quelle est la position des Américains sur ce point ?

B. Saleh. – Ils disent que la décision appartient aux Irakiens.



le moins l'Etat irakien. Les chiites et les sunnites peuvent diviser l'Irak, les Arabes peuvent diviser l'Irak, s'ils n'acceptent pas la démocratie fédérale, s'ils rejettent la paix et la tolérance. Les Kurdes ne peuvent pas diviser l'Irak.

Nos voisins devraient réaliser qu'il vaut mieux avoir, au lieu d'un autre Fallouja à Souleimaniyé, un environnement prospère, stable, sûr. Notre intérêt, celui des Turcs, celui des Iraniens, celui

N. O. - Autrement dit, ils s'en lavent les mains !

B. Saleh. - Non. Nous avons accepté une feuille de route pour régler le problème des régions contestées dans le cadre de la « loi de transition ». C'est très clair. La feuille de route ne correspond pas à ce que je voulais, mais elle est très précise. La question est maintenant de savoir si nous devons continuer à nous battre pour chaque morceau de territoire ou si nous devons accepter un règlement politique.



Chris Kuschera

Né en 1960 au Kurdistan irakien, **Berham Saleh**, qui a vécu en exil à partir de 1979, vient d'être confirmé dans ses fonctions de vice-Premier ministre du nouveau gouvernement irakien, ce qui le conduit à abandonner le portefeuille de Premier ministre du Kurdistan du Nord.

Nations unies de mettre sur pied un mécanisme d'arbitrage, comme le prévoit la loi de transition.

N. O. - Êtes-vous optimiste sur l'issue de cet arbitrage ?

B. Saleh. - Je dois être optimiste. Quelle était notre situation il y a un an et demi ? Saddam Hussein était au pouvoir, nous étions menacés d'une attaque chimique ou d'un génocide. Nous étions victimes de trois sortes de sanctions, celles des Nations unies, celles de Saddam, et celles de la région. Aujourd'hui nous sommes libres dans un environnement nouveau. Oui, il y a le chaos ; oui, l'avenir est incertain, mais la certitude de la terreur a été remplacée... par de nombreuses incertitudes. Et il y a des choses que nous pouvons faire. Rien ne nous empêche de mettre de l'ordre dans notre maison, d'avoir un gouvernement unifié, une seule force de pechmergas [combattants], un seul gouvernement kurde.

N. O. - Où en êtes-vous de la création de ce gouvernement unique ?

B. Saleh. - Il y a trois mois, je pensais que cela pourrait être fait très facilement. Je le pense encore, mais je constate que la volonté politique fait défaut. C'est une question de culture, l'héritage de trente ans de conflit et de rivalité entre les deux principaux partis qui ont dominé deux zones... Ce n'est la faute ni des Turcs, ni des Iraniens, ni des Arabes, ni des Américains. C'est nous qui devons changer. C'est mon souhait, ma volonté... mais je ne sais pas si nous le ferons...

Propos recueillis par C. K.

LE FIGARO JEUDI 15 JUILLET 2004

TURQUIE *Rebondissement pour la militante kurde*

Troisième procès en vue pour Leyla Zana

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

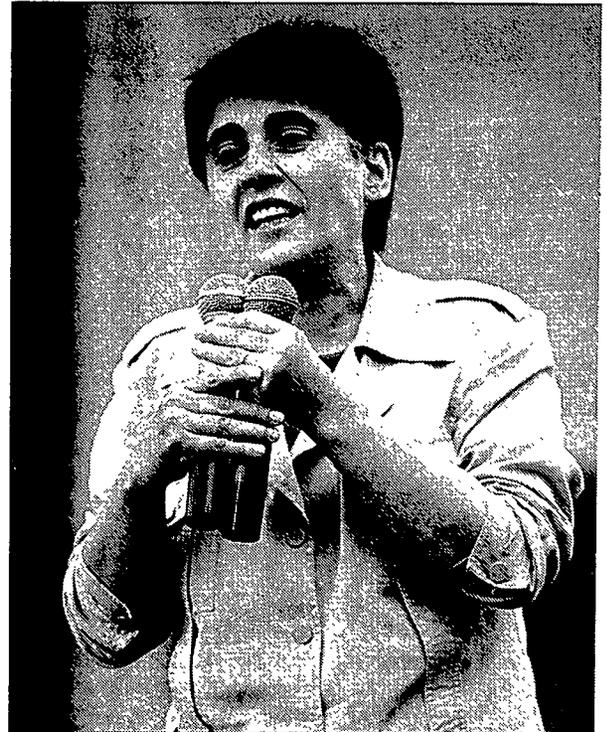
En décidant de casser le jugement prononcé par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara qui, en 1994, avait condamné Leyla Zana et trois autres députés kurdes à quinze années de prison, la Cour de cassation vient de tourner une page de l'histoire de la justice turque. « C'est une décision juste. C'est aussi un tournant pour la Turquie », s'est réjoui Hamit Geylani, l'un des avocats de la défense.

Les quatre députés du parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde) avaient été condamnés pour « appartenance à une organisation armée illégale » et « participation à des activités séparatistes menées en Turquie et à l'étranger sous le contrôle des dirigeants de l'organisation terroriste PKK ».

A la demande de la Cour européenne des Droits de l'homme estimant que le premier jugement n'avait pas été équitable, les anciens députés kurdes avaient été rejugés, mais ils avaient vu leur peine confirmée, il y a trois mois, avant d'être finalement libérés en juin, dans l'attente de la révision de leur procès.

Cette décision des juges de la Cour de cassation donne un sens concret à l'abolition des DGM, ces tribunaux d'exception instaurés au lendemain du coup d'Etat militaire de 1980. Leur suppression fait partie des nombreuses réformes votées cette année par le gouvernement turc pour rapprocher le pays des normes européennes.

La Commission européenne, qui avait d'ailleurs déploré la confirmation de la peine de quinze ans prononcée en avril dernier, appréciera sans doute cette décision



En 1994, Leyla Zana avait été condamnée à quinze années de prison pour « appartenance à une organisation armée illégale », l'ex-PKK. (Photo Ginet/Sipa.)

des juges turcs au moment de rendre son rapport, en octobre, sur l'opportunité d'une ouverture des négociations d'adhésion.

Faut-il pour autant considérer que les démêlés de Leyla Zana et de ses amis avec la justice turque sont terminés ? Loin de là, puisque l'arrêt de la 9^e chambre de la Cour de cassation ouvre la porte d'un nouveau procès. Les quatre députés vont donc devoir être jugés pour la troisième fois, probablement en septembre, par la cour d'assises d'Ankara... dans un contexte qui est loin d'être totalement apaisé.

Pour en prendre la mesure, il suffit de tendre l'oreille aux récentes déclarations du numéro deux de l'état-major, le général Ilker Basbug, qui n'a

pas du tout apprécié l'appel au cessez-le-feu lancé le mois dernier dans plusieurs villes kurdes aux combattants du Kongra-Gel (ex-PKK), lors de meetings au cours desquels Leyla Zana s'est exprimée en langue kurde, annonçant notamment sa volonté de créer un nouveau parti politique.

Pour le général Basbug, les députés kurdes récemment libérés ont « bénéficié des hésitations » de la bureaucratie turque. Peut-être pas pour longtemps... Au début de cette semaine, le porte-parole de la direction générale de la Sécurité, Ramazan Er, a annoncé qu'une plainte avait été déposée contre Leyla Zana et ses amis. Motif : la loi turque n'autorise pas l'usage du kurde par les orateurs politiques qui s'expriment en public.

Bomb and grenades end Iraqi calm

10 die at gates of U.S. zone; Mosul governor assassinated

By Jeffrey Gettleman

International Herald Tribune
July 15, 2004

BAGHDAD: The relative sense of calm that has pervaded over the past two weeks since Iraq regained sovereignty was shattered Wednesday, first with a suicide car bomb that killed at least 10 people at the gates of the American-occupied Green Zone and then with the assassination of the governor of one of Iraq's largest provinces.

The suicide bombing, which smeared body parts and torn clothes across the concrete walls of the most heavily fortified U.S. compound in Iraq, was the deadliest single attack since American officials handed over authority to an interim Iraqi government on June 28. Iraqi officials thought it could be payback for their recent crackdown.

"We think this is a response to recent arrests in the last couple of days," said the interim prime minister, Iyad Alawi, whose first major step in office was to announce a strict emergency law.

This week, newly minted Iraqi security forces have fanned out across the country, sweeping up hundreds of suspected terrorists and criminals.

"This was naked aggression against Iraqi innocents," Alawi said.

A few hours later, gunmen in four cars swarmed a convoy ferrying the Mosul governor, Youssef Kashmola.

One of the cars rammed into the governor's vehicle, while other attackers threw hand grenades and opened fire with machine guns.

Also on Wednesday, the Philippines began withdrawing its troops in response to a demand by Iraqi insurgents who had threatened to behead a Philippine truck driver.

"As of today, our head count is down from 51 to 43," said the Philippine foreign secretary, Delia Albert, on national television, referring to the number of troops and police officers from the country helping coalition forces in Iraq.

The Philippines contributes one of the smallest contingents to the multinational force in Iraq but was under intense pressure from Washington not to cave in to terrorist demands.

U.S. officials were disappointed by the decision, saying the concession to save the truck driver's life would send the wrong message to terrorists.

Richard Boucher, the State Department spokesman, said that Washington was "disappointed to see remarks like this at a time when Iraq is fighting for stability and peace."

The past two weeks in Iraq had been remarkably quiet, and each day that ended without a bang spawned more hope.

But much of that was dashed Wednesday morning around 9 with the suicide blast, big enough to make windows across the city quiver.

"Why do they start this again?" asked a grocer, Hadi Odai, who joined a crowd of onlookers outside the Green Zone to gape at the charred cars and whirling ambulances.

It was not clear who was the target of the car bomb, which exploded as several cars were waiting in line to enter the Green Zone. Both American and Iraqi soldiers guard the area, where the Iraqi interim government and new U.S. Embassy are located.

But like most other attacks, Iraqi soldiers bore the brunt of the casualties Wednesday, along with several Iraqi civilians. No Americans were killed, but

one U.S. soldier standing by a checkpoint was wounded.

In May, a similar attack killed the president of the Iraqi Governing Council, Ezzedine Salim, as his car waited at another entrance into the Green Zone.

Wednesday was a holiday in Iraq, marking the end of the monarchy in 1958, and U.S. commanders said they had tightened security at all checkpoints.

"I wouldn't call this a surprise," Colonel Mike Murray of the army said. "I get paid to be a pessimist. I'd be surprised if this is the last one."

At nearby Yarmuk Hospital, the bombing plunged the emergency room back into chaos. Workers rushed bloodied bodies in and out of the wards. Men with bad burns and swollen faces writhed in bed. Relatives shrieked for lost loved ones.

"Sayufil! Sayufil!" wailed Fouzia Kadhim, 75, calling out for a grandson she could not find. "You aren't telling me the truth!" she screamed to the workers. "He's dead!"

Her grandson turned out to be only lightly wounded. But in a nearby bed, the news was not so good.

Salaam Bakr, 60, lay quietly with no shirt and bloody trousers. He and his wife had been walking outside the Green Zone when the bomb exploded. His wife was knocked to the pavement, he said. When he called out her name, she said nothing. "I was crying: 'My wife! My wife!'" Bakr said. But in all the commotion, the police rushed him away.

Wednesday morning, the Bakrs traveled from Karbala, an hour to the south, to see if the wife could get back her teaching job. A former Baath Party member, she was fired last year as part of the purge against Baathists. But under new rules, she was allowed to reapply.

The couple did not know it was a government holiday and that all offices were closed. A hospital worker told a reporter,

but not Bakr, that his wife was dead.

In violence earlier Wednesday, a group led by Abu Musab al-Zarqawi, the Jordanian militant, said it had beheaded one of two Bulgarian hostages held in Iraq, the Arab satellite-television channel Al Jazeera reported.

Al Jazeera did not show the execution of the hostage, nor did it identify him. It broadcast a brief section of videotape showing what appeared to be the hostage, a blindfolded man with a mustache, wearing an orange prison jumpsuit and kneeling with his hands tied behind his back. Three masked men stood above him, one apparently reading from a piece of paper.

And a Saudi company employing an Egyptian kidnapped in Iraq, Muhammad Gharabawi, told Reuters that it would stop work there to win his freedom.

The New York Times



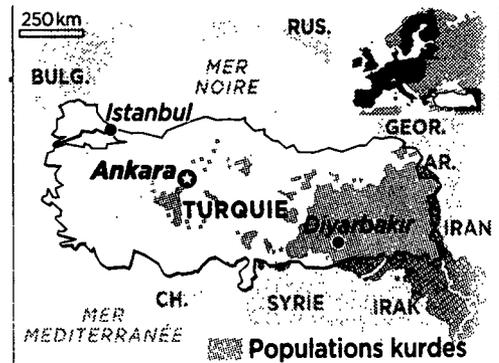
Joan Silva for The New York Times

The grieving brother of an Iraqi National Guardsman killed in a car bombing on Wednesday receiving comfort from a member of his family.

LIBERATION
19 JUILLET 2004



La Turquie, **779 452 km²**, à cheval entre l'Europe et l'Asie, compte **69,2 millions d'habitants**, dont au moins **12 millions de Kurdes** et **45 000 Arméniens**. Les Turcs sont à 99% musulmans en majorité sunnites avec une minorité alévie, proche des chiites. Le PNB par habitant est d'environ **2500 dollars**, et la dette extérieure en 2002 dépassait les 130 milliards de dollars.



94,5% des Turcs souhaitent une intégration dans l'UE (1). Le record (97,7%) est dans les régions à majorité kurde du Sud-Est, et 79,9% des Turcs attendent d'abord de l'Europe «une amélioration en matière de démocratie et de droits de l'homme».

(1) Enquête menée sur un échantillon de 3342 personnes par la Fondation pour le développement économique

« La Turquie a une vocation européenne historique très ancienne. »

Jacques Chirac, juillet 2004, lors du sommet de l'Otan à Istanbul

LA TURQUIE PASSE PAR PARIS POUR ENTRER EN EUROPE

Le Premier ministre turc arrive aujourd'hui pour une visite officielle en France, pays encore hostile à son adhésion à l'UE. Il doit rencontrer Chirac et Raffarin.

« **U**n vrai débarquement», résume le quotidien islamiste libéral *Yeni Safak*. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui arrive aujourd'hui en France pour une visite officielle de trois jours à la tête d'une copieuse délégation et avec le gratin des entrepreneurs turcs, a choisi les grands moyens pour promouvoir la candidature turque à l'Union européenne. «C'est une visite importante dans un Etat important de l'UE», sou-

ligne diplomatiquement le ministère turc des Affaires étrangères. Berlin comme Londres ou Madrid soutiennent Ankara. Paris reste le dernier gros verrou sur la route de Bruxelles alors qu'une bonne partie de la classe politique française reste divisée

sinon hostile (lire page 4) à l'ouverture prochaine de négociations d'adhésion. En décembre, les 25 doivent décider de fixer une date pour commencer les discussions qui auront une portée symbolique d'autant plus forte pour Ankara que jusqu'ici ce pro-

cessus a toujours abouti à l'intégration des impétrants.

Progrès. En décembre 1999, les Européens avaient reconnu le statut de pays candidat à la Turquie déjà liée à l'UE depuis 1996 par un traité d'union douanière. Les autorités turques ont effectué nombre

de réformes en un temps record (lire ci-contre) et la Commission a salué «les progrès remarquables» tout en reconnaissant que beaucoup restent encore sur le papier. Les Européens s'appuieront sur un rapport de la Commission pour fonder leur dé- ●●●

●●● cision. Celle-ci sera néanmoins avant tout politique.

«**irréversible**». Lors du dernier sommet de l'Otan, en juillet à Istanbul, le président américain George Bush avait pressé pour l'ouverture immédiate des négociations avec Ankara. Jacques Chirac avait vivement réagi tout en reconnaissant le mouvement «irréversible» de la Turquie vers l'Europe. Mais l'opposition à l'adhésion de la Turquie monte en France et dans les autres opinions publiques européennes. Seule démocratie dans un pays musulman et pilier depuis un de-

mi-siècle du flanc sud-est de l'Otan, la Turquie inquiète néanmoins par sa situation géographique, au carrefour des principales zones de crise. A elle seule, en outre, elle compte autant d'habitants que les dix pays entrés en mai dernier. Ahmet Insel, professeur à Paris-I, souligne que «la Turquie paie aujourd'hui une peur beaucoup plus générale devant les problèmes posés par l'élargissement».

R.D. (à Istanbul) et M.S.

éditorial

PAR GÉRARD DUPUY

Compatible

A la question de savoir si la Turquie est européenne, la réponse ne peut être que négative, sauf à réduire à un ectoplasme une identité européenne décantée et inventée en vingt-cinq siècles. Ni l'Empire byzantin ni l'Ottoman qui lui a succédé n'ont partagé le genre d'expériences historiques qui ont façonné l'Europe moderne. Et le forcing tardif d'un dictateur au surnom ethnique d'ailleurs volontairement

antieuropéen (le «Père des Turcs») n'y change rien. Mais rien de tout cela n'impose de répondre automatiquement non à la question bien différente et qui se pose concrètement et qui est: la Turquie doit-elle intégrer les institutions européennes? La différence d'histoire religieuse entre l'espace turc et les composantes actuelles de l'UE ne peut pas justifier un refus. L'Union se renierait elle-même radicalement si elle demandait un certificat de baptême aux éventuels impétrants. Certes, sans le christianisme d'Occident, l'Europe n'aurait pas existé, telle du moins qu'on la connaît. Mais, précisément, elle est telle parce qu'elle a relativisé et surmonté sa détermination

confessionnelle. Ce qui fait problème entre l'Europe et la Turquie, ce n'est pas l'islam ou le christianisme, c'est le fondement profane du lien social et des institutions. La Turquie aura toute sa place dans l'UE dans la mesure où elle aura su à son tour relativiser et dépasser sa définition en termes religieux, et donc su renoncer à faire de l'islam sunnite la religion d'Etat de facto qu'il est resté dans la Turquie postkhalifale. Il n'y a aucune raison convaincante de penser que l'islam n'est par essence pas compatible avec la démocratie et la laïcité. Aider la Turquie à manifester qu'il n'en est rien est assurément un défi exaltant pour les Européens.



LUNDI 19 JUILLET 2004

Erdogan, un islamiste converti à l'UE

Avec l'adhésion à l'Europe, le Premier ministre vise à limiter le rôle politique de l'armée.

L'adhésion à l'UE représente son va-tout. «C'est le plus grand projet politique de la Turquie», martèle inlassablement Recep Tayyip Erdogan. Sa rhétorique est de mieux en mieux rodée. «Nous voyons l'Europe d'abord comme une union fondée sur des valeurs communes», confiait-il en mai au *Wall Street Journal* dans l'une de ses rares interviews à la presse internationale. Le Premier ministre préfère s'exprimer dans les médias turcs peu enclins à poser les questions qui fâchent. Ces derniers sont en effet contrôlés pour la plupart par les grands groupes économiques qui appuient l'ex-maire islamiste du Grand Istanbul, de 1994 et 1998.

La marche vers Bruxelles incarne une cause nationale et mobilise pour des raisons différentes toutes les composantes de la société turque. «Recep Tayyip Erdogan a parfaitement compris que la perspective de l'intégration et les réformes qu'elle impose représentent la meilleure garantie de liberté d'expression et de développement pour l'islam politique», reconnaît Mehmet Metiner, un de ses anciens conseillers à la mairie. Le camp laïque dénonce la *takiye* (la dissimulation) de ces islamistes modérés, qui se présentent comme «démocrates conservateurs». La gauche et les «kémalistes» les accusent d'infiltrer l'appareil d'Etat et d'utiliser les réformes souhaitées par l'UE comme levier pour limiter le rôle politique d'une armée sourcilieuse gardienne de la laïcité républicaine.

Réformes. Le bilan de près de deux ans de pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) est impressionnant. Fort de 34% des voix et de deux tiers des sièges conquis en novembre 2002, ce parti a réussi à faire adopter en un temps record l'essentiel des réformes exigées par Bruxelles notamment en matière de droits de l'homme. Les langues des minorités, dont le kurde, ont été reconnues (lire ci-des-

sus). La question chypriote a été débloquée. La Constitution a été remaniée et le tout-puissant Conseil national de sécurité a vu ses compétences rognées. L'AKP a plus que jamais le vent en poupe, améliorant encore ses scores lors des municipales du printemps, d'autant que l'économie tourne à nouveau à plein régime. La popularité de son leader est au zénith et il règne sans partage sur ce mouvement composite où des islamistes bon teint cohabitent avec des libéraux. Il en est l'âme et le ciment.

«**Équilibriste.**» C'est un tribun fort en gueule aux accents volontiers populistes qui alterne mots savants et accent faubourien. Il sait parler du quotidien difficile «des Turcs si pauvres dans un pays si riche». Mais c'est aussi un redoutable politique qui sait reculer quand le rapport de forces n'est pas favorable, comme sur le droit de fouler ou les écoles religieuses.

Cet art consommé de la manœuvre lui a permis au moment de l'intervention irakienne de faire croire à Washington qu'il entrerait dans le conflit tout en se défilant au dernier moment alors que 95% des Turcs étaient hostiles à la guerre. «C'est un équilibriste qui sait parler simultanément démocratie aux Kurdes, religion dans les mosquées, kémalisme à Ankara, Europe à Bruxelles et sécurité à Washington», ironise un éditorialiste.

Sur l'Europe, Recep Tayyip Erdogan a l'enthousiasme des nouveaux convertis. Il y a encore quelques années, il dénonçait «ce club chrétien» ou martelait haut et fort que «la démocratie est un moyen mais pas une fin». C'est un mutant politique. Sa femme porte le foulard comme ses trois filles mais la rumeur assure que son frigo est plein de cannettes de bière. Né il y a cinquante ans à Kasimpasa, faubourg populaire d'Istan-

bul, il a vendu des *simit* (petits pains en anneau) pour aider à subvenir aux besoins d'une famille aussi pauvre que croyante. «C'est le premier leader politique venant vraiment d'en bas», souligne le politologue Necat Erder. Au lycée religieux, il est surnommé «Imam Beckenbauer» pour sa ferveur footballistique et religieuse. Etudiant en économie, il milite à Milli Görüs (la Voie nationale), l'organisation du vieux chef islamiste Necmettin Erbakan qui dénonçait les «complots de l'Occident et des juifs». Il le suit dans ses partis successifs régulièrement interdits, puis au Refah, qui devient lors des législatives de 1995 la première force politique du pays avec 21,1% des voix.

Mélange. Déjà, il se pose en «moderniste», mais le grand tournant a lieu en février 1997 quand l'armée, sans même déployer ses chars, oblige Erbakan à démissionner de son poste de Premier ministre. Le Refah est interdit peu après.

«Erdogan a réalisé qu'il était impossible de défier frontalement l'Etat et qu'il fallait transformer le parti en

quelque chose de nouveau, mélangeant les valeurs traditionnelles et l'ouverture au monde», explique Rusen Cakir, auteur d'une biographie du leader islamiste qui fut condamné à quelques mois de prison «pour incitation à la haine religieuse». L'AKP, qui regroupe les gros bataillons militants de l'ex-Refah, voit le jour en 2000 et cristallise rapidement les espoirs d'une population écœurée de la corruption et de l'incapacité du reste de la classe politique. Aujourd'hui, il mise d'autant plus sur l'Europe que, comme le rappelle le ministre de la Justice et porte-parole du gouvernement Cemil Cicek, «être au gouvernement en Turquie ne signifie pas qu'on a réellement le pouvoir».

MARC SEMO

«Désormais, c'est l'Etat turc qui parle kurde»

Interdite depuis quatre-vingts ans, la langue kurde est enfin autorisée à la télévision.

Istanbul de notre correspondant.

«**J**'ai été ému, très ému... Pas simplement au sens politique du mot mais culturellement ému», témoigne Umit Firat, écrivain kurde, qui a bien connu les prisons de Diyarbakir, d'Ankara et d'Istanbul. Le 9 juin, pour la première fois dans l'histoire de la république de Turquie, la radiotélévision d'Etat (TRT) diffusait des programmes en kurde, deux ans après le vote d'une loi autorisant les émissions dans les langues des diverses minorités du pays. La TRT diffuse donc désormais des émissions en bosniaque, en arabe ou en circassien. D'abord non reconnu, renié puis interdit et banni, le kurde est aussi sur les ondes publiques. Les pressions de Bruxelles ont finalement eu raison du dogme officiel de la République créée par Mustafa Kemal sur le modèle jacobin, lequel proclamait alors: «La Turquie est formée d'une seule nation, regroupée sous un seul drapeau et parlant une seule langue.»

Clips. Ce 9 juin, c'est la radio qui diffuse un programme en kurmandji, dialecte de la majorité des Kurdes de Turquie, et vers 10 heures la télévision retransmet, toujours en kurmandji, un bulletin d'infor-

mations nationales, des programmes sur les sites historiques du pays, des documentaires et des clips de musique. Ils ont été diffusés deux jours plus tard en zaza, autre dialecte kurde. Des émissions qui ne sont guère passionnantes. En outre les mots «kurde» ou «langue kurde» ne sont toujours pas prononcés ni dans les émissions ni d'ailleurs dans les textes officiels. **Grand écran.** «Peu importe qu'il n'y ait pour le moment que 30 minutes par semaine, peu importe le contenu. Un tabou a été brisé et l'Etat a reconnu notre langue après quatre-vingts ans de résistance», estime Umit Firat. Ce jour-là, la municipalité de Diyarbakir, la plus grande ville du Sud-Est anatolien à majorité kurde, avait installé un grand écran sur la place de la ville pour célébrer le «kurde officiel». «C'est un bon départ car nous croyons que bientôt ces émissions seront prolongées et qu'elles répondront aux besoins des citoyens kurdes», affirme Osman Baydemir, maire de Diyarbakir, d'autant plus optimiste que ce même jour étaient libérés les quatre députés kurdes, dont Leyla Zana, condamnés en 1994 à quinze ans de prison à l'issue d'un procès jugé «inéquitable» par les Européens.

La classe politique kurde est plutôt satisfaite à l'exception des milieux proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, dont le leader, Abdullah Ocalan, est emprisonné depuis 1999), qui avait mené une lutte armée entre 1984 et 1999. Une «sale guerre» entre l'Etat et le PKK qui a fait 36 000 morts.

«Maquillage». Le rédacteur en chef du quotidien *Ulkede Özgür Gündem* («l'Ordre du jour libre du pays»), tiré à 10 000 exemplaires, Irfan Ucar, estime qu'il s'agit essentiellement d'«un maquillage pour tromper les Européens», alors que la répression continue. Les Kurdes de Turquie qui possèdent une antenne satellite avaient déjà par ailleurs la possibilité de regarder au moins les trois chaînes de télévision en kurde: celles de Barzani et de Talabani qui émettent depuis l'Irak et celle de Medya TV, proche du PKK, qui émet depuis Bruxelles.

Umit Firat conclut avec un sourire: «Auparavant, de nombreux Kurdes étaient jugés et condamnés pour avoir parlé le kurde. Désormais, c'est l'Etat turc qui parle kurde. En commence peu à peu à s'entendre.»

RAGIP DURAN

19 JUILLET 2004



En France, hostilités à l'entrée de la Turquie

Seul le PS est pour, sous condition de «critères exigeants». UMP et UDF y sont globalement opposées.

D'un très gros non à un tout petit oui. De Jean-Marie Le Pen à François Hollande, la plupart des hommes politiques français sont réticents à l'entrée rapide et sans condition de la Turquie dans l'Union européenne. En visite officielle jusqu'à mercredi, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan tentera de convaincre les responsables de droite comme de gauche du bien-fondé de sa demande d'adhésion. Outre Jacques Chirac (demain) et Jean-Pierre Raffarin (aujourd'hui), le chef du gouvernement d'Ankara devrait

rencontrer les dirigeants de l'UMP, de l'UDF et du PS.

PS: pour des négociations. Des trois principales formations politiques françaises, ce sont

«L'Europe n'est pas un club chrétien, ce n'est pas parce que la Turquie est un pays musulman qu'il faut la refuser.»

Pierre moscovici, député PS

les socialistes les plus ouverts à l'adhésion de la Turquie. Même s'ils recommandent, à l'instar de Laurent Fabius, de «ne pas se presser». Durant la dernière campagne des élections européennes, François Hollande a conditionné l'ouverture de négociations pour l'adhésion de la Turquie à la reconnaissance par ce pays du génocide arménien de 1915.

Ces «critères exigeants» n'ont pas empêché Pierre Moscovici, député européen socialiste, d'adresser à la

droite cette sentence: «L'Europe n'est pas un club chrétien, ce n'est pas parce que la Turquie est un pays musulman que nous devons la refuser.»

UMP: plus tard. Encore moins l'accepter, semble dire l'UMP.

Le parti chiraquien s'est prononcé, début mai, à une large majorité contre l'arrivée de la Turquie dans l'UE. Pour son président d'alors, Alain Juppé, qui a choisi de renvoyer cette hypothèse aux calendes grecques, «le problème de la Turquie ne se pose pas. En toute hypothèse, la question ne se posera pas avant de longues années». Des propos qui tran-

chent avec ceux qu'a tenus Jacques Chirac le 29 avril, qui avait jugé «souhaitable» la présence de la Turquie dans le concert européen. Car ce pays, selon lui, «a une vocation européenne», même si les conditions de son adhésion «ne sont pas aujourd'hui réunies».

UDF: contre. Comme souvent, François Bayrou s'est lui aussi différencié de la posture élyséenne. Pour le président de l'UDF, la Turquie est certes «un grand pays» mais «aux frontières de l'Europe». «Plus l'Europe sera hétérogène, plus elle sera faible», insiste-t-il pour expliquer son opposition à l'arrivée de la Turquie. Des propos qui ont étonné tout autant que ravi les souverainistes de tout poil. ◀

D.H.

► Dans plusieurs villes à majorité sunnite, des chiites sont victimes d'intimidations ou de persécutions

La violence suit le clivage chiite-sunnite

la Croix
Lundi 19 juillet 2004

BAGDAD

De notre correspondant

«**N**ous n'oublions jamais les massacres de Falloudja. » Cet avertissement, aujourd'hui placardé sur les murs des quartiers chiites de Bagdad, n'évoque pas les bombardements américains d'avril contre ce fief sunnite, symbole de la résistance à l'occupation. L'incantation sonne plutôt comme une menace contre «*Falloudja, la ville des croyants*», comme se plaît désormais à ironiser la presse chiite irakienne, qui a publié en une les photos de six jeunes chiites, capturés le 5 juin par la guérilla locale. Des images de corps sans vie, atrocement torturés et mutilés, têtes fracassées et corps percés de fils métalliques. Six chauffeurs journaliers dont le seul tort était d'avoir transporté des tentes pour l'armée irakienne. Un crime raciste, n'hésitent pas à fustiger les familles des victimes en relatant qu'un des chauffeurs est sorti indemne de l'expédition pour avoir eu la présence d'esprit de tromper ses bourreaux en se déclarant sunnite.

Depuis lors, les langues se délient dans la communauté chiite. Les musulmans sunnites sont ainsi accusés de procéder à un nettoyage ethnique dans leurs cités. Des pressions, des menaces, des entraves à la pratique religieuse seraient monnaie courante. À Qaïm, au nord-ouest du pays, près de la frontière syrienne, une centaine d'employés chiites d'une entreprise d'État de phosphate ont ainsi obtenu leur mutation dans le sud du pays: leur quotidien était devenu intenable.

Un vétérinaire d'une quarantaine d'années est, lui aussi, dans l'attente impatiente de cet épilogue. Il vit désormais à Bagdad, a déjà vendu sa maison à Youssoufiya, et effectue quotidiennement les 80 km aller-retour entre sa nouvelle résidence et l'hôpital de cette ville sunnite au sud de la capitale. Il refuse néanmoins de témoigner, arguant que «*les wahhabites* [NDLR: les tenants d'un islam rigoriste, ennemis du



Point de contrôle tenu par des gardes irakiens à Abou Ghraïb, l'une des villes irakiennes sous haute tension intercommunautaire.

chiisme] menacent partout, même en France». La peur de connaître le même sort que son voisin épicier, exécuté sans raison apparente, est la plus forte. Son beau-frère Abdul Samad Razzaq, agent immobilier, est plus prolix. «*Cette personne a été tuée tout simplement parce qu'elle était chiite*, explique t-il. Il écoutait une cassette de *latmiya* [incantations rituelles chiites], cela n'a pas plu aux sunnites. En un mois, j'ai reçu trois familles qui veulent quitter Youssoufiya mais aussi Abou Ghraïb... »

La semaine passée, trois assassinats de chiites ont encore été recensés à Youssoufiya et Latifiya, la ville voisine. Dans les deux cités, une véritable psychose s'est installée. Des centaines d'Irakiens de toutes confessions et de toutes ethnies, collaborateurs supposés des Américains, ont été exécutés à travers le pays depuis quinze mois. Les chiites se trouvent cependant en première ligne, pour avoir choisi massivement de participer au processus politique en cours.

Bachar Hamed, ancien sous-officier, avoue ainsi faire profil bas

dans son quartier de Kheir Nabat, réputé abriter de nombreux résistants de la ville d'Abou Ghraïb, à 30 km à l'ouest de Bagdad. «*Depuis les bombardements américains sur Falloudja en avril, je fais attention*, convient-il. Il y a de la tension, beaucoup d'espions ont été assassinés. Mais il n'y a pas de guerre entre chiites et sunnites. Ici tout le monde souffre de l'occupation. Cela dit, on évite les sujets politiques ou religieux. On critique les Américains, là on est tous d'accord. »

Dans ses prêches du vendredi à la mosquée Bratha, à Bagdad, cheikh Jallal Al Saghiiir, un des responsables du principal parti islamique chiite, l'Assemblée de la Révolution islamique en Irak, évoque une «*fondamentalisation*» de la guérilla et des anciens baasistes sunnites. «*Regardez Abed Mahmoud* [NDLR: éminence grise de Saddam Hussein, capturé par les forces américaines]. Lors de sa comparution devant le tribunal spécial irakien, il est apparu avec une longue barbe de religieux. Cet assassin est le symbole de la guérilla d'aujourd'hui. La résistance de Falloudja, qui est en

majorité composée d'anciens des forces de sécurité de Saddam, pare aujourd'hui son combat de vertus religieuses.» Mais rien n'a changé. Pour preuve, les tortures infligées aux six camionneurs auraient pu être commises au temps de l'ancien régime. Les sunnites en tant que tels ne sont pas en cause. Ce sont les terroristes wahhabites étrangers et les baasistes qui ont trouvé un terrain d'entente: la haine des chiïtes. Au

moins 350 chiïtes ont été assassinés à Fallouja en un an. Khalil Hanoun, médecin dans la cité sunnite de Taji, à 30 km à l'ouest de Bagdad, réclame, lui, la partition du pays, une zone sunnite au nord, et les chiïtes au sud. «Ça allait bien avec les sunnites tant qu'ils avaient le pouvoir et que nous étions bons à cultiver leur terre, analyse-t-il. Ils ne supportent pas la nouvelle donne en Irak. Leur combat contre les Américains est surtout motivé par la peur de voir émerger en Irak une majorité chiïte à l'issue des élections. Un patient sunnite qui ignorait ma confession m'a ainsi avoué qu'il n'avait plus envie de prier

lorsqu'il entendait l'appel à la prière chiïte à la télévision. Pour les habitants de Taji, nous ne sommes que des traîtres, doublés de mécréants. Moi-même, j'ai commencé à haïr les sunnites. Nous devons suivre l'exemple de l'ex-Yougoslavie, sans quoi il n'y aura jamais la paix en Irak. Ils ne la veulent pas et nous, nous ne resterons pas longtemps sans réagir.» Des propos qui ne sont aujourd'hui plus isolés au sein de la communauté chiïte

JEAN-PHILIPPE HAMON



19 JUILLET 2004 ★

Raid américain à Fallouja après une série d'attentats en Irak

L'attaque visait une cache supposée du terroriste islamiste Al-Zarqaoui.

L'Iran est accusé d'avoir abrité Al-Qaeda...

Les soupçons s'accumulent sur les liens présumés entre l'Iran et Al-Qaeda. Après le quotidien arabe *Al-Charq al-Awsat*, qui accusait Téhéran, vendredi, d'abriter plus de 384 membres de réseaux terroristes proches de Ben Laden, dont 18 dirigeants, c'était au tour de la CIA, hier, de révéler que 8 des 19 terroristes ayant participé aux attentats du 11 septembre 2001 avaient transité par l'Iran. Mais le directeur par intérim de l'agence américaine de renseignement, John McLaughlin, a affirmé que Washington n'avait aucune preuve que Téhéran était au courant de la préparation de ces attaques. Le gouvernement iranien a reconnu, hier, que des membres - «5 ou 6 personnes» - d'Al-Qaeda ont pu transiter, illégalement et à son insu, par son territoire pour aller s'entraîner en Afghanistan avant le 11 septembre 2001. Les magazines *Time* et *Newsweek*, citant des sources gouvernementales américaines, ont affirmé que l'Iran avait facilité le passage et fourni des passeports «propres» à des terroristes allant dans des camps d'entraînement d'Al-Qaeda entre octobre 2000 et février 2001. D'après AFP, Reuters

Bagdad envoyé spécial

Une vague d'attentats balaie l'Irak. Trois explosions, ce week-end, dont une tentative d'assassinat contre Malek Dohane al-Hassan, le ministre de la Justice, qui a fait cinq morts à Bagdad, dont trois de ses gardes du corps et deux passants. Au sud de la capitale, à Mahmoudiya, la cible était un centre de recrutement de la nouvelle garde nationale. Deux tués et une cinquantaine de blessés graves. Le bilan aurait pu être plus élevé, mais la sentinelle de faction a tiré sur le kamikaze, le forçant à déclencher sa charge avant d'avoir atteint la caserne. Un autre véhicule bourré d'explosifs a percuté, hier, un barrage à l'entrée de l'école de police de Takrit. Pas moins de cinq voitures piégées ont explosé à travers le pays en à peine quatre jours. Un coup dur pour le gouvernement irakien qui vient d'instaurer la loi martiale, promettant de rétablir la sécurité et d'enrayer le terrorisme. **Souveraineté.** Face à ce défi, le Premier ministre Iyad Allaoui et la coalition dirigée par les Etats-Unis ne pouvaient rester sans agir. L'islamiste radi-

cal Al-Zarqaoui ayant, à son habitude, revendiqué certains des attentats, il devenait l'objectif désigné d'une démonstration de fermeté. Une frappe, menée par les chasseurs américains, a donc été déclenchée hier sur un repaire supposé du Jordanien, chef du groupe Al-Tawhid Wal Jihad, que les autorités américaines et irakiennes aiment lier au réseau Al-Qaeda. «La force multinationale a demandé la permission de lancer une opération ciblée visant des sites précis... des endroits où il y a des caches de terroristes», a expliqué Allaoui dans une version des faits qui souligne sa souveraineté en matière de décisions militaires. **Autosatisfaction.** «Le gouvernement irakien a autorisé la force multinationale à mener une frappe aérienne, dans le sud de Fallouja, contre une position d'un terroriste connu, a renchéri le général Erv Lessel, adjoint au directeur des opérations du contingent américain, le bombardement, lancé à 02h03, a permis de détruire des positions défensives, une tranchée et un barrage tenu par des combattants étrangers. Environ 25 membres des forces anti-irakiennes liées à Al-Zarqaoui

étaient présents sur ce site juste avant la frappe. Cette opération de grande précision a été montée grâce à de multiples sources des services de renseignement irakiens et de la force multinationale.» Belexemple d'autosatisfaction que semble toutefois démentir le bilan du raid. À l'hôpital de Fallouja, les médecins suggèrent la bavure. «Nous avons comptabilisé 7 blessés et 11 tués», déclare le Dr Adnane Mohammadi. Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes.» Les mosquées proches de la résistance dénoncent «une provocation américaine» visant à rompre la trêve, négociée en mai et mise à profit par les combattants qui bénéficient désormais d'une solide base arrière aux portes de Bagdad. «Nous ne laisserons pas les juifs et les croisés utiliser Al-Zarqaoui comme une excuse pour pénétrer dans notre ville sacrée», prévient le jeune cheikh Abdallah al-Janabi, coordinateur des différentes obédiences islamistes radicales, qui menace la coalition «de tous les feux de l'enfer», si ses troupes tentent un assaut contre Fallouja. ◀

DIETIER FRANÇOIS

Truck blast kills 9 at Baghdad police station

By Somini Sengupta and Ian Fisher

BAGHDAD: A tanker truck loaded with explosives blew up Monday near a police station here, punching a giant pit into a busy commercial area, blasting away entire rows of auto repair shops and tea stalls, and shattering window panes of apartment buildings nearby.

The explosion killed at least nine people and wounded 60, according to initial reports from the Health Ministry on Monday afternoon.

Also on Monday, the Iraqi Defense Ministry said militants had killed one of its top officials, shooting him as he walked into his house in Baghdad.

The official, Essam al-Dijaili, the head of the military's supply department, was bringing dinner home Sunday evening when the attackers opened fire, killing him and his bodyguard, said Mishal al-Sarraf, an adviser to the defense minister, according to The Associated Press.

The assassination was the latest attack on senior Iraqi officials. Assaultants killed a provincial governor last week and tried unsuccessfully to assassinate the justice minister. Coupled with the bombing Monday, this continued a recent revival of attacks targeting Iraqi government institutions accused of collaborating with the United States-led occupation.

The blast at the police station on Monday morning was evidently the work of a suicide bomber, who drove what witnesses described as a white tanker truck, used in the past to transport water or fuel.

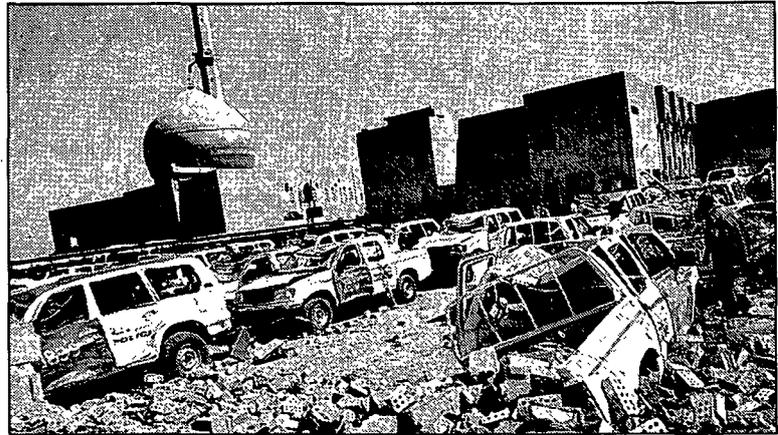
Four bags of body parts were wheeled into Yarmouk Hospital in a tableau of manic grief.

Witnesses described an explosion of unusual force. The ceiling of a bread shop collapsed on a young baker, Haidar Jassim, who lay in the hospital with his head bandaged and blood spattered on his shirt, his pants and the mattress.

A police officer, Muthena Ali, 31, said he was standing at the station's door when the bomb went off.

"All I could see was a big fog of dust," he said. Then he saw that his friend, Wissam Khudair, a fellow officer who had been standing beside him, had been hit in the stomach with a piece of flying metal. Khudair was among the policemen killed.

Firaz Ghazi, 18, a police officer who lived in a nearby apartment building, was washing up for work when the force of the blast shattered a heavy win-



dowpane in the ground-floor bathroom, puncturing his neck and arm with shards of glass, his relatives said. He was taken to the hospital. Over an hour later, his relatives were still sweeping glass out of their building.

The blast jarred children from their sleep. "We were all screaming and crying," said a 10-year-old girl, Amal Jehad, who also lives on the ground floor.

It was left to her, she said, to calm her 7-year-old brother, Murtada. "My brother was shivering," she said. "I told him it's nothing, nothing. Calm down."

As she talked, she held his chin in one hand. In the other, she held a pile of shrapnel she had collected.

Down the street, Hayat Abad Ali, a retired archaeologist with a bandage around her head, lamented what had become the absurd terror of daily life. Ali, 59, was in her kitchen when the bomb went off. "It was very loud, as it was shaking the ground under our feet," she said. The windows shattered. A piece of shrapnel poked her in the head.

"It's like every day in Baghdad, a car bomb, with criminals driving," she said angrily. "We are spending the days without knowing our destiny."

The bombing came on the heels of several recent attacks on the Iraqi police, soldiers and interim government officials. On Saturday, a brazen assassination attempt against the interim justice minister failed, but killed five of his bodyguards. Last week, a suicide car bomber killed 11 people at the gates of the heavily fortified Green Zone, shared these days by senior Iraqi government ministries and U.S. officials.

The blast Monday came just after 8 a.m., as the police officers and shopkeepers were starting up their day's work. About 150 police officers had just lined up in two rows outside the station

gates for their morning attendance count, several of the officers said later. Two witnesses said that just before the blast, they saw the white tanker truck head toward the station.

Dia Nour al-Dinn, 35, said he was cooking in his restaurant and commented to a friend that the tanker seemed suspicious. "It was obvious he was trying to do something," he said.

The New York Times

■ Philippine pullout finished

Carlos H. Conde of the *International Herald Tribune* reported from Manila:

The Philippines completed its pullout from Iraq on Monday in an effort to save the life of a Filipino hostage, beating the Tuesday deadline set by Iraqi insurgents who abducted him almost two weeks ago.

Officials said the remaining 40 Filipino troops in Iraq flew to Kuwait on Monday and would be home within the week. Their commander and 10 of his troops arrived here early Monday.

The pullout, ordered by President Gloria Macapagal Arroyo, disappointed the countries that supported the U.S. occupation of Iraq but offered relief to millions of Filipinos concerned about the life of a truck driver who, like millions of other Filipinos like him, toil in other countries to support their families back home.

The United States and its allies had said that Manila's decision was a mistake because it would only embolden the insurgents.

International Herald Tribune
Tuesday, July 20, 2004

Cinq rebelles kurdes et deux militaires tués dans l'est turc



DIYARBAKIR (Turquie), 14 juil (AFP) - 11h00 - Cinq rebelles kurdes et deux militaires turcs ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi lors de deux affrontements distincts dans l'est de la Turquie, selon des sources sécuritaires et l'agence Anatolie.

Quatre rebelles kurdes ont été tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité dans la province de Mus (est de la Turquie), selon des sources sécuritaires locales à Diyarbakir (sud-est).

Les combats se sont produits sur une colline, à proximité du village de Gudumlu, et ont impliqué des membres de l'ex-parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), rebaptisé Kongra-Gel, ont précisé ces sources.

Elles ont ajouté que des opérations terrestres et aériennes se poursuivaient dans la région.

Un rebelle kurde et deux militaires turcs ont été tués plus tôt dans la nuit lors d'affrontements dans la province voisine de Siirt, qui ont également fait neuf blessés parmi les forces de sécurité, a rapporté l'agence Anatolie.

Les affrontements, qui avaient pratiquement cessé depuis la déclaration en 1999 d'un cessez-le-feu unilatéral par le PKK, ont repris ces dernières semaines avec l'annonce, le 1er juin, de la fin de la trêve.

Série d'enlèvements de Kurdes et d'Arabes à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 18 juil (AFP) - 17h08 - Deux Arabes et deux Kurdes ont été enlevés ces derniers jours dans la ville pétrolière de Kirkouk, sur fond de polémique entre des partis des deux communautés sur les auteurs de ces kidnappings, a annoncé dimanche un officier de la Garde nationale.

"Le fils de l'adjoint de la Garde nationale pour Kirkouk, le colonel Jassem Khalil, qui est un arabe, a été enlevé par des inconnus", a déclaré à l'AFP le général Anouar Hamid Amine, qui commande ce corps paramilitaire dans la ville.

Après ce premier kidnapping, des "inconnus ont enlevé le fils du président de l'Association des entrepreneurs de Kirkouk, le Kurde Abdel Karim Borzonchi", a-t-il ajouté.

Un autre Kurde, Mizhad Saadallah, responsable de la protection du champ pétrolier de Himrine au sud de Kirkouk a été également enlevé, selon la même source, avant l'enlèvement d'un Arabe, Hassan Morei Obeidi, ancien des services de renseignement de l'ancien régime de Saddam Hussein.

Alors que le sort des quatre personnes reste inconnu, le Rassemblement arabe de Kirkouk, a implicitement accusé les services de sécurité kurdes de la responsabilité de l'enlèvement des deux Arabes et appelé, dans un communiqué à "cesser ces pratiques de nature à porter atteinte à la stabilité de Kirkouk".

Lui répliquant, un responsable kurde a accusé, à son tour, des fidèles de l'ancien régime d'avoir enlevé les deux Kurdes.

Jalal Jawhar, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a accusé ces éléments de "vouloir porter atteinte à la présence kurde à Kirkouk".

Cette polémique ajoute à la tension dans la ville habitée par des Arabes, des Kurdes et des turcomans.

Les Kurdes victimes de l'opération Anfal manifestent pour demander la "vérité"



KALAR (Irak), 21 juil (AFP) - 20h43 - Quelques milliers de Kurdes ont manifesté mercredi à Kalar, au sud-est de la ville de Souleimaniyah (nord de l'Irak), pour exiger des nouvelles autorités irakiennes la vérité sur les disparus de l'opération Anfal, campagne militaire de répression menée par l'ancien régime.

Ils ont marché derrière une banderole proclamant : "Nous demandons la vérité pour nos enfants arrêtés pendant l'opération Anfal".

Une autre banderole demandait au tribunal spécial irakien chargé de juger Saddam Hussein de le condamner à mort pour ce "crime".

Le régime de Saddam Hussein avait mené de 1987 à 1990 une campagne baptisée "Anfal" destinée à briser la résistance kurde dans le nord de l'Irak.

Plus de 4.000 villages kurdes avaient été détruits lors de cette opération militaire et des centaines de milliers de personnes déportées. Des dizaines de milliers de Kurdes ont péri ou ont été portés disparus.

Le président irakien rassure les Kurdes à propos du fédéralisme



SALAHEDDINE (Irak), 21 juil (AFP) - 10h10 - Le président irakien Ghazi al-Yaouar a affirmé mercredi que son pays respectera le statut d'autonomie des régions kurdes du nord du pays et ne remettra pas en cause le système fédéral.

"Nous soutenons cette expérience (d'autonomie) par tous les moyens", a déclaré M. Yaouar devant un auditoire de personnalités kurdes réunies dans la station touristique de Salaheddine au nord de la ville d'Erbil, "capitale" du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

"Nous voyons dans le fédéralisme un outil pour rapprocher les unes des autres les régions de la patrie", a-t-il dit, ajoutant que la Constitution provisoire, qui souligne le caractère fédéral de l'Irak, "sera appliquée mot à mot".

Les Kurdes, qui jouissent d'une autonomie de fait depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, ont exprimé des craintes de voir leur statut remis en cause à l'avenir même si le fédéralisme a été consacré dans la Constitution provisoire adoptée en mars dernier par le Conseil de gouvernement dissous.

M. Barzani s'est félicité quant à lui de la visite de M. Yaouar, ajoutant que le président irakien "jouit d'un grand soutien du peuple kurde".

A propos des relations avec les pays de la région, souvent accusés de ne pas empêcher efficacement l'infiltration de combattants étrangers en Irak, M. Yaouar a dit s'attendre à "de la bonne foi des voisins".

"L'instabilité de l'Irak peut affecter leur propre sécurité", a-t-il ajouté, estimant que la réunion des voisins du pays au Caire "témoigne de l'intérêt qu'ils portent à la stabilité" de son pays.

"L'Iran est un voisin qui nous est cher et qui doit avoir un rôle positif en Irak", a-t-il dit, déclarant à propos d'éventuelles menaces turques contre les Kurdes d'Irak: "Nous n'accepterons aucune atteinte à l'une des composantes de notre peuple et nous défendrons tous les Irakiens en cas de menace".

Le PDK contrôle les deux provinces d'Erbil et de Dohouk, alors que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani règne sur la troisième province kurde qui a pour capitale Souleimaniyah.

Manifestation à Souleimaniyah pour l'indépendance du Kurdistan d'Irak



SOULEIMANIYAH (Irak), 24 juil (AFP) - 11h05 - Quelque 500 intellectuels et étudiants ont manifesté samedi à Souleimaniyah pour exiger l'indépendance du Kurdistan d'Irak et revendiquer la ville pétrolière de Kirkouk.

La manifestation a eu lieu en dépit d'une interdiction des autorités de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui contrôle la province de Souleimaniyah, dans le nord-est de l'Irak.

Les manifestants se sont rassemblés sur la place Azadi (Liberté) et ont marché vers un bâtiment du gouvernement local, derrière deux bannières: "L'indépendance pour le Kurdistan" et "Kirkouk, ville kurde".

Une délégation a remis un mémorandum des indépendantistes, qui ne sont membres d'aucun parti, à un représentant du "gouvernement de Souleimaniyah" de l'UPK, parti associé au gouvernement irakien d'Iyad Allaoui.

Ce texte intitulé "soutenez l'indépendance du Kurdistan", dont une copie a été obtenue par l'AFP, demande:

- Indépendance du Kurdistan
- Confier à un tribunal international le procès de (l'ancien président) Saddam Hussein et y associer les Kurdes
- Ajouter l'"arabisation" aux chefs d'inculpation de Saddam Hussein.

Les manifestants, qui revendiquent Kirkouk, considèrent que le régime de l'ancien président avait changé la composition ethnique de cette ville pétrolière en encourageant les Arabes à s'y installer aux dépens des Kurdes.

Ce défilé est l'une des rares manifestations pour l'indépendance du Kurdistan d'Irak, idée qui ne figure pas dans les programmes des deux principaux partis kurdes, l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani qui contrôle les provinces d'Erbil et de Dohouk.

Ces deux partis, tout en défendant l'autonomie des régions qu'ils contrôlent, ont accepté l'idée d'un Irak fédéral consacrée dans la Constitution provisoire adoptée en mars dernier.

Europe : la Turquie cherche l'appui de la France

Le premier ministre turc est arrivé hier à Paris, étape clé de sa campagne visant à faciliter l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne (UE). Pour lever les réserves françaises à l'adhésion d'Ankara, Recep Tayyip Erdogan présente son pays comme un bon élève de la classe européenne, respectueux des critères d'adhésion fixés par Bruxelles.

Il doit rencontrer aujourd'hui le président Jacques Chirac, autour d'un déjeuner à l'Élysée. Dès son arrivée hier, il a été reçu par le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, avant de s'entre-

tenir à l'ambassade de Turquie avec des représentants de la communauté turque en France, forte de 350 000 personnes.

Parmi les grandes nations européennes, la France est celle où l'adhésion turque est vue avec le plus de réticences, comme en témoigne une série de sondages récents qui montrent, à une exception près, une majorité de « non ».

Elle est le seul pays où le parti au pouvoir, en l'occurrence l'UMP, a fait campagne contre l'adhésion turque lors des dernières élections européennes. Même si, lors du sommet de



Erdogan a été reçu hier par Raffarin à son arrivée à Paris.

l'Ötan fin juin à Istanbul, Jacques Chirac a déclaré que le projet d'adhésion de la Turquie était « irréversible ».

C'est le 5 octobre que l'exécutif européen remettra un rapport crucial sur la candidature de la Turquie.

Le collège, composé des trente commissaires actuels, dira si oui ou non la Turquie remplit les fameux « critères de Copenhague », autorisant l'ou-

verture rapide des négociations d'adhésion à l'Union européenne.

Priée de ne pas dévoiler son opinion avant la date fatidique, la Commission sortante a bien du mal à tenir sa langue. Avec vingt-quatre « oui » contre six « non », l'équipe Prodi penche largement en faveur de l'ouverture des négociations avec la Turquie dès le premier trimestre 2005.

Trois cents entreprises hexagonales ont choisi la Turquie

Un marché de 70 millions de consommateurs

Les relations économiques entre Ankara et Paris ne cessent de se développer depuis une vingtaine d'années

Geoffroy Sigrist

La Turquie sera-t-elle le prochain Eldorado des entreprises françaises ? C'est l'impression qu'a intérêt à laisser planer le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, au moment où il arrive à Paris en visite officielle pour défendre la candidature de son pays à l'Union européenne. Les deux pays ne partent pas de rien. Avec des hauts et des bas, les relations économiques entre Ankara et Paris ne cessent de se développer depuis une vingtaine d'années. En 2003, le volume global d'échanges entre la France et la Turquie a même atteint un niveau « record » de 6 milliards d'euros, selon Raphaël Esposito, directeur de la Chambre de commerce franco-turque.

L'année dernière, les exportations françaises vers la Turquie dépassaient les 3 milliards d'euros, une performance inédite. Cette tendance à la hausse se prolongera très probablement en 2004, comme le

laissent prévoir les très bons chiffres du premier semestre 2004. Et bien que la Turquie ne soit encore que son 15^e client, la France renforce chaque année ses positions sur le marché turc : elle est le 4^e fournisseur d'Ankara derrière l'Allemagne, l'Italie et la Russie, et le 5^e destinataire des exportations turques. En parité de pouvoir d'achat - c'est-à-dire en tenant compte des niveaux de vie relatifs - la Turquie est la 17^e économie du monde, derrière l'Australie et devant l'Iran.

Les entreprises françaises s'implantent de plus en plus

au-delà du Bosphore : seulement 15 en 1985, elles sont 300 aujourd'hui et détiennent environ 7 % d'un marché de 70 millions de consommateurs potentiels. Les entrepreneurs français entendent bien profiter des marges considérables de développement de ce marché, surtout depuis que la nette amélioration de la situation économique les a rassurés.

Le pays revient de loin. Les graves crises financières de no-

vembre 2000 et de février 2001 avaient provoqué une récession d'environ 10 % du PIB. Les gouvernements successifs avaient ensuite engagé, sous la pression du Fonds monétaire international, une série de réformes structurelles qui portent aujourd'hui leurs fruits : la croissance est attendue à 7,5 % en 2004.

L'inflation, qui dépassait 85 % en 1997, est retombée à 18 % en 2003. La perspective d'adhésion à l'Union européenne a accentué la volonté réformatrice car Ankara a l'obligation de se mettre en conformité avec la législation européenne. Deux exemples : la grande réforme du secteur bancaire et la création d'une agence de supervision des banques.

Les entreprises françaises, qui emploient près de 30 000 salariés en Turquie, bénéficient aussi grandement de l'entrée en vigueur des accords commerciaux passés entre l'Union européenne et la Turquie, comme l'union douanière sur l'automobile, qui permet à Re-

nault de produire certains modèles exclusivement en Turquie et d'expédier sa production en Europe sans frais supplémentaires. Oyak-Renault, l'usine turque, se classe à la quatrième place parmi les 500 premières entreprises du pays. Oyak-Renault est aussi le premier exportateur turc, grâce à sa Megane Break. Les patrons français apprécient la main-d'œuvre turque, nombreuse, bien qualifiée, avec « un très bon rapport qualité-prix » et une productivité croissante (+ 8 % au premier semestre 2004).

Pourtant, les groupes français hésitent parfois à s'implanter, notamment en raison des incertitudes qui continuent de planer sur l'économie turque. Un nouveau tremblement de terre ou une crise financière de grande ampleur, toujours possibles, réduiraient

considérablement les perspectives de croissance. Ils restent également dans l'attente de la décision du Conseil européen. En décembre prochain, il décidera s'il convient d'entamer ou non des négociations pour l'ad-

hésion de la Turquie. Pas besoin d'être un devin pour imaginer que leur choix aura des conséquences sur les relations d'affaires entre les pays de l'Union - dont la France - et la Turquie.

Avis décisif le 5 octobre

Bruxelles se prépare à dire « oui » à Ankara

Bruxelles :
de notre correspondante
Alexandrine Bouilhet

Ce sera la dernière décision de la Commission Prodi. Et sans doute l'une des plus importantes de son mandat. Le 5 octobre prochain, l'exécutif européen remettra un rapport crucial sur la candidature de la Turquie. Le collège, composé des trente commissaires actuels, dira si oui ou non la Turquie remplit les fameux « critères de Copenhague », autorisant l'ouverture rapide des négociations d'adhésion à l'Union européenne.

Dans ses conclusions, la Commission ne se contentera pas de dresser un bilan comptable des progrès réalisés par Ankara sur la voie de la démocratie. Elle fera une « proposition » politique très explicite, destinée aux chefs d'Etat et de gouvernement

des Vingt-Cinq, les seuls habilités à rendre le verdict final, le 17 décembre, à Bruxelles, à l'occasion du dernier sommet européen de l'année.

Priée de ne pas dévoiler son opinion avant la date fatidique, l'équipe Prodi a bien du mal à tenir sa langue. Le dernier à briser la consigne fut Frederik Bolkenstein, le commissaire néerlandais au marché intérieur. A l'occasion de la sortie d'un ouvrage sur l'Europe, le Néerlandais a confié son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union. Au sein du collège, les adversaires d'Ankara sont connus. Il s'agit de l'Espagnole Loyola de Palacio, de l'Autrichien Franz Fischler, du Danois Poul Nielson. Plus discrets, les deux Français, Pascal Lamy et Jacques Barrot, ont des états d'âme, reflétant le malaise de la classe politique française. Jadis sceptique, la Luxembourgeoise Viviane Reding, chargée de la Culture, vient

de basculer dans le camp du « oui », emmené par l'Allemand Gunter Verheugen, le commissaire à l'Elargissement.

A chaque réforme passée à Ankara, les partisans de la Turquie renforcent leur influence à Bruxelles. Seuls quelques décrets d'application restent à prendre, notamment dans le domaine pénal. Mais l'essentiel est acquis. Avec vingt-quatre « oui » contre six « non », la commission sortante penche largement en faveur de l'ouverture des négociations avec la Turquie dès le premier trimestre 2005. Seule inconnue à ce jour : l'opinion du président Romano Prodi, lequel n'aurait pas l'intention de freiner le mouvement. En règle générale, le collège ne vote pas. Il se prononce par consensus. Mais, sur un dossier aussi sensible, un recours au vote lors de la réunion du 5 octobre n'est pas exclu. Dans ce cas, il suffira d'une majorité simple pour que la Turquie obtienne un feu vert de Bruxelles, soit 16 « oui », un score très facile à atteindre.

Une fois rendu l'avis de la Commission, qui ne fait plus grand mystère à Bruxelles, il restera à franchir l'obstacle final, celui du Conseil européen du 17 décembre. Seuls maîtres à bord, les vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement seront appelés à se prononcer à l'unanimité. Là encore, les opinions des dirigeants européens sont largement connues. Elles ont été exprimées à l'occasion de visites récentes à Ankara ou lors de la campagne pour les élections européennes qui a contraint plusieurs partis à se positionner. Parmi les Vingt-Cinq, le plus fer-

vent et le plus ancien défenseur de la Turquie n'est autre que le chancelier Gerhard Schröder, approuvé, d'après les sondages, par près de la moitié de ses concitoyens, malgré l'opposition des chrétiens démocrates. Vient ensuite Tony Blair, favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Union, comme toute la classe politique britannique. En porte à faux avec la droite française, Jacques Chirac, partisan de longue date de la candidature turque, évite de crier ses convictions sur les toits, mais son opinion n'est pas moins forgée.

Pour une fois, l'avis des « trois grands » s'impose dans la plupart des capitales européennes, fut-ce contre une partie de l'opinion. L'Italie, l'Espagne et la Grèce sont favorables à la Turquie. Les dix nouveaux Etats membres, Pologne en tête, appuient également l'ouverture des négociations. Le soutien inconditionnel de Varsovie à Ankara est un vestige de l'histoire. « *Au XIX^e siècle, quand la Pologne était rayée de la carte, le sultan recevant les ambassadeurs européens à Istanbul s'était offusqué devant tout le monde de l'absence du représentant polonais* », raconte un diplomate polonais. « *Cette anecdote est restée gravée dans notre mémoire collective.* »

A la table des Vingt-Cinq, seul le chancelier autrichien risque de jouer les trouble-fête. Chargés de présider la réunion de décembre, les Néerlandais ne sont pas mécontents de rester en retrait. Ils ont déjà décidé d'ouvrir la discussion en donnant la parole au doyen du Conseil : Jacques Chirac.

Les opposants se mobilisent

En réaction à la visite du premier ministre turc, le parti FRA-Daschnaktousioun (Fédération révolutionnaire arménienne) et le Parti arménien démocrate libéral (PADL), accompagnés de Michel Tubiana, président de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme), ont exprimé leur opposition à l'ouverture des négociations avec la Turquie. Varoujan Sirapian, représentant du PADL, a repris point par point les arguments en faveur de la Turquie. Et, point par point, les a réfutés. La Turquie est une nation européenne ? L'héritage judéo-chrétien et gréco-romain « a été balayé par la turquisation et l'islamisation du pays ».

dont, selon lui, « le point culminant a été le génocide arménien ». L'Europe ne doit pas être un club chrétien ? « C'est à la Turquie de montrer qu'elle est pluraliste et non l'inverse. » Quant à Erdogan, il s'est, affirme-t-il, « déclaré ouvertement favorable à la polygamie ». Bref, « la Turquie n'est pas encore apte à intégrer l'UE ». Ces propos ont provoqué la colère du président de la FIDH, Michel Tubiana, qui a refusé catégoriquement de les cautionner. Son combat se joue sur le terrain des droits de l'homme et n'est pas affaire de religion. Comme la FRA et son représentant Mourad Papazian, il n'est pas contre une intégration à terme de la Turquie. Mais il considère que le volet politique des critères de Copenhague, que la Turquie doit satisfaire pour intégrer l'Europe, n'est pas respecté. Pour la FRA et la FIDH, ce volet signifie pour Ankara la reconnaissance du génocide arménien, la fin de l'occupation de Chypre par la Turquie, le respect de la minorité kurde. Papazian réclame un report de l'ouverture des négociations, ainsi qu'un audit généralisé en Turquie.

Cécile de Corbière

UNION EUROPÉENNE La candidature d'adhésion d'Ankara au centre
de la visite à Paris de Recep Tayyip Erdogan

Turquie : une fragile laïcité

Il est traditionnel de dire que, dans le monde, trois pays présentent une expérience forte de la laïcité : la France, le Mexique et la Turquie. L'expérience

PAR
GUY COQ

turque est très précieuse dans la mesure où cette nation est un grand exemple de pays musulman qui a fait l'expérience de la laïcité sur trois quarts de siècle. Ainsi, le regard sur l'histoire de la laïcité turque ne peut être ignorant de l'interrogation fondamentale : y a-t-il espoir de l'instauration d'un Etat laïc durable dans une société majoritairement musulmane ? (1)

Les Français connaissent Kemal Atatürk comme le fondateur de la République turque. La constitution kémaliste de 1924 pose que « *L'Etat turc est républicain, nationaliste, populiste, étatiste, laïque et révolutionnaire* » (article 2). Elle institue également la liberté de conscience et de culte (art. 70 et 75). La dernière Constitution, établie par les militaires en 1982, utilise trois mots : « *Etat démocratique, laïque et social* » (art. 2). Elle réaffirme les droits et libertés (art. 12, 24 à 26). Dès Mustapha Kemal Atatürk, une direction des Affaires religieuses directement rattachée au premier ministre exerçait un contrôle sur la religion (notamment aujourd'hui sur l'enseignement de la religion à l'école). Elle est dirigée par un religieux qui doit être un sunnite.

Or c'est là un premier sujet d'interrogation. Alors que les Alévites (un courant musulman issu du chiisme) représentent près du quart de la population et qu'avec la présence de minorités juive et chrétienne, la

société est plurireligieuse, la laïcité turque donne un monopole au sunnisme majoritaire, ainsi très lié à l'Etat. Les imams sunnites sont payés par l'Etat. Les autres courants musulmans souffrent d'une nette inégalité de traitement. La laïcité vers laquelle la France s'est péniblement acheminée pose l'égalité de tous les cultes, dans un pluralisme consenti. Et la séparation de la religion et de l'Etat, instituée par la République turque, jalousement gardée par l'armée, supposerait en France l'indépendance

Y a-t-il espoir de l'instauration d'un Etat laïc durable dans une société majoritairement musulmane ?

véritable des religions gagée par le non-financement public des cultes. La place centrale d'Atatürk, qui a imposé la laïcité et la république avec une main de fer, fait de ce point de vue-là question.

Au milieu du XX^e siècle, les religieux bénéficient de la reconnaissance d'un certain pluralisme, pour réapparaître peu à peu dans l'espace social et, progressivement, comme c'est le cas aujourd'hui, dans l'espace politique. C'est la source de nombreuses questions trop négligées en Europe. Parallèlement, il est certain que la République turque souffre, au regard de la société qu'elle régit, de s'être trouvée à plusieurs reprises défendue par le biais de coups de force militaires. En somme, la laïcité turque paraît par bien des aspects avoir été trop souvent soutenue au mépris des libertés.

Une question vient alors au centre des débats :

le succès démocratiquement obtenu par un parti islamique (le Parti de la justice et du développement, « AKP » en turc) est-il à terme menaçant, d'abord pour la laïcité, puis pour les libertés ? Ou bien, assiste-t-on à un phénomène présentant des analogies avec la démocratie chrétienne en France et en Europe ?

Le principe de laïcité implique bien entendu l'idée d'une société autonome, qui ne

de la religion dans la société et dans l'espace politique s'accen-

tuera. Il est donc difficile de dire, à l'heure qu'il est, où va la laïcité turque. On ne peut pas non plus trancher par avance l'issue de sa coexistence avec l'essor de la démocratie, qui comporte toujours le risque d'une victoire ultime des ennemis de la liberté et de la laïcité.

Mais, face au défi de l'islam, c'est dans le miroir turc que se réfléchissent l'avenir de la laïcité française et celui de la laïcité dans l'ensemble de l'Europe.

* Philosophe, essayiste.
Dernier ouvrage paru *Eloge de la culture scolaire*, Le Félin.

(1) Cette interrogation a été au cœur d'un colloque, organisé à Istanbul récemment - « Deux visages de la laïcité à l'école, France-Turquie ; bilan d'un siècle » -, qui a réuni à l'Université Galatasaray, à la fois francophone et turcophone, des chercheurs français en Turquie regroupés à l'Ifea autour de son directeur Pierre Chuvin et des universitaires français réunis par la revue *L'Histoire*.

20 JUILLET 2004

LE FIGARO

Misunderstanding Iraq ■ By Scott Ritter

Saddam's people are winning the war

International Herald Tribune
July 23, 2004

WASHINGTON
The battle for Iraq's sovereign future is a battle for the hearts and minds of the Iraqi people. As things stand, it appears that victory will go to the side most in tune with the reality of the Iraqi society of today: the leaders of the anti-U.S. resistance.

Iyad Allawi's government was recently installed by the U.S.-led Coalition Provisional Authority (CPA) to counter a Baathist nationalism that ceased to exist nearly a decade ago.

In the aftermath of the first Gulf War, Saddam Hussein's regime shifted toward an amalgam of Islamic fundamentalism, tribalism and nationalism that more accurately reflected the political reality of Iraq.

Thanks to his meticulous planning and foresight, Saddam's lieutenants are now running the Iraqi resistance, including the Islamist groups.

In August 1995, Saddam's son-in-law, Hussein Kamal, defected to Jordan. Fourteen months into the U.S. occupation of Iraq, Kamal's testimony that Iraq's weapons of mass destruction had been destroyed in the summer of 1991 has taken on new relevance, given the fact that to date no WMD have been found.

More important is Kamal's self-described reason for defecting: Saddam's order that all senior Baath Party officials undergo mandatory Koranic studies. For Saddam, this radical shift in strategy was necessary to his survival, given the new realities of post-Gulf War Iraq.

The traditional Baathist ideology, based on Iraq-centric Arab nationalism, was no longer the driving force it had been a decade prior. Creating a new power base required bringing into the fold not only the Shiite majority — which had revolted against him in the spring of 1991 — but also accommodating the growing religious fundamentalism of traditional allies such as key Sunni tribes in western Iraq.

The most visible symbol of Saddam's decision to embrace Islam was his order to add the words "God Is Great" to the Iraqi flag.

The transformation of the political dynamics inside Iraq, however, went largely unnoticed in the West. It certainly seems to have escaped the attention of the Bush administration. And the recent "transfer of sovereignty" to Allawi's government reflects this lack of understanding.

One of the first directives issued by Paul Bremer, the former head of the CPA, was to pass a "de-Baathification" law, effectively blacklisting all former members of that party from meaningful involvement in the day-to-day affairs of

post-Saddam Iraq. The law underscored the mindset of those in charge of Iraq: Baathist holdouts loyal to Saddam were the primary threat to the U.S.-led occupation.

Senior Bush administration officials recognized their mistake — though a little too late. In April, 2004, Bremer rescinded his "de-Baathification" order. The Pentagon today speaks of a "marriage of convenience" between Islamic fundamentalists and former members of Saddam's Baathist regime, even speculating that the Islamists are taking over Baathist cells weakened by American anti-insurgency efforts.

Once again, the Pentagon has it wrong. U.S. policy in Iraq is still unable or unwilling to face the reality of the enemy on the ground.

The Iraqi resistance is no emerging "marriage of convenience," but rather a product of years of planning. Rather than being absorbed by a larger Islamist movement, Saddam's former lieutenants are calling the shots in Iraq, having co-opted the Islamic fundamentalists years ago, with or without their knowledge.

One look at the list of the 55 "most wanted" members of the Saddam regime who remain at large reveals the probable chain of command of the Iraqi resistance today. It also underscores the success of Saddam's strategic decision nearly a decade ago to disassociate himself from Baathist ideology.

Keep in mind that there was never a formal surrender ceremony after the U.S. took control of Baghdad. The security services of Saddam's Iraq were never disbanded; they simply melted away into the popula-

tion, to be called back into service when and where they were needed.

The so-called Islamic resistance is led by none other than former Vice President Izzat Ibrahim al-Douri, an ardent Iraqi nationalist, a Sunni Arab and a practicing member of the Sufi brotherhood, a society of Islamic mystics. His deputy is Rafi Tilfah, who headed the Directorate of General Security (DGS), an organization that had thoroughly penetrated Iraqi society with collaborators and informants during Saddam's regime.

As a former UN weapons inspector, I have personally inspected the headquarters of the DGS in Baghdad, as well as the regional DGS headquarters in Tikrit. The rooms were full of files concerning those who were working

U.S. policy in Iraq is still unable or unwilling to face the reality of the enemy on the ground.

with or on behalf of the DGS. There is not a person, family, tribe or Islamic movement in Iraq that the DGS does not know intimately — information that is an invaluable asset when coordinating and facilitating a popular-based resistance movement.

I also interacted with the former director of the Special Security Organization, Hani al-Tilfah, on numerous occasions during 1997-98, when he was put in charge of riding roughshod over my inspections. Today he helps coordinate the operations of the Iraqi resistance using the very same officers.

Tahir Habbush headed the Iraqi Intelligence Service that perfected the art of



DANZIGER
NYTS CWS www.danzigercartoons.com April 14 2004 1983

improvising explosive devices and using them to carry out assassinations. In the months prior to the U.S.-led invasion, he was ordered to blend his agents back into the Iraqi population so as to avoid detection by any occupying force.

The recent anti-American attacks in Fallujah and Ramadi were carried out by well-disciplined men fighting in cohesive units, most likely drawn from the ranks of Saddam's Republican Guard.

The level of sophistication should not have come as a surprise to anyone familiar with the role of the former chief of the Republican Guard, Sayf al-Rawi, in secretly demobilizing select Guard units for this very purpose prior to the U.S. invasion.

The transfer of sovereignty to the new Iraqi government of Iyad Allawi is a charade that will play itself out over the next weeks and months.

and with tragic consequences. Allawi's government, hand-picked by the United States from the ranks of anti-Saddam expatriates, lacks not only a constituency inside Iraq but also legitimacy in the eyes of many ordinary Iraqi citizens.

The truth is that there never was a significant people-based opposition movement inside Iraq for the Bush administration to call on to form a government to replace Saddam. It is why the United States has instead been forced to rely on the services of individuals tainted by their association with foreign intelligence services, or drawn from opposition parties heavily infiltrated by agents of Saddam's former security services.

Regardless of the number of troops the United States puts on the ground or how long they stay there, Allawi's government is doomed to fail. The more it fails, the more it will have to rely on the United States to prop it up. The more the United States props up Allawi, the more discredited he will become in the eyes of the Iraqi people — all of which creates yet more opportunities for the Iraqi resistance to exploit.

We will suffer a decade-long nightmare that will lead to the deaths of thousands more Americans and tens of thousands of Iraqis. We will witness the creation of a viable and dangerous anti-American movement in Iraq that will one day watch as American troops unilaterally withdraw from Iraq every bit as ignominiously as Israel did from Lebanon.

The calculus is quite simple: the sooner we bring our forces home, the weaker this movement will be. And, of course, the obverse is true: the longer we stay, the stronger and more enduring this byproduct of Bush's elective war on Iraq will be.

There is no elegant solution to our Iraqi debacle. It is no longer a question of winning but rather of mitigating defeat.

Scott Ritter, a UN weapons inspector in Iraq from 1991 to 1998, is the author of "Frontier Justice: Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America." This article was distributed by Global Viewpoint for Tribune Media Services International.

Iran dismissive about 9/11 report

From news reports

TEHRAN: Iran said Friday that questions from American investigators about its behavior before the Sept. 11 attacks were part of a U.S. cover-up to divert attention from failures in Iraq and Afghanistan.

Saudi Arabia, meanwhile, said it believed itself exonerated in conclusions drawn by the inquiry into the deadliest attack on American soil. The Sept. 11 commission said it had found no evidence the Saudi government directly contributed money to Al Qaeda or its Saudi-born leader, Osama bin Laden — a point that Prince Bandar, the Saudi ambassador to Washington, noted in a statement on an official Web site.

The Sept. 11 commission report on Thursday said there was strong evidence that Iran had "facilitated the transit of Al Qaeda members into and out of Afghanistan before 9/11, and that some of these were future 9/11 hijackers."

Former President Akbar Hashemi Rafsanjani of Iran told worshipers on Friday: "America has no choice but to blame another country for its failure in fighting terrorism and its failures in Afghanistan and Iraq."

The 567-page final report, issued unanimously by the 10-member commission, said there was no evidence that the Iranians had been aware of the planning for the attack. "At the time they

traveled through Iran, even the hijackers themselves were probably not aware of the full details of the plan," it said.

Rafsanjani, a top adviser to Iran's most powerful figure, Ayatollah Ali Khamenei, acknowledged that some Al Qaeda members might have crossed unnoticed over Iran's borders with Afghanistan.

"Suppose it is true that eight of them passed through Iran, but is it a case against Iran? How many other countries have they passed on their way to America?" he asked in a Friday prayer sermon in Tehran broadcast live.

Iran, largely Shiite Muslim, says it was always ideologically opposed to the Sunni Al Qaeda network and denies providing haven to Al Qaeda fugitives.

Rafsanjani, who leads Iran's top arbitration body, the Expediency Council, chided Washington for backing the Islamic militants to counter Iran's revolution. "America cannot evade its responsibility and blame others for its crimes. America created the Al Qaeda and Taliban to undermine us," he said.

The commission's report pointed to "deep institutional failings" and missed opportunities to thwart the hijackings by Al Qaeda, which killed almost 3,000 people in 2001.

As for Saudi Arabia, the Sept. 11 commission members said Saudi Arabia itself was threatened by the terror network, which accuses the Saudi royal

family of being insufficiently Islamic.

But the panel criticized what it saw as lack of Saudi cooperation with U.S. investigators of Al Qaeda before the 2001 attacks and called the kingdom "a problematic ally in combating Islamic extremism."

The commissioners said the United States must "confront problems with Saudi Arabia in the open and build a relationship beyond oil, a relationship that both sides can defend to their citizens and includes a shared commitment to reform."

The panel criticized the lack of Saudi cooperation with U.S. investigators of Al Qaeda before the attacks. It said that in late 1998, U.S. officials were denied permission to question an important Al Qaeda financial officer in Saudi custody, Madani al Tayyib.

In his government's first response to the report, Prince Bandar ignored the criticism.

In a statement on his embassy's Web site Thursday, he pointed to the commission's findings that the Saudi government had not directly contributed money to Al Qaeda or bin Laden and was pursuing the terrorist mastermind. Bandar said the panel "has confirmed what we have been saying all along. The clear statements by this independent, bipartisan commission have debunked the myths that have cast fear and doubt over Saudi Arabia." (Reuters, AP)

A Mossoul, mosaïque ethnique, on craint de plus en plus une « libanisation » malgré l'optimisme américain

MOSSOUL

de notre envoyé spécial

La grande métropole du nord de l'Irak n'a pas été épargnée par le chaos et les attentats, mais en com-

REPORTAGE

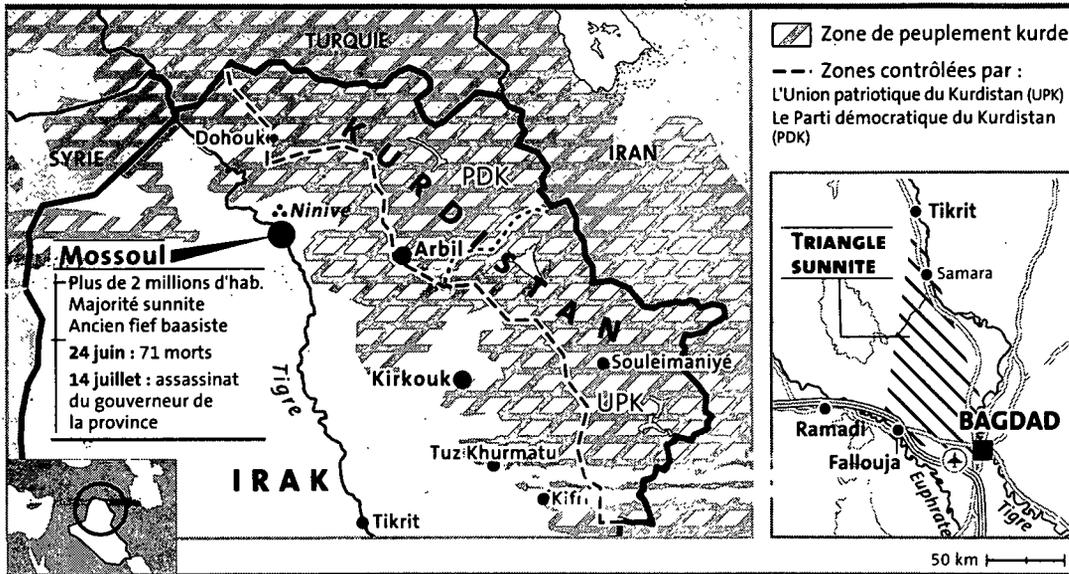
Le fragile équilibre intercommunautaire risque à tout moment de voler en éclats

paraison des violences du triangle sunnite, la troisième ville du pays, à majorité sunnite et ancien fief baasiste, était plutôt moins agitée jusqu'à présent. Depuis un an, cette cité de plus de 2 millions d'habitants, construite de part et d'autre du Tigre, à proximité de l'ancienne Ninive, capitale des rois assyriens au VI^e siècle avant Jésus-Christ, jouissait d'un calme relatif. Mais le 24 juin, une attaque cordonnée aux voitures piégées a visé quatre commissariats et l'académie de police, faisant 71 morts et provoquant l'inquiétude dans la population, véritable mosaïque ethnique et confessionnelle en bordure du Kurdistan et proche de la frontière syrienne.

Un peu moins d'un mois plus tard, le 14 juillet, Oussama Kachmoula, le gouverneur de la province de Ninive dont Mossoul est la capitale, a été assassiné sur la route de Bagdad. Deux doyens de l'université ont également été tués par balles. Des responsables politiques,

religieux, de la police et de l'administration ont été menacés de mort. Un gardien du siège du Front turkmène et un dirigeant politique ont été tués cette semaine. La plupart des 44 formations politiques que compte Mossoul ont décidé de renforcer leur protection. Après le 24 juin, appelé désormais « le jeudi noir », un couvre-feu a été instauré de 23 heures à 6 heures. La navigation sur le Tigre est interdite et les contrôles de la police et de la Garde nationale ont été multipliés de jour comme de nuit à l'entrée de la ville et sur les principaux axes. Et chacun de se demander si le fragile équilibre inter-communautaire ne va pas voler en éclats sous la pression conjuguée des criminels et d'une résistance multiforme, en lutte contre l'occupant mais dont l'objectif principal semble être une volonté de déstabilisation et dont les Mossouliotes sont les premières victimes.

Chacun se veut rassurant. A com-



mencer par Hazim Gallowi, responsable des relations publiques à la mairie, qui affirme que « la situation s'améliore de jour en jour, le commerce fonctionne et la police s'est renforcée et traque les voyous et les terroristes ». Il en veut pour preuve le nombre de promeneurs qui, le soir venu, se rassemblent dans les restaurants le long du fleuve. A la direction générale de la police, le lieutenant-colonel Abdel Azel énumère les succès et loue la coopération de la population grâce à la mise en place d'un téléphone rouge qui permet « de réduire l'insécurité, car Mossoul est une ville disciplinée

qui refuse de devenir le champ clos des malfaiteurs et des mercenaires, venus de l'extérieur pour régler leurs comptes avec les forces de la coalition ». Il estime même que sa ville est « un exemple d'efficacité » pour sortir le pays du « gouffre noir dans lequel veulent le plonger les forces du néant ».

« UN TOURNANT DANGEREUX »

Installés dans le palais de Saddam Hussein qui domine le Tigre, les Américains sont, eux aussi plutôt optimistes, même si, depuis le début de l'année, près de 800 attaques de toute nature ont été dénombrées. « Elles sont en déclin, précise le capitaine Joseph Piek. Elles sont passées de 5 à 7 par jour au début de l'année, à 3 ou 4 actuellement, grâce aux efforts des forces de sécurité irakiennes qui sont de plus en plus efficaces ». Il reconnaît néanmoins que « l'ennemi devient de plus en plus sophistiqué et déterminé et que la technique des bombes placées le long des routes s'est considérablement améliorée. Nous devons nous adapter et entraîner nos soldats

de façon permanente ». « Dans deux mois, Mossoul sera la ville leader pour la sécurité du pays », pronostique-t-il.

« L'avenir de Mossoul, c'est le brouillard », estime, en revanche, le patriarche chaldéen Faraj Rahho. « Personne ne sait ce qui va se passer. Jusqu'à maintenant la sagesse des Irakiens a prévalu, mais il y a une grande inquiétude, des risques de libanisation. J'ai déjà reçu sept lettres de menaces de mort et une grenade a été lancée dans mon église », s'inquiète cet archevêque. Le président de la Ligue des oulémas, cheikh Saleh Hamidi est inquiet lui aussi. « Nous vivons un tournant dangereux. Il faut éviter à tout prix l'éclatement de la mosaïque culturelle qui fait la richesse de Mossoul », insiste cet homme à l'imposante carrure.

« Les Américains ont pratiqué la pire politique et décuplé la haine. Ils tirent sur n'importe qui, comme si le sang irakien ne valait rien. Les Irakiens sont humiliés, volés par les GI et menacés de tous les côtés », note-t-il. Les Américains « forcent les portes sur la base de mauvais renseignements, violent l'intimité des gens, emprisonnent sans raison et après, ils disent "sorry". On en a marre des "mister sorry" ! C'est tout cela qui crée l'instabilité ». Cheikh Saleh Hamidi dénonce aussi ce qu'il appelle l'alliance des Américains avec les Kurdes et les visées de ces derniers sur la partie orientale de la ville.

Mossoul est tombée le 11 avril 2003, pratiquement sans combattre, mais des heurts violents ont opposés les Kurdes aux Arabes, car les premiers ont investi les bâtiments publics et les maisons vacantes. Ensuite, l'afflux des Kurdes a créé quelques tensions mais jusqu'à

présent les choses sont restées sous contrôle. Officiellement le Parti démocratique kurde (PDK) de Masoud Barzani ne revendique pas la partie orientale de la ville, mais sur certaines cartes, la frontière du Kurdistan commence à l'est du Tigre. « On ne peut pas le dire maintenant » avoue candidement Abdel Ghani Ali Yahya, du PDK, qui explique qu'historiquement son peuple a certains droits dans le gouvernement de Ninive. Les risques de « discorde ethnique » sont évidents pour Younis Hachim, du parti islamique irakien qui accuse les pays voisins de vouloir les attiser et les Etats-Unis de « ne rien faire pour les éviter. Si les frontières ne sont pas sérieusement contrôlées et si les interventions étrangères continuent, l'Irak sera libanisé », dit-il.

Michel Bôle-Richard

Le Monde

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 JUILLET 2004

TURQUIE Accident du train express : au moins 36 morts

Polémique autour du drame ferroviaire

LE FIGARO SAMEDI 24 - DIMANCHE 25 JUILLET 2004

Lise Pressac

Le bilan est très lourd. Au moins 36 personnes ont été tuées et 81 ont été blessées, jeudi soir, dans le déraillement d'un train express près de Pamukova, dans le nord-ouest du pays. La cause de l'accident n'a pas encore été clairement déterminée. De nombreux experts ont cependant critiqué ces nouveaux express, affirmant que l'état actuel des voies ne permettait pas aux trains de circuler à grande vitesse. « L'infrastructure était trop ancienne et n'a pu résister à la trop grande vitesse du train », a ainsi affirmé un ingénieur des chemins de fer sur place. Selon lui, le rapide roulait en effet à 140 kilomètres/heure sur une section de voie où les trains auparavant ne dépassaient pas 70 à 80 km/heure.

Le témoignage d'un passager conforte cette hypothèse. Le train « a tremblé à plusieurs reprises en prenant des virages et j'avais de la peine à me tenir debout lorsque je me suis levé pour aller à la voiture-restaurant », a ainsi affirmé Orcun Acabey. « Juste avant l'accident, notre voiture s'est mise à bouger violemment et à pencher sur la droite », a-t-il poursuivi. Après l'accident, « notre fenêtre était ouverte et nous sommes sortis par nous-mêmes en nous aidant les uns les autres. Nous avons eu de la

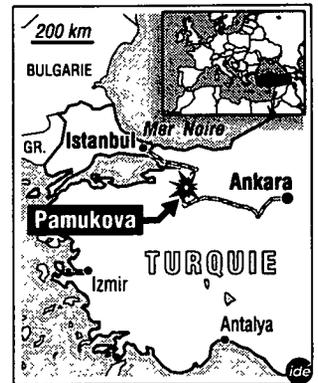


Après le déraillement du train Istanbul-Ankara, près de Pamukova dans le nord-ouest du pays, l'entretien des voies ferrées est sérieusement mis en cause. (Photo Hurriyet/AFP.)

chance dans notre voiture. Quand je suis sorti je ne pouvais pas voir la première et la deuxième voiture. La deuxième voiture était au-dessus de nous. C'était incroyable », a-t-il finalement déclaré. L'entretien des voies ferrées est lui aussi sérieusement mis en cause. « Les chemins de fer turcs sont négligés depuis cinquante ans. Le maintien technique est insuffisant », a ainsi affirmé le professeur Haluk Gercek, un expert en matière

de transports à l'université technique d'Istanbul. Le directeur des chemins de fer turcs a quant à lui rejeté, hier, l'hypothèse d'un sabotage mais assuré que les autorités examinaient « toutes les possibilités » et qu'une enquête déterminerait les causes de l'accident.

Mis en service le mois dernier, le service express entre Istanbul et Ankara permet de relier en cinq heures les deux principales villes du pays, distantes de



567 kilomètres. Le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait inauguré en grande pompe le nouveau service début juin, malgré les mises en garde d'experts affirmant que les voies ferrées, datant des années 1950, étaient inadaptées à des vitesses supérieures à 100 km/heure.

Unanime, la presse turque dénonce la négligence du gouvernement. Le journal *Vatan* comparait ainsi, hier, l'accident à un « assassinat ». « Massacre express », titrait pour sa part le quotidien *Sabah*, tandis que le journal populaire *Milliyet* accusait : « Ils sont morts au nom d'une opération de prestige. » « Dans un autre pays, le gouvernement démissionnerait », a déclaré pour sa part Deniz Baykal, dirigeant du principal parti d'opposition, au journal *Hürriyet*. « Plus d'une dizaine d'accidents ont déjà eu lieu sur cette portion du réseau depuis les années 50 mais on n'a jamais demandé à un gouvernement de démissionner », a rétorqué M. Erdogan.

International Herald Tribune
July 24-25, 2004

Government was warned before Turkish rail crash

From news reports

MEKECE, Turkey: Critics lashed out at the government Friday for ignoring warnings that old tracks were not designed to handle a new express train that derailed in northwestern Turkey, killing 36 people and injuring 81 others in one of the country's worst rail disasters.

The cause of the derailment was unclear, but officials ruled out sabotage. The disaster was a major embarrassment for the government, which dismissed concerns raised about the high-speed

train before service began last month.

Prime Minister Tayyip Erdogan angrily rejected calls on Friday to sack key officials. Asked by a reporter whether his transport minister would resign, Erdogan said: "Your question is the last thing that comes to mind. You can't ask such a question if you feel the pain."

He added, "Should the government resign after every accident?"

Paramilitary police Friday detained the train's conductor and his assistant for questioning, a police official said on condition of anonymity.

Engineers came forward after the ac-

cident on Thursday, saying they had warned the government numerous times that the old tracks along the Istanbul-Ankara line could not handle the new high-speed cars.

A spokesman for Turkey's railroads, who refused to be named, said it was not clear how fast the train had been going at the time of the crash. He said the speed limit near the crash site required the train to slow to 77 kilometers per hour, or 50 miles per hour, from a previous speed limit of 125 kilometers per hour.

At least four cars overturned near the small, rural village of Mekece. Most of

the damage was in two cars that crashed into each other.

Bodies lay near the tracks as searchers climbed on the overturned cars looking for survivors. Darkness hampered rescue operations. Soldiers searched the wreckage and treated the injured by flashlight.

There were conflicting reports of casualties. The Health Ministry and Transportation Ministry initially said that between 128 and 139 people had been killed. The ministries lowered the toll late Thursday to 36 without an official explanation. (AP, Reuters)

UNION EUROPÉENNE - TURQUIE

Les raisons de refuser la candidature d'Ankara

Au lendemain de la visite à Paris du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, dans le but de convaincre les sceptiques qu'Ankara est désormais prête à

PAR
ALEXANDRE DEL VALLE

intégrer l'Europe, le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union et sur les frontières de l'Union européenne mérite d'être poursuivi. Aussi est-il nécessaire tout d'abord de répondre aux principaux arguments des partisans de la candidature turque, puis d'expliquer quelles seraient les conséquences géopolitiques de l'adhésion d'Ankara.

Dire que la Turquie est historiquement européenne est aussi vrai que de dire que la France, en tant qu'ex-puissance coloniale, est africaine. La Turquie n'est pas plus européenne par sa géographie (excepté Istanbul et la Thrace) que par ses mœurs ou sa conscience civilisationnelle. Les Turcs se définissent comme un peuple asiatique dont l'Age d'Or est l'apogée de l'Empire ottoman, et si une faible minorité kémaliste ou issue des quartiers privilégiés d'Istanbul se sent européenne, les habitants des favelas d'Istanbul et des campagnes de l'Anatolie se reconnaissent plus dans le voisin irakien que dans les Européens du Nord ou même dans les Grecs chrétiens. La récente nomination d'un citoyen turc à la tête de l'Organisation de la conférence islamique (OCI, prosaoudienne), puis les propos irrédentistes inquiétants d'Erdogan accusant la Grèce de « persécuter les Turcs musulmans » de Thrace (1), ou encore la politique panturque d'Ankara en Asie centrale et dans le Caucase, montrent bien que la Turquie demeure ce pays « *dreaming west and moving east* ».

Invoquer l'« irréversibilité » de la candidature turque sous prétexte qu'Ankara a signé un

accord d'association en 1963, est membre de l'Otan et du Conseil de l'Europe, ou au titre d'une « promesse », ne tient pas. L'Otan et le Conseil de l'Europe ne sont pas des sas d'entrée dans l'Union. En réponse à la demande officielle d'adhésion d'Ankara (1987), qui fut rejetée, le Parlement européen avait voté une résolution - occultée aujourd'hui - exigeant en vain comme préalable la reconnaissance du génocide arménien, l'amélioration du sort des minorités, puis le retrait de Chypre. C'est donc Ankara qui n'a pas rempli ses obligations, et non

l'inverse. Loin d'être un dû, le processus d'intégration de la Turquie peut être interrompu à tout moment sur décision d'un Conseil européen, d'un rapport négatif de Bruxelles ou par le veto d'un Etat membre.

- Dire qu'il « faut » intégrer la Turquie afin de démontrer que l'Europe n'est pas un « club chrétien » et ne « rejette » pas un candidat islamique est absurde : demande-t-on à la Ligue arabe d'intégrer Israël ou l'Inde pour prouver qu'elle n'est pas un « club musulman » ? Ce mauvais procès renverse les rôles, car c'est à la Turquie de prouver qu'elle n'est pas un « club musulman » : il y a plus de Turcs de confession musulmane à Paris que de chrétiens dans toute la Turquie (100 000), pays musulman à 99 %.

- Dire que la Turquie demeure une « exception laïque » et un allié naturel contre l'islamisme, grâce à l'héritage d'Atatürk, est faux : la Turquie nouvelle autorise et réclame tout ce que rejetait Kémal : le voile, les partis islamiques, les confréries, les cours de religion obligatoires. Ses lois contre le blasphème condamneraient Atatürk lui-même ! Le kémalisme a connu un coup d'arrêt dès les années 50-60, avec les gouvernements Menderes et Demirel, et il est politiquement mort sous Turgut Ozal, ce grand artisan de la réislamisation qui abolit l'article 163 interdisant les partis islamistes. Comment peut-on soutenir qu'un pays dont 70 % des femmes sont voilées, dont l'Etat entretient 90 000 imams et des

milliers de mosquées, mentionne les religions sur les cartes d'identité, interdit la haute fonction publique et militaire aux non-musulmans, et qui est dirigé par un parti (l'AKP) issu d'un courant islamiste victorieux aux élections depuis le début des années 90, est encore un pays laïque ?

- On nous explique que les islamistes turcs au pouvoir sont des « modérés » et des pro-occidentaux qui maintiendront les liens avec l'Otan et Israël. C'est oublier les propos du ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, justifiant la polygamie devant un auditoire du SPD allemand, expliquant que « *la démocratie n'est pas un but mais un moyen* » (2). Les alliés américains savent eux aussi depuis la guerre d'Irak que la Turquie réislamisée ne coopérera plus jamais comme avant. D'autant qu'Erdogan a reproché à George Bush, lors du sommet de l'Otan de juin, sa politique « prokurde » en Irak (3), Ankara revendiquant une partie de ce pays au nom la même « politique des minorités » qu'elle invoque à Chypre ou en Thrace...

- L'intégration de la Turquie permettrait à celle-ci de « *poursuivre sa démocratisation* », nous dit-on. L'Union euro-

péenne est certes un espace de paix et de démocratie, mais elle est *située* du point de vue civilisationnel, donc naturellement « réservée » aux peuples de culture judéo-chrétienne marqués par la pensée gréco-latine et situés en Europe, ce qui fait déjà beaucoup de monde à démocratiser avant la Turquie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Russie étant infiniment plus européennes. Toute entité géopolitique doit avoir des limites claires, faute de quoi nous avons affaire à un phénomène néo-impérial ayant vocation à s'étendre à l'infini.

- Nos dirigeants ont-ils seulement conscience que la Turquie dans l'Europe deviendra l'Etat prépondérant de l'Union : dès 2020, Ankara disposera de 100 députés turcs majoritairement islamistes au Parlement européen (contre 72 pour la France et 98 pour l'Allemagne) ; sera la première puissance militaire et démographique de

l'Union (bientôt 100 millions d'habitants et 850 000 soldats) ?

L'entrée de la Turquie dans l'Union ouvrira la boîte de Pandore de l'élargissement. Pourquoi refuser ensuite les 200 millions de turcophones du Caucase et d'Asie centrale ou les Etats du Maghreb ? L'UE héritera de tous les contentieux géopolitiques (eau, frontières, minorités, etc.) que la Turquie entretient avec ses voisins. Sans oublier les trafics de drogue, d'armes et d'immigrés clandestins dont elle est une des plaques tournantes majeures. L'Union aura comme voisins directs l'Iran des mollahs et la Syrie, parraines du Hezbollah ; l'Irak du djihad anti-occidental d'al-Qaïda ; l'Azerbaïdjan et la Géorgie, points de passage des islamo-terroristes du djihad tchéchéne...

Malgré cela, les partisans de la candidature turque affirment que son intégration à l'UE nous permettra de conjurer le choc des civilisations et de combattre la menace islamiste !

L'Europe serait une chance pour la démocratie turque, nous dit-on. Elle sera surtout une chance pour les islamistes turcs, jusque-là condamnés à édulcorer leur programme et à subir l'alliance avec l'Amérique et Israël tant que les militaires contrôlent le pays. Ne serait-ce que pour préserver l'exception kémaliste tant invoquée par les turco-euphoriques, les dirigeants européens devront réfléchir à deux fois avant de déclencher un processus qu'ils ne maîtriseront plus.

* Essayiste. Vient de publier aux éditions des Syrtes :

La Turquie dans l'Europe, un cheval de Troie islamiste ?

(1) Agence Anadolu, 17 juin 2004.

(2) Gérard Croc dans la « *Revue des Deux mondes* », avril 2003.

(3) AFP, juin 2004.

26 JUILLET 2004

LE FIGARO

IRAK *Les Américains accusent l'islamiste jordanien de commander les opérations terroristes dirigées contre la coalition et la majorité chiite*

L'Iran allié objectif d'al-Zarqaoui

LE FIGARO LUNDI 26 JUILLET 2004

La stratégie de Téhéran en Irak est trop subtile pour que les Iraniens se compromettent ouvertement avec Abou Moussad al-Zarqaoui. Adeptes à ne jamais prendre George W. Bush de front, voici pourtant qu'ils semblent se rapprocher d'un homme que les Américains dénoncent comme le chef d'al-Qaida en Irak et qui a succédé à Saddam Hussein dans le rôle d'ennemi public numéro un.

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Charles Lambroschini

Les Américains attribuent à Abou Moussad al-Zarqaoui tous les mauvais coups de ces derniers mois : l'attentat qui, le 19 août 2003, tua Sergio Viera de Mello, le représentant spécial de Kofi Annan, avec 22 autres employés des Nations unies et obligea l'ONU à évacuer l'Irak ; l'opération suicide à Nasrya qui, le 12 novembre 2003, se solda par la mort de 18 soldats italiens ; l'explosion d'une voiture piégée, le 10 février 2004, qui faucha 53 recrues de la nouvelle armée irakienne. Et, pour chacun des quatre raids que l'aviation américaine a lancés depuis avril contre la ville de Faludja, tuant souvent plus de civils que de moudjahidins, l'excuse est toujours qu'il s'agit d'éliminer al-Zarqaoui. Résultat : sa tête a été mise à prix 25 millions de dollars, le même tarif que pour Oussama Ben Laden.

De leur côté les Iraniens, tous d'obédience chiite, reprochent à al-Zarqaoui de prendre pour cibles les villes saintes du chiisme, Nadjaf et Karbela. Pariant que le chaos ne peut qu'attiser la lutte à mort des islamistes contre les Etats-Unis, al-Zarqaoui chercherait à déclencher une guerre civile entre les sunnites, dont ce Jordanien est membre, et la majorité chiite. Ainsi, en mars, une série d'attentats suicides tuèrent 171 pèlerins chiites en une seule journée. Mais, plutôt que de pousser les chiites d'Irak à se venger, Téhéran tente de calmer le jeu. Le mois dernier, affirmant à Bagdad des sources américaines proches de la CIA, les services de renseignement iraniens auraient donc désigné un émissaire pour aller négocier avec al-Zarqaoui.

Ses liens avec l'Iran remontent à 2002 lorsque al-Zarqaoui, obligé de fuir l'Afghanistan après la victoire américaine, se retrouva assigné à résidence dans une villa de la banlieue de Téhéran. Les services iraniens l'encouragèrent à choisir comme nouvelle base d'opérations le bastion montagneux, dans le nord de l'Irak, d'où le groupe islamiste Ansar al-Islam harcelait le territoire autonome kurde que les Etats-Unis avaient pris sous leur protection. Al-Zarqaoui pourrait ainsi inscrire à son tableau de chasse quelques-uns des conseillers de la CIA qui encadraient les pechmergas des chefs kurdes concurrents Barzani et Talabani.

Dans la perspective de l'inter-

Vis-à-vis des chiites irakiens, l'Iran a la même démarche en crabe

vention attendue des Américains en Irak, les « services » iraniens offrent à al-Zarqaoui une assistance technique : de l'argent, des camps d'entraînement en Iran, des faux papiers et la garantie que, comme Téhéran, Damas laisserait ses militants circuler librement. Pendant l'hiver 2002, c'est via la Syrie qu'il retourna clandestinement dans sa Jordanie natale pour organiser l'assassinat à Amman du diplomate américain Laurence Foley. Mais al-Zarqaoui n'accepta que la moitié du marché : soucieux de garder son indépendance, il refusa les propositions de financement et de formation.

Après la victoire américaine contre Saddam, al-Zarqaoui s'empressa de revenir en Irak pour s'attaquer à l'occupant. Depuis, ses « exploits » servent parfaitement les objectifs de Téhéran : les Américains sont frappés

sans que l'Iran puisse être accusé de soutenir un autre fou de Dieu. Cette approche indirecte est typique de Téhéran. Il s'agit de favoriser l'enlèvement des Etats-Unis en Irak car George W. Bush aura alors trop à faire pour songer à envahir l'Irak comme ses conseillers néo-conservateurs persistent à en rêver. Mais l'Iran veut aussi dissuader les Etats-Unis de s'enraciner dans la région. Du coup, il faut appliquer à l'Irak la leçon que les Israéliens se résignèrent à tirer de leur « Vietnam ». N'est-ce pas l'escalade des pertes qui, au bout de dix-huit ans, les accula à l'évacuation du Liban ?

Vis-à-vis des chiites irakiens, l'Iran a la même démarche en crabe. La sensibilité religieuse que les deux pays ont en commun n'efface pas la différence ethnique. Lors de la guerre qui les opposa entre 1980 et 1988, l'Iran fut très déçu de constater que, loin de se rallier à la cause de l'ayatollah Khomeyni, les Irakiens réagirent selon les vieilles lignes de fracture de l'Histoire : contre la Perse, ils se battirent en Arabes. Surtout, il y a deux Vatican : contrairement à l'école de Qom, en Iran, celle de Nadjaf en Irak, dont l'ayatollah Sistani est l'inspirateur incontesté, entend séparer le Coran de l'Etat. Après des élections théoriquement prévues pour janvier 2005, l'instauration à Bagdad d'un pouvoir chiite, mais laïc, risquerait d'avoir un impact négatif à Téhéran où les mollahs n'ont aucunement l'intention de céder la place aux civils.

Téhéran ne pouvait donc admettre que al-Zarqaoui gâche sa savante partie d'échecs. Les « services » iraniens ont soudain changé de ton, lui adressant des messages menaçants. S'il ne voulait pas s'exposer à d'impitoyables représailles, il devait aussitôt arrêter son offensive contre les chiites. Mais, au lieu de s'incliner, al-Zarqaoui multiplia les actes de violences et intensifia sa propagande anti-ira-

nienne. Finalement, les « services » ont préféré plier que rompre. Il n'est plus question de punir al-Zarqaoui.

Bien au contraire ! Toujours d'après les mêmes sources américaines, l'émissaire que Téhéran lui envoie a pour instructions de faire des propositions améliorant encore le contrat d'origine. Outre le renouvellement de l'offre d'assistance financière et de camps d'entraînement, l'Iran accepterait que les djihadistes d'al-Zarqaoui opèrent sans interférence sur son territoire et qu'ils franchissent librement les frontières du pays avec les trois voisins les plus intéressants pour al-Zarqaoui : l'Irak, le Pakistan et l'Afghanistan. En échange, Téhéran demande seulement que al-Zarqaoui renonce à s'en prendre aux chiites.

Ce double jeu permanent de l'Iran est forcément ambigu. Sans illusions sur leurs chances de transformer l'Irak en satellite, les Iraniens manœuvrent pour assurer leur influence sur ce futur pays frère. Ils ont encouragé la dissidence de Moktada al-Sadr qui, les armes à la main, a prouvé aux Américains, autant qu'à Sistani, partisan de patienter jusqu'au scrutin, que, dans l'Irak de demain, le poids politique ne se mesurera pas seulement au nombre de bulletins de vote. La démonstration achevée, les Iraniens ont conseillé à leur poulain de rentrer dans le rang.

Face aux Américains, l'habileté de Téhéran se trouve également limitée par les contradictions qu'engendrent ces zigzags. Naguère accusé par George W. Bush de constituer, avec l'Irak de Saddam Hussein et la Corée du Nord, le troisième pilier de « l'axe du Mal », l'Iran prétend rompre avec son passé d'« Etat voyou ». Le guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a refusé de donner aux Volontaires du martyr, un mouvement d'islamistes iraniens, la permission qu'ils lui demandaient d'aller combattre en Irak. Mais les autorités de Téhéran fermeraient les yeux sur l'intervention de volontaires plus discrets. Le 6 juillet, le ministre irakien de l'Intérieur an-

nonçait que deux Iraniens avaient été capturés, dans la banlieue ouest de Bagdad, alors qu'ils circulaient à bord d'une vieille Volkswagen chargée d'explosifs. Les deux hommes avouèrent avoir déjà fait sauter

plusieurs voitures piégées. Le chassé-croisé des complots est devenu si compliqué que nombre de spécialistes du renseignement s'interrogent sur la véracité du portrait d'al-Zar-

qaoui. Ils se demandent comment ce petit voyou, qui dut à un trafic de drogue son premier séjour dans une prison jordanienne, a pu se recycler en véritable général du terrorisme. Que

les Iraniens en aient fait le même superman que les Américains finit par créer le soupçon d'une manipulation : pour légitimer une guerre, la meilleure recette n'est-elle pas d'encenser l'allié et de diaboliser l'ennemi ?

M. Allaoui dément la présence d'Israéliens au Kurdistan

« Il y a le Mossad » et « des organisations humanitaires », affirme un dirigeant du Front turkmène

POUR LA DEUXIÈME fois en quarante-huit heures, le premier ministre irakien Iyad Allaoui a formellement démenti, samedi 24 juillet, les informations selon lesquelles des agents israéliens se trouveraient au Kurdistan irakien. « Il n'y a pas d'Israéliens en Irak. Je démens formellement ces rumeurs », a déclaré M. Allaoui lors d'une conférence de presse, à Damas, en compagnie de son homologue syrien, Naji Al-Otri. Il avait déjà fait une déclaration en ce sens jeudi au Caire, après un entretien avec le président Hosni Moubarak. « L'Irak n'acceptera jamais que son territoire soit utilisé contre les frères arabes et musulmans [et] se mettra au service de la région [pour contribuer à y instaurer] la paix, la stabilité et le progrès », avait-il dit.

Le même jour, le ministre irakien des affaires étrangères, Hoshiyar Zibari, avait, lors d'une réunion dans la capitale égyptienne avec ses homologues des pays voisins de l'Irak (Turquie, Iran, Syrie, Jordanie, Koweït et Arabie saoudite) et de l'Égypte, invité ces derniers à « *dépêcher sur place des experts chargés de constater qu'aucun individu, institution ni*

société israéliens ne sont présents dans le nord de l'Irak ». D'après le chef de la diplomatie égyptienne, Ahmed Abou 'Al-Ghaïth, tous les participants à la réunion, en particulier les ministres iranien et turc, avaient de fait exprimé une « *grande inquiétude* » quant à une éventuelle présence israélienne dans le nord de l'ancienne Mésopotamie.

« FORMATION DE COMMANDOS »

Dans un article dont le contenu était puisé à plusieurs sources haut placées, publié en juin, le journaliste américain Seymour Hersh rapportait, dans *The New Yorker*, que des « *agents militaires et des services de renseignement israéliens opèrent tranquillement au Kurdistan, où ils assurent la formation d'unités de commandos kurdes et (...) mènent des opérations secrètes dans les zones kurdes, en Iran et en Syrie* ».

Ils opèrent sous une couverture d'hommes d'affaires, et certains d'entre eux ne sont pas porteurs de passeports israéliens, ajoutait-il, en précisant que le porte-parole de l'ambassade d'Israël à Washington a balayé ces informations comme étant « *tout simplement fausses* », tandis que les responsables kurdes irakiens, d'une part, un porte-paro-

le du département d'Etat américain, de l'autre, ont refusé de les commenter. En revanche, un « *important responsable de la CIA a reconnu (...) qu'il y avait effectivement des Israéliens au le Kurdistan* » et que leur présence « *était largement connue de la communauté américaine du renseignement* ».

A Mossoul, la métropole du nord de l'Irak, nombreux sont ceux pour qui la présence d'Israéliens au Kurdistan ne fait aucun doute. « *Bien sûr qu'il y a des Israéliens au Kurdistan. Tout le monde le sait. Il y a le Mossad, mais aussi des organisations humanitaires, notamment dans le village chrétien d'Ain Kava, près d'Erbil. Ils collaborent dans tous les domaines, notamment le déminage, l'assistance médicale, le renseignement* », affirme Sabah Mahmoud, du Front turkmène irakien.

« *Les Kurdes eux-mêmes disent qu'il y a des Israéliens chez eux* », déclare Nourredine Al-Hiali, du Parti islamique irakien. Les Israéliens veulent « *diviser l'Irak en encourageant les Kurdes à l'indépendance. Il y a de nombreux juifs kurdes en Israël. C'est pourquoi il y a une coopération, ajoute-t-il. Cela ne date pas d'aujourd'hui, mais du*

temps du père de [Massoud] Barzani [le chef du Parti démocratique du Kurdistan, PDK]. Depuis 1991 [après l'imposition d'une zone de protection pour les Kurdes dans une partie du Kurdistan par la coalition des pays alliés contre le régime de Saddam Hussein], ils peuvent revenir plus facilement. La semaine dernière, cinq véhicules ont été interceptés en Jordanie avec des Israéliens. Les Kurdes eux-mêmes reconnaissent qu'ils ont des relations avec Israël. Il y a longtemps que ce n'est plus un secret. »

Abdel Ghani Ali Yahyadou, membre du PDK, déclare pour sa part n'avoir « *pas vu d'Israéliens. Mais, précise-t-il, il y a des Kurdes qui ont des mères juives, qui ont émigré en Israël et qui reviennent. Pourquoi ? Je ne le sais pas. Ce que je sais, c'est que les Turcs ont averti Israël de ne pas intervenir au Kurdistan. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'espions, mais ils ne sont pas dans les écoles de police ni dans l'armée. Les réseaux d'espions israéliens ont survécu dans tout l'Irak. En 1968, quatorze ont été pendus.* »

Michel-Bôle Richard
(à Mossoul)
et Mouna Naïm

Les enlèvements s'intensifient en Irak

Après le kidnapping de deux Jordaniens, le nombre d'otages s'élève à vingt.

L'Irak est entré à nouveau dans la spirale des enlèvements alors que la violence ne baisse pas d'intensité. Deux chauffeurs jordaniens ont été kidnappés hier, peu après que des militants islamistes ont annoncé détenir deux Pakistanais et un Irakien, ce qui porte à plus de 20 le nombre d'otages. Les trois nouveaux captifs travaillaient pour une firme saoudienne. Dans un commu-

niqué, l'Armée islamique en Irak, un groupe armé inconnu menace d'exécuter les deux Pakistanais, un technicien et un chauffeur, les accusant de collaboration avec les forces américaines. Le sort de sept autres otages - des chauffeurs de camion trois Indiens et trois Kényans - capturés la semaine dernière demeure incertain. Le groupe qui détient les sept hommes et menace de les exécuter un par un a une

nouvelle fois repoussé son ultimatum, sans donner de nouveau délai, pour permettre la poursuite des négociations. En revanche, le diplomate égyptien enlevé vendredi a été libéré hier soir, selon Al-Jezira. A Bagdad, un colonel du ministère de l'Intérieur, Moussab al-Aouadi, chargé des relations

avec les tribus, a été abattu en plein jour par des inconnus, et l'explosion d'une voiture piégée a fait un blessé. A Mossoul, dans le Nord, quatre Irakiens, dont le kamikaze, ont trouvé la mort lors d'un attentat devant l'aéroport où est située une base américaine. La veille, le frère d'une députée jordanienne, Narimane al-Roussan, avait été assassiné dans la ville. A Bassora (Sud), deux Irakiennes employées à l'aéroport

utilisé par l'armée britannique ont été tuées et deux autres blessées par des tirs. Pour le ministre irakien de la Défense, Hazem Chaalane, l'Irak, qualifié de « *premier ennemi de l'Irak* » dans un entretien au *Washington Post*, est en grande partie responsable de cette situation. « *L'Irans'ingère afin de tuer la démocratie* », a-t-il estimé, accusant Téhéran d'avoir « *pris le contrôle de postes frontalières irakiens, envoyé des espions et des saboteurs et infiltré le nouveau gouvernement* ». A Damas, le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh, a estimé que ce nouveau gouvernement irakien était « *en partie légitime* » parce que « *l'ONU a joué un rôle dans sa formation* ». ♦

D'après AFP

Ces artistes étrangers qui ont choisi la France : Seyhmus Dagtekin. Le poète et romancier, né et élevé dans un village du Kurdistan turc, vit à Paris depuis 1987. Il ne s'y sent pas en exil

Les mots libres de Seyhmus Dagtekin, pacifique contrebandier de la langue

NAÎTRE ICI, vivre là, grandir dans une langue, écrire dans une autre : le chemin du poète et romancier Seyhmus Dagtekin est une suite de passages, depuis sa naissance, en 1965, dans un village kurde du sud-est de la Turquie, jusqu'à sa vie actuelle d'écrivain parisien. Un itinéraire d'artiste toujours méfiant à l'égard des destins figés, des identités assignées. « *Personne n'est défini une fois pour toutes par des limites de langue, de territoire ou d'appartenance. Chacun est en devenir. Chacun peut exister dans une langue autre que celle de son origine.* »

Les hommes de son village vivaient, pour beaucoup, de contrebande, chevauchant la nuit à travers les frontières afin de se procurer les mille et un produits manquant dans ces vallées pauvres. Seyhmus Dagtekin est un contrebandier pacifique, qui chevauche dans la nuit de la littérature pour ouvrir le monde. « *L'univers d'aujourd'hui est plein de frontières et de toutes sortes de barrières. On vient d'une culture, d'une langue, d'un pays. Alors on ne pourrait pas se glisser dans ceux des autres. Je ne partage pas cette conception. L'autre ne m'est pas étranger, mais seulement inconnu. D'inconnu, il peut me devenir connu, si j'en fais l'effort.* »

L'écrivain a grandi dans une bourgade de montagne au mode de vie quasi autarcique. « *Jusqu'à 10 ans,*

j'ai vécu au village, où il n'y avait ni voiture, ni télévision, ni radio. Deux fois par mois, on descendait au marché acheter le thé et les victuailles », se souvient-il. Cette enfance, il la raconte – en français – sans nostalgie dans son premier roman, *A la source, la nuit*, paru cet hiver (« *Le Monde des livres* » du 5 mars).

Au village, l'écrit n'existe pas, sauf sur les emballages d'aliments ou sur les paquets de cigarettes arrivés en contrebande des pays arabes voisins. Le kurde, unique langue des villageois, est interdit par l'Etat turc. Pendant la petite enfance de l'auteur, seuls deux hommes, dont son père, parlent le turc et lisent l'alphabet latin. Les années fastes, les paysans font appel à des lettrés pour diriger les prières du ramadan. Ils apportent le livre sacré, écrit en arabe que nul villageois ne sait déchiffrer. Mais l'Etat turc construit une école et nomme un instituteur vers 1970, et l'enfant appartiendra à la première génération scolarisée du village.

Ce passage en entraînera d'autres – vers la langue turque, vers l'université à Ankara. Seyhmus Dagtekin y fait des études de journalisme et d'audiovisuel.

Entre-temps, l'un de ses frères est parti travailler en France comme ouvrier dans l'industrie lorraine. « *En 1974, il a fait partie de la dernière*

Dans ses recueils de poésie, les femmes se prénomment Agnès ou Cécilia, les lieux évoqués sont Montmartre, Belleville ou les monts d'Arrée

re vague de travailleurs immigrés recrutés par contrat dans leur pays. » En 1987, Seyhmus rejoint son frère aîné, pour compléter ses études universitaires. Il « *naît au français* », selon l'expression qu'il aime utiliser.

Au cours intensif du début à Nancy succèdent des études de cinéma à Paris. Ces années-là, la répression turque dans les régions kurdes est d'une extrême violence. « *Je ne suis pas un militant, mais j'ai la conscience de mon appartenance. Je ne me voyais pas faire mon service militaire dans une armée qui menait la guerre contre mon peuple. Je suis resté en France pour éviter d'aller à l'armée, puis je me suis enraciné. Je me suis replanté dans le terreau de la langue française, mais je reste l'arbre que j'étais.* »

Seyhmus Dagtekin n'a jamais écrit dans sa langue maternelle, interdite à l'oral comme à l'écrit. Les romanciers kurdes les plus connus, comme Yacher Kemal, écrivent en turc. L'adolescent suit ce chemin, pour ses premiers textes. Quatre ans à peine après son arrivée en France, il commence à écrire en français.

D'entrée, il choisit la poésie, sans doute la porte d'accès la plus difficile pour un étranger : elle exige, plus encore que la rédaction d'un essai ou d'un livre document, une appropriation de la langue, un travail d'émancipation.

Dans ses quatre recueils de poésie, les femmes aimées se prénomment Agnès ou Cécilia, les lieux évoqués sont Montmartre, Belleville ou les monts d'Arrée. « *Je ne me sens pas en exil, je me place pas comme étranger* », affirme l'auteur.

Son premier roman plonge au contraire dans l'enfance. Il apporte des éclairages sur la vie dans ces villages reculés. Mais c'est toujours l'écriture qui prime, le choix d'un angle serré, d'une langue poétique qui suggère plus qu'elle ne démontre. Fait rare sous une plume turque, un passage évoque le génocide des Arméniens de 1915 et la participation de Kurdes aux massacres.

Aujourd'hui, l'écrivain est ancré dans la vie littéraire française. Il n'est plus retourné en Turquie depuis douze ans, où il reste en délicatesse avec les autorités, suite à son refus d'effectuer son service militaire. L'artiste va demander sa naturalisation française, bien que l'idée de frontières lui reste étrangère. « *Quand je suis arrivé en France, je déchiffrais Les Fleurs du mal, à l'aide du Petit Larousse. J'étais profondément touché et je ressentais comme une appartenance immédiate. Je ne suis pas venu avec mes limites. Je suis venu comme un territoire ouvert.* »

Catherine Bédarida



Le Monde

27 JUILLET 2004

Iraq delays conference; 5 more hostages seized

By Ian Fisher and Somini Sengupta

BAGHDAD: Iraq postponed on Thursday one of its first steps toward democracy and national reconciliation, as the epidemic of kidnappings widened still more, with insurgents announcing that they had kidnapped five more foreign hostages.

In the last week, kidnapping has become a major tactic in the war here, with about 20 people taken hostage since the Philippine government withdrew its troops from Iraq last week to spare the life of a Filipino truck driver.

The day after two Pakistani workers were executed, a group calling itself the Death Squad of the Iraqi Resistance said Thursday that it had kidnapped four Jordanians and would take appropriate measures if the transport company they worked for did not shut down operations in Iraq, according to a videotape delivered to Dubai Television.

Also Thursday, a group led by the Jordanian militant Abu Musab al-Zarqawi said it had kidnapped a Somali truck driver and threatened to behead him if the Kuwaiti company he works for does not also shut down operations.

Meantime, a group that kidnapped seven other truck drivers last week released a videotape showing a rifle pointed at the head of one of the terrified hostages, an Indian, dressed in an orange prison jumpsuit like the ones worn by several hostages who were later executed. A voice on the videotape threatened to kill the hostage within 24 hours unless the captors' demands, including that the hostages' Kuwait employer shut down operations in Iraq, were not met immediately.

"If no one responds to us, we will slaughter one of the hostages Friday, July 30 at 7 p.m.," said a voice on the tape. A group calling itself the Bearers of the Black Banners has claimed responsibility for the kidnapping, of three Indians, three Kenyans and one Egyptian.

The recent spate of kidnappings has added yet another dimension of tension for the hundreds of thousands of foreigners in Iraq, from soldiers to diplomats to drivers and manual laborers from poor countries.

It has emerged as a major challenge to the young government of Prime Minister Ayad Allawi and the American forces in Iraq, one that reverberates down to the scores of companies doing business here and to the hostages home countries.

It has also confounded earlier assumptions about what lines insurgents here might not cross: Many of the hostages, like their abductors, are Muslims.

And it seems to be having some suc-



Ayman Dyab/Associated Press

Colin Powell and Abdullah Al-Ahmed, with Kuwait's Foreign Ministry, on Thursday.

cess: Several companies have pledged to stop working in Iraq, and on Thursday a notice went out in the Green Zone, the heavily fortified main headquarters for U.S. officials in Iraq, saying that meal service was being cut back to military rations and cold cuts due to unforeseen circumstances.

An American official said that the reason was that Pakistani workers in the Green Zone had gone on strike Thursday after the two Pakistani hostages were executed the day before.

The postponed conference was to begin on Saturday, and was aimed at selecting a 100-seat interim council to

serve as one branch of the new interim Iraqi government. Some 1,000 delegates from around the country were scheduled to converge on Baghdad for the conference.

Fuad Masum, the conference's organizer, said it was being postponed at the request of the United Nations, which has worried that several key groups in Iraq had refused to take part and that not enough Iraqis knew about it yet for it to gain broader legitimacy.

Earlier this week, Masum had announced that the conference would go forward despite the UN officials' concerns. But he said Thursday that he believed the postponement would in fact, allow time for broader participation.

Late on Thursday, a U.S. air strike destroyed a building in Falluja, Reuters reported, citing local residents. There was no immediate word on casualties.

Before the air strike, U.S. forces had battled with guerrillas on the eastern edge of the city, the agency said.

The New York Times

■ Allawi calls for Islamic force

Prime Minister Allawi urged Islamic countries Thursday to "stand as one group" against terrorists and backed formation of a Saudi-led Muslim force to help stabilize his country, The Associated Press reported from Jidda, Saudi Arabia.

In London, an Arab League official said any such force would only be acceptable if ordered by the UN Security Council and linked to a specific timetable for withdrawal of U.S. forces from Iraq.

With Secretary of State Colin Powell standing at his side, Allawi voiced support for the Saudi initiative, under which Muslim countries would contribute to the new force.

Under the Saudi proposal, Arab and Muslim countries that do not border Iraq would be invited to contribute. Iraq believes involvement by its immediate neighbors in the country's security could ultimately lead to political conflicts with them.

"We look forward to the contribution of the Arab and the Islamic states with the exception of the neighboring states," Allawi said.

Powell welcomed the Saudi initiative and said the time may be ripe for a more active role by Arab and Muslim countries based on the handover of sovereignty to Allawi, along with the approval of a Security Council resolution that gives legitimacy to his government.

International Herald Tribune
July 29, 2004

Iraq bomber takes a devastating toll

Deadliest blast since power handover kills scores of civilians at police station

By Khalid al-Ansary and Ian Fisher

BAQUBA, Iraq: As many as 70 people were killed Wednesday after a suicide bomber detonated an explosive-packed sedan on a busy street here.

The attack was apparently aimed at new police recruits, but it killed scores of ordinary Iraqis shopping or waiting in morning traffic.

About 55 people were wounded, the Iraqi Ministry of Health reported.

It was one of the deadliest single attacks in the country and by far the worst since Iraqis took over sovereignty from the American occupation on June 28. Earlier, the American military put the count from the bombing far lower, saying 45 had died and 98 had been wounded.

Violence flared around Iraq on Wednesday. At least 35 insurgents were killed in a raid involving Iraqi and foreign troops south of Baghdad, the Polish military reported, while in Ramadi, to the west, insurgents attacked several American bases.

Witnesses said several people were killed in central Baghdad after a projectile struck a residential street.

Two American soldiers were also reported killed, one by another car bomb on Wednesday, the other by a roadside bomb the day before.

Since the handover of sovereignty, insurgents have staged scores of attacks, kidnappings and assassinations against the new interim government, which they do not view as legitimate.

But the scale of the bombing on Wednesday seemed to signal a willingness by the insurgents to attack Iraqis with the same ferocity as they have Americans — and it may force the new prime minister, Ayad Allawi, into stiffer and more concrete action against them.

Allawi, who is traveling in the Middle East, did not release a statement on the bombing.

The bomb exploded at about 9:30 a.m. in this restive city north of Baghdad. Witnesses said a Daewoo sedan pulled up near a crowd of men seeking jobs at the main police station. The blast ripped into the line of recruits, shattered windows and crumbled concrete along a row of shops.

Television footage showed scores of burning bodies, and a hospital morgue overflowed with corpses, some of chil-

dren, covered with blankets and cardboard boxes.

Twenty-one people, the police said, were killed in a minivan directly behind the sedan — everyone inside except for Hussein Aziz, who was collecting fares near the bus's open door.

"All of sudden it went off," Aziz said, lying in a bed at Baquba Hospital, suffering from chest wounds and several broken bones.

In another bed at a hospital overwhelmed with the wounded and grieving, anxious families, Wael Mahmud, 21, said he was among the crowd of men seeking police jobs, some of them waiting for interviews, others handing in applications.

"I heard a heavy, roaring sound — and then I felt nothing," he said.

Baquba has been the site of repeated bombings in recent months, including one amid a simultaneous set of attacks on June 24 in which about 90 people were killed in several Iraqi cities.

Like many Iraqi police stations, a favored target of militants, the one in Baquba is protected by a huge concrete blast wall, which prevented any damage to the station, even as the bomb tore in-

to shops, cars and people on the street.

Attacks on the police have become so frequent, several residents said, that they had been afraid that the line of recruits on Wednesday might become a target.

Walid Khalid, 30, one of the recruits, said that a police officer even warned them about the danger. "One of the officers came along and advised us not to gather in front of the station because we were an easy target for the terrorists."

The bombing came three days before a huge national conference is scheduled in Baghdad, in which 1,000 delegates will gather to select a 100-seat interim council — an important step in the development of the interim government. Iraqi officials have worried about a rise in violence around the time of the conference, or directly on the delegates themselves, as a way both to wound and to challenge the young and fragile government.

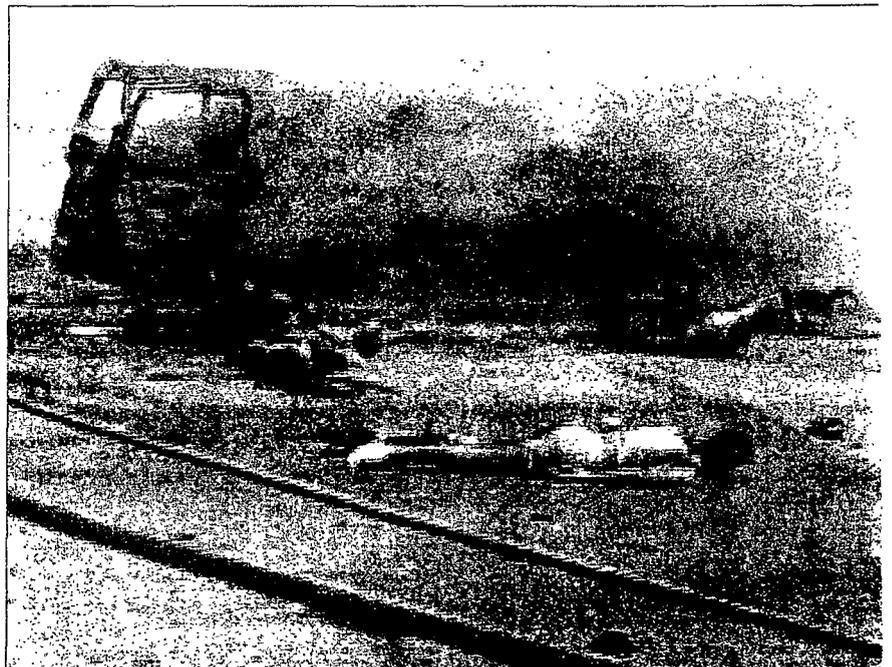
Allawi, the prime minister, has said that his first order of business is to crack down on insurgents. While Iraqi security forces have carried out many patrols and raids in recent weeks, he has not yet put into action tougher measures available to him.

Soon after taking power, the government approved a broad emergency security plan allowing for curfews, the banning of groups considered seditious and the holding of suspected insurgents.

In Egypt on a visit, the U.S. secretary of state, Colin Powell, denounced the bombing as an attempt "by murderers to deny the Iraqi people their dream of a peaceful country that rests on a solid foundation of freedom."

Powell is to meet with Allawi in Saudi Arabia on Thursday.

The New York Times



Bodies near the shell of a bus after a suicide car-bomb attack in Baquba, north of Baghdad, on Wednesday. The attack was aimed at police recruits but killed many bystanders.

Après deux jours de réunion au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles

Accord sur une mission de l'Otan en Irak

Bruxelles :
de notre correspondante
Alexandrine Bouilhet

Les pays membres de l'Otan devaient parvenir à un accord, hier soir, à Bruxelles sur l'envoi dans les prochains jours d'une « mission préparatoire » de l'Otan en Irak. Après deux jours de réunion difficile au siège de l'Alliance, un compromis était en passe d'aboutir, hier matin, entre Américains et Français, au grand soulagement des autres les délégations. D'après le projet de conclusion, une avant-garde composée de 20 à 30 officiers de l'Otan partirait dès la semaine prochaine à Bagdad. Cette équipe d'experts serait chargée de « fixer les priorités » pour l'entraînement des forces de sécurité ira-

kiennes. Elle serait mise à la disposition du ministère de la Défense irakien jusqu'au 15 septembre à Bagdad, afin de les « préparer à recevoir une éventuelle assistance de l'Otan ».

Cet accord à l'arraché, qui a fait l'objet de nombreuses moutures nocturnes, permet aux Etats-Unis et à la France de sauver la face. Conformément aux vœux de Jacques Chirac, il n'y aura pas de planté de drapeau de l'Otan en Irak. La mission allée sera exploratoire et non définitive, avec une nouvelle décision sur le programme de formation allié, après le 15 septembre à Bruxelles. Même s'ils n'ont pas obtenu gain de cause sur l'attribution d'un rôle majeur à l'Otan, les Etats-Unis peuvent se féliciter d'avoir fait plier Paris sur l'envoi d'une mission d'entraînement de l'Alliance dans les prochains jours à Bag-

dad. Dans ce bras de fer diplomatique entre Paris et Washington, deux détails techniques ont compliqué les pourparlers alliés.

Le premier concerne les modalités du commandement militaire de la mission de l'Otan sur place. Alors que les Etats-Unis, et notamment le Pentagone, insistaient pour confier cette tâche au général George Caisey, le plus haut gradé américain en Irak, patron de la force multinationale, la France, suivie par l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce et la Belgique, s'est opposée à cette « double casquette » Otan-Etats-Unis. Pour le « camp de la paix », une telle initiative reviendrait à placer l'Otan sous la tutelle de la coalition anglo-américaine en Irak, ce qui lui paraît « inacceptable » politiquement. La deuxième pierre d'achoppement entre alliés est

financière. Les Américains comptaient sur un financement conjoint de la mission d'entraînement en Irak, obligeant ainsi les 26 membres de l'Alliance à passer à la caisse. « C'est toujours la même histoire : ils veulent faire payer leurs caprices par les autres », remarque un diplomate de la Vieille Europe. « Or, il n'y a aucune raison que les pays qui font déjà de la formation d'Irakiens en bilatéral payent deux fois. »

L'Allemagne et le Canada, notamment, assurent déjà une formation coûteuse des forces irakiennes, dans les Emirats et en Jordanie. La France, elle, ne s'est jamais opposée à ces formations bilatérales, surtout lorsqu'elles ont lieu hors d'Irak. Paris envisagerait même d'entraîner des gendarmes irakiens, dès cet automne, sans doute en Jordanie.

France resists U.S. pressure on training Iraqis

From news reports

BRUSSELS: NATO struggled Wednesday to overcome trans-Atlantic differences on a promised training mission for Iraqi forces, with France resisting U.S. pressure for a prominent alliance role inside Iraq.

Two lengthy, closed-door debates failed to bridge differences, but NATO officials said ambassadors would reconvene Thursday with the supreme allied commander in Europe, General James Jones of the United States, once again lending his weight at the table.

Secretary General Jaap de Hoop Scheffer was pushing the 26 countries of the North Atlantic Treaty Organization to reach a decision this week on how to carry out the training missions agreed to by leaders at their summit meeting a month ago.

"We are now in a phase internally where we are ready to finalize the package," one official said, adding that there

were "some political issues."

These difficulties echoed the alliance crisis before the Iraq war, when France, joined for a time by Germany and Belgium, blocked agreement for weeks on defensive aid to Turkey because of their opposition to U.S. military action.

That decision went through only after it was moved to NATO's military

command structure, which France pulled out of in the 1960s.

Both sides have sought in recent months to put the past behind them, yet irritants keep surfacing.

France notably opposes training inside Iraq.

Germany and Belgium are not enthusiastic about a NATO training mission in Iraq but have made it clear they would not stand in the way of the majority.

"France's position has not changed," a Foreign Ministry spokeswoman in Paris said. She referred to comments made in Istanbul by France's president, Jacques

Chirac, that NATO could offer support to individual nations wanting to train Iraqi troops but that "a NATO presence in Iraq" was out of the question.

Diplomats said Paris was determined not to hand President George W. Bush a show of international support for his Iraq policy before the Republican Party's national convention, which opens at the end of August.

Chirac, a leading opponent of the U.S.-led war with Iraq, has suggested the training be carried out outside the country or bilaterally by individual nations to avoid a visible NATO presence inside Iraq.

The Bush administration, eager to demonstrate international backing for its Iraq policy, would prefer a major mission in Iraq under NATO command.

Diplomats said France pushed for sending another fact-finding mission of 30 to 40 NATO military experts to Iraq. That was one of the options contained in a report from the first such mission, headed by Admiral Greg Johnson of the United States, which traveled to Baghdad early this month to assess training needs. But backers of quick action think another mission is unnecessary.

Diplomats said the sticking point was whether the training mission would involve a visible NATO presence on the ground in Iraq, as sought by the U.S. administration.

Earlier this month, Iraq's interim foreign minister, Hoshyar Zebari, part of the Iraqi administration that took over last month, urged NATO to make good quickly on its promise to train security forces. Zebari said the authorities were "in a race against the clock" in their effort to assure stability.

Crime has soared in Iraq since the U.S.-led invasion as convicts, freed by Saddam Hussein, roamed free, creating deep insecurity. Criminals seized Iraqis for ransom, and terror networks beheaded foreign hostages for political reasons.

(AFP, AP, Reuters)

Un mois après le transfert de pouvoir, l'Irak a connu une de ses journées les plus violentes

Plus de 120 personnes ont péri en vingt-quatre heures, dont 70 dans un attentat à Baaqouba

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Irak a connu, mercredi 28 juillet, l'une de ses journées les plus sanglantes. Plus de 120 personnes ont péri dans des actes de violence sur l'ensemble du territoire, dont 70 dans un attentat à la voiture piégée contre un commissariat de police à Baaqouba, à 60 km au nord-est de Bagdad. Cette journée meurtrière coïncide avec le premier mois de l'entrée en fonction du gouvernement intérimaire d'Iyad Allaoui, le 28 juin.

Le transfert de pouvoir a été suivi par une relative période d'accalmie, mais depuis une quinzaine de jours, il n'y a pratiquement pas une journée sans voiture piégée. Pourtant, d'importantes mesures de sécurité ont été prises dans les principales villes du pays, notamment à Bagdad, où les points de contrôle sur les grandes avenues accentuent l'impression d'état de siège. Il y a désormais une véritable obsession de la voiture piégée. Sans parler des enlèvements (16 en une semaine), qui inquiètent le nouveau pouvoir car ils contribuent à accroître le sentiment d'insécurité.

C'est pourquoi Iyad Allaoui avait, dès le 6 juillet, fait adopter un décret de « sécurité nationale » qui prévoit notamment l'instauration de l'état d'urgence dans les zones troubles. Il avait également annoncé le rétablissement de la peine de mort. Le 15 juillet, le premier ministre avait décidé la création d'un service de renseignements, la direction générale de la sécurité (DGS), pour lutter contre le terrorisme.

Mais la violence continue, et rien n'indique pour le moment qu'elle va cesser et permettre aux autorités irakiennes de pouvoir faire redémarrer le pays. Outre les hauts fonctionnaires, ce sont les forces de sécurité, notamment la police,



Le cercueil d'Abdullah Mohammed, une des victimes de l'attentat de Baaqouba, est emporté par des membres de sa famille, mercredi 28 juillet. Une voiture piégée a explosé devant un commissariat, décimant la foule des candidats à un emploi dans la police.

qui sont la cible privilégiée des terroristes.

A Baaqouba, mercredi, une voiture piégée a foncé dans la foule dense des candidats à un emploi dans la police, qui faisaient la queue devant le commissariat. La déflagration a provoqué un carnage, semant la mort et la destruction dans un rayon de plusieurs centaines de mètres. Les 21 passagers d'un minibus qui passait ont été tués et le véhicule a été entièrement carbonisé. Les autres victimes sont, pour l'essentiel, des futures recrues, des passants et des policiers. On a dénombré 56 blessés.

PERMÉABILITÉ DES FRONTIÈRES

Ce commissariat, situé dans un bastion sunnite très contrôlé par la guérilla, avait déjà été visé par un autre attentat-suicide au mois d'avril. Après Fallouja, Baaqouba, située non loin de la frontière irakienne, est un lieu d'affrontements permanents, où les Américains ne

pénètrent pratiquement plus, comme d'ailleurs Samarra, un peu plus au nord. Ces villes sont devenues des fiefs d'une guérilla qui veut imposer sa loi en tentant par l'intimidation meurtrière de marginaliser la police.

« ESPIONS ET SABOTEURS »

La principale difficulté du nouveau pouvoir est d'éviter la perméabilité des frontières que les candidats au « djihad » franchissent toujours sans encombre. Mais en raison de leurs longueurs, tant avec l'Arabie saoudite, qu'avec la Syrie, la Jordanie et l'Iran, celles-ci sont pratiquement impossibles à contrôler si les Etats concernés n'y mettent pas de la bonne volonté. C'est une des principales raisons pour lesquelles Iyad Allaoui a entrepris une vaste tournée chez ses voisins arabes pour obtenir des garanties dans ce domaine.

La situation est jugée notamment préoccupante avec la Syrie et l'Iran. Le ministre de la défense, Hazem Chalaane, a récemment accusé l'Iran d'« envoyer des espions et des saboteurs » en Irak et de chercher à « tuer la démocratie en s'ingérant dans les affaires intérieures irakiennes ». Il s'est vu infliger un démenti formel de Téhéran, dont le chef de la diplomatie, Kamal Kharrazi, avait néanmoins admis quelques jours plus tôt la possibilité d'« infiltrations » aux frontières, à l'insu du gouvernement iranien.

De toute évidence, l'Irak est devenu le champ clos des terroristes de toute nature venus prêter main forte aux islamistes et autres rebelles pour lutter contre l'invasisseur et déstabiliser le gouvernement, consi-

déré comme collaborateur des forces d'occupation. En dépit des efforts faits pour mettre sur pied des forces de sécurité, celles-ci sont incapables de maîtriser la situation, même avec l'appui de 160 000 soldats étrangers et malgré les coups portés à la guérilla. Tel celui signalé mercredi dans un communiqué de la force multinationale, selon lequel 35 « infiltrés venus d'Iran » ont été tués lors d'affrontements à Soueïra, au sud de Bagdad. Sept membres des forces de sécurité ont trouvé la mort dans cet accrochage.

D'après le Pentagone, 674 GIs ont été tués en Irak depuis le 20 mars 2003, date du début de la guerre contre le régime de Saddam Hussein. Citant d'autres sources, le *Boston Globe* affirme que le 20 juillet, le chiffre s'élevait à 893. Pour la même période, entre 11 000 et 13 000 Irakiens ont été tués, d'après un organisme intitulé Irakbodycount.

Michel Bôle-Richard

Deux Pakistanais tués par leurs ravisseurs

La chaîne de télévision satellitaire qatarote Al-Jazira a annoncé mercredi soir 28 juillet avoir reçu un enregistrement vidéo d'un groupe armé, s'identifiant comme « l'Armée islamique en Irak », annonçant l'exécution de deux otages pakistanais. La chaîne a précisé que ce groupe lui avait fait parvenir un enregistrement vidéo montrant les cadavres des otages, mais qu'elle ne le diffuserait pas à l'antenne « pour ne pas choquer les téléspectateurs ».

Selon Al-Jazira, citant l'enregistrement, ce même groupe annonce avoir libéré un chauffeur irakien détenu en otage après qu'il se fut « repenti ». Lundi, le même groupe avait revendiqué l'enlèvement des deux Pakistanais accusés de collaboration avec les forces américaines.

Le Pakistan a condamné jeudi la mort de ses deux ressortissants que le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Masood Khan, a qualifié de « crime contre l'humanité », tout en indiquant que son gouvernement devait encore confirmer les deux assassinats. — (AFP)

Le Monde

30 JUILLET 2004

Photographie. A l'Hôtel de Ville de Paris, les rêves fracassés d'un peuple qui n'a jamais pu créer son propre Etat.

Un siècle d'épreuves kurdes

22 JUILLET 2004



Kurdistan, l'ombre de l'histoire
Exposition à l'Hôtel de Ville de Paris, entrée libre. Jusqu'au 24 juillet.

C'est une fosse creusée dans la terre poussiéreuse, où un homme tient un crâne dans la main. Autour, d'autres regardent, accroupis. Koreme, 1991, dans le nord du Kurdistan irakien, à peine libéré du joug de Saddam Hussein. La photographe Susan Meiselas accompagne une équipe de l'ONG américaine Human Rights Watch, venue chercher

des preuves sur les crimes commis par le régime baasiste pendant l'opération «Al-Anfal» en 1988, qui fit 180000 victimes parmi les Kurdes.

Symbole. A côté, d'autres photos montrant une mère morte avec son bébé dans les bras, foudroyée par le gaz moutarde lancé cette même année par l'aviation de Saddam sur la ville d'Al-Habja, dans un bombardement chimique qui fit 5000 morts. Une image deve-

nue un symbole de la tragédie kurde.

Ces photos sont la mémoire d'un peuple. Elles rappellent son histoire, témoignent de ses rêves fracassés. Les Kurdes - au moins vingt millions de personnes - vivent toujours écartelés entre quatre pays - Turquie, Irak, Iran et Syrie - sans jamais avoir réussi à former leur propre Etat, bien qu'ayant une langue et une culture spécifiques sur un territoire relativement homogène.

Cette iconographie choisie par Susan Meiselas couvre plus d'un siècle. «*Les Kurdes, en tant que sujet de l'histoire, font un pas hors de l'ombre, sortent en pleine lumière*», écrit dans la présentation de l'exposition Charles Merewether, soulignant que ces images posent aussi la question de «*qui a représenté les Kurdes et pourquoi*». Ceux-ci, en effet, n'ont été qu'exceptionnellement les maîtres

d'œuvre de ces images dont ils sont les héros.

Il y a les premiers clichés sépia, tirés le plus souvent dans les studios d'Istanbul ou de Téhéran, montrant des «nobles» posant dans leurs plus beaux atours, avec armes de parade, pour ces cartes postales de «sujets exotiques» dont les voyageurs du début du siècle dernier étaient friands.

Avec la Première Guerre mondiale et l'effondrement de l'Empire ottoman, débute véritablement la «question kurde». Leurs révoltes sont impitoyablement écrasées, aussi bien par la Turquie républicaine de Mustapha Kemal que par les Britanniques protecteurs de l'Irak. Des photos montrent les biplans de la Royal Air Force bombardant les villages insoumis avec des gaz.

Combattante chrétienne. Dès lors, toutes les photos présentent des scènes de guerre, de

répression, d'exode. Les quelques clichés pris par les Kurdes eux-mêmes privilégient le regard héroïque, comme dans cet extraordinaire portrait d'une combattante chrétienne d'Irak, Margaret

George, posant avec son fusil. La plupart des images exposées, œuvres des nombreux photojournalistes qui ont défilé depuis cinquante ans dans les montagnes kurdes, montrent en revanche le martyre d'un peuple. Des foules de fuyards affamés marchant dans la boue, des combattants en pantalons bouffants avec de vieilles armes, des corps battus, des femmes cherchant des cadavres, des accusés dans le box défiant leurs juges. ◀

MARC SEMO



Cheikh Mahmoud, gouverneur du Kurdistan du Sud en 1918, autoproclamé roi. Avec ses fils, en Mésopotamie, années 1920.